

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2017/206422]

Extrait de l'arrêt n° 135/2017 du 30 novembre 2017

Numéros du rôle : 6348 et 6365

En cause : les recours en annulation partielle de la loi du 10 août 2015 visant à relever l'âge légal de la pension de retraite, les conditions d'accès à la pension de retraite anticipée et l'âge minimum de la pension de survie, introduits par André-Marie Hennebert et par Luc Logghe et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût et R. Leysen, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 30 janvier 2016 et parvenue au greffe le 2 février 2016, André-Marie Hennebert a introduit un recours en annulation des articles 2, 9, 12, 21, 28 et 34 de la loi du 10 août 2015 visant à relever l'âge légal de la pension de retraite, les conditions d'accès à la pension de retraite anticipée et l'âge minimum de la pension de survie (publiée au *Moniteur belge* du 21 août 2015, deuxième édition).

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 22 février 2016 et parvenue au greffe le 23 février 2016, un recours en annulation des articles 2, 3, 9, 10, 12 à 16, 18 et 21 de la même loi a été introduit par Luc Logghe, Patricia Moonens, Martine Vanesbeck, Werner Sels, Sussana Dumont, Hendrik Didden, Nasir Aliouat, John Verdonck, Dries Denolf, Dorine Deloof, Dominique Janssens, Amande Flebus, Myriam Vermoesen, Maria Keppens, Michel Dickens, Marc Leemans, Rudy De Leeuw, Mario Coppens, la Confédération des syndicats chrétiens, la Fédération générale du travail de Belgique et la Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique, assistés et représentés par Me L. Vermeulen, avocat au barreau de Turnhout, et Me L. Putman, avocat au barreau de Malines.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 6348 et 6365 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1.1. Le recours en annulation dans l'affaire n° 6348 est dirigé contre les articles 2, 9, 12, 21, 28 et 34 de la loi du 10 août 2015 « visant à relever l'âge légal de la pension de retraite et portant modification des conditions d'accès à la pension de retraite anticipée et de l'âge minimum de la pension de survie » (ci-après : la loi du 10 août 2015).

Le recours en annulation introduit dans l'affaire n° 6365 est dirigé contre les articles 2, 3, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 18 et 21 de la même loi.

B.1.2. Ils disposent :

« Art. 2. A l'article 46 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, modifié en dernier lieu par la loi du 5 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1°) dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots ' 62^e anniversaire ' sont remplacés par les mots ' 63^e anniversaire ';

2°) dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°), les mots ' 40 années ' sont remplacés par les mots ' 42 années ';

3°) dans le § 1^{er}, alinéa 3, les mots ' 62 ans ', ' 42 années ', et ' 41 années ', sont respectivement remplacés par les mots ' 63 ans ', ' 44 années ' et ' 43 années ';

4°) le paragraphe 2 est complété par les 4°, 5° et 6° rédigés comme suit :

' 4° Pour les pensions de retraite prenant cours entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2016 :

- à 62 ans pour les personnes qui peuvent faire valoir au moins 40 années de services déterminés conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°;

- à 61 ans pour les personnes qui peuvent faire valoir au moins 41 années de services déterminés conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°;

- à 60 ans pour les personnes qui peuvent faire valoir au moins 42 années de services déterminés conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°;

5° Pour les pensions de retraite prenant cours entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2017 :

- à 62 ans et 6 mois pour les personnes qui peuvent faire valoir au moins 41 années de services déterminés conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°;

- à 61 ans pour les personnes qui peuvent faire valoir au moins 42 années de services déterminés conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°;

- à 60 ans pour les personnes qui peuvent faire valoir au moins 43 années de services déterminés conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°;

6° Pour les pensions de retraite prenant cours entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2018 :

- à 63 ans pour les personnes qui peuvent faire valoir au moins 41 années de services déterminés conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°;

- à 61 ans pour les personnes qui peuvent faire valoir au moins 42 années de services déterminés conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°;

- à 60 ans pour les personnes qui peuvent faire valoir au moins 43 années de services déterminés conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°;

5°) le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

' § 3. La condition de durée de services fixée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, au § 2 et au § 2/1 ne doit pas être remplie par la personne née avant le 1^{er} janvier 1953 ou par la personne qui a atteint l'âge de 65 ans.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'âge de 65 ans visé à cet alinéa est porté à :

1^o) 66 ans si la pension prend cours entre le 1^{er} février 2025 et le 31 janvier 2030;

2^o) 67 ans si la pension prend cours à partir du 1^{er} février 2030.

Les pensions qui prennent cours durant les mois de janvier des années 2014, 2015, 2016, 2017, 2018 ou 2019, sont, pour l'application du paragraphe 2, censées prendre cours respectivement en 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 ou 2018.

Les pensions qui prennent cours durant le mois de janvier des années 2017, 2018, 2019, 2020, 2021 ou 2022, sont, pour l'application du paragraphe 3/1, censées prendre cours respectivement en 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 ou 2021 ;

6^o) dans le paragraphe 3/1 les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots ' § 3, alinéas 2 à 4 ' sont remplacés par les mots ' § 3, alinéa 3 ' ;

b) dans l'alinéa 5, les mots ' 42 ans ' sont chaque fois remplacés par les mots ' 42 ans ou plus '.

Art. 3. Dans l'article 90 de la loi du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses, remplacé par la loi du 13 décembre 2012, les mots ' pension de retraite avant l'âge de 62 ans ' sont remplacés par les mots ' pension de retraite anticipée ' ».

« Art. 9. A l'article 5/1, § 1^{er}, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, inséré par la loi du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o) dans le § 1^{er}, alinéa 2, dernier tiret, les mots ' se situe postérieurement au 31 décembre 2024 ' sont remplacés par les mots ' survient dans la période comprise entre le 1^{er} janvier 2025 et le 31 décembre 2025 ' ;

2^o) le § 1^{er}, alinéa 2, est complété par ce qui suit :

' - 51 ans lorsque le décès du conjoint survient dans la période comprise entre le 1^{er} janvier 2026 et le 31 décembre 2026;

- 52 ans lorsque le décès du conjoint survient dans la période comprise entre le 1^{er} janvier 2027 et le 31 décembre 2027;

- 53 ans lorsque le décès du conjoint survient dans la période comprise entre le 1^{er} janvier 2028 et le 31 décembre 2028;

- 54 ans lorsque le décès du conjoint survient dans la période comprise entre le 1^{er} janvier 2029 et le 31 décembre 2029;

- 55 ans lorsque le décès du conjoint se situe postérieurement au 31 décembre 2029. '.

Art. 10. Dans l'article 6/1, alinéa 3, de la même loi, inséré par la loi du 15 mai 2014, les mots ' porté à 50 ans ' sont remplacés par les mots ' porté à 55 ans ' ».

« Art. 12. Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, modifié par la loi du 28 décembre 2011, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

' § 1^{er}. La pension de retraite prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel l'intéressé en fait la demande et au plus tôt le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il atteint l'âge de la pension. L'âge de la pension est de :

1^o 65 ans pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tard le 1^{er} janvier 2025;

2^o 66 ans pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} février 2025 et au plus tard le 1^{er} janvier 2030;

3^o 67 ans pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} février 2030 '.

Art. 13. Dans l'article 4, § 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 23 avril 1997, les mots ' l'âge de la pension, soit 65 ans ' sont remplacés par les mots ' l'âge de la pension visé à l'article 2, § 1^{er} '.

Art. 14. Dans l'article 7, § 1^{er}, alinéa 11, du même arrêté, les mots ' l'âge de 65 ans ' sont remplacés par les mots ' l'âge de la pension visé à l'article 2, § 1^{er} '.

Art. 15. L'article 2 de la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées, modifié par les lois des 23 décembre 2005 et 8 décembre 2013, est complété par le 7^o rédigé comme suit :

' 7^o l'arrêté royal du 23 décembre 1996 : l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions '.

Art. 16. L'article 3 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

' Art. 3. La garantie de revenus est assurée aux personnes qui ont atteint l'âge légal de la pension visé à l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 ' ».

« Art. 18. Dans l'article 4 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, modifié en dernier lieu par la loi du 24 juin 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le § 1^{er}, 4^o, les mots ' au plus tôt le 1^{er} janvier 2016 ' sont remplacés par les mots ' au plus tôt le 1^{er} janvier 2016 et au plus tard le 1^{er} décembre 2016 ' ;

2^o le paragraphe 1^{er} est complété par les 5^o et 6^o rédigés comme suit :

' 5^o au premier jour du septième mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge de 62 ans, pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2017 et au plus tard le 1^{er} décembre 2017;

6^o au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge de 63 ans, pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2018 ' ;

3^o dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 3^o, les mots ' au plus tôt le 1^{er} janvier 2015 ' sont remplacés par les mots ' au plus tôt le 1^{er} janvier 2015 et au plus tard le 1^{er} décembre 2016 ' ;

4^o dans le paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est complété par les 4^o et 5^o rédigés comme suit :

' 4^o d'au moins 41 ans, pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2017 et au plus tard le 1^{er} décembre 2018;

5^o d'au moins 42 ans, pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2019 ' ;

5^o dans le § 3, 3^o, les mots ' au plus tôt le 1^{er} janvier 2016, ' sont remplacés par les mots ' au plus tôt le 1^{er} janvier 2016 et au plus tard le 1^{er} décembre 2016 ' ;

6° le paragraphe 3 est complété par les 4° et 5° rédigés comme suit :

‘ 4° pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2017 et au plus tard le 1^{er} décembre 2018 :

a) si l’intéressé prouve une carrière d’au moins 43 années civiles telles que définies au paragraphe 2, sa pension de retraite anticipée peut prendre cours au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l’âge de 60 ans;

b) si l’intéressé prouve une carrière d’au moins 42 années civiles telles que définies au paragraphe 2, sa pension de retraite anticipée peut prendre cours au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l’âge de 61 ans;

5° pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2019 :

a) si l’intéressé prouve une carrière d’au moins 44 années civiles telles que définies au paragraphe 2, sa pension de retraite anticipée peut prendre cours au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l’âge de 60 ans;

b) si l’intéressé prouve une carrière d’au moins 43 années civiles telles que définies au paragraphe 2, sa pension de retraite anticipée peut prendre cours au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l’âge de 61 ans ;

7° le paragraphe 3bis est complété par un alinéa rédigé comme suit :

‘ Par dérogation aux paragraphes 1 à 3 et sans préjudice de l’alinéa 1^{er}, l’intéressé, qui a atteint l’âge de 59 ans ou plus en 2016, peut prendre sa pension de retraite anticipée aux conditions d’âge et de carrière prévues aux paragraphes 1 à 3 et en vigueur jusqu’au 31 décembre 2016, majorées chacune d’un an. ’;

8° dans le paragraphe 3ter, trois alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 3 et 4 :

‘ Par dérogation au § 1^{er}, 5°, l’âge pour les pensions prenant cours au mois de janvier 2017 est fixé conformément au § 1^{er}, 4°. Par dérogation au § 2, alinéa 1^{er}, 4°, la condition de carrière requise pour les pensions prenant cours au mois de janvier 2017 est fixée conformément au § 2, alinéa 1^{er}, 3°.

Par dérogation au § 1^{er}, 6°, l’âge pour les pensions prenant cours au mois de janvier 2018 est fixé conformément au § 1^{er}, 5°.

Par dérogation au § 2, alinéa 1^{er}, 5°, la condition de carrière requise pour les pensions prenant cours au mois de janvier 2019 est fixée conformément au § 2, alinéa 1^{er}, 4° ;

9° le paragraphe 3ter est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

‘ Par dérogation au § 3, 4°, la condition de carrière requise pour les pensions prenant cours au mois de janvier 2017 est fixée conformément au § 3, 3°.

Par dérogation au § 3, 5°, la condition de carrière requise pour les pensions prenant cours au mois de janvier 2019 est fixée conformément au § 3, 4°. ’ ».

« Art. 21. Dans l’article 16, § 1^{er}, de l’arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié par les lois des 5 juin 1970, 25 janvier 1999 et 5 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l’alinéa 2, le 11° est remplacé par ce qui suit :

‘ 11° 50 ans, lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1^{er} janvier 2025 et au plus tard au 31 décembre 2025; ’;

2° l’alinéa 2 est complété par les 12°, 13°, 14°, 15° et 16° rédigés comme suit :

‘ 12° 51 ans, lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1^{er} janvier 2026 et au plus tard au 31 décembre 2026;

13° 52 ans, lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1^{er} janvier 2027 et au plus tard au 31 décembre 2027;

14° 53 ans, lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1^{er} janvier 2028 et au plus tard au 31 décembre 2028;

15° 54 ans, lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1^{er} janvier 2029 et au plus tard au 31 décembre 2029;

16° 55 ans, lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1^{er} janvier 2030 ;

3° il est inséré entre les alinéas 2 et 3 un alinéa rédigé comme suit :

‘ La pension de survie est accordée au conjoint survivant qui, à la date du décès de son époux ou épouse, a atteint l’âge visé à l’alinéa 2 ’ ».

« Art. 28. A l’article 3 de l’arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l’article 3, § 1^{er}, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l’Union économique et monétaire européenne, modifié en dernier lieu par la loi du 28 juin 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° les paragraphes 1bis et 1ter sont insérés, rédigés comme suit :

‘ § 1^{er}bis. A partir du 1^{er} février 2025 et pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} février 2025 et au plus tard le 1^{er} janvier 2030, l’âge de la pension est de 66 ans.

§ 1^{er}ter. A partir du 1^{er} février 2030 et pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} février 2030, l’âge de la pension est de 67 ans ;

2° dans le paragraphe 2bis, l’alinéa 4, inséré par la loi du 21 décembre 2012 et abrogé par la loi du 28 juin 2013, est rétabli;

3° dans le paragraphe 2bis, l’alinéa 4 qui devient l’alinéa 5 est abrogé;

4° il est inséré un paragraphe 2ter rédigé comme suit :

‘ § 2ter. La pension de retraite peut néanmoins prendre cours, au choix et à la demande de l’intéressé, avant l’âge prévu au § 1^{er}, et au plus tôt le premier jour du mois suivant le 63^e anniversaire.

Par dérogation à l’alinéa 1^{er} et pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} février 2018 et au plus tard le 1^{er} janvier 2019, la pension de retraite peut prendre cours, au choix et à la demande de l’intéressé :

1° le premier jour du mois suivant le 60^e anniversaire lorsque l’intéressé prouve une carrière d’au moins 43 années civiles;

2° le premier jour du mois suivant le 61^e anniversaire lorsque l’intéressé prouve une carrière d’au moins 42 années civiles;

3° le premier jour du mois suivant le 62^e anniversaire lorsque l’intéressé prouve une carrière d’au moins 42 années civiles.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt à partir du 1^{er} février 2019, la pension de retraite peut prendre cours, au choix et à la demande de l'intéressé :

1^o le premier jour du mois suivant le 60^e anniversaire lorsque l'intéressé prouve une carrière d'au moins 44 années civiles;

2^o le premier jour du mois suivant le 61^e anniversaire lorsque l'intéressé prouve une carrière d'au moins 43 années civiles;

3^o le premier jour du mois suivant le 62^e anniversaire lorsque l'intéressé prouve une carrière d'au moins 43 années civiles.

Néanmoins, l'intéressé qui, à un moment donné, remplit les conditions d'âge et de carrière prévues au paragraphe 2^{bis}, au présent paragraphe, au § 3, alinéa 2 ou 3, ou à l'article 16^{ter}, pour obtenir une pension de retraite avant l'âge visé au paragraphe 1^{er}, peut obtenir au choix et à sa demande une pension de retraite anticipée, quelle que soit ultérieurement la date de prise de cours effective de la pension ;

5^o dans le paragraphe 3, entre les alinéas 2 et 3, deux alinéas sont insérés rédigés comme suit :

' La possibilité d'obtenir une pension de retraite anticipée conformément au § 2^{ter}, alinéa 1^{er}, est soumise dans le chef de l'intéressé à la condition de prouver une carrière d'au moins :

1^o 41 années civiles si la pension prend cours effectivement et pour la 1^{re} fois au plus tôt le 1^{er} février 2018 et au plus tard le 1^{er} janvier 2019;

2^o 42 années civiles si la pension prend cours effectivement et pour la 1^{re} fois au plus tôt à partir du 1^{er} février 2019.

Par années civiles au sens de l'alinéa 3, il y a lieu d'entendre les années susceptibles d'ouvrir des droits à la pension en vertu d'un ou plusieurs régimes légaux belges de pension ou de régimes qui relèvent du champ d'application des Règlements européens de sécurité sociale ou d'une convention de sécurité sociale conclue par la Belgique concernant les pensions des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants ;

6^o dans le § 3, alinéa 3, qui devient l'alinéa 5, les mots ' les années civiles visées à l'alinéa 1^{er} et à l'alinéa 2 ' sont remplacés par les mots ' les années civiles visées aux alinéas 1^{er} à 4 ' ».

« Art. 34. A l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté royal n^o 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, modifié en dernier lieu par la loi du 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, 2^o, le 10^o est remplacé par ce qui suit :

' 10^o 50 ans lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1^{er} janvier 2025 et au plus tard au 31 décembre 2025 ' ;

2^o l'alinéa 1^{er}, 2^o, est complété par les 11^o à 15^o rédigés comme suit :

' 11^o 51 ans lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1^{er} janvier 2026 et au plus tard au 31 décembre 2026;

12^o 52 ans lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1^{er} janvier 2027 et au plus tard au 31 décembre 2027;

13^o 53 ans lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1^{er} janvier 2028 et au plus tard au 31 décembre 2028;

14^o 54 ans lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1^{er} janvier 2029 et au plus tard au 31 décembre 2029;

15^o 55 ans lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1^{er} janvier 2030 ' ;

3^o le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

' La pension de survie est accordée au conjoint survivant qui, à la date du décès de son conjoint, a atteint l'âge visé à l'alinéa précédent ' ».

B.2.1. La loi attaquée vise à mettre en œuvre l'accord du gouvernement du 9 octobre 2014 qui prévoit de relever l'âge légal de la pension de retraite, de réformer la pension anticipée et de relever l'âge minimum pour la pension de survie afin de renforcer la viabilité du système de pension (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-1180/001, p. 4).

C'est ainsi que l'âge légal de la pension, actuellement fixé à 65 ans, est maintenu jusqu'au 31 décembre 2024, porté à 66 ans en 2025 et à 67 ans à partir du 1^{er} janvier 2030.

En ce qui concerne la pension anticipée, la condition d'âge est augmentée à raison de 6 mois par année. Elle passe ainsi de 62 ans en 2016, à 62 ans et 6 mois en 2017 et à 63 ans en 2018. La condition de carrière est quant à elle portée de 40 ans en 2016 à 41 ans en 2017 et 2018 et à 42 ans en 2019.

Des exceptions sont aménagées pour les carrières longues. Ainsi, les personnes qui ont commencé à travailler jeunes et justifient d'une longue carrière pourront prendre leur pension anticipée à l'âge de 60 ans ou 61 ans si elles peuvent compter respectivement 44 ans et 43 ans de services.

Enfin, la loi attaquée relève l'âge auquel une personne peut prétendre à la pension de survie, celui-ci étant porté à 50 ans en 2025 et à 55 ans en 2030.

B.2.2. L'exposé des motifs du projet de loi précise :

« Les mesures contenues dans ce projet s'inspirent du rapport ' Un contrat social performant et fiable ' de la Commission de réformes des pensions 2020-2040 qui préconise l'allongement des carrières pour permettre de renforcer la viabilité de notre système de pension.

Notre système de pension est en effet en raison de différents facteurs actuellement sous pression. Un premier facteur est l'allongement de la durée de la vie. Cet allongement de la durée de la vie est évidemment une chance pour notre société mais, conjugué à l'arrivée de la retraite des baby-boomers de l'après-guerre, il conduit à un vieillissement global de la population. Plus de 2 millions de citoyens ont aujourd'hui plus de 65 ans. Et malgré le nouvel essor démographique que connaît le pays, la proportion de retraités continue à augmenter plus rapidement que celle des actifs. Alors que le ratio du nombre d'actifs par rapport au nombre de personnes âgées de plus de 65 ans était encore de 3,31 en 2013, il ne sera plus que de 2,29 en 2030 et de 1,95 en 2060 (Source : Panorama des pensions 2013 : les indicateurs de l'OCDE et du G20 - OCDE 2013).

A l'allongement de la durée de la vie et au papy-boom s'ajoute l'âge moyen trop peu élevé de sortie du marché du travail en Belgique. L'âge moyen de sortie du marché du travail était en Belgique de 59,6 ans pour les hommes et de 58,7 ans pour les femmes. Au sein de l'OCDE, cet âge moyen est de 64,2 ans pour les hommes et de 63,1 ans pour les femmes. La Belgique figure ainsi parmi les pays de l'OCDE où l'âge moyen de sortie est le plus faible (Source : Panorama des pensions 2013 : les indicateurs de l'OCDE et du G20 - OCDE 2013).

Quant au taux d'emploi pour les 60-64 ans, il est d'après l' ' Etudes économiques de l'OCDE Belgique ' de mai 2013 de 17,97 % en Belgique contre 41,6 % dans les pays de l'OCDE.

Par ailleurs, le budget de paiement des pensions est passé de 25 à 41 milliards d'euros entre 2006 et 2015, soit une progression de plus de 1,7 milliard d'euros par an ! Dans son dernier rapport, le Comité d'Etude sur le vieillissement confirme, malgré les mesures prises sous la législature précédente, l'augmentation importante des dépenses au cours des prochaines années. Sans nouvelles réformes, le coût budgétaire des pensions augmentera encore de 4,1 % du PIB entre 2013 et 2060.

Cette situation rend inéluctable et urgente l'adoption de réformes visant à assurer la viabilité de nos pensions.

Ces mesures sont en outre recommandées à la Belgique par des instances internationales telles que le FMI, l'OCDE et la Commission européenne. Ainsi, par exemple, dans son rapport ' *Etudes économiques de l'OCDE Belgique* ' de février 2015, l'OCDE (p. 11) recommande de ' *relever l'âge légal et effectif de départ à la retraite pour améliorer la viabilité de la dette à long terme* ' parmi ses principales recommandations pour assurer la viabilité budgétaire tout en encourageant l'emploi et la compétitivité. Ce même rapport indique qu' ' *En vertu de la législation en vigueur jusqu'en 2013, la hausse à long terme prévue des dépenses au titre des pensions est l'une des plus fortes en Europe, essentiellement en raison d'une augmentation modérée du taux d'emploi parmi les travailleurs seniors et de l'âge de départ effectif à la retraite relativement bas, ce qui aggrave l'incidence du vieillissement démographique. Si la hausse prévue des dépenses au titre des pensions n'est pas compensée (par des réductions d'autres dépenses ou des impôts plus élevés) ni contenue, elle augmentera au fil du temps et la dette ne sera plus viable. La réforme des retraites est donc essentielle pour assurer la viabilité de la dette et est aussi cruciale pour concilier l'assainissement avec une croissance plus soutenue à long terme* ' (p. 21). ' *S'agissant de la retraite anticipée, les autorités devraient donc durcir encore les règles en matière d'âge et de nombres d'années d'activité, comme cela est prévu, tout en procédant parallèlement à un relèvement de l'âge légal de départ à la retraite (aujourd'hui de 65 ans) adapté à l'espérance de vie. Les relèvements progressifs annoncés de l'âge légal de départ à la retraite jusqu'à 67 ans et de l'âge d'ouverture des droits à la retraite anticipée constituent donc une initiative souhaitable* ' (p. 22).

Notons que d'après les nouvelles projections du Bureau fédéral du Plan dans un rapport de mars 2015, les mesures prévues par le gouvernement actuel, en ce compris les mesures reprises dans le présent projet de loi, permettraient de diminuer le coût budgétaire du vieillissement relatif aux pensions à concurrence de 1,7 % du PIB sur la période 2014-2060.

Au vu de l'intérêt général en jeu, à savoir la viabilité de notre système de pension, les raisons précitées justifient raisonnablement les mesures prévues par le projet, en ce compris le recours au critère de l'âge dans le cadre de ces mesures, ce qui répond aux remarques formulées par le Conseil d'Etat dans son avis n° 57 658/1-2 du 16 juin 2015.

Les mesures contenues dans ce projet concernent les trois régimes légaux de pension (travailleurs salariés, travailleurs indépendants et secteur public). En effet, conscient de la complexité soulignée par le Conseil d'Etat dans son avis n° 57 658/1-2 du 16 juin 2015, de la législation relative à ces mesures, il a été opté pour rassembler dans un seul et même projet de loi les textes relatifs à ces mesures pour les trois régimes de pension de façon à assurer une plus grande transparence de la réforme » (*ibid.*, pp. 4 à 6).

Quant à la recevabilité des recours

B.3.1. Le Conseil des ministres soutient que le recours introduit dans l'affaire n° 6348 est irrecevable au motif que la partie requérante n'expose pas son intérêt à l'annulation des dispositions attaquées.

B.3.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

B.3.3. La partie requérante dans l'affaire n° 6348 expose qu'elle est née le 29 octobre 1967, qu'elle est ingénieur civil, qu'elle a travaillé comme salarié et que depuis 1995, elle est fonctionnaire de l'Etat. Elle soutient également avoir exercé ponctuellement comme activité complémentaire des missions d'expertise à la demande du SPF Economie. Elle présente ainsi une carrière mixte.

Elle indique également que, par l'effet des dispositions attaquées, elle ne pourra prendre sa pension anticipée qu'à l'âge de 65 ans, après 42 années de carrière, et doit ainsi travailler deux années de plus que sous l'ancienne législation. Elle prétend encore avoir intérêt à l'annulation des dispositions relatives à la pension de survie dès lors que son conjoint pourrait, dans l'hypothèse du décès de la partie requérante, en demander le bénéficiaire.

B.3.4. La partie requérante dans l'affaire n° 6348 justifie ainsi à suffisance qu'elle pourrait être affectée de manière défavorable par les dispositions attaquées en ce qu'elles concernent les agents nommés de la fonction publique et les travailleurs salariés. En revanche, l'accomplissement de missions d'expertises ne permet pas de démontrer qu'elle a exercé ces missions sous le statut de travailleur indépendant à titre principal de sorte qu'elle ne justifie pas de l'intérêt requis à demander l'annulation des articles 28 et 34 de la loi attaquée.

B.4.1. Le Conseil des ministres conteste également l'intérêt à agir des parties requérantes dans l'affaire n° 6365. En ce qui concerne les dix-huit premières parties requérantes, le Conseil des ministres soutient qu'aucune d'elles n'apporte la preuve de la qualité qu'elles invoquent. Il soutient également que les dispositions attaquées ne portent pas atteinte aux prérogatives des organisations syndicales qui ont également introduit le recours.

B.4.2. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, les dix-huit premières parties requérantes exposent qu'elles sont travailleurs salariés ou fonctionnaires. Elles indiquent à quelle date elles sont entrées en fonction et à quelle date elles pourraient en principe prendre leur retraite ou prétendre à une retraite anticipée et soutiennent que, par l'effet des dispositions attaquées, cette date devrait être reculée de sorte qu'elles seraient directement et défavorablement affectées par ces dispositions. Du reste, le Conseil des ministres ne conteste pas l'intérêt à agir des dix-neuvième à vingt-et-unième parties requérantes qui sont les organisations représentatives des travailleurs représentant les intérêts des travailleurs salariés du personnel du secteur public, de l'enseignement et des assurés sociaux.

B.4.3. Dès lors que l'intérêt des autres parties requérantes est démontré, l'intérêt à agir des organisations syndicales ne doit pas être examiné.

B.5. L'exception est rejetée.

Quant à l'affaire n° 6348

B.6. Les trois moyens sont pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution en ce que la loi attaquée créerait une différence de traitement entre la catégorie des travailleurs qui entrent dans son champ d'application et les députés, membres de la Chambre des représentants, dès lors que les premiers se voient appliquer des conditions d'âge d'accès à la pension de retraite, des conditions d'accès à la retraite anticipée, et des conditions d'âge pour l'obtention d'une pension de survie en faveur du conjoint survivant moins favorables que celles qui s'appliquent à la deuxième catégorie.

B.7.1. L'article 66 de la Constitution dispose :

« Chaque membre de la Chambre des représentants jouit d'une indemnité annuelle de douze mille francs.

A l'intérieur des frontières de l'Etat, les membres de la Chambre des représentants ont droit au libre parcours sur toutes les voies de communication exploitées ou concédées par les pouvoirs publics.

Une indemnité annuelle à imputer sur la dotation destinée à couvrir les dépenses de la Chambre des représentants peut être attribuée au Président de cette assemblée.

La Chambre détermine le montant des retenues qui peuvent être faites sur l'indemnité à titre de contribution aux caisses de retraite ou de pension qu'elle juge à propos d'instituer ».

B.7.2. L'article 2 de la loi du 30 décembre 1982 contenant le budget des dotations de l'année budgétaire 1982, tel qu'il a été modifié par l'article 13 de la loi du 4 mars 2004 « accordant des avantages complémentaires en matière de pension de retraite aux personnes désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement dans un service public », dispose :

« 1. Les Chambres législatives déterminent le montant des retenues qui peuvent être faites sur l'indemnité parlementaire à titre de contribution aux caisses de retraite ou de pension instituées par elles.

2. La réglementation relative aux pensions des membres des Chambres législatives et de leurs ayants droit est de la compétence exclusive de chacune de ces Chambres. Délégation peut être donnée aux caisses de retraite ou de pension visées au 1.

3. Cette réglementation ne peut toutefois déroger aux dispositions légales qui, dans le secteur public, régissent le plafond des pensions de retraite ou de survie. Elle établira des règles en matière de cumul de pensions et de cumul d'une pension de retraite ou de survie avec une activité professionnelle ou l'exercice d'un mandat politique, en tenant compte des dispositions légales et du caractère du mandat parlementaire.

Les caisses de retraite ou de pension visées au 1 peuvent décider que les dispositions de l'article 41 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, telles qu'elles étaient libellées avant leur modification par l'article 12 de la loi du [4 mars 2004] accordant des avantages complémentaires en matière de pension de retraite aux personnes désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement dans un service public, restent intégralement applicables aux pensions accordées aux anciens membres des Chambres législatives ou à leurs ayants droit, si elles produisent un effet plus favorable que les dispositions de l'article 41 précité tel qu'il est modifié par l'article 12 précité ».

Contrairement à ce qu'affirme la partie requérante, cette disposition, qui a une portée normative, est toujours en vigueur. Elle constitue toutefois une répétition du principe affirmé explicitement (point 1) ou implicitement (point 2) à l'article 66 de la Constitution en ce qui concerne les membres de la Chambre des représentants.

B.8. Il ressort en effet de l'article 66 de la Constitution que la pension des membres de la Chambre des représentants et de leurs ayants droit relève de la compétence exclusive de la Chambre des représentants, laquelle exerce cette compétence par règlement. Cette compétence est un choix du Constituant, qui échappe au contrôle de la Cour.

Par conséquent, la Cour n'est pas compétente pour connaître de la différence de traitement soulevée dans les trois moyens.

Quant à l'affaire n° 6365

En ce qui concerne la recevabilité du recours

B.9. Dans son mémoire, le Conseil des ministres constate que les parties requérantes allèguent la violation des articles 10, 11, 16 et 23 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 2, 3 et 9 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, avec l'article 12 de la Charte sociale européenne révisée, avec les articles 17.1, 20, 21 et 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et avec l'article 4 de la directive 79/7/CEE du Conseil du 19 décembre 1978 relative à la mise en œuvre progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale (ci-après : la directive 79/7/CEE).

Le Conseil des ministres soutient que les parties requérantes resteraient en défaut d'expliquer en quoi les dispositions précitées seraient violées et dans quelle mesure leur situation présenterait un lien avec le droit de l'Union européenne.

B.10. Etant donné que les parties requérantes ne démontrent pas un lien de rattachement de leur situation avec la mise en œuvre du droit de l'Union, les moyens ne sont pas recevables en ce qu'ils sont pris de la violation de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

B.11. Les parties requérantes prennent un deuxième moyen de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 4 de la directive 79/7/CEE du 19 décembre 1978, ainsi qu'avec les articles 20, 21 et 23 de la Charte précitée.

B.12.1. La directive 79/7/CEE entend mettre en œuvre le principe de l'égalité de traitement en matière de sécurité sociale dans les régimes légaux qui assurent une protection contre les risques de maladies, d'invalidité, de vieillesse, d'accident du travail, de maladie professionnelle et de chômage, ainsi que dans les dispositions qui concernent l'aide sociale dans la mesure où elles sont destinées à compléter les régimes précités ou à y suppléer (article 3).

Elle s'applique à la population active, y compris les travailleurs indépendants, les travailleurs dont l'activité est interrompue par une maladie, un accident ou un chômage involontaire et les personnes à la recherche d'un emploi, ainsi qu'aux travailleurs retraités et aux travailleurs invalides (article 2).

L'article 4 de la directive interdit toute discrimination fondée sur le sexe, qu'elle soit directe ou indirecte, tandis que l'article 5 impose aux États membres de prendre les mesures nécessaires afin que soient supprimées les dispositions législatives, réglementaires et administratives contraires au principe de l'égalité de traitement.

B.12.2. Par son arrêt *Brachner* (20 octobre 2011, C-123/10, point 40), la Cour de justice de l'Union européenne a rappelé qu'il ressort d'une jurisprudence constante que, afin d'entrer dans le champ d'application de la directive, une prestation devait constituer tout ou partie d'un régime légal de protection contre l'un des risques énumérés à l'article 3, § 1^{er}, de cette directive ou une forme d'aide sociale ayant le même but, et être directement et effectivement liée à la protection contre l'un de ces risques.

Dans les considérations liminaires à l'examen des questions préjudicielles dont elle était saisie, la Cour de justice de l'Union européenne a rappelé, par les arrêts du 21 juin 2007, C-231/06 à C-233/06 (*Office national des pensions c. E. Jonkman et a.*), qu'en ce qui concerne le principe de l'égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et travailleurs féminins, l'article 157, paragraphes 1 et 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ancien article 141, paragraphes 1 et 2, du Traité CE) s'applique aux seuls régimes de pension professionnels, et non aux régimes de pension légaux qui relèvent, pour leur part, du champ d'application de la directive 79/7/CEE (voir également 26 mars 2009, C-559/07, *Commission c. République hellénique*, points 41 et 42).

B.13.1. Dès lors que les dispositions attaquées, qui règlent l'un des aspects du régime des pensions, entrent dans le champ d'application de la directive 79/7/CEE, le rattachement au droit de l'Union est suffisamment établi, de sorte qu'il l'est également à l'égard de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne qui consacre les principes contenus dans cette directive.

B.13.2. L'exception du Conseil des ministres relative au deuxième moyen est rejetée.

En ce qui concerne la pension de retraite et la pension de retraite anticipée

B.14. Un premier moyen est pris de la violation, par les articles 2, 12 et 18 de la loi attaquée, des articles 10, 11 et 23 de la Constitution, combinés avec l'article 12 de la Charte sociale européenne révisée, avec l'article 9 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et avec les articles 20, 21 et 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

B.15. L'article 23 de la Constitution dispose :

" Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.

A cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice.

Ces droits comprennent notamment :

[...]

2° le droit à la sécurité sociale, à la protection de la santé et à l'aide sociale, médicale et juridique;

[...] "

L'article 9 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels dispose :

« Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à la sécurité sociale, y compris les assurances sociales ».

L'article 12 de la Charte sociale européenne révisée dispose :

« En vue d'assurer l'exercice effectif du droit à la sécurité sociale, les Parties s'engagent :

1. à établir ou à maintenir un régime de sécurité sociale;
2. à maintenir le régime de sécurité sociale à un niveau satisfaisant, au moins égal à celui nécessaire pour la ratification du Code européen de sécurité sociale;
3. à s'efforcer de porter progressivement le régime de sécurité sociale à un niveau plus haut;
4. à prendre des mesures, par la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux appropriés ou par d'autres moyens, et sous réserve des conditions arrêtées dans ces accords, pour assurer :
 - a) l'égalité de traitement entre les nationaux de chacune des Parties et les ressortissants des autres Parties en ce qui concerne les droits à la sécurité sociale, y compris la conservation des avantages accordés par les législations de sécurité sociale, quels que puissent être les déplacements que les personnes protégées pourraient effectuer entre les territoires des Parties;

b) l'octroi, le maintien et le rétablissement des droits à la sécurité sociale par des moyens tels que la totalisation des périodes d'assurance ou d'emploi accomplies conformément à la législation de chacune des Parties ».

Comme l'article 23, alinéa 3, 2°, de la Constitution, l'article 9 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et l'article 12 de la Charte sociale européenne révisée reconnaissent le droit à la sécurité sociale.

B.16.1. Les parties requérantes soutiennent que, du fait du relèvement de l'âge de la pension de 65 à 67 ans, un grand nombre d'assurés sociaux verront leur droit à la retraite reporté d'une à deux années selon leur âge.

B.16.2. Le relèvement des conditions d'âge et de carrière permettant un départ à la retraite anticipée priverait également un grand nombre d'assurés sociaux du droit à la retraite anticipée si bien qu'ils verraient leur retraite reportée au moment où ils atteindront l'âge légal pour y accéder. Les mesures constitueraient ainsi un recul substantiel en privant les personnes concernées du droit de partir à la retraite pendant une période pouvant aller jusqu'à quatre années.

B.17.1. L'article 23 de la Constitution dispose que chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine. A cette fin, les différents législateurs garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice. Ces droits comprennent notamment le droit à la sécurité sociale. L'article 23 de la Constitution ne précise pas ce qu'impliquent ces droits dont seul le principe est exprimé, chaque législateur étant chargé de les garantir, conformément à l'alinéa 2 de cet article, en tenant compte des obligations correspondantes.

B.17.2. L'article 23 de la Constitution contient, en ce qui concerne le droit à la sécurité sociale, une obligation de *standstill*, qui s'oppose à ce que le législateur compétent réduise significativement le niveau de protection offert par la législation en vigueur, sans qu'existent pour ce faire des motifs liés à l'intérêt général.

B.17.3. Les développements de la proposition de révision de la Constitution qui a conduit à l'insertion, dans le titre II de celle-ci, de l'article 23 (numéroté *24bis* à l'époque) exposent, au sujet du droit à la sécurité sociale :

« L'inscription de ce droit fondamental dans notre Constitution constitue le couronnement d'un siècle de luttes sociales et s'inscrit dans une évolution axée sur le bien-être et le progrès.

[...]

En vertu du texte proposé, toute personne exerçant une activité professionnelle a droit à la sécurité sociale. [...] Il importe de souligner que l'exercice d'un tel droit reste en tout cas lié à l'obligation de cotiser et qu'il appartient aux pouvoirs publics de fixer les modalités d'exercice de ce droit, en concertation avec les interlocuteurs sociaux reconnus » (*Doc. parl.*, Sénat, S.E. 1991-1992, n° 100-2/3°, p. 18).

B.18.1. Au sujet de la compatibilité des mesures attaquées avec l'obligation de *standstill* de l'article 23 de la Constitution, la section de législation du Conseil d'Etat a observé :

« 4.2. Ce type de mesures relève certes du large pouvoir d'appréciation du législateur. Il n'en demeure pas moins que l'article 23 de la Constitution garantit notamment ' le droit à la sécurité sociale ', dont le règlement du droit à la pension forme un pan important, et que, selon la Cour constitutionnelle, c'est là une disposition ' qui s'opposerait à ce que le législateur compétent réduise sensiblement le niveau de protection offert par la réglementation applicable, sans que soient présents à cette fin des motifs liés à l'intérêt général '.

L'avant-projet de loi à l'examen emporte, par le relèvement à horizon 2030, de l'âge de la retraite l'augmentation progressive qu'il règle de la condition d'âge et de carrière requise pour accéder à une retraite anticipée, de même que le relèvement de l'âge d'accès à une pension de survie, une modification de la législation applicable en matière de pension qui pourrait être considérée comme un recul.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet d'établir, au regard de l'article 23 de la Constitution, dans quelle mesure les dispositions en projet n'emportent pas un recul significatif par rapport à cette législation et, dans l'affirmative, d'expliquer en quoi elles sont raisonnablement justifiées au regard de l'intérêt général poursuivi, à savoir la viabilité du régime de pensions. Ceci s'impose d'autant plus que les réformes se mettent en place au fur et à mesure, comme en témoignent, pour le secteur public, l'adoption, dans un premier temps, de la loi du 28 avril 2015 ' portant des dispositions concernant les pensions du secteur public ' et, dans un second temps, le dépôt de l'avant-projet à l'examen. Affirmer sans plus que ' [c]es mesures s'inspirent du rapport " Un contrat social performant fiable " de la Commission de réformes des pensions 2020-2040 qui préconise l'allongement des carrières pour permettre de renforcer la viabilité de notre système de pension ' n'apparaît pas suffisant au regard de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle » (*Doc. parl.* Chambre, 2014-2015, DOC 54-1180/001, pp. 106-107).

B.18.2. A la suite de l'observation formulée par le Conseil d'Etat, le ministre des Pensions a déclaré lors des discussions au sein de la commission compétente :

« En ce qui concerne l'avis du Conseil d'Etat, à aucun moment, celui-ci ne met en cause, la légalité des dispositions du projet de loi; il ne met pas davantage en cause la constitutionnalité du projet. Quand il évoque l'article 23 de la Constitution, qui garantit le droit à la sécurité sociale, c'est pour indiquer qu' il appartient à l'auteur de l'avant-projet d'établir, au regard de l'article 23 de la Constitution, dans quelle mesure les dispositions n'emportent pas un recul significatif par rapport à cette législation et, dans l'affirmative, d'expliquer en quoi elles sont raisonnablement justifiées au regard de l'intérêt général poursuivi, à savoir la viabilité du régime de pensions '.

La demande du Conseil d'Etat vise donc à ce que le projet de loi soit mieux motivé sur cette nécessité de garantir la viabilité du régime de pensions, ce qui a été fait dans l'exposé des motifs.

Par ailleurs, la réforme qui est mise en place ne réduit aucunement le niveau de protection offert. Au contraire, l'allongement de la carrière, conjugué au fait que la carrière de référence n'est pas modifiée, aura pour effet de relever le niveau moyen des pensions » (*Doc. parl.*, 2014-2015, DOC 54-1180/004, pp. 8-9).

En ce qui concerne le relèvement de l'âge légal de la pension de retraite, le ministre a ajouté :

« Le relèvement de l'âge légal de la retraite, qui tend à devenir la norme au niveau européen, contribuera au relèvement de l'âge moyen de sortie du marché du travail, ce qui est une condition indispensable pour garantir la viabilité à long terme de notre régime de retraite. Dans son rapport de février 2015, l'OCDE recommande encore à la Belgique de ' relever l'âge légal et effectif de départ à la retraite pour améliorer la viabilité de la dette à long terme '. Contrairement au scénario évoqué par la Commission de réforme des pensions 2020-2040, la carrière de référence, qui est actuellement de 45 ans, n'est pas allongée. La réforme aura dès lors également pour effet de relever le montant moyen des pensions, vu que les carrières seront plus importantes » (*ibid.*, p. 17).

B.18.3. Il a été relevé lors des débats au sein de la commission que s'il fallait tendre à l'allongement de la carrière, ce mouvement devait s'accompagner d'une réflexion approfondie sur des questions importantes comme la pénibilité de certaines professions ou sur l'adaptation des conditions de travail afin de ne pas hypothéquer les chances et la présence des travailleurs âgés de plus de cinquante ans sur le marché du travail et de favoriser une gestion active du marché de l'emploi (*ibid.*, pp. 41 et 47).

Un membre a commenté la réforme en indiquant qu'une autre possibilité était celle qui était retenue par le précédent gouvernement, à savoir le maintien à l'emploi des travailleurs âgés par la formation continue, l'amélioration des conditions de travail et l'octroi d'un bonus pour ceux qui restaient travailler plus longtemps. Selon ce membre, pour respecter le principe de proportionnalité et d'égalité ainsi que l'obligation de *standstill*, il appartient au Gouvernement d'expliquer pourquoi les précédentes solutions qu'il a supprimées ne permettaient pas d'atteindre l'objectif qu'il s'était fixé (*ibid.*, p. 62).

Le ministre des Pensions a répondu aux intervenants :

« Le présent projet de loi modifie les règles en matière d'âge tout en maintenant la carrière de référence de 45 ans. Il ouvre ainsi une fenêtre d'opportunité de sept ans (entre 60 et 67 ans). Ainsi, une personne ayant commencé à travailler très jeune et totalisant une carrière suffisante avant l'âge de 67 ans, pourra prendre sa pension de retraite anticipée ou continuer à travailler s'il le souhaite.

Pour ce qui est de l'impact budgétaire, le ministre indique que les économies réalisées suite à l'adaptation des conditions d'accès à la pension anticipée ont été évaluées comme suit :

- secteur public : 93 millions d'euros en 2017 et 279 millions d'euros en 2018,
- employés : 94,3 millions d'euros en 2017 et 102,8 millions d'euros en 2018,
- indépendants : 4,7 millions d'euros en 2017 et 5,6 millions d'euros en 2018.

Ces estimations ne tiennent cependant pas compte de l'effet cumulé des présentes mesures avec d'autres mesures déjà adoptées antérieurement, telles que la suppression de la bonification pour diplôme, ainsi qu'avec les mesures transitoires définies dans le cadre de la concertation sociale. C'est pourquoi le ministre a demandé au Centre d'Expertise créé en vertu de la loi du 21 mai 2015 portant création d'un Comité national des Pensions, d'un Centre d'Expertise et d'un Conseil académique (*Moniteur belge* du 22 mai 2015) de rédiger un rapport sur l'impact budgétaire des présentes mesures. Le comité d'accompagnement s'est réuni une première fois le 8 juin 2015.

[...]

Le ministre précise que le rapport du Centre d'Expertise sera soumis au Comité national des Pensions au cours du mois de septembre 2015, avant que celui-ci n'entame ses travaux concernant la pénibilité du travail. Selon les dernières projections du Bureau fédéral du Plan (rapport de mars 2015), les mesures prévues par le gouvernement actuel, y compris celles visées par le présent projet de loi, permettraient de réduire le coût budgétaire du vieillissement en ce qui concerne les pensions, de 1,7 % du PIB sur la période 2014-2060.

[...]

La décision du gouvernement de relever l'âge légal de la pension à 67 ans s'explique pour une grande part par son souhait de relever l'âge effectif de sortie du marché du travail de 59 à 64 ans (moyenne européenne). Pour atteindre cette moyenne européenne tout en permettant aux travailleurs avec une carrière longue ou exerçant un métier pénible de partir à la pension entre 60 et 62 ans, il faut nécessairement que d'autres personnes travaillent jusqu'à 67 ans. Il s'agit d'un véritable acte de solidarité. Actuellement, moins de 10 % de la population travaillent jusqu'à 65 ans. Il est évidemment difficile de prédire dès aujourd'hui combien de personnes travailleront au-delà de 65 ans après la réforme. Le ministre estime qu'un même pourcentage de personnes travaillant respectivement jusqu'à 66 et 67 ans serait déjà un bon résultat » (*ibid.*, pp. 83-85).

En ce qui concerne plus particulièrement la remarque formulée par le Conseil d'Etat relative au droit à la sécurité sociale garanti par l'article 23 de la Constitution, le ministre a encore fait remarquer :

« la présente réforme ne réduit en rien le niveau de protection offert. Au contraire, l'allongement de la carrière, conjugué au fait que la carrière de référence de 45 ans n'est pas modifiée, aura pour effet de relever le niveau moyen des pensions. En outre, quand bien d'aucuns considéreraient que le niveau de protection est ici réduit de manière sensible, cette réduction serait à suffisance justifiée par l'intérêt général » (*ibid.*, p. 88).

B.19. Il appartient au législateur d'apprécier dans quelle mesure il est opportun d'adopter des dispositions en vue de réaliser des économies dans le domaine des pensions de retraite et de survie. Dans cette optique, il dispose d'un pouvoir d'appréciation d'autant plus large lorsque le régime concerné a fait l'objet d'une concertation sociale. Bien que la concertation sociale au sein du Comité A n'ait pas abouti à un accord, elle a tout de même donné lieu à certaines modifications. A cet égard, le ministre des Pensions a déclaré, en commission de la Chambre, que :

« Le gouvernement a accepté toutes les dispositions transitoires qui ont été définies au cours de cette concertation, alors qu'elles allaient au-delà de l'accord de gouvernement et des mesures prises lors de la réforme de 2011.

[...]

Même si les mesures reprises dans le présent projet de loi n'ont pu faire l'objet d'un accord unanime, la concertation sociale a donc permis de définir plusieurs dispositions transitoires prenant en compte un certain nombre de situations spécifiques et de les inscrire dans le projet de loi. L'amendement n°2 [...] (DOC 54 1180/002) à l'article 2 du projet de loi, qui veille à ce que toutes les personnes qui sont nées au cours d'une même année civile soient assujetties à des conditions d'âge et de durée de services identiques en matière de pension anticipée, résulte lui aussi d'une demande des partenaires sociaux » (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-1180/004, pp. 86-87).

Les pensions concernées étant financées par des fonds publics, la charge qui pèse sur l'Etat doit pouvoir être modifiée lorsque la nécessité d'assainir les finances publiques l'exige ou lorsque le déficit de la sécurité sociale l'impose.

B.20.1. Sans qu'il faille examiner si le relèvement de l'âge légal de la retraite, de la retraite anticipée et l'allongement des conditions de carrière y donnant accès, constituent un recul significatif, il suffit de constater que ce recul est justifié par des motifs d'intérêt général.

B.20.2. Il ressort en effet des travaux préparatoires cités en B.2.2, B.18.2 et B.18.3 que le législateur a entendu prendre des mesures structurelles visant à réduire le coût budgétaire des pensions et préserver ainsi la viabilité du système des pensions, mis sous pression en raison de différents facteurs tels que l'allongement de la durée de vie qui aboutit à un vieillissement global de la population et l'âge moyen trop peu élevé de sortie du marché du travail.

Pour atteindre la moyenne européenne de 64 ans de l'âge effectif d'accès à la retraite tout en permettant aux travailleurs qui ont une carrière longue ou qui exercent un métier pénible de partir à la pension plus tôt, un mécanisme de solidarité devait être instauré en imposant que d'autres travaillent jusqu'à un âge plus avancé.

B.21.1. En ce qui concerne les conditions d'accès à la pension de retraite anticipée, la loi attaquée relève l'âge minimum requis pour pouvoir y prétendre à 63 ans en 2018 tandis que la durée de carrière exigée est portée à 42 années en 2019.

B.21.2. Plusieurs dérogations sont prévues. Ainsi les personnes qui peuvent faire valoir au moins 44 années de services peuvent être admises à la pension à 60 ans. Celles qui peuvent faire valoir au moins 43 années de services peuvent être admises à la pension à l'âge de 61 ans.

Des conditions particulières sont également prévues pour les personnes dont la pension de retraite prend cours entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016 : celles qui peuvent faire valoir au moins 40 années de services peuvent être admises à la pension à 62 ans; celles qui peuvent faire valoir 41 années de services peuvent être admises à la pension à 61 ans; celles qui peuvent faire valoir 42 années de services peuvent être admises à la pension à 60 ans.

Il en est de même pour les personnes dont la pension de retraite prend cours entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017 : celles qui peuvent faire valoir au moins 41 années de services peuvent être admises à la pension à 62 ans et 6 mois; celles qui peuvent faire valoir 42 années de services peuvent être admises à la pension à 61 ans; celles qui peuvent faire valoir 43 années de services peuvent être admises à la pension à 60 ans.

Des conditions particulières sont encore prévues pour les personnes dont la pension de retraite prend cours entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018 : celles qui peuvent faire valoir au moins 41 années de services peuvent être admises à la pension à 63 ans; celles qui peuvent faire valoir 42 années de services peuvent être admises à la pension à 61 ans; celles qui peuvent faire valoir 43 années de services peuvent être admises à la pension à 60 ans.

Enfin, des dispositions transitoires sont adoptées à l'égard des membres du personnel nommés du secteur public qui, en 2016, atteignent l'âge de 55 à 59 ans ou plus.

En effet, l'article 5 de la loi attaquée dispose :

« En cas d'application du chapitre 2, section 1^{re}, de la loi du 28 avril 2015 précitée, de la section 1^{re} ou de ces deux sections ensemble, notwithstanding toute autre disposition légale, réglementaire ou contractuelle, la personne qui atteint en 2016 :

- l'âge de 55 ou 56 ans, peut en tout état de cause être mise à la pension à l'expiration d'une période de trois années de services prenant cours à partir du moment où, sur la base de la législation en vigueur au 31 décembre 2015, elle remplit les conditions pour pouvoir être mise à la pension anticipativement;

- l'âge de 57 ou 58 ans, peut en tout état de cause être mise à la pension à l'expiration d'une période de deux années de services prenant cours à partir du moment où, sur la base de la législation en vigueur au 31 décembre 2015, elle remplit les conditions pour pouvoir être mise à la pension anticipativement;

- l'âge de 59 ans ou plus, peut en tout état de cause être mise à la pension à l'expiration d'une période d'une année de services prenant cours à partir du moment où, sur la base de la législation en vigueur au 31 décembre 2015, elle remplit les conditions pour pouvoir être mise à la pension anticipativement ».

B.22.1. Ici encore, il peut être admis que la viabilité du système des pensions impose l'adoption de mesures destinées à allonger la carrière des personnes actives sur le marché de l'emploi et réduire ainsi la charge qui pèse sur le financement des pensions en raison du vieillissement de la population.

B.22.2. Le régime attaqué s'inscrit dans le cadre des réformes structurelles des pensions qui visent à préserver les finances publiques à long terme en tenant compte des coûts budgétaires du vieillissement de la population.

Dans le cadre de ces réformes, plusieurs dispositions ont déjà été adoptées dans le but d'« assainir les finances publiques » et de « conserver le niveau de bien-être » (*Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, DOC 53-1952/003, p. 17). Selon le ministre compétent, les mesures adoptées sont « nécessaires afin que les pensions puissent continuer à être payées », la philosophie sous-jacente des mesures consistant à « convaincre les citoyens de travailler plus longtemps » (*Doc. parl.*, 2011-2012, DOC 53-1952/011, p. 20).

B.23. Ces objectifs légitimes constituent également le fondement du régime attaqué, ainsi qu'il a déjà été mentionné en B.2.2 et B.22.2 et ainsi qu'il ressort également des explications du ministre compétent, mentionnées en B.18.2 et B.18.3.

B.24.1. Le principe d'égalité et de non-discrimination ne s'oppose pas à ce que le législateur revienne sur ses objectifs initiaux pour en poursuivre d'autres. D'une manière générale, les pouvoirs publics doivent d'ailleurs pouvoir adapter leur politique aux circonstances changeantes de l'intérêt général.

B.24.2. Eu égard aux différents facteurs, mentionnés en B.2.2, dont le législateur a voulu tenir compte, le régime attaqué constitue une mesure pertinente.

B.24.3. Enfin, en étalant dans le temps le régime, attaqué, de la retraite anticipée de six mois chaque fois en 2017 et en 2018, et en accordant les dérogations et mesures transitoires, mentionnées en B.21.2, le législateur a recherché un équilibre qui n'est pas manifestement déraisonnable.

B.25.1. Les parties requérantes critiquent encore la loi attaquée en ce que les personnes qui ont quitté prématurément le marché de l'emploi sans pouvoir prétendre à un revenu de remplacement voient reculer de deux années l'âge auquel elles peuvent prétendre à une pension sans que cela puisse être compensé par une autre prestation de sécurité sociale.

B.25.2. Un tel grief porte sur les conditions prescrites pour l'obtention d'un revenu de remplacement et est étranger à la loi attaquée. La circonstance que les adaptations des lois relatives à ces revenus de remplacement ne sont pas encore intervenues ne permet pas de déduire que durant les années ajoutées par la loi attaquée pour bénéficier d'une pension, les personnes concernées sont privées de tels revenus.

B.26.1. Les parties requérantes relèvent également que les agents nommés de la fonction publique mis à la retraite pour motif d'incapacité physique ne peuvent prétendre à une pension complète qu'une fois l'âge légal atteint. Ils subiraient d'importantes pertes financières en raison du fait que durant deux années supplémentaires, ils bénéficieraient d'une pension pour incapacité physique dont le montant est bien moindre que celui de la pension de retraite.

B.26.2. Pour les mêmes motifs que ceux qui sont exposés en B.25.2, le grief, qui est étranger à la loi attaquée, n'est pas fondé.

B.27.1. Enfin, les parties requérantes critiquent le caractère abrupt de la mesure visant à porter à 66 ans puis à 67 ans l'âge légal d'accès à la pension de retraite dès lors que l'âge de départ à la retraite peut être reculé d'un an selon que la personne concernée est née le 31 décembre d'une année ou le 1^{er} janvier de l'année qui suit.

B.27.2. Si le législateur estime qu'un changement de politique s'impose, il peut décider de lui donner un effet immédiat et, en principe, il n'est pas tenu de prévoir un régime transitoire. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont violés que si le régime transitoire ou son absence entraîne une différence de traitement non susceptible de justification raisonnable ou s'il est porté une atteinte excessive au principe de la confiance légitime. Tel est le cas lorsqu'il est porté atteinte aux attentes légitimes d'une catégorie de justiciables sans qu'un motif impérieux d'intérêt général puisse justifier l'absence d'un régime transitoire.

Le critère fixé par le législateur de la date de naissance des travailleurs concernés pour déterminer l'entrée en vigueur du nouveau régime applicable constitue un critère objectif. A peine de rendre impossible toute modification de la loi, il ne peut être soutenu qu'une disposition nouvelle violerait le principe d'égalité et de non-discrimination par cela seul qu'elle modifie les conditions d'application de la législation ancienne.

Le propre d'une nouvelle législation est d'établir une distinction entre les personnes qui sont concernées par des situations juridiques qui entraînent dans le champ d'application de la règle antérieure et les personnes qui sont concernées par des situations juridiques qui entrent dans le champ d'application de la nouvelle règle.

Il n'est du reste pas porté atteinte de manière disproportionnée aux attentes légitimes des travailleurs concernés dès lors que le recul de l'âge légal d'accès à la pension de retraite à 66 ans est prévu à partir de 2025 tandis que celui de 67 ans est prévu à partir de 2030.

B.27.3. Le premier moyen n'est pas fondé.

B.28. Le deuxième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 4 de la directive 79/7/CEE, avec les articles 2, 3 et 9 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et avec les articles 20, 21 et 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

B.29. L'article 4 de la directive 79/7/CEE dispose :

« 1. Le principe de l'égalité de traitement implique l'absence de toute discrimination fondée sur le sexe, soit directement, soit indirectement par référence, notamment, à l'état matrimonial ou familial, en particulier en ce qui concerne :

- le champ d'application des régimes et les conditions d'accès aux régimes,
- l'obligation de cotiser et le calcul des cotisations,
- le calcul des prestations, y compris les majorations dues au titre du conjoint et pour personne à charge et les conditions de durée et de maintien du droit aux prestations.

2. Le principe de l'égalité de traitement ne fait pas obstacle aux dispositions relatives à la protection de la femme en raison de la maternité ».

Les articles 2 et 3 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels disposent :

« Article 2

1. Chacun des Etats parties au présent Pacte s'engage à agir, tant par son effort propre que par l'assistance et la coopération internationales, notamment sur les plans économique et technique, au maximum de ses ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le présent Pacte par tous les moyens appropriés, y compris en particulier l'adoption de mesures législatives.

2. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à garantir que les droits qui y sont énoncés seront exercés sans discrimination aucune fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation.

[...]

Article 3

Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à assurer le droit égal qu'ont l'homme et la femme au bénéfice de tous les droits économiques, sociaux et culturels qui sont énumérés dans le présent Pacte ».

Enfin, les articles 20, 21 et 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne disposent :

« Article 20

Toutes les personnes sont égales en droit.

Article 21

1. Est interdite, toute discrimination fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

2. Dans le domaine d'application du traité instituant la Communauté européenne et du traité sur l'Union européenne, et sans préjudice des dispositions particulières desdits traités, toute discrimination fondée sur la nationalité est interdite ».

« Article 23

L'égalité entre les hommes et les femmes doit être assurée dans tous les domaines, y compris en matière d'emploi, de travail et de rémunération.

Le principe de l'égalité n'empêche pas le maintien ou l'adoption de mesures prévoyant des avantages spécifiques en faveur du sexe sous-représenté ».

B.30. Les parties requérantes soutiennent que les dispositions attaquées créent une discrimination indirecte à l'égard des femmes dans la mesure où le législateur traite de la même manière les hommes et les femmes alors que les carrières d'activité professionnelle et les périodes assimilées seraient sensiblement plus courtes pour les femmes que pour les hommes.

B.31. Le principe d'égalité et de non-discrimination n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée. Ce principe s'oppose, par ailleurs, à ce que soient traitées de manière identique, sans qu'apparaisse une justification raisonnable, des catégories de personnes se trouvant dans des situations qui, au regard de la mesure considérée, sont essentiellement différentes.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité et de non-discrimination est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.32.1. En ce qui concerne l'article 4 de la directive 79/7/CEE, la Cour de justice de l'Union européenne rappelle, selon une jurisprudence constante, qu'une réglementation nationale qui s'applique indistinctement aux travailleurs masculins et aux travailleurs féminins, ne comporte pas de discrimination directement fondée sur le sexe. Il y a, en revanche, discrimination indirecte lorsque l'application d'une mesure nationale, bien que formulée de façon neutre, désavantage en fait un nombre beaucoup plus élevé de travailleurs d'un sexe par rapport à l'autre (voir notamment CJUE, 14 avril 2015, C-527/13, *Cachaldora Fernandez*, point 27; 22 novembre 2012, C-385/11, *Elbal Moreno*, point 29; 20 octobre 2011, C-123/10, *Brachner*, point 56). En ce qui concerne l'article 157 du Traité sur le fonctionnement de l'UE (ancien article 141 du Traité CE), la Cour de justice de l'Union européenne a statué dans le même sens (CJUE, 14 juillet 2014, C-173/13, *Leone et Leone*, point 41, et la jurisprudence précitée).

B.32.2. La mesure attaquée n'est compatible avec le principe de l'égalité de traitement que si la différence de traitement qu'elle engendre entre les deux catégories de travailleurs est justifiée par des facteurs objectifs étrangers à toute discrimination fondée sur le sexe. Tel est le cas si les moyens choisis répondent à un but légitime de la politique sociale de l'Etat membre dont la législation est en cause, sont aptes à atteindre l'objectif poursuivi par celle-ci et sont nécessaires à cet effet (CJUE, 8 février 1996, C-8/94, *Laperre*, point 14; 20 octobre 2011, C-123/10, *Brachner*, point 70).

B.32.3. L'article 7 de la directive 79/7/CEE dispose :

« 1. La présente directive ne fait pas obstacle à la faculté qu'ont les Etats membres d'exclure de son champ d'application :

a) la fixation de l'âge de la retraite pour l'octroi des pensions de vieillesse et de retraite et les conséquences pouvant en découler pour d'autres prestations;

[...]

2. Les Etats membres procèdent périodiquement à un examen des matières exclues en vertu du paragraphe 1, afin de vérifier, compte tenu de l'évolution sociale en la matière, s'il est justifié de maintenir les exclusions en question ».

B.32.4. Par son arrêt du 7 juillet 1992, C-9/91 (*Equal Opportunities Commission*, points 14 et 15), la Cour de justice de l'Union européenne a jugé :

« 14. Il y a lieu de constater [...] que la directive vise explicitement la mise en œuvre progressive du principe d'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale. Cette progressivité se concrétise par un certain nombre de dérogations, dont celle visée à l'article 7, paragraphe 1, sous a), et se manifeste par l'absence d'une limite dans le temps précise pour leur maintien. En effet, d'une part, l'article 7, paragraphe 2, oblige les Etats membres à procéder périodiquement à un examen des matières exclues en vertu du paragraphe 1, afin de vérifier, compte tenu de l'évolution sociale en la matière, s'il est justifié de maintenir les exclusions en question; d'autre part, l'article 8, paragraphe 2, oblige les Etats membres à communiquer à la Commission notamment les dispositions adoptées en application de l'article 7, paragraphe 2, ainsi qu'à l'informer des raisons qui justifient le maintien éventuel des dispositions existantes dans les matières visées à l'article 7, paragraphe 1, et des possibilités de leur révision ultérieure.

15. Bien que les considérants de la directive ne précisent pas la raison d'être des dérogations qu'elle prévoit, on peut déduire de la nature des exceptions figurant à l'article 7, paragraphe 1, de la directive que le législateur communautaire a entendu autoriser les Etats membres à maintenir temporairement, en matière de retraites, les avantages reconnus aux femmes, afin de leur permettre de procéder progressivement à une modification des systèmes de pension sur ce point sans perturber l'équilibre financier complexe de ces systèmes, dont il ne pouvait méconnaître l'importance. Au nombre de ces avantages figure précisément la possibilité, pour les travailleurs féminins, de bénéficier de droits de pension plus tôt que les travailleurs masculins, comme le prévoit l'article 7, paragraphe 1, sous a), de la directive » (Dans le même sens, les arrêts du 30 avril 1998, C-377/96, *De Vriendt et a.*, point 26, et du 30 avril 2004, C-172/02, *Bourgard*, point 29).

En ce qui concerne l'exception à l'égalité de traitement énoncée à l'article 7, § 1^{er}, sous a), de la directive 79/7/CEE précitée, la Cour de justice de l'Union européenne a itérativement jugé que, « compte tenu de l'importance fondamentale du principe de l'égalité de traitement, l'exception à l'interdiction des discriminations fondées sur le sexe prévue à cette

disposition [devait] être interprétée de manière stricte, en ce sens qu'elle n'est applicable qu'à la fixation de l'âge de la retraite pour l'octroi des pensions vieillesse et de retraite, et aux conséquences pouvant en découler pour d'autres prestations de sécurité sociale » (voir notamment les arrêts du 18 novembre 2010, C-356/09, *Pensionsversicherungsanstalt*, point 39; du 21 juillet 2005, C-207/04, *Vergani*, point 33; du 26 février 1986, C-152/84, *Marshall*, point 36).

La Cour de justice a également jugé, cette fois dans le cadre de l'application de l'article 157, paragraphe 4, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ancien article 141, paragraphe 4, du traité CE) :

« 66. [...] pour assurer concrètement une pleine égalité entre hommes et femmes dans la vie professionnelle, le principe de l'égalité de traitement n'empêche pas un État membre de maintenir ou d'adopter des mesures prévoyant des avantages spécifiques destinés à faciliter l'exercice d'une activité professionnelle par le sexe sous-représenté ou à prévenir ou à compenser des désavantages dans la carrière professionnelle.

67. Toutefois, il convient de relever que les mesures nationales couvertes par cette disposition doivent, en tout état de cause, contribuer à aider les femmes à mener leur vie professionnelle sur un pied d'égalité avec les hommes (voir arrêts précités Griesmar, point 64, et Commission/Italie, point 57).

68. Les dispositions litigieuses du code ne sont pas de nature à compenser les désavantages auxquels sont exposées les carrières des fonctionnaires et militaires féminins ainsi que celles des autres personnels féminins auxquels le code s'applique en aidant ces femmes dans leur vie professionnelle. Au contraire, elles se bornent à accorder aux bénéficiaires de sexe féminin, et notamment celles ayant la qualité de mère, des conditions plus favorables que celles applicables aux bénéficiaires de sexe masculin, en ce qui concerne l'âge de départ à la retraite et le service minimum requis au moment du départ à la retraite, sans porter remède aux problèmes qu'elles peuvent rencontrer durant leur carrière professionnelle (voir, en ce sens, arrêt Griesmar, précité, point 65).

69. Par ailleurs, dans la mesure où les dispositions litigieuses du code visent, au moins en partie, la protection des employées dans leur qualité de parent, il convient de rappeler, d'une part, qu'il s'agit d'une qualité que peuvent avoir tout à la fois les travailleurs masculins et les travailleurs féminins et, d'autre part, que les situations d'un travailleur masculin et d'un travailleur féminin peuvent être comparables en ce qui concerne l'éducation des enfants (voir arrêts du 25 octobre 1988, Commission/France, 312/86, *Rec.*, p. 6315, point 14, et Griesmar, précité, point 56).

[...]

74. Eu égard aux considérations qui précèdent, il convient de relever que, en maintenant en vigueur les dispositions prévoyant des différences entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins en matière d'âge de départ à la retraite et de service minimum requis en vertu du code, la République hellénique a manqué aux obligations lui incombant en vertu de l'article 141 CE » (CJUE, 26 mars 2009, C-559/07, *Commission c. République hellénique*).

B.33.1. Comme cela ressort de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, les États membres doivent tendre vers l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes même si des dérogations peuvent être temporairement admises en ce qui concerne l'âge d'accès à la retraite, ces dérogations devant être interprétées de manière restrictive.

L'égalité de traitement entre les hommes et les femmes suppose, non seulement qu'aucune différence de traitement ne puisse être directement fondée sur le sexe mais également qu'une mesure apparemment neutre ne puisse, dans les faits, désavantager l'une de ces deux catégories.

B.33.2. Les dispositions attaquées traitent de manière identique les hommes et les femmes en ce qui concerne l'âge d'accès à la pension ainsi que les conditions d'accès à la pension de retraite anticipée. Il y a dès lors lieu d'examiner si, ce faisant, elles ont pour effet de traiter de manière défavorable les femmes dans la mesure où, comme le soutiennent les parties requérantes, un pourcentage beaucoup plus élevé de femmes que d'hommes serait concerné par le travail à temps partiel et, partant, ne pourrait remplir les conditions de carrière exigées par la loi attaquée pour pouvoir accéder à la retraite anticipée.

B.33.3. Interrogé à plusieurs reprises sur l'impact que les mesures attaquées pouvaient produire sur les femmes, le ministre des Pensions a déclaré ce qui suit lors des discussions au sein de la commission compétente :

« [La] durée de la carrière est l'un des principaux facteurs de la politique en matière de pensions; il doit être considéré conjointement avec la fixation de l'âge de la pension. Le relèvement de l'âge de la pension est une opportunité pour les femmes, qui pourrait aussi renforcer leur pension par deux années de carrière » (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-1180/004, p. 83).

Le ministre a ajouté :

« L'allocation de pension est en premier lieu fondée sur la carrière, qui est un point de départ fondamental. Si les montants diffèrent selon le sexe du bénéficiaire, c'est tout d'abord à la suite des choix de carrière opérés par les intéressés en raison ou non de circonstances familiales. Dans le passé, les femmes bénéficiaient d'ailleurs d'un régime plus avantageux en matière de pension: pour justifier d'une carrière complète, elles devaient avoir travaillé 40 ans (contre 45 ans pour les hommes) et l'âge légal de la retraite était fixé à 60 ans (contre 65 ans pour les hommes). Cette distinction était en opposition avec la directive européenne 97/7/CEE concernant l'égalité de traitement des hommes et des femmes. Il faut lutter contre les discriminations de genre, notamment en évaluant vers l'égalité des salaires. En revanche, l'instauration sans justification raisonnable d'une discrimination positive en faveur des femmes, comme d'aucuns le proposent, ne résisterait pas au contrôle du respect du principe d'égalité » (*ibid.*, p. 143).

B.33.4. Il ressort des données chiffrées fournies par le Bureau fédéral du plan, dans son rapport de septembre 2015 consacré à l'« analyse des effets de la réforme des pensions et du chômage avec complément d'entreprise », que l'ordre de grandeur des diminutions du « taux de pensionnement » (soit le nombre de pensionnés exprimés en pour cent de la population) dues à la réforme des pensions est généralement similaire pour les hommes et pour les femmes (p. 4 du rapport). Le Bureau fédéral du plan a également fait remarquer que dans un scénario sans réforme, la durée de carrière des femmes partant à la retraite serait inférieure à celle des hommes, tandis que dans le scénario de la réforme, l'évolution des durées de carrière repose sur l'hypothèse d'une certaine convergence entre durées de carrière féminines et masculines :

« Dans un scénario sans réforme, près de 40 % des hommes du régime salarié partent à la retraite de manière anticipée et 60 % à l'âge légal ou après. Parmi les personnes prenant leur retraite à partir de l'âge légal, seul un dixième ne satisfait pas la condition de carrière pour une retraite anticipée (soit 6 % de l'ensemble des départs à la retraite). C'est dans le cas des hommes du régime salarié que l'on observe la plus grande proportion de personnes remplissant la condition de carrière pour un départ anticipé à la retraite (94 %).

[...]

Dans les trois scénarios de réforme (translation, intermédiaire et de report minimum), en comparaison avec un scénario sans réforme, on observe à long terme un relèvement de 6 points de pourcentage des départs à la retraite masculins qui ne satisfont pas la condition de carrière pour un départ anticipé.

[...]

Dans le scénario sans réforme, environ 1/3 des femmes partent à la retraite anticipativement dans le régime salarié. La proportion des femmes remplissant la condition de carrière pour un départ anticipé est moins élevée que celle des hommes, soit 77 % en 2020 par rapport à 94 % pour les hommes. Cette proportion s'accroît jusque 87 % en 2060 suite à l'augmentation de la durée de carrière des femmes.

[...]

L'effet de la réforme des pensions sur la proportion des femmes ne remplissant plus la condition de carrière pour une retraite anticipée est, à long terme, identique pour les hommes et les femmes du régime salarié à long terme, soit un relèvement de 6 points de pourcentage, dans les trois scénarios envisagés » (rapport, pp. 19 à 22).

Le rapport fait état d'un écart plus important entre les hommes et les femmes en ce qui concerne la possibilité de partir anticipativement à la retraite dans le régime indépendant. Ainsi, dans le scénario sans réforme, un tiers des hommes partent à la retraite anticipée, près de la moitié à l'âge légal et 18 % après cet âge. Tandis que plus de 80 % des hommes du régime indépendant satisfont à la condition de carrière pour un départ anticipé, la majorité partent à l'âge légal. La réforme a pour effet que la proportion d'hommes qui ne remplissent plus la condition de carrière pour un départ anticipé augmente entre 13 et 15 points de pourcentage.

En ce qui concerne les femmes, le rapport indique que la faible durée de carrière des femmes du régime indépendant implique que dans le scénario sans réforme, seules 24 % d'entre elles remplissent les conditions de carrière pour un départ anticipé en 2020 dont près de la moitié choisissent de partir effectivement en retraite anticipée. A long terme, avec l'augmentation de la durée de carrière, le pourcentage de femmes remplissant la condition de carrière anticipée devrait s'élever à 39 %. La réforme devrait avoir pour effet de relever de 20 points de pourcentage la proportion de femmes qui ne rempliront plus la condition de carrière pour un départ anticipé, en comparaison avec le scénario sans réforme (rapport, pp. 22 à 25).

Enfin, en ce qui concerne la fonction publique, dans un scénario sans réforme, la proportion de fonctionnaires partant à la retraite anticipée est nettement plus importante (en 2060, 58 % et 55 % respectivement pour les hommes et les femmes du secteur de l'administration et 71 % et 68 % pour les hommes et les femmes du secteur de l'enseignement) que dans le secteur salarié (38 % pour les hommes, 35 % pour les femmes) et indépendant (32 % pour les hommes, 12 % pour les femmes). Dans les trois scénarios de réforme, la proportion de personnes ne remplissant pas la condition de carrière pour une retraite anticipée serait de 11 points de pourcentage à long terme (rapport, pp. 26 à 31).

B.34.1. Il ressort des chiffres ainsi fournis que l'écart entre le pourcentage d'hommes et de femmes qui remplissent la condition de carrière pour un départ anticipé à la retraite n'est pas à ce point important qu'il pourrait fonder une différence de traitement fondée sur le sexe raisonnablement justifiée.

Les chiffres dont la Cour dispose ne tendent pas non plus à démontrer que les mesures attaquées concerneraient un nombre beaucoup plus élevé de femmes que d'hommes. La réforme opérée par ces mesures semble au contraire indiquer que sur le long terme, l'écart qui existe entre les travailleurs des deux sexes tend à s'amenuiser de sorte que ces mesures rencontrent l'objectif de la directive 79/7/CEE qui est de tendre vers l'égalité de ces deux catégories.

B.34.2. S'il peut effectivement être constaté que des différences substantielles subsistent dans le régime des travailleurs indépendants, celles-ci ne peuvent être attribuées aux dispositions attaquées mais à l'absence de mesures suffisantes mises en œuvre dans le cadre de ce régime pour assurer concrètement une pleine égalité entre hommes et femmes dans la vie professionnelle, en facilitant l'exercice d'une activité professionnelle par les femmes ou en prévenant voire compensant des désavantages dans la carrière professionnelle. A cet égard, comme il ressort de la jurisprudence mentionnée en B.32.4, les mesures qui se borneraient à accorder aux bénéficiaires de sexe féminin des conditions plus favorables que celles applicables aux bénéficiaires de sexe masculin, en ce qui concerne l'âge de départ à la retraite et le service minimum requis au moment du départ à la retraite, sans porter remède aux problèmes qu'elles peuvent rencontrer durant leur carrière professionnelle ne seraient pas de nature à compenser les désavantages auxquels seraient exposées les carrières des femmes.

B.35. Il en résulte qu'en ce qu'il invoque la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 4 de la directive 79/7/CEE et avec les articles 20, 21 et 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, le moyen n'est pas fondé.

B.36. En ce qu'il invoque la violation des mêmes dispositions constitutionnelles, lues en combinaison avec les articles 2, 3 et 9 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le moyen ne permet pas d'aboutir à une autre conclusion.

B.37.1. Le législateur a estimé nécessaire d'adopter des mesures urgentes en vue d'assurer la viabilité du système des pensions par une diminution du coût budgétaire lié au vieillissement démographique. Avant l'adoption de la loi attaquée, les hommes et les femmes étaient traités de manière identique en ce qui concerne l'âge d'accès à la retraite et les conditions requises pour pouvoir accéder à la retraite anticipée. La réforme entreprise par la loi attaquée s'applique également de manière identique aux travailleurs des deux sexes.

B.37.2. Si, pour le surplus, des différences subsistent entre les deux catégories dans le régime des travailleurs indépendants, celles-ci résultent non de la loi attaquée, mais de l'absence de mesures suffisantes dans le cadre du régime en question de nature à assurer des conditions de carrière aux travailleurs de sexe féminin qui permettent de compenser les désavantages qu'elles subiraient durant leur carrière professionnelle.

B.38. Le deuxième moyen n'est pas fondé.

B.39. Le troisième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11, combinés avec l'article 16 de la Constitution, avec l'article 17.1 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme.

B.40. Il ressort à suffisance de la requête que, d'après les parties requérantes, les dispositions visées au moyen seraient violées en ce que les conditions prescrites ne seraient pas rencontrées.

B.41.1. L'article 16 de la Constitution dispose :

« Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établis par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité ».

L'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Toute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la loi et les principes généraux du droit international.

Les dispositions précédentes ne portent pas atteinte au droit que possèdent les Etats de mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général ou pour assurer le paiement des impôts ou d'autres contributions ou des amendes ».

B.41.2. Cette disposition de droit international ayant une portée analogue à celle de l'article 16 de la Constitution, les garanties qu'elle contient forment un ensemble indissociable avec celles qui sont inscrites dans cette disposition constitutionnelle, de sorte que la Cour en tient compte lors de son contrôle de la disposition en cause.

B.42. L'article 1^{er} du Protocole précité offre une protection non seulement contre l'expropriation ou contre la privation de propriété (alinéa 1^{er}, seconde phrase) mais également contre toute ingérence dans le droit au respect des biens (alinéa 1^{er}, première phrase) et contre toute réglementation de l'usage des biens (alinéa 2).

B.43. Toute ingérence dans l'exercice du droit de propriété doit réaliser un juste équilibre entre les impératifs de l'intérêt général et ceux de la protection du droit au respect des biens. Il faut qu'existe un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but poursuivi.

B.44.1. Les mesures attaquées sont étrangères à la privation de propriété visée par l'article 16 de la Constitution. En effet, comme il ressort des travaux préparatoires de la loi attaquée, celle-ci concerne uniquement le recul de l'âge légal de l'accès à la retraite ainsi que l'augmentation du nombre d'années requis pour pouvoir accéder à la retraite anticipée et non le calcul du montant de la pension.

B.44.2. Comme la Cour européenne des droits de l'homme l'a également jugé à plusieurs reprises, une personne qui ne satisfait pas aux conditions pour pouvoir prétendre à une retraite anticipée et qui ne peut dès lors invoquer son droit à la pension légale, ne peut bénéficier de la protection offerte par l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme. Par son arrêt *Damjanac v. Croatia*, du 24 octobre 2013, cette Cour a jugé :

« 85. La Cour rappelle que l'article 1 du Protocole n° 1 [à la Convention européenne des droits de l'homme] ne crée pas un droit à acquérir des biens. Il n'impose aucune restriction à la liberté pour les Etats contractants de décider d'instaurer ou non un régime de protection sociale ou de retraite ou de choisir le type ou le niveau des prestations ou des pensions censées être accordées au titre de pareil régime. Toutefois, lorsqu'un Etat contractant met en place une législation prévoyant le versement automatique d'une prestation sociale ou d'une pension – que l'octroi de celle-ci dépende ou non du versement préalable de cotisations –, cette législation doit être considérée comme engendrant un intérêt patrimonial relevant du champ d'application de l'article 1 du Protocole n° 1 pour les personnes remplissant ses conditions. Par conséquent, la réduction du montant d'une allocation ou d'une pension ou la suppression de celle-ci peut constituer une atteinte à un bien qu'il y a lieu de justifier au regard de l'intérêt général (voir *Stec et autres c. Royaume-Uni* (déc.) [GC], n° 65731/01 et 65900/01, § 54, CEDH 2005-X; *Kjartan Ásmundsson c. Islande*, n° 60669/00, § 39, CEDH 2004-IX; et *Valkov et autres c. Bulgarie*, n°s 2033/04, 19125/04, 19475/04, 19490/04, 19495/04, 19497/04, 24729/04, 171/05 et 2041/05, § 84, 25 octobre 2011).

86. Toutefois, lorsque l'intéressé ne satisfait pas ou cesse de satisfaire aux conditions fixées par le droit interne pour l'octroi de telle ou telle forme de prestation ou de pension, il n'y a pas d'atteinte aux droits découlant de l'article 1 du Protocole n° 1 (voir *Rasmussen c. Pologne* n° 38886/05, § 76, 28 avril 2009; et *Richardson c. Royaume-Uni* (déc.), n° 26252/08, §§ 17-18, 10 avril 2012). Enfin, la Cour observe que le fait que l'adhésion à un système public de sécurité sociale ne rend pas forcément impossible la modification de ce système qu'il s'agisse des conditions d'attribution de l'allocation ou de la pension ou de leur montant (voir, *mutatis mutandis*, *Carson et autres* [GC], cité plus haut, §§ 85-89) » (traduction libre) (dans le même sens : l'arrêt *Marija Božić v. Croatia*, du 24 avril 2014, n° 50636/09).

B.44.3. Il en résulte que les dispositions attaquées ne portent pas atteinte à l'article 16 de la Constitution, combiné avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme.

B.45. Le troisième moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne la pension de survie

B.46. Les articles 9, 10 et 21 de la loi attaquée relèvent l'âge minimum pour pouvoir prétendre à une pension de survie. Cet âge est porté à 55 ans à partir de 2030.

B.47. Les travaux préparatoires justifient la mesure attaquée comme suit :

« Par ailleurs, le présent projet de loi poursuit la réforme de la pension de survie entamée au 1^{er} janvier 2015 en poursuivant le relèvement de l'âge auquel une personne peut prétendre à la pension de survie. Cet âge est porté de 50 ans en 2025 à 55 en 2030.

Le projet apporte également plusieurs modifications et rajouts à diverses dispositions relatives à la pension de survie et à l'allocation de transition.

Les articles repris dans le titre 2 de ce projet ont pour objectif de réaliser les réformes pour ce qui concerne les pensions du secteur public. Les titres 3 et 4 contiennent les dispositions qui réalisent les mêmes objectifs pour respectivement le régime des pensions des travailleurs salariés et celui des travailleurs indépendants.

Dans son avis n° 57 658/1-2 du 16 juin 2015, le Conseil d'Etat suggère d'indiquer quelles seront les prochaines étapes de la réforme des pensions. La question de la prise en compte de la pénibilité du travail et [celle] de la définition des modalités pour une prise partielle de pension seront confiées au Comité national des Pensions qui sera mis en place fin juin 2015 » (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-1180/001, p. 9).

L'exposé des motifs relatif aux articles 9 et 10 de la loi indique :

« L'article 9 contient 2 points qui apportent des modifications à l'article 5/1 de la loi précitée du 15 mai 1984 afin de concrétiser, pour ce qui concerne cette fois les pensions de survie, les réformes visées dans l'accord de gouvernement

A partir de 2025, l'âge, au moment du décès du donnant droit, à partir duquel l'ayant droit peut bénéficier d'une pension de survie sera relevé encore de 50 à 55 ans, à raison d'un an par année civile.

Rappelons que pour les ayants droit qui n'atteignent pas cet âge minimum au moment du décès de leur conjoint, c'est le régime de l'allocation de transition qui s'applique.

L'article 10 relève également l'âge que doit avoir atteint, au moment du décès du donnant droit, un conjoint divorcé pour pouvoir bénéficier d'une pension de survie » (*ibid.*, pp. 16 et 17).

L'exposé des motifs relatif à l'article 21 de la loi indique :

« L'accord de gouvernement du 9 octobre 2014 poursuit la réforme de la pension de survie des travailleurs salariés initiée par la loi du 5 mai 2014 portant modification de la pension de retraite et de la pension de survie et instaurant l'allocation de transition dans le régime de pension des travailleurs salariés et portant suppression progressive des différences de traitement qui reposent sur la distinction entre ouvriers et employés en matière de pensions complémentaires. Il prévoit une augmentation progressive de l'âge auquel le conjoint survivant d'un travailleur salarié peut prétendre à une pension de survie, qui passe ainsi de 50 ans en 2025 à 55 ans en 2030. Le but poursuivi par cette mesure est le même que celui de la loi du 5 mai 2014, à savoir inciter les personnes à exercer une activité professionnelle même en cas de bénéfice d'une prestation pour conjoint survivant.

Art. 21

L'article 21 apporte plusieurs modifications à l'article 16, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 50 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés (ci-après l'arrêté royal n° 50).

L'article 21, 1^o et 2^o complète l'article 16, § 1^{er}, alinéa 2, qui prévoit l'âge auquel prend cours la pension de survie. La condition d'âge est portée de 50 ans en 2025 à 55 ans en 2030, à raison d'une augmentation de 12 mois par année.

L'article 21, 3^o ajoute un nouvel alinéa dans l'article 16, § 1^{er}, qui prévoit expressément que c'est à la date du décès de son époux ou épouse que le conjoint survivant doit satisfaire à la condition d'âge pour pouvoir bénéficier de la pension de survie.

Ainsi, si un travailleur salarié décède le 3 février 2016, son conjoint survivant obtiendra une pension de survie (sous réserve de satisfaire aux autres conditions d'octroi de la pension de survie), s'il atteint l'âge de 45 ans et 6 mois à la date du décès, donc au 3 février 2016. À défaut de remplir cette condition d'âge, le conjoint survivant pourra bénéficier d'une allocation de transition si les conditions d'octroi de cette prestation sont remplies.

Cette précision apportée par l'article 21, 3^o évite tout problème d'interprétation » (*ibid.*, pp. 27-28).

Dans son analyse d'impact des mesures entreprises, le ministre des Pensions a encore déclaré :

« 1. Lutte contre la pauvreté

Impact positif

Grâce au relèvement de l'âge de 50 à 55 ans les conjoints survivants jusque l'âge de 55 ans se retrouveront dans un circuit d'activation, ce qui est crucial vu la situation plus difficile à laquelle ce groupe d'âge est confronté sur le marché du travail.

2. Egalité des chances et cohésion sociale

Impact positif

Contrairement à la pension de survie, l'allocation de transition est cumulable de manière illimitée avec des revenus professionnels et des allocations sociales. De ce fait, la veuve/le veuf ne se sent plus obligé(e) de restreindre ou de cesser son activité professionnelle. L'allocation n'est donc plus un piège à l'emploi et l'isolement social est évité.

En attribuant l'allocation de transition aux conjoints survivants jusque l'âge de 55 ans, ceci est également d'application à ce groupe d'âge et la fonction sociale d'une activité professionnelle (à temps plein/partiel) n'est pas compromise ce qui est, certainement à un âge plus élevé, un aspect important.

Pour les personnes qui n'ont pas d'activité professionnelle au moment du décès de leur conjoint, l'esprit d'activation de l'allocation de transition et l'allocation de chômage qui la suit éventuellement, prévient l'isolement social.

3. Egalité des femmes et des hommes

Des personnes sont concernées

La répartition hommes-femmes des bénéficiaires d'une allocation de transition reflète le rapport hommes-femmes dans le nombre de décès de cette catégorie d'âge.

Pas de différences [entre la situation respective des femmes et des hommes dans la matière relative au projet de réglementation].

[...]

5. Emploi

Impact positif

La veuve/le veuf jusque l'âge de 55 ans au lieu de 50 ans ne devra plus restreindre ou cesser son activité professionnelle pour bénéficier de l'allocation de transition contrairement à la pension de survie.

[...]

10. PME

Des entreprises (dont des PME) sont concernées.

Le relèvement de l'âge de la pension de survie a un impact positif sur les entreprises en général. En effet, cette allocation est cumulable de manière illimitée avec des revenus professionnels. De ce fait, le veuf/la veuve ne sera plus contraint(e) de réduire ou de cesser son activité professionnelle. Vu la catégorie d'âge des personnes ayant 50-55 ans visée par cette mesure, il est possible qu'il s'agisse souvent d'un collaborateur précieux avec beaucoup d'expérience » (*ibid.*, pp. 90-91).

B.48.1. Le premier moyen relatif à la pension de survie est pris de la violation des articles 10 et 11, combinés avec l'article 23, de la Constitution, avec l'article 12 de la Charte sociale européenne révisée, avec l'article 9 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et avec les articles 20, 21 et 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

B.48.2. D'après les parties requérantes, les dispositions attaquées auraient pour conséquence qu'un certain nombre de conjoints survivants de fonctionnaires et de travailleurs, à savoir ceux qui, au 1^{er} janvier 2030, auront plus de 50 ans mais moins de 55 ans, n'auront pas droit à une pension de survie mais seulement à une allocation de transition, limitée à un ou deux ans selon qu'ils ont, ou non, des enfants à charge.

B.49.1. L'allocation de transition est accordée au conjoint survivant qui, au moment du décès de son époux ou son épouse, n'a pas atteint l'âge fixé pour l'obtention d'une pension de survie, pour autant que le conjoint survivant était marié depuis au moins un an avec le travailleur décédé ou qui a été marié moins d'un an avec lui mais qui cohabitait légalement, lorsque la durée ininterrompue et cumulée du mariage et de la cohabitation légale atteint au moins un an. Elle peut également être accordée aux cohabitants légaux dans les conditions fixées par le Roi.

B.49.2. Cette allocation a été instaurée dans le régime de pension des travailleurs salariés par la loi du 5 mai 2014 « portant modification de la pension de retraite et de la pension de survie et instaurant l'allocation de transition dans le régime de pension des travailleurs salariés et portant suppression progressive des différences de traitement qui reposent sur la distinction entre ouvriers et employés en matière de pensions complémentaires », insérant dans l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 « relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés » un chapitre 4 qui y est consacré.

L'article 21^{ter} de l'arrêté royal précité prévoit que l'allocation de transition est octroyée pour une durée de douze mois si, au moment du décès, aucun enfant pour lequel l'époux ou l'épouse percevait des allocations familiales n'est à charge. La durée de l'octroi de l'allocation est en revanche fixée à 24 mois s'il y a des enfants à charge.

Les travaux préparatoires de la loi du 5 mai 2014 précisent que c'est uniquement le critère de l'âge qui détermine laquelle de la pension de survie ou de l'allocation de transition est octroyée au conjoint survivant du travailleur décédé, plus précisément, l'âge atteint par ce conjoint au moment du décès de son époux ou son épouse. Ainsi le conjoint qui n'a pas atteint l'âge requis pour la pension de survie obtient l'allocation de transition s'il remplit les conditions requises (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3399/001, p. 5).

B.49.3. L'adoption de cette mesure, accompagnée d'un recul de l'âge pour l'octroi d'une pension de survie, de 45 à 50 ans à partir de 2025, a été justifiée comme suit dans l'exposé des motifs :

« Des études ont montré que la pension de survie belge constitue actuellement un piège à l'inactivité qui concerne surtout les femmes plus jeunes (les pensions de survie sont prises majoritairement par les femmes) bien que cette prestation parvienne à les mettre à l'abri de la pauvreté et de la précarité.

En effet, il semble que la combinaison de la pension de survie, qui est une bonne protection de base, avec les plafonds de cumul pour les revenus professionnels pousse les femmes soit à ne plus travailler soit à diminuer leur activité professionnelle afin de bénéficier de leur pension de survie. Par ailleurs, la différence entre le montant de la pension de survie et le salaire dont bénéficieraient ces femmes si elles étaient actives est souvent trop mince. C'est ainsi qu'une minorité parmi ces personnes est absente du marché du travail depuis pas mal de temps.

Cette situation empêche de ce fait le développement et la valorisation économique des talents et conduit donc à une perte pour notre société, pour l'économie du pays et surtout pour les femmes elles-mêmes qui se constituent moins ou, dans certains cas, ne se constituent plus du tout de droits individuels à la pension de retraite alors que le système belge de pension tend vers plus d'individualisation des droits.

L'objectif poursuivi par la réforme de la pension de survie est de mettre fin à ce piège à l'inactivité pour les personnes qui sont encore en âge de travailler et de favoriser l'égalité des chances socio-économiques entre hommes et femmes.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement a décidé d'instaurer une allocation temporaire dite allocation de transition. A l'échéance de cette allocation de transition et à défaut d'emploi, un droit au chômage sera ouvert immédiatement sans période d'attente et avec un accompagnement adapté afin de les soutenir dans leur recherche d'emploi.

En outre, pour inciter les bénéficiaires de l'allocation de transition à rester actifs sur le marché du travail ou à y entrer, il est prévu que les plafonds de cumul avec les revenus issus du travail ne seront pas d'application: l'allocation de transition sera cumulable sans limite avec les revenus professionnels » (*ibid.*, pp. 4-5).

B.50.1. Les mêmes mesures ont été prises dans le régime des pensions du secteur public par les articles 90 à 101 de la loi du 15 mai 2014 « portant des dispositions diverses » modifiant la loi du 15 mai 1984 « portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions », insérés par la voie d'un amendement et dont la justification était identique à celle des dispositions de la loi relative aux travailleurs salariés (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3500/002, pp. 12 et s.)

B.50.2. La loi du 25 avril 2014 portant réforme de la pension de survie des travailleurs indépendants a également introduit ces modifications dans l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. Cette loi a elle aussi été adoptée pour des motifs identiques à ceux qui ont été exposés dans les travaux préparatoires de la loi du 5 mai 2014 relative aux travailleurs salariés (*Doc. parl.* Chambre, 2013-2014, DOC 53-3418/001, pp. 4 et sv.).

B.51.1. Comme il ressort des travaux préparatoires de la loi attaquée, cités en B.47, en reculant l'âge requis pour l'octroi d'une pension de survie de 50 ans à 55 ans à partir de 2030, le législateur a entendu poursuivre la réforme initiée par la loi du 5 mai 2014 en vue d'inciter les personnes à exercer une activité professionnelle même en cas de bénéfice d'une allocation pour conjoint survivant.

B.51.2. Compte tenu de ce que la mesure attaquée constitue la prolongation de la réforme introduite par la loi du 5 mai 2014, il y a lieu également d'avoir égard aux objectifs poursuivis par cette loi auxquels le législateur a expressément renvoyé dans le cadre des dispositions attaquées.

B.52. L'article 23 de la Constitution contient, en ce qui concerne le droit à la sécurité sociale, une obligation de *standstill*, qui s'oppose à ce que le législateur compétent réduise significativement le niveau de protection offert par la législation en vigueur, sans qu'existent pour ce faire des motifs liés à l'intérêt général.

B.53. En reculant l'âge légal pour l'octroi d'une pension de survie à 55 ans à partir du 1^{er} janvier 2030, les dispositions attaquées réduisent significativement le niveau de protection en cette matière pour les personnes concernées. Pour être compatible avec l'article 23 de la Constitution, cette réduction significative doit être justifiée par des motifs liés à l'intérêt général.

B.54.1. Lors des débats au sein de la commission compétente, le ministre des Pensions a été interrogé sur le montant des économies que le gouvernement espérait réaliser avec cette mesure (*Doc. parl.* Chambre, 2014-2015, DOC 54-1180/004, p. 52).

Plusieurs membres ont soutenu que la catégorie des 50 à 55 ans n'aurait plus guère d'opportunités sur le marché du travail de sorte que la justification avancée ne pouvait être considérée comme un argument sérieux. Le ministre était ainsi également interrogé sur les mesures que pouvait présenter le gouvernement pour aider les travailleurs âgés à trouver encore un emploi (*ibid.*, pp. 50, 95, 119 et 170).

En ce qui concerne l'incidence sur le budget, le ministre a confirmé que la mesure n'aurait pas d'effet, étant donné qu'elle n'entrerait en vigueur qu'en 2025. Il a encore indiqué :

« Les administrations des pensions ont fait savoir que le calcul de l'incidence serait trop aléatoire. Il est donc impossible de faire réaliser des simulations par les administrations » (*ibid.*, p. 172).

En ce qui concerne l'analyse d'impact de la mesure, le ministre a renvoyé à la procédure instituée par la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative, indiquant que, conformément à celle-ci il appartenait à chaque membre du gouvernement de procéder à l'analyse d'impact (*ibid.*, p. 191).

B.54.2. A l'occasion du débat au sein de la commission compétente, préalable à l'adoption de la loi du 5 mai 2014, le ministre a apporté les précisions suivantes :

« Le ministre tient tout d'abord à insister sur le fait que la présente réforme de la pension de survie ne vise pas tant à remettre au travail les bénéficiaires d'une pension de survie, mais à les inciter à continuer à travailler à l'issue de la période de transition. Il faut bien avoir à l'esprit que les personnes concernées, et statistiquement il s'agit surtout de femmes, sont, au moment du décès de leur conjoint, la plupart du temps dans la vie active. La réforme de la pension de survie concerne aussi bien les indépendants que les fonctionnaires, mais fait l'objet de projets de loi distincts en ce qui concerne ces deux catégories.

Là où l'ancienne réglementation incitait les personnes frappées par le décès de leur conjoint à abandonner définitivement et de manière précipitée quasi toute activité professionnelle, le nouveau régime organise les choses de manière à permettre, à terme, le maintien à l'emploi. C'est dans cet esprit qu'est conçue l'allocation de transition: permettre aux intéressé(e)s de faire face, pendant une période d'un an ou deux, aux difficultés financières et familiales faisant suite au décès. Une avancée notable réside dans le fait que les plafonds de cumul avec les revenus tirés de l'activité professionnelle ne seront plus d'application, à la différence de la règle qui prévaut actuellement. Le calcul de l'allocation sera en outre basé sur la carrière entière du conjoint décédé, et non sur la période de vie commune.

[...]

Concernant les aspects budgétaires: la mesure entraînera un coût de 3,6 millions d'euros en 2015, année de son entrée en vigueur, mais elle représentera une économie de 12,975 millions d'euros en 2020. Il convient toutefois de souligner que l'objectif du nouveau dispositif n'est pas budgétaire, mais de lutter contre l'effet de piège à l'emploi du régime actuel. De manière plus générale, les mesures prises par le gouvernement en matière de sécurité sociale, et

spécialement dans le secteur des pensions, ne visent pas tant à diminuer les dépenses (pour rappel, celles-ci sont déjà couvertes pour près d'un tiers par des recettes qui ne proviennent pas des cotisations sur le travail), qu'à inciter les personnes à travailler davantage et plus longtemps, ce qui, à terme, contribuera à garantir des niveaux de pension corrects sans entraîner un accroissement de la pression fiscale.

Le nouveau régime garantira par ailleurs certains droits additionnels par rapport à la situation actuelle: dans l'ancien système de la pension de survie, aucun droit additionnel en termes de pension légale n'était constitué pendant toute la durée de l'octroi de la pension de survie. Dorénavant, outre le fait qu'on espère que la plupart des personnes concernées seront incitées à conserver une activité professionnelle, pour ceux qui ne le pourront pas, les allocations de chômage seront prises en compte pour la constitution de droits additionnels pour la pension légale. A l'âge légal de la pension, cela devrait représenter un avantage significatif pour les intéressés.

Certains intervenants ont estimé que la réforme ne tenait pas compte des réalités concrètes auxquelles sont confrontés les conjoints survivants ayant charge d'enfants, et notamment le coût ou l'insuffisance des places pour l'accueil de l'enfance. Outre le fait que la matière de l'accueil de la petite enfance est une matière qui relève des compétences des Communautés, on doit rappeler que l'État fédéral, au travers de la réglementation en matière d'allocations familiales, intervient déjà fortement en faveur des enfants dont l'un des parents est décédé: alors que le montant normal des prestations familiales en faveur du premier enfant est de 90,28 euros par mois, il est porté à 346 euros par mois lorsqu'un des parents est décédé.

Maintenant que la matière des allocations familiales va faire l'objet d'un transfert de compétences en faveur des Communautés et de la Commission communautaire commune, qui pourront ou non prendre des initiatives complémentaires sur ce plan, d'aucuns plaident pour que l'État fédéral prévoie - dans le cadre de la pension de survie - une intervention majorée pour les conjoints survivants ayant charge d'enfants. Le ministre estime, pour sa part, que ce serait une erreur: la pension de survie compense la perte de revenu liée à la disparition d'un des conjoints, et la question de l'assistance à apporter aux familles avec enfants confrontées au décès d'un des parents doit être réglée dans le cadre du régime des allocations familiales, et l'a été de manière appropriée jusqu'à présent.

Un autre aspect qui relève également, en partie, de la compétence des entités fédérées, est celui de l'accompagnement et de l'activation des bénéficiaires d'une allocation de transition. Le projet prévoit en effet que ceux-ci seront accompagnés dans leur retour ou leur maintien à l'emploi. Sur ce plan, les Régions prendront en toute autonomie leurs responsabilités, mais la ministre fédérale de l'Emploi prendra également des initiatives dans le cadre de ses compétences propres dès que le présent projet de loi sera adopté. Il est notamment prévu d'assimiler la période pendant laquelle est versée l'allocation de transition à la période d'attente pour l'octroi des allocations de chômage; autrement dit, à l'échéance de la période de transition et à défaut d'emploi, le droit au chômage sera ouvert immédiatement sans période d'attente. Ceci devrait valoir également pour les indépendants qui se retrouveraient sans activité professionnelle à l'issue de la période de transition.

[...]

Le rythme du relèvement progressif de l'âge minimum requis pour l'octroi de la pension de survie, qui passera de 45 à 50 ans sur une période étalée sur 10 ans, est le même que celui qui a été retenu pour le relèvement progressif de l'âge de la pension anticipée. Un relèvement plus rapide de l'âge minimal requis, appelé par certains intervenants, aurait été un choix dangereux: au sein des familles, des choix sont faits quant à l'activité professionnelle des conjoints, certains faisant alors le choix d'interrompre plus ou moins durablement leur carrière professionnelle. Il ne serait pas correct de modifier drastiquement les règles en la matière, et d'en arriver à devoir confronter ces personnes aux choix qu'elles ont faits précisément au moment du décès du conjoint ayant conservé son activité professionnelle.

En faveur de cette tranche d'âge, c'est même la logique inverse que le gouvernement préfère privilégier: sachant que beaucoup de veufs et veuves de plus de 45 ans renoncent, à l'heure actuelle, à la pension de survie parce que celle-ci est inférieure aux revenus qu'ils tirent de leur activité professionnelle, le projet de loi confère au Roi une habilitation en vue de permettre aux conjoints survivants remplissant la condition d'âge pour bénéficier de la pension de survie d'opter pour l'allocation de transition. Concernant les données chiffrées, au 1^{er} janvier 2013, chez les travailleurs salariés de moins de 45 ans, 4 198 bénéficiaient d'une pension de survie, dont 175 hommes et 4 023 femmes, pour les indépendants, il s'agit de 709 bénéficiaires, dont 21 hommes et 688 femmes. Le ministre précise qu'il n'existe pas de données concernant le nombre de bénéficiaires potentiels qui renoncent, dans le régime actuel, à la pension de survie » (*Doc. parl., Chambre, 2013-2014, DOC 53-3399/003, pp. 13 à 17*).

B.55.1. Il ressort de ce qui précède qu'en relevant l'âge requis pour l'octroi d'une pension de survie de 45 à 50 ans à partir de 2025 puis 55 ans à partir de 2030, le législateur n'a pas entendu prendre une mesure visant à assurer la viabilité du système des pensions comme c'est le cas en ce qui concerne le relèvement de l'âge d'accès à la pension de retraite et la modification des conditions d'accès à la pension de retraite anticipée. Ce ne sont, en effet, pas les motifs budgétaires qui ont justifié l'adoption de la mesure mais le souci de maintenir au travail les personnes qui feraient le choix d'interrompre leur activité professionnelle en cas de décès de leur conjoint, et d'éviter ainsi le piège à l'emploi.

B.55.2. L'objectif poursuivi constitue un objectif d'intérêt général. L'article 23 de la Constitution n'est par conséquent pas violé. La Cour doit toutefois encore examiner si la réglementation attaquée est compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.56. La pension de survie procure un revenu au conjoint survivant qui risquerait de se retrouver sans ressources après le décès de son époux ou son épouse. La pension de survie repose sur un mécanisme de solidarité destiné à assurer que le conjoint survivant puisse ainsi continuer à pourvoir à sa subsistance et ne soit pas exposé à des difficultés matérielles en raison du décès.

Lorsque le législateur décide d'accorder une pension de survie au conjoint survivant d'un travailleur décédé, il le fait aussi dans le but de garantir une certaine sécurité d'existence aux personnes qui ont pu dépendre financièrement, au moins partiellement, de leur conjoint et parce que, souvent, elles n'ont pas eu de revenus propres et n'ont pas eu la possibilité de se constituer une retraite personnelle et risquent de se trouver dans une situation matérielle précaire à la suite du décès.

B.57.1. Compte tenu de ce que la pension de survie est seulement destinée à garantir au conjoint survivant qu'il ne soit pas sans ressources, il est raisonnablement justifié de l'inciter à maintenir une activité professionnelle dès lors qu'il est encore en âge de travailler et peut ainsi bénéficier de ressources liées au travail et cotiser au système des pensions plutôt que d'abandonner son activité au profit d'une pension de survie à charge de la collectivité.

B.57.2. Toutefois, la mesure concerne également des personnes qui ne sont pas actives sur le marché de l'emploi ou n'y sont actives que de manière partielle et qui, bien qu'elles bénéficieront d'une allocation transitoire durant une à deux années selon leur situation familiale, pourront effectivement, au terme de cette période, se retrouver dans une situation de précarité que l'octroi d'une pension de survie a, en principe, précisément pour objectif d'éviter, en se voyant attribuer, à défaut d'avoir trouvé un emploi dans le délai de perception de l'allocation de transition, pour seul revenu le cas échéant des allocations de chômage ou d'assurance maladie invalidité alors que les charges familiales pouvaient, avant le décès, être également supportées par le revenu ou la pension perçue par le travailleur défunt.

B.57.3. En relevant l'âge requis pour l'octroi d'une pension de survie à 55 ans, la mesure porte ainsi atteinte de manière disproportionnée aux personnes qui, compte tenu de leur âge, se trouveront dans une situation particulièrement vulnérable pour trouver un emploi, ou à l'égard des personnes qui sont reconnues inaptes au travail.

En effet, en privant ces personnes d'une pension de survie jusqu'à l'âge de 55 ans alors qu'elles sont confrontées au veuvage et peuvent devoir assumer des charges financières qui étaient supportées par le revenu du conjoint avant qu'il ne décède, les dispositions attaquées peuvent les plonger dans une situation de précarité qui n'est pas raisonnablement justifiée par rapport aux objectifs poursuivis.

La circonstance que la mesure attaquée ne produira ses effets qu'en 2030 ne modifie rien à ce constat.

B.58. Le moyen est fondé dans cette mesure. Il y a lieu d'annuler les articles 9, 10 et 21 de la loi attaquée en ce qu'ils relèvent à 55 ans l'âge requis pour l'octroi d'une pension de survie pour les personnes visées en B.57.2 et B.57.3.

B.59. Dès lors qu'ils ne pourraient aboutir à une annulation plus étendue, les deuxième et troisième moyens relatifs à la pension de survie ne doivent pas être examinés.

En ce qui concerne le revenu garanti aux personnes âgées

B.60. Trois moyens sont dirigés contre les articles 15 et 16 de la loi attaquée.

B.61. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11, combinés avec l'article 23 de la Constitution, avec l'article 12 de la Charte sociale européenne révisée, avec l'article 9 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et avec les articles 20, 21 et 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Les parties requérantes soutiennent que, par l'effet des dispositions attaquées, les personnes âgées percevront durant deux années supplémentaires un revenu d'intégration avant de pouvoir bénéficier de la garantie de revenus aux personnes âgées, ce qui constituerait un recul significatif qui ne repose sur aucun motif d'intérêt général.

B.62.1. Le revenu d'intégration est réglé par la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, qui dispose, en son article 2 :

« Toute personne a droit à l'intégration sociale. Ce droit peut, dans les conditions fixées par la présente loi, prendre la forme d'un emploi et/ou d'un revenu d'intégration, assortis ou non d'un projet individualisé d'intégration sociale.

Les centres publics d'aide sociale ont pour mission d'assurer ce droit. »

B.62.2. Par la loi du 26 mai 2002, le législateur entend accorder, sous certaines conditions, un revenu d'intégration à des personnes ne disposant pas de ressources suffisantes, pour leur permettre de mener une vie conforme à la dignité humaine.

B.62.3. Le montant du revenu d'intégration est fixé à l'article 14 de la loi. Il s'élève à 5 155,80 euros pour toute personne cohabitant avec une ou plusieurs personnes, et à 7 733,71 euros pour une personne isolée ainsi que pour toute personne sans abri qui bénéficie d'un projet individualisé d'intégration sociale visé à l'article 11, §§ 1^{er} et 3, ainsi qu'à l'article 13, § 2, et 10 311,62 euros pour une personne vivant avec une famille à sa charge. Le montant prévu est diminué des ressources du demandeur, quelle qu'en soit la nature ou l'origine (article 16).

B.63.1. La garantie de revenus aux personnes âgées est régie par la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées (ci-après : la loi du 22 mars 2001).

B.63.2. Avant d'être modifié par l'article 16 attaqué, l'article 3 de cette loi prévoyait que la garantie de revenus était assurée aux personnes âgées d'au moins soixante-cinq ans.

Le montant annuel maximum du revenu garanti est fixé par l'article 6 de la loi à 6 256,49 euros lorsque le demandeur partage sa résidence principale avec une ou plusieurs personnes, sauf dans les conditions établies par la loi. Un coefficient 1.50 est appliqué à la personne pour laquelle ce n'est pas le cas.

L'article 7 de la loi dispose que la garantie de revenus ne peut être octroyée qu'après examen des ressources et des pensions, toutes les ressources et pensions, de quelque nature qu'elles soient, dont disposent l'intéressé ou le conjoint ou cohabitant légal avec lequel il partage la même résidence principale, étant prises en considération pour le calcul de la garantie de revenus, sauf les exceptions prévues par le Roi.

B.63.3. La loi du 22 mars 2001 remplace la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées. Tout comme cette loi, qui accordait une allocation aux « personnes âgées qui se trouvent dans le besoin » (*Doc. parl.*, Chambre, S.E. 1968, n° 134/1, p. 3), la loi du 22 mars 2001 entend « offrir aux personnes âgées une protection contre la pauvreté » (*Doc. parl.*, Sénat, 2000-2001, n° 2-636/3, p. 2). A cette fin, une aide financière est accordée aux personnes âgées qui ne disposent pas de ressources suffisantes.

Le régime de la garantie de revenus aux personnes âgées, à la différence de celui des pensions, constitue un régime résiduel de sécurité sociale qui assure un revenu minimum lorsque les ressources de l'intéressé s'avèrent insuffisantes. Eu égard à cet objectif, il est tenu compte, pour le calcul de la garantie de revenus, de toutes les ressources, quelles qu'en soient la nature ou l'origine, dont disposent l'intéressé et/ou les personnes avec lesquelles il partage la même résidence principale. L'état de nécessité de l'intéressé est, en effet, déterminé par ces ressources.

B.64. Comme il est dit au B.63.2, avant d'être modifié par les dispositions attaquées, l'âge requis pour pouvoir prétendre aux revenus garantis aux personnes âgées était fixé à 65 ans, soit l'âge légal d'accès à la pension de retraite. Les dispositions attaquées ont adapté la loi du 22 mars 2001 au nouvel âge légal d'accès à la pension de retraite (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-1180/001, p. 18).

Interrogé au sein de la commission compétente par un membre qui disait craindre que la mesure aggrave la précarité d'une certaine partie de la population dans la mesure où les frais médicaux ne seront pas pris en charge durant deux années et où le montant du revenu d'intégration est moindre que celui du revenu garanti aux personnes âgées, le ministre des Pensions a répondu :

« Il s'agit du problème de la protection au niveau du CPAS. Les frais médicaux sont pris en charge par les CPAS lorsque la personne ne sait pas les payer. En outre, lorsque la personne atteindra l'âge de 67 ans, elle aura 2/45ème de pension supplémentaire. Il ne s'agit donc pas d'un appauvrissement » (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-1180/004, p. 180).

B.65.1. L'article 23 de la Constitution contient, en ce qui concerne le droit à la sécurité sociale, une obligation de *standstill*, qui s'oppose à ce que le législateur compétent réduise significativement le niveau de protection offert par la législation en vigueur, sans qu'existent pour ce faire des motifs liés à l'intérêt général.

B.65.2. Contrairement à ce qu'affirment les parties requérantes, les dispositions attaquées ne réduisent pas de manière significative le niveau de protection des personnes qui perçoivent un revenu d'intégration et ne pourront, à partir de 2030, prétendre au bénéfice de la garantie de revenus aux personnes âgées qu'à l'âge de 67 ans.

En effet, tant le revenu d'intégration sociale que la garantie de revenus aux personnes âgées visent à procurer un revenu fixé par la loi à ceux qui ne disposent pas à suffisance d'autres moyens de subsistance, les deux régimes poursuivant la même finalité : fournir des prestations d'un niveau comparable et qui sont subordonnées à l'insuffisance de ressources du bénéficiaire.

Pour le surplus, les personnes qui ne peuvent pas prétendre à la garantie de revenus aux personnes âgées ont, en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, droit à une aide sociale octroyée dans le but de permettre à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine. Les centres publics d'action sociale doivent du reste prendre en considération les besoins particuliers liés à l'âge lorsque leur intervention est sollicitée, notamment en alignant le montant de l'aide sociale sur celui de la garantie de revenus aux personnes âgées.

B.66. Le premier moyen n'est pas fondé.

B.67. Le deuxième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 4 de la directive 79/7/CEE, avec les articles 2, 3 et 9 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et avec les articles 20, 21 et 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Les parties requérantes soutiennent que les femmes sont deux fois plus nombreuses à bénéficier d'une garantie de revenus aux personnes âgées. Les dispositions attaquées créeraient une discrimination indirecte à leur égard en ne les traitant pas de manière différente par rapport aux hommes.

B.68. L'article 21, § 5, de la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées, qui a été remplacée par la loi du 22 mars 2001, établissait, à titre transitoire, une différence de traitement fondée sur le sexe. Un revenu garanti était accordé aux hommes comme aux femmes âgés d'au moins soixante-cinq ans et en outre aux femmes dont l'âge variait de 61 à 64 ans en fonction d'une date, comprise entre le 1^{er} juillet 1997 et le 1^{er} décembre 2008.

En réponse à une question préjudicielle sur la compatibilité de cette disposition avec les articles 10 et 11 de la Constitution, la Cour a jugé, par son arrêt n° 88/2001, du 21 juin 2001 :

« B.4.1. La disposition en cause a été adoptée à l'occasion de la mise en œuvre, par le Roi, d'une habilitation législative Lui permettant, en ce qui concerne le revenu garanti aux personnes âgées, de prendre toutes mesures utiles afin, notamment, de « réaliser progressivement l'égalité des droits entre hommes et femmes, simultanément à la réalisation de l'égalité des droits dans la sécurité sociale » (article 17 de la loi du 26 juillet 1996 précitée). Le Roi était aussi habilité à prendre toutes mesures utiles afin « de réaliser progressivement, en exécution de la Directive 79/7/CEE du 19 décembre 1978 concernant la mise en œuvre progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes dans le secteur de la sécurité sociale, l'égalité des droits entre hommes et femmes, simultanément à la réalisation de l'égalité dans les autres secteurs de la sécurité sociale » (article 15 de la même loi) et l'arrêté royal précité prévoit un alignement progressif de l'âge auquel les femmes peuvent prétendre à une pension de retraite sur celui des hommes et ce, dans les mêmes termes que ceux retenus par la disposition en cause en ce qui concerne le revenu garanti aux personnes âgées.

B.4.2. Le rapport au Roi précédant cet arrêté royal indique, quant au revenu garanti aux personnes âgées, que la disposition en cause instaure ' un régime transitoire où, par analogie avec les pensions de retraite, la condition d'âge pour les bénéficiaires féminins est relevée, étape par étape, de 61 ans (à partir du 1^{er} juillet 1997) à 65 ans (1^{er} janvier 2009) ' (*Moniteur belge*, 17 janvier 1997, p. 910).

B.5. Les mesures précitées établissent, entre hommes et femmes, une égalité de traitement tout en maintenant, à titre transitoire, des différences présentées comme procédant du souci de prendre en compte l'héritage du passé.

B.6. S'il est vrai que l'héritage du passé pourrait justifier que des mesures soient prises, en matière de droit du travail ou de sécurité sociale, pour remédier progressivement à l'inégalité de la femme et de l'homme, cet argument ne peut, contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, justifier que le revenu garanti aux personnes âgées soit inégalement attribué aux hommes et aux femmes. En effet, le revenu garanti aux personnes âgées est accordé indépendamment de la qualité d'ancien travailleur du bénéficiaire, il n'est pas calculé en fonction des rétributions qu'il a gagnées pendant sa vie active et il ne dépend pas des cotisations versées par lui ou pour lui. S'il est vrai que plusieurs dispositions de la loi du 1^{er} avril 1969 établissent un lien entre le droit au revenu garanti et le droit à une pension de retraite, notamment l'article 1^{er}, § 2, 6°, l'article 11, § 3, et l'article 15, les deux institutions correspondent à des situations et à des finalités différentes.

B.7. Dès lors que, par l'effet de la loi, une personne a droit à des moyens d'existence plus ou moins importants selon qu'elle est homme ou femme, toutes autres choses étant égales, la disposition en cause viole les articles 10 et 11 de la Constitution ».

B.69. Pour des motifs analogues, il y a lieu de conclure que les articles 15 et 16 de la loi attaquée ne violent pas les dispositions visées au moyen en ce qu'ils prévoient une identité de traitement entre les hommes et les femmes.

Pour le surplus, comme il est dit en B.65.2, les personnes qui ne peuvent pas prétendre à la garantie de revenus aux personnes âgées ont, en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, droit à une aide sociale, le montant de l'aide pouvant être aligné sur celui de la garantie de revenus aux personnes âgées, de sorte qu'il n'est pas porté atteinte de manière disproportionnée aux droits des femmes concernées.

B.70. Le deuxième moyen n'est pas fondé.

B.71. Le troisième moyen est pris de la violation des articles 10, 11 et 16 de la Constitution, combinés avec l'article 17.1 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme.

Les parties requérantes soutiennent que les dispositions attaquées constituent pour des groupes importants de travailleurs et fonctionnaires précaires une charge individuelle déraisonnable qui ne serait pas justifiée par les travaux préparatoires de la loi.

B.72. Comme il est dit en B.43, toute ingérence dans l'exercice du droit de propriété doit réaliser un juste équilibre entre les impératifs de l'intérêt général et ceux de la protection du droit au respect des biens. Il faut qu'existe un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but poursuivi.

B.73. Pour des motifs identiques à ceux exposés en B.41 à B.44.3, les dispositions attaquées ne portent pas atteinte de manière disproportionnée au droit au respect des biens des personnes concernées.

B.74. Le troisième moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les articles 9, 10 et 21 de la loi du 10 août 2015 « visant à relever l'âge légal de la pension de retraite et portant modification des conditions d'accès à la pension de retraite anticipée et de l'âge minimum de la pension de survie » en ce qu'ils relèvent à 55 ans l'âge requis pour l'octroi d'une pension de survie pour les personnes visées en B.57.2 et B.57.3;

- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 30 novembre 2017.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux

Le président,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2017/206422]

Uittreksel uit arrest nr. 135/2017 van 30 november 2017

Rolnummers 6348 en 6365

In zake : de beroepen tot gedeeltelijke vernietiging van de wet van 10 augustus 2015 tot verhoging van de wettelijke leeftijd voor het rustpensioen, de voorwaarden voor de toegang tot het vervroegd pensioen en de minimumleeftijd voor het overlevingspensioen, ingesteld door André-Marie Hennebert en door Luc Logghe en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût en R. Leysen, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 30 januari 2016 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 februari 2016, heeft André-Marie Hennebert beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 2, 9, 12, 21, 28 en 34 van de wet van 10 augustus 2015 tot verhoging van de wettelijke leeftijd voor het rustpensioen, de voorwaarden voor de toegang tot het vervroegd pensioen en de minimumleeftijd voor het overlevingspensioen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 2015, tweede editie).

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 22 februari 2016 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 23 februari 2016, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 2, 3, 9, 10, 12 tot 16, 18 en 21 van dezelfde wet door Luc Logghe, Patricia Moonens, Martine Vanesbeck, Werner Sels, Sussana Dumont, Hendrik Didden, Nasir Aliouat, John Verdonck, Dries Denolf, Dorine Deloof, Dominique Janssens, Amande Flebus, Myriam Vermoesen, Maria Keppens, Michel Dickens, Marc Leemans, Rudy De Leeuw, Mario Coppens, het Algemeen Christelijk Vakverbond, het Algemeen Belgisch Vakverbond en de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. L. Vermeulen, advocaat bij de balie te Turnhout, en Mr. L. Putman, advocaat bij de balie te Mechelen.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 6348 en 6365 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. Het beroep tot vernietiging in de zaak nr. 6348 is gericht tegen de artikelen 2, 9, 12, 21, 28 en 34 van de wet van 10 augustus 2015 « tot verhoging van de wettelijke leeftijd voor het rustpensioen en tot wijziging van de voorwaarden voor de toegang tot het vervroegd pensioen en de minimumleeftijd van het overlevingspensioen » (hierna : wet van 10 augustus 2015).

Het beroep tot vernietiging ingesteld in de zaak nr. 6365 is gericht tegen de artikelen 2, 3, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 18 en 21 van dezelfde wet.

B.1.2. Zij bepalen :

« Art. 2. In artikel 46 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 5 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) in § 1, eerste lid, worden de woorden ' 62^{ste} verjaardag ' vervangen door de woorden ' 63^{ste} verjaardag ' ;

2°) in § 1, eerste lid, 1°, worden de woorden ' 40 pensioenaanspraakverlenende dienstjaren ' vervangen door de woorden ' 42 pensioenaanspraakverlenende dienstjaren ' ;

3°) in § 1, derde lid, worden de woorden ' 62 jaar ', ' 42 dienstjaren ' en ' 41 dienstjaren ' respectievelijk vervangen door de woorden ' 63 jaar ', ' 44 dienstjaren ' en ' 43 dienstjaren ' ;

4°) paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepalingen onder 4°, 5° en 6°, luidende :

' 4° Voor de rustpensioenen die ingaan tussen 1 januari 2016 en 31 december 2016 :

- op 62 jaar voor de personen die minstens 40 dienstjaren vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, kunnen laten gelden;

- op 61 jaar voor de personen die minstens 41 dienstjaren vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, kunnen laten gelden;

- op 60 jaar voor de personen die minstens 42 dienstjaren vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, kunnen laten gelden;

5° Voor de rustpensioenen die ingaan tussen 1 januari 2017 en 31 december 2017 :

- op 62 jaar en 6 maanden voor de personen die minstens 41 dienstjaren vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, kunnen laten gelden;

- op 61 jaar voor de personen die minstens 42 dienstjaren vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, kunnen laten gelden;

- op 60 jaar voor de personen die minstens 43 dienstjaren vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, kunnen laten gelden;

6° Voor de rustpensioenen die ingaan tussen 1 januari 2018 en 31 december 2018 :

- op 63 jaar voor de personen die minstens 41 dienstjaren vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, kunnen laten gelden;

- op 61 jaar voor de personen die minstens 42 dienstjaren vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, kunnen laten gelden;

- op 60 jaar voor de personen die minstens 43 dienstjaren vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, kunnen laten gelden. ' ;

5°) paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

' § 3. De in § 1, eerste lid, 1°, § 2 en § 2/1 bepaalde voorwaarde inzake duur van de diensten dient niet vervuld te worden door de persoon geboren vóór 1 januari 1953 of door de persoon die de leeftijd van 65 jaar bereikt heeft.

In afwijking van het eerste lid wordt de in dat lid bedoelde leeftijd van 65 jaar gebracht op :

1°) 66 jaar indien het pensioen ingaat tussen 1 februari 2025 en 31 januari 2030;

2°) 67 jaar indien het pensioen ingaat vanaf 1 februari 2030.

De pensioenen die ingaan tijdens de maand januari van de jaren 2014, 2015, 2016, 2017, 2018 of 2019 worden, voor de toepassing van paragraaf 2, geacht respectievelijk in te gaan in 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 of 2018.

De pensioenen die ingaan tijdens de maand januari van de jaren 2017, 2018, 2019, 2020, 2021 of 2022 worden, voor de toepassing van paragraaf 3/1, geacht respectievelijk in te gaan in 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 of 2021. ';

6°) in paragraaf 3/1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden ' § 3, tweede tot vierde lid ' vervangen door de woorden ' § 3, derde lid ';

b) in het vijfde lid worden de woorden ' 42 jaar ' telkens vervangen door de woorden ' 42 jaar of meer '.

Art. 3. In artikel 90 van de wet van 28 december 2011 houdende diverse bepalingen, vervangen bij de wet van 13 december 2012, worden de woorden ' voor de leeftijd van 62 jaar een rustpensioen ' vervangen door de woorden ' een vervroegd rustpensioen ' ».

« Art. 9. In artikel 5/1, § 1, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) in § 1, tweede lid, laatste streepje, worden de woorden ' plaatsvindt na 31 december 2024 ' vervangen door de woorden ' zich voordoet binnen de periode vanaf 1 januari 2025 tot 31 december 2025 ';

2°) § 1, tweede lid, wordt aangevuld als volgt :

' - 51 jaar wanneer het overlijden van de echtgenoot zich voordoet binnen de periode vanaf 1 januari 2026 tot 31 december 2026;

- 52 jaar wanneer het overlijden van de echtgenoot zich voordoet binnen de periode vanaf 1 januari 2027 tot 31 december 2027;

- 53 jaar wanneer het overlijden van de echtgenoot zich voordoet binnen de periode vanaf 1 januari 2028 tot 31 december 2028;

- 54 jaar wanneer het overlijden van de echtgenoot zich voordoet binnen de periode vanaf 1 januari 2029 tot 31 december 2029;

- 55 jaar wanneer het overlijden van de echtgenoot plaatsvindt na 31 december 2029. '.

Art. 10. In artikel 6/1, derde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2014, worden de woorden ' gebracht op 50 jaar ' vervangen door de woorden ' gebracht op 55 jaar ' ».

« Art. 12. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, gewijzigd bij de wet van 28 december 2011, wordt paragraaf 1 vervangen als volgt :

' § 1. Het rustpensioen gaat in op de eerste dag van de maand volgend op deze tijdens welke de belanghebbende het aanvraagt en ten vroegste op de eerste dag van de maand die volgt op deze waarin hij de pensioenleeftijd bereikt. De pensioenleeftijd is :

1° 65 jaar voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaan op uiterlijk 1 januari 2025;

2° 66 jaar voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaan ten vroegste op 1 februari 2025 en uiterlijk op 1 januari 2030;

3° 67 jaar voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaan ter vroegste op 1 februari 2030. '.

Art. 13. In artikel 4, § 4, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 april 1997, worden de woorden ' de pensioenleeftijd van 65 jaar ' vervangen door de woorden ' de in artikel 2, § 1, bedoelde pensioenleeftijd '.

Art. 14. In artikel 7, § 1, elfde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden ' de leeftijd van 65 jaar ' vervangen door de woorden ' de in artikel 2, § 1 bedoelde pensioenleeftijd '.

Art. 15. Artikel 2 van de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen, gewijzigd bij de wetten van 23 december 2005 en 8 december 2013, wordt aangevuld met de bepaling onder 7°, luidende :

' 7° het koninklijk besluit van 23 december 1996 : het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels '.

Art. 16. Artikel 3 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

' Art. 3. De inkomensgarantie wordt gewaarborgd aan de personen die de wettelijke pensioenleeftijd bedoeld in artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 23 december 1996, bereikt hebben ' ».

« Art. 18. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 24 juni 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 4°, worden de woorden ' ten vroegste op 1 januari 2016 ' vervangen door de woorden ' ten vroegste op 1 januari 2016 en uiterlijk op 1 december 2016 ';

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met de bepalingen onder 5° en 6°, luidende :

' 5° aan de eerste dag van de zevende maand volgend op deze tijdens welke hij de leeftijd van 62 jaar bereikt, voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaan ten vroegste op 1 januari 2017 en uiterlijk op 1 december 2017;

6° aan de eerste dag van de maand volgend op deze tijdens welke hij de leeftijd van 63 jaar bereikt, voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaan ten vroegste op 1 januari 2018. ';

3° in paragraaf 2, eerste lid, 3°, worden de woorden ' ten vroegste op 1 januari 2015 ' vervangen door de woorden ' ten vroegste op 1 januari 2015 en uiterlijk op 1 december 2016 ';

4° in paragraaf 2 wordt het eerste lid aangevuld met de bepalingen onder 4° en 5°, luidende :

' 4° ten minste 41 jaren, voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaan ten vroegste op 1 januari 2017 en uiterlijk op 1 december 2018;

5° ten minste 42 jaren, voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2019 ingaan. ';

5° in § 3, 3°, worden de woorden ' ten vroegste op 1 januari 2016 ' vervangen door de woorden ' ten vroegste op 1 januari 2016 en uiterlijk op 1 december 2016 ';

6° paragraaf 3 wordt aangevuld met de bepalingen onder 4° en 5°, luidende :

' 4° voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2017 en uiterlijk op 1 december 2018 ingaan :

a) als de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 43 kalenderjaren zoals bepaald in paragraaf 2, kan zijn vervroegd rustpensioen ingaan op de eerste dag van de maand volgend op deze tijdens welke hij de leeftijd van 60 jaar bereikt;

b) als de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 42 kalenderjaren zoals bepaald in paragraaf 2, kan zijn vervroegd rustpensioen ingaan op de eerste dag van de maand volgend op deze tijdens welke hij de leeftijd van 61 jaar bereikt;

5° voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2019 ingaan :

a) als de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 44 kalenderjaren zoals bepaald in paragraaf 2, kan zijn vervroegd rustpensioen ingaan op de eerste dag van de maand volgend op deze tijdens welke hij de leeftijd van 60 jaar bereikt;

b) als de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 43 kalenderjaren zoals bepaald in paragraaf 2, kan zijn vervroegd rustpensioen ingaan op de eerste dag van de maand volgend op deze tijdens welke hij de leeftijd van 61 jaar bereikt. ';

7° paragraaf 3bis wordt aangevuld met een lid, luidende :

' In afwijking van de paragrafen 1 tot 3 en onverminderd het eerste lid, kan de belanghebbende die de leeftijd van 59 jaar of meer heeft bereikt in 2016 zijn vervroegd rustpensioen opnemen aan de leeftijds- en loopbaanvoorwaarden bepaald bij de paragrafen 1 tot 3 en van kracht tot 31 december 2016, elk verhoogd met één jaar. ';

8° in paragraaf 3ter worden tussen het derde en het vierde lid drie leden ingevoegd, luidende :

' In afwijking van § 1, 5°, wordt de leeftijd voor de pensioenen die ingaan in de maand januari 2017 vastgesteld overeenkomstig § 1, 4°. In afwijking van § 2, eerste lid, 4°, wordt de vereiste loopbaanvoorwaarde voor de pensioenen die ingaan in de maand januari 2017 vastgesteld overeenkomstig § 2, eerste lid, 3°.

In afwijking van § 1, 6°, wordt de leeftijd voor de pensioenen die ingaan in de maand januari 2018 vastgesteld overeenkomstig § 1, 5°.

In afwijking van § 2, eerste lid, 5°, wordt de vereiste loopbaanvoorwaarde voor de pensioenen die ingaan in de maand januari 2019 vastgesteld overeenkomstig § 2, eerste lid, 4°. ';

9° paragraaf 3ter wordt aangevuld met twee leden, luidende :

' In afwijking van § 3, 4°, wordt de vereiste loopbaanvoorwaarde voor de pensioenen die ingaan in de maand januari 2017 vastgesteld overeenkomstig § 3, 3°.

In afwijking van § 3, 5°, wordt de vereiste loopbaanvoorwaarde voor de pensioenen die ingaan in de maand januari 2019 vastgesteld overeenkomstig § 3, 4°. '».

« Art. 21. In artikel 16, § 1, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, gewijzigd bij de wetten van 5 juni 1970, 25 januari 1999 en 5 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt de bepaling onder 11° vervangen als volgt :

' 11° 50 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2025 en ten laatste op 31 december 2025 overlijdt; ';

2° het tweede lid wordt aangevuld met de bepalingen onder 12°, 13°, 14°, 15° en 16°, luidende :

' 12° 51 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2026 en ten laatste op 31 december 2026 overlijdt;

13° 52 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2027 en ten laatste op 31 december 2027 overlijdt;

14° 53 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2028 en ten laatste op 31 december 2028 overlijdt;

15° 54 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2029 en ten laatste op 31 december 2029 overlijdt;

16° 55 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2030 overlijdt ';

3° er wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende :

' Het overlevingspensioen wordt toegekend aan de langstlevende echtgenoot die, op de datum van het overlijden van zijn echtgenoot of echtgenote, de in het tweede lid bedoelde leeftijd bereikt heeft '».

« Art. 28. In artikel 3 van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 28 juni 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de paragrafen 1bis en 1ter worden ingevoegd, luidende :

' § 1bis. Vanaf 1 februari 2025 en voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 februari 2025 en uiterlijk op 1 januari 2030 ingaan, is de pensioenleeftijd 66 jaar.

§ 1ter. Vanaf 1 februari 2030 en voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 februari 2030 ingaan is de pensioenleeftijd 67 jaar. ';

2° in paragraaf 2bis wordt het vierde lid, ingevoegd bij de wet van 21 december 2012 en opgeheven bij de wet van 28 juni 2013, hersteld;

3° in paragraaf 2bis, wordt het vierde lid dat het vijfde lid wordt, opgeheven;

4° een paragraaf 2ter wordt ingevoegd, luidende :

' § 2ter. Het rustpensioen kan nochtans, naar keuze en op verzoek van de belanghebbende, ingaan voor de leeftijd bedoeld in § 1, en ten vroegste op de eerste dag van de maand die volgt op de 63^e verjaardag.

In afwijking van het eerste lid en voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 februari 2018 en uiterlijk op 1 januari 2019 ingaan, kan het rustpensioen, naar keuze en op verzoek van de belanghebbende, ingaan :

1° op de eerste dag van de maand die volgt op de 60^e verjaardag indien de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 43 kalenderjaren;

2° op de eerste dag van de maand die volgt op de 61^e verjaardag indien de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 42 kalenderjaren;

3° op de eerste dag van de maand die volgt op de 62^e verjaardag indien de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 42 kalenderjaren.

In afwijking van het eerste lid en voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 februari 2019 ingaan, kan het rustpensioen, naar keuze en op verzoek van de belanghebbende, ingaan :

1° op de eerste dag van de maand die volgt op de 60^e verjaardag indien de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 44 kalenderjaren;

2° op de eerste dag van de maand die volgt op de 61^e verjaardag indien de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 43 kalenderjaren;

3° op de eerste dag van de maand die volgt op de 62^e verjaardag indien de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 43 kalenderjaren.

Nochtans kan de belanghebbende die, op een bepaald ogenblik, voldoet aan de leeftijds- en loopbaanvoorwaarden bepaald bij paragraaf 2bis, in deze paragraaf, in § 3, tweede of derde lid, of in artikel 16ter, om een rustpensioen te verkrijgen voor de leeftijd bedoeld in paragraaf 1, naar keuze en op zijn verzoek een vervroegd pensioen verkrijgen, ongeacht de datum waarop het pensioen later daadwerkelijk ingaat »;

5° in paragraaf 3 worden tussen het tweede en het derde lid twee leden ingevoegd, luidende :

’ De mogelijkheid om overeenkomstig § 2ter, eerste lid, een vervroegd rustpensioen te verkrijgen, is ondergeschikt aan de voorwaarde dat de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste :

1° 41 kalenderjaren wanneer het pensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 februari 2018 en uiterlijk op 1 januari 2019 ingaat;

2° 42 kalenderjaren wanneer het pensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste vanaf 1 februari 2019 ingaat;

Met kalenderjaren in de zin van het derde lid wordt bedoeld de jaren waarvoor pensioenrechten kunnen worden geopend krachtens een of meerdere wettelijke Belgische pensioenregelingen of regelingen waarop de Europese verordeningen inzake sociale zekerheid van toepassing zijn of waarop een door België gesloten overeenkomst inzake sociale zekerheid betreffende de pensioenen van werknemers of zelfstandigen van toepassing is »;

6° in § 3, derde lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden ’ De in het eerste en het tweede lid bedoelde kalenderjaren ’ vervangen door de woorden ’ De in het eerste tot het vierde lid bedoelde kalenderjaren ’ ».

« Art. 34. In artikel 4, § 1, van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 2°, wordt de bepaling onder 10° vervangen als volgt :

’ 10° 50 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2025 en ten laatste op 31 december 2025 overlijdt »;

2° het eerste lid, 2°, wordt aangevuld met de bepalingen onder 11° tot 15°, luidende :

’ 11° 51 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2026 en ten laatste op 31 december 2026 overlijdt;

12° 52 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2027 en ten laatste op 31 december 2027 overlijdt;

13° 53 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2028 en ten laatste op 31 december 2028 overlijdt;

14° 54 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2029 en ten laatste op 31 december 2029 overlijdt;

15° 55 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2030 overlijdt »;

3° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende :

’ Het overlevingspensioen wordt toegekend aan de langstlevende echtgenoot die, op de datum van het overlijden van zijn echtgenoot, de in het vorige lid bedoelde leeftijd bereikt heeft. ’ ».

B.2.1. De bestreden wet strekt ertoe het regeerakkoord van 9 oktober 2014 uit te voeren dat erin voorziet de wettelijke leeftijd voor het rustpensioen te verhogen, het vervroegd pensioen te hervormen en de minimumleeftijd voor het overlevingspensioen te verhogen teneinde de leefbaarheid van het pensioensysteem te versterken (*Parl. St., Kamer, 2014-2015, DOC 54-1180/001, p. 4*).

De wettelijke pensioenleeftijd, thans 65 jaar, wordt aldus behouden tot 31 december 2024 en wordt in 2025 op 66 jaar en vanaf 1 januari 2030 op 67 jaar gebracht.

Voor wat het vervroegd pensioen betreft, wordt de leeftijdsvoorwaarde met 6 maanden per jaar opgetrokken. Die stijgt aldus van 62 jaar in 2016 naar 62 jaar en 6 maanden in 2017 en naar 63 jaar in 2018. De loopbaanvoorwaarde stijgt harerzijds van 40 jaar in 2016 naar 41 jaar in 2017 en 2018 en naar 42 jaar in 2019.

Voor de lange loopbanen is voorzien in uitzonderingen. De personen die jong zijn beginnen te werken en een lange loopbaan hebben, zullen aldus met vervroegd pensioen kunnen gaan op de leeftijd van 60 jaar of 61 jaar indien zij respectievelijk 44 en 43 dienstjaren hebben.

Ten slotte trekt de bestreden wet de leeftijd waarop een persoon aanspraak kan maken op het overlevingspensioen, op naar 50 jaar in 2025 en naar 55 jaar in 2030.

B.2.2. In de memorie van toelichting bij het wetsontwerp wordt gepreciseerd :

« De in dit ontwerp opgenomen maatregelen vinden hun inspiratie in het verslag ’ Een sterk en betrouwbaar sociaal contract ’ van de Commissie Pensioenhervorming 2020-2040 die een verlenging van de loopbanen aanbeveelt, zodat de leefbaarheid van ons pensioensysteem kan worden versterkt.

Het is immers zo dat ons pensioensysteem omwille van diverse factoren onder druk staat. Een eerste factor vormt de verlenging van de levensduur. Deze verlenging van de levensduur is uiteraard een kans voor onze samenleving maar leidt, in combinatie met de naoorlogse babyboomers die de pensioenleeftijd bereiken, tot een algemene vergrijzing van de bevolking. Meer dan 2 miljoen burgers zijn vandaag ouder dan 65 jaar. En ondanks de nieuwe demografische groei die het land kent, blijft het aantal gepensioneerden sneller groeien dan dat van de actieven. Waar de verhouding van het aantal actieven t.o.v. het aantal personen ouder dan 65 jaar nog 3,31 was in 2013, zal dit niet meer zijn dan 2,29 in 2030 en 1,95 in 2060 (Bron : Pensioenpanorama 2013 : de indicatoren van de OESO en de G20-OESO 2013).

Bovenop de verlenging van de levensduur en de opa-boom, komt nog de te lage gemiddelde uitstapleeftijd uit de arbeidsmarkt in België. De gemiddelde uitstapleeftijd uit de arbeidsmarkt in België was voor mannen 59,6 jaar en voor vrouwen 58,7 jaar. Binnen de OESO is de gemiddelde uitstapleeftijd 64,2 jaar voor mannen en 63,1 jaar voor vrouwen. België bevindt zich zo bij de OESO-landen met de laagste gemiddelde uitstapleeftijd (Bron : Pensioenpanorama 2013 : de indicatoren van de OESO en de G20-OESO 2013).

De werkgelegenheidsgraad voor de 60 tot 64-jarigen is volgens het rapport ’ Economische studies van de OESO België ’ van mei 2013 17,97 % in België tegenover 41,6 % voor de landen van de OESO.

Bovendien is het budget voor de betaling van de pensioenen gestegen van 25 naar 41 miljard euro tussen 2006 en 2015, met andere woorden een verhoging van meer dan 1,7 miljard per jaar ! In zijn laatste rapport bevestigt de Studiecommissie voor de Vergrijzing dat, ondanks de maatregelen die werden genomen tijdens de vorige legislatuur, de uitgaven in de loop van de komende jaren nog sterk zullen toenemen. Zonder nieuwe hervormingen zal de pensioenkost nog met 4,1 % van het BBP toenemen tussen 2013 en 2060.

Door deze situatie is het doorvoeren van verdere hervormingen onvermijdelijk en dringend om de duurzaamheid van onze pensioenen te garanderen.

Bovendien worden deze maatregelen aan België aanbevolen door internationale instellingen zoals het IMF, de OESO en de Europese Commissie. Zo geeft de OESO (p. 11) in haar verslag ’ Economische studies van de OESO België ’ als een van haar belangrijkste raadgevingen mee ’ de wettelijke en effectieve pensioenleeftijd te verhogen om zo de leefbaarheid van de schuld op lange termijn te verbeteren ’ om de budgettaire duurzaamheid en tegelijkertijd de tewerkstelling en de concurrentiekracht aan te moedigen. Ditzelfde verslag meldt dat ’ krachtens de tot in 2013 vigerende wetgeving de voorziene stijging op lange termijn van de pensioenuitgaven bij de hoogste in Europa ligt, in hoofdzaak ingevolge de matige groei van de tewerkstelling bij oudere werknemers en de tamelijke lage feitelijke uitstapleeftijd, hetgeen de gevolgen van de demografische

vergrijzing verergert. Indien de voorziene stijging van de pensioenuitgaven niet wordt gecompenseerd (door de vermindering van andere uitgaven of hogere belastingen) of niet onder controle gehouden wordt, zal na verloop van tijd het begrotingstekort stijgen en de schuld niet langer houdbaar zijn. De pensioenhervorming is dus essentieel om de leefbaarheid van de schuld te waarborgen maar is ook cruciaal om de sanering te laten aanknopen bij een duurzamere groei op lange termijn' (p. 21). 'Wat betreft vervroegd pensioen, dient de overheid derhalve de leeftijds- en loopbaanvoorwaarden te verstrengen, zoals voorzien, en parallel hiermee de wettelijke pensioenleeftijd – aangepast aan de levensverwachting – te verhogen (vandaag vastgelegd op 65 jaar). De aangekondigde geleidelijke verhogingen van de pensioenleeftijd tot 67 jaar en de leeftijd van opening van het recht op vervroegd pensioen vormen derhalve wenselijke initiatieven.' (p. 22)

Er dient te worden benadrukt dat volgens nieuwe voorspellingen van het Federaal Planbureau in een verslag van maart 2015 de door de huidige regering voorziene maatregelen, met inbegrip van de maatregelen in onderhavig wetsontwerp zouden toelaten de budgettaire kost van de vergrijzing op het gebied van pensioen met 1,7 % van het BBP over de periode 2014-2060 te verminderen.

Gezien het algemeen belang dat op het spel staat rechtvaardigen voormelde redenen redelijkerwijs de door het wetsontwerp voorziene maatregelen, met inbegrip van het teruggrijpen naar het criterium van de leeftijd in het kader van deze maatregelen, hetgeen overeenkomt met de opmerkingen van de Raad van State in zijn advies nr. 57 658/1-2 van 16 juni 2015.

De in dit wetsontwerp vermelde maatregelen hebben betrekking op de drie wettelijke pensioenstelsels (werknemers, zelfstandigen en publieke sector). Het is immers zo dat, met inachtneming van de complexiteit die door de Raad van State in zijn advies nr. 57 658/1-2 van 16 juni 2015 wordt benadrukt, en van de wetgeving betreffende deze maatregelen, er voor is gekozen om de teksten met betrekking tot deze maatregelen voor de drie stelsels in een en hetzelfde wetsontwerp te integreren om op die manier een grotere transparantie over de hervorming te waarborgen » (*ibid*, pp. 4-6).

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de beroepen

B.3.1. De Ministerraad voert aan dat het in de zaak nr. 6348 ingestelde beroep niet ontvankelijk is omdat de verzoekende partij haar belang bij de vernietiging van de bestreden bepalingen niet uiteenzet.

B.3.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.3.3. De verzoekende partij in de zaak nr. 6348 zet uiteen dat zij is geboren op 29 oktober 1967, burgerlijk ingenieur is, als werknemer heeft gewerkt en sinds 1995 overheidsambtenaar is. Zij voert eveneens aan dat zij tijdelijk een aanvullende activiteit heeft uitgeoefend bestaande in het uitvoeren van expertiseopdrachten op verzoek van de FOD Economie. Zij heeft aldus een gemengde loopbaan.

Zij geeft eveneens aan dat zij, als gevolg van de bestreden bepalingen, pas op de leeftijd van 65 jaar, na een loopbaan van 42 jaar, met vervroegd pensioen zal kunnen gaan en aldus twee jaar langer zal moeten werken dan onder de vroegere wetgeving. Zij beweert voorts te doen blijken van een belang bij de vernietiging van de bepalingen betreffende het overlevingspensioen aangezien bij het overlijden van de verzoekende partij de echtgenote het voordeel ervan zou kunnen aanvragen.

B.3.4. De verzoekende partij in de zaak nr. 6348 toont aldus voldoende aan dat zij op ongunstige wijze zou kunnen worden geraakt door de bestreden bepalingen, in zoverre zij betrekking hebben op de vastbenoemde ambtenaren van de overheid en de werknemers. Het vervullen van expertiseopdrachten laat daarentegen niet toe aan te tonen dat zij die opdrachten heeft uitgevoerd onder het statuut van zelfstandige in hoofdberoep, zodat zij niet doet blijken van het vereiste belang bij het vorderen van de vernietiging van de artikelen 28 en 34 van de bestreden wet.

B.4.1. De Ministerraad betwist eveneens het belang van de verzoekende partijen in de zaak nr. 6365 om in rechte te treden. Ten aanzien van de eerste achttien verzoekende partijen voert de Ministerraad aan dat geen enkele van hen de door hen aangevoerde hoedanigheid aantoont. Hij werpt eveneens op dat de bestreden bepalingen geen afbreuk doen aan de prerogatieven van de vakorganisaties die het beroep eveneens hebben ingesteld.

B.4.2. In tegenstelling tot hetgeen de Ministerraad aanvoert, zetten de eerste achttien verzoekende partijen uiteen dat zij werknemers of ambtenaren zijn. Zij geven aan op welke datum zij in dienst zijn getreden en op welke datum zij in principe met pensioen zouden kunnen gaan of aanspraak zouden kunnen maken op een vervroegd pensioen, en voeren aan dat, als gevolg van de bestreden bepalingen, die datum zou moeten worden uitgesteld zodat hun situatie rechtstreeks en ongunstig zou worden geraakt door die bepalingen. Voor het overige betwist de Ministerraad niet het belang om in rechte te treden van de negentiende tot eenentwintigste verzoekende partij, die werknemersorganisaties zijn die de belangen vertegenwoordigen van de werknemers van de overheidssector, van het onderwijs en van de sociaal verzekerden.

B.4.3. Daar het belang van de andere verzoekende partijen is aangetoond, dient het belang van de vakorganisaties om in rechte te treden, niet te worden onderzocht.

B.5 De exceptie wordt verworpen.

Wat de zaak nr. 6348 betreft

B.6. De drie middelen zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre de bestreden wet een verschil in behandeling zou invoeren tussen de categorie van de werknemers die onder het toepassingsgebied ervan vallen en de categorie van de parlementsleden van de Kamer van volksvertegenwoordigers, daar voor de eerstgenoemde leeftijdsvoorwaarden voor het rustpensioen, voorwaarden voor het vervroegd pensioen en leeftijdsvoorwaarden voor het verkrijgen van een overlevingspensioen ten gunste van de langstlevende echtgenoot gelden die minder gunstig zijn dan die welke gelden voor de tweede categorie.

B.7.1. Artikel 66 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers geniet een jaarlijkse vergoeding van twaalfduizend frank.

Binnen de grenzen van de Staat hebben de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers vrij verkeer op alle verkeerswegen door de openbare overheden geëxploiteerd of in concessie gegeven.

Aan de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers kan een jaarlijkse vergoeding worden toegekend, aan te rekenen op de dotatie bestemd voor de dekking der uitgaven van deze vergadering.

De Kamer bepaalt het bedrag dat van de vergoeding mag worden ingehouden als bijdrage in de lijfrente- of pensioenkassen waarvan zij de oprichting wenselijk acht ».

B.7.2. Artikel 2 van de wet van 30 december 1982 houdende de Begroting der Dotatiën voor het begrotingsjaar 1982, zoals gewijzigd bij artikel 13 van de wet van 4 maart 2004 « houdende toekenning van aanvullende voordelen inzake rustpensioen aan personen die werden aangesteld om een management- of staffunctie uit te oefenen in een overheidsdienst », bepaalt :

« 1. De Wetgevende Kamers bepalen het bedrag dat van de parlementaire vergoeding mag worden ingehouden als bijdrage in de lijfrente- of pensioenkassen die zij hebben ingesteld.

2. De regeling van de pensioenen voor de leden van de Wetgevende Kamers en hun rechtverkrijgenden behoort tot de uitsluitende bevoegdheid van iedere Kamer. Deze bevoegdheid kan worden overgedragen aan de lijfrente- of pensioenkas bedoeld in cijfer 1.

3. Deze regeling mag evenwel niet afwijken van de wettelijke bepalingen die het maximumbedrag van de rust- of overlevingspensioenen in de overheidssector regelen. Zij zal nadere regels stellen betreffende de cumulatie van pensioenen en de cumulatie van een rust- of overlevingspensioen en een beroepsactiviteit of de uitoefening van een politiek mandaat, met inachtneming van de wettelijke bepalingen en de aard van het parlementair mandaat.

De lijfrente- of pensioenkas bedoeld in cijfer 1 mogen beslissen dat de bepalingen van artikel 41 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, zoals zij luiden vóór hun wijziging door artikel 12 van de wet van [4 maart 2004] houdende toekenning van aanvullende voordelen inzake rustpensioenen aan personen die werden aangesteld om een management- of staffunctie uit te oefenen in een overheidsdienst, integraal van toepassing blijven op de pensioenen toegekend aan de gewezen leden van de Wetgevende Kamers of aan hun rechthebbenden, indien ze gunstiger zijn dan de bepalingen van voormeld artikel 41 zoals gewijzigd door voormeld artikel 12 ».

In tegenstelling tot wat de verzoekende partij beweert, is die bepaling, die een normatieve draagwijdte heeft, nog steeds van kracht. Zij herhaalt evenwel hetgeen expliciet (punt 1) of impliciet (punt 2) in artikel 66 van de Grondwet besloten ligt voor wat de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers betreft.

B.8. Uit artikel 66 van de Grondwet blijkt immers dat het pensioen van de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van hun rechtverkrijgenden ressorteert onder de exclusieve bevoegdheid van de Kamer van volksvertegenwoordigers, die deze bevoegdheid bij reglement uitoefent. Die bevoegdheid is een keuze van de Grondwetgever, die aan de toetsingsbevoegdheid van het Hof ontsnapt.

Bijgevolg is het Hof niet bevoegd om kennis te nemen van het in de drie middelen aangevoerde verschil in behandeling.

Wat de zaak nr. 6365 betreft

In verband met de ontvankelijkheid van het beroep

B.9. In zijn memorie stelt de Ministerraad vast dat de verzoekende partijen de schending aanvoeren van de artikelen 10, 11, 16 en 23 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Verdrag van de rechten van de mens, met de artikelen 2, 3 en 9 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, met artikel 12 van het herziene Europees Sociaal Handvest, met de artikelen 17, lid 1, 20, 21 en 23 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en met artikel 4 van de richtlijn 79/7/EEG van de Raad van 19 december 1978 betreffende de geleidelijke tenuitvoerlegging van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen op het gebied van de sociale zekerheid (hierna : richtlijn 79/7/EEG).

De Ministerraad voert aan dat de verzoekende partijen niet zouden uitleggen hoe de voormelde bepalingen zouden zijn geschonden en in welke mate hun situatie verband zou houden met het recht van de Europese Unie.

B.10. Aangezien de verzoekende partijen geen aanknopingspunt van hun situatie met de tenuitvoerlegging van het recht van de Unie aantonen, zijn de middelen niet ontvankelijk in zoverre ze zijn afgeleid uit de schending van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

B.11. De verzoekende partijen leiden een tweede middel af uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 4 van de richtlijn 79/7/EEG van 19 december 1978, alsook met de artikelen 20, 21 en 23 van het voormelde Handvest.

B.12.1. De richtlijn 79/7/EEG van 19 december 1978 beoogt het beginsel van gelijke behandeling inzake sociale zekerheid uit te voeren in de wettelijke regelingen die bescherming bieden tegen ziekte, invaliditeit, ouderdom, arbeidsongevallen, beroepsziekten en werkloosheid, alsook in de socialebijstandsregelingen, voor zover die een aanvulling vormen op of in de plaats komen van de voormelde regelingen (artikel 3).

Zij is van toepassing op de beroepsbevolking, met inbegrip van zelfstandigen, van werknemers wier arbeid is onderbroken door ziekte, ongeval of onvrijwillige werkloosheid en van werkzoekenden, alsook op de gepensioneerde of invalide werknemers en zelfstandigen (artikel 2).

Artikel 4 van de richtlijn verbiedt elke discriminatie op grond van geslacht, hetzij direct, hetzij indirect, terwijl artikel 5 de lidstaten ertoe verplicht de nodige maatregelen te nemen opdat alle wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die strijdig zijn met het beginsel van gelijke behandeling worden ingetrokken.

B.12.2. Bij zijn arrest *Brachner* (20 oktober 2011, C-123/10, punt 40) heeft het Hof van Justitie van de Europese Unie eraan herinnerd dat uit vaste rechtspraak volgt dat een uitkering, om binnen de werkingssfeer van de richtlijn te vallen, geheel of gedeeltelijk moet worden toegekend uit hoofde van een wettelijke regeling die bescherming biedt tegen een van de in artikel 3, lid 1, van de richtlijn genoemde eventualiteiten, dan wel een vorm van sociale bijstand moet zijn met hetzelfde doel, en rechtstreeks en daadwerkelijk verband moet houden met de bescherming tegen een van die eventualiteiten.

In de beschouwingen die voorafgaan aan het onderzoek van de prejudiciële vragen die aan het Hof van Justitie van de Europese Unie werden gesteld, heeft dat Hof, bij de arresten van 21 juni 2007, C-231/06 tot en met C-233/06 (*Rijksdienst voor pensioenen t. E. Jonkman e.a.*) eraan herinnerd dat, ten aanzien van het beginsel van gelijke beloning van mannelijke en vrouwelijke werknemers, artikel 157, leden 1 en 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (voorheen artikel 141, leden 1 en 2, van het EG-Verdrag) alleen van toepassing is op de beroepspensioenstelsels en niet op de wettelijke pensioenstelsels, die vallen onder het toepassingsgebied van de richtlijn 79/7/EEG (zie eveneens 26 maart 2009, C-559/07, *Commissie t. Helleense Republiek*, punten 41 en 42).

B.13.1. Daar de bestreden bepalingen, die één van de aspecten van het pensioenstelsel regelen, vallen onder het toepassingsgebied van de richtlijn 79/7/EEG, is de aanknopng met het Unierecht voldoende aangetoond, zodat dit eveneens geldt voor het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, waarin de in die richtlijn vervatte beginselen zijn verankerd.

B.13.2. De exceptie van de Ministerraad met betrekking tot het tweede middel wordt verworpen.

Wat het rustpensioen en het vervroegd rustpensioen betreft

B.14. Een eerste middel is afgeleid uit de schending, door de artikelen 2, 12 en 18 van de bestreden wet, van de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 12 van het herziene Europees Sociaal Handvest, met artikel 9 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten en met de artikelen 20, 21 en 23 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

B.15. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft het recht een menswaardig leven te leiden.

Daartoe waarborgen de wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening bepalen.

Die rechten omvatten inzonderheid :

[...]

2° het recht op sociale zekerheid, bescherming van de gezondheid en sociale, geneeskundige en juridische bijstand;

[...] ».

Artikel 9 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten bepaalt :

« De Staten die partij zijn bij dit Verdrag erkennen het recht van een ieder op sociale zekerheid, daarbij inbegrepen sociale verzekering ».

Artikel 12 van het herziene Sociaal Europees Handvest bepaalt :

« Teneinde de onbelemmerde uitoefening van het recht op sociale zekerheid te waarborgen, verplichten de Partijen zich :

1. een stelsel van sociale zekerheid in te voeren of in stand te houden;

2. het stelsel van sociale zekerheid te houden op een bevredigend peil, dat tenminste gelijk is aan het peil dat vereist is voor de bekrachtiging van de Europese Code betreffende de sociale zekerheid;

3. te streven naar een geleidelijke verhoging van de sociale zekerheidsnormen;

4. stappen te ondernemen, door het sluiten van passende bilaterale en multilaterale overeenkomsten of door andere middelen, en met inachtneming van de in zulke overeenkomsten neergelegde voorwaarden ter waarborging van :

a) een gelijke behandeling van de onderdanen van andere Partijen en de eigen onderdanen wat betreft rechten op het gebied van sociale zekerheid, met inbegrip van het behoud van uitkeringen uit hoofde van de socialezekerheids-wetgeving, ongeacht eventuele verplaatsingen van de beschermende personen tussen de grondgebieden van de Partijen;

b) de verlening, handhaving en het herstel van rechten op sociale zekerheid, onder andere door het samentellen van tijdvakken van verzekering of tewerkstelling der betrokkenen overeenkomstig de wetgeving van elk der Partijen ».

Net als artikel 23, derde lid, 2°, van de Grondwet erkennen artikel 9 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten en artikel 12 van het herziene Europees Sociaal Handvest het recht op sociale zekerheid.

B.16.1. De verzoekende partijen voeren aan dat, door de pensioenleeftijd op te trekken van 65 naar 67 jaar, een groot aantal sociaal verzekerden hun recht op pensioen een of twee jaar zullen uitgesteld zien, afhankelijk van hun leeftijd.

B.16.2. De verstrenging van de leeftijds- en loopbaanvoorwaarden die een vervroegd pensioen mogelijk maken, zou een grote groep van sociaal verzekerden eveneens het recht ontzeggen om met vervroegd pensioen te gaan, zodat zij hun pensioen uitgesteld zouden zien op het ogenblik dat zij de wettelijke leeftijd bereiken om met pensioen kunnen te gaan. De maatregelen zouden aldus een aanzienlijke achteruitgang inhouden door de betrokkenen gedurende mogelijk vier jaar het recht te ontzeggen om met pensioen te gaan.

B.17.1. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt dat ieder het recht heeft om een menswaardig leven te leiden. Daartoe waarborgen de onderscheiden wetgevers, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening ervan bepalen. Die rechten omvatten onder meer het recht op sociale zekerheid. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt niet wat die rechten, waarvan enkel het beginsel wordt uitgedrukt, impliceren, waarbij elke wetgever ermee is belast die rechten te waarborgen, overeenkomstig het tweede lid van dat artikel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten.

B.17.2. Artikel 23 van de Grondwet bevat inzake het recht op sociale zekerheid een *standstill*-verplichting die eraan in de weg staat dat de bevoegde wetgever het beschermingsniveau dat geboden wordt door de van toepassing zijnde wetgeving, in aanzienlijke mate vermindert zonder dat daarvoor redenen zijn die verband houden met het algemeen belang.

B.17.3. In de toelichting bij het voorstel tot herziening van de Grondwet dat heeft geleid tot de invoering, in titel II ervan, van artikel 23 (destijds artikel 24*bis*) wordt over het recht op sociale zekerheid uiteengezet :

« Het opnemen van dit grondrecht in onze fundamentele akte is de bekroning van honderd jaar sociale strijd en ligt in de lijn van het sturen naar welzijn en vooruitgang.

[...]

Volgens de voorgestelde tekst heeft een ieder die een beroepsactiviteit uitoefent recht op sociale zekerheid. [...] Het is belangrijk te benadrukken dat de uitoefening van dergelijk recht echter gekoppeld blijft aan de bijdrageplicht en dat het de overheid is die, samen met de betrokken erkende sociale gesprekspartners, de modaliteiten van de uitoefening van dergelijk recht bepaalt » (*Parl. St.*, Senaat, B.Z. 1991-1992, nr. 100-2/3°, p. 18).

B.18.1. In verband met de verenigbaarheid van de bestreden maatregelen met de *standstill*-verplichting van artikel 23 van de Grondwet heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State opgemerkt :

« 4.2. Dit soort van maatregelen valt weliswaar onder de ruime beoordelingsbevoegdheid van de wetgever. Dit neemt niet weg dat artikel 23 van de Grondwet onder meer ' het recht op sociale zekerheid ' garandeert, waarvan de regeling van het recht op een pensioen een belangrijk onderdeel vormt, en dat dit, volgens het Grondwettelijk Hof, een bepaling is ' die eraan in de weg staat dat de bevoegde wetgever het beschermingsniveau dat wordt geboden door de van toepassing zijnde wetgeving in aanzienlijke mate vermindert, zonder dat daarvoor redenen zijn die verband houden met het algemeen belang '.

Het voorliggende voorontwerp van wet brengt, door de pensioenleeftijd tegen 2030 te verhogen, de leeftijd en het aantal dienstjaren om in aanmerking te komen voor het vervroegd pensioen geleidelijk op te trekken en de leeftijd waarop een overlevingspensioen mogelijk is te verhogen, een wijziging aan in de geldende pensioenwetgeving die zou kunnen worden beschouwd als een achteruitgang.

De steller van het voorontwerp moet in het licht van artikel 23 van de Grondwet kunnen aantonen in welke mate de ontworpen bepalingen geen aanzienlijke achteruitgang inhouden ten opzichte van de bestaande wetgeving, en indien dat wel het geval is, moet hij kunnen uitleggen in welk opzicht die maatregelen redelijk gerechtvaardigd zijn in het licht van het nagestreefde algemeen belang, te weten de leefbaarheid van het pensioenstelsel. Zulks is des te meer noodzakelijk daar de hervormingen gaandeweg worden ingevoerd, zoals voor de openbare sector blijkt uit het feit dat in een eerste fase de wet van 28 april 2015 houdende bepalingen betreffende de pensioenen van de publieke sector is aangenomen en, in een tweede fase, het voorliggende voorontwerp wordt ingediend. In het licht van de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof kan niet zonder meer worden beweerd dat '[d]eze maatregelen (...) hun inspiratie [vinden] in het verslag "Een sterk en betrouwbaar sociaal contract" van de Commissie Pensioenhervorming 2020-2040 die een verlenging van de loopbanen aanbeveelt, zodat de leefbaarheid van ons pensioensysteem kan worden versterkt' » (Parl. St., Kamer, 2014-2015, DOC 54-1180/001, pp. 106-107).

B.18.2. Naar aanleiding van de opmerking van de Raad van State heeft de minister van Pensioenen tijdens de besprekingen in de bevoegde commissie verklaard :

« In zijn advies stelt de Raad van State nergens de wettigheid, noch de grondwettigheid van de bepalingen van het wetsontwerp ter discussie. De Raad verwijst naar artikel 23 van de Grondwet, dat het recht op sociale zekerheid waarborgt, om aan te geven dat 'de steller van het voorontwerp (...) in het licht van artikel 23 van de Grondwet [moet] kunnen aantonen in welke mate de ontworpen bepalingen geen aanzienlijke achteruitgang inhouden ten opzichte van de bestaande wetgeving, en indien dat wel het geval is, moet hij kunnen uitleggen in welk opzicht die maatregelen redelijk gerechtvaardigd zijn in het licht van het nagestreefde algemeen belang, te weten de leefbaarheid van het pensioenstelsel' (DOC 54-1180/001, p. 107).

De Raad van State verzoekt derhalve de noodzaak de leefbaarheid van het pensioenstelsel te waarborgen in het wetsontwerp beter met redenen te omkleden; aan dat verzoek werd dan ook tegemoet gekomen in de memorie van toelichting.

Voorts doet de in uitzicht gestelde hervorming geenszins afbreuk aan het beschermingsniveau, wel integendeel : de verlenging van de loopbaan, in combinatie met het feit dat de referentieloopbaan niet wordt gewijzigd, zal het gemiddelde pensioenbedrag doen stijgen » (Parl. St., Kamer, 2014-2015, DOC 54-1180/004, pp. 8-9).

In verband met de verhoging van de wettelijke leeftijd voor het rustpensioen heeft de minister toegevoegd :

« De verhoging van de wettelijke pensioenleeftijd, die op Europees niveau de norm lijkt te worden, zal zorgen voor een stijging van de gemiddelde leeftijd waarop men de arbeidsmarkt verlaat, wat een absolute voorwaarde is om op lange termijn de betaalbaarheid van het Belgische pensioenstelsel te waarborgen. In haar rapport van februari 2015 beveelt de OESO België nog het volgende aan : 'relever l'âge légal et effectif de départ à la retraite pour améliorer la viabilité de la dette à long terme'. In tegenstelling tot het scenario van de Commissie Pensioenhervorming 2020-2040 wordt de referentieloopbaan, die momenteel 45 jaar bedraagt, niet verlengd. De hervorming zal er dus ook toe leiden dat het gemiddelde pensioenbedrag stijgt, aangezien de loopbanen langer zullen hebben geduurd » (*ibid.*, p. 17).

B.18.3. Tijdens de debatten in de commissie is opgemerkt dat, indien moest worden gestreefd naar langere loopbanen, die beweging gepaard moest gaan met een grondige reflectie over belangrijke vraagstukken zoals de erkenning van de zwaarte van sommige beroepen of de aanpassing van de werkomstandigheden, teneinde de kansen en de aanwezigheid van de werknemers die ouder zijn dan 50 jaar, op de arbeidsmarkt niet te hypothekeren en teneinde een actief beheer van de arbeidsmarkt te bevorderen (*ibid.*, pp. 41 en 46).

Een lid heeft in verband met de hervorming erop gewezen dat een andere mogelijkheid, waarvoor de vorige Regering had gekozen, erin bestond oudere werknemers langer aan het werk te houden via voorgezette opleidingen, de verbetering van de arbeidsomstandigheden en het toekennen van een bonus aan wie langer aan het werk blijft. Met het oog op de inachtneming van het evenredigheids- en het gelijkheidsbeginsel, alsook van de *standstill*-verplichting staat het volgens dat lid aan de Regering uit te leggen waarom de vroegere oplossingen die ze heeft afgevoerd niet tot het door haar vooropgestelde doel konden leiden (*ibid.*, p. 62).

De minister van Pensioenen heeft de sprekers als volgt geantwoord :

« Dit wetsontwerp wijzigt de regels inzake leeftijd, waarbij tegelijk de referentieloopbaan van 45 jaar wordt aangehouden. Een en ander opent perspectieven gedurende een periode van 7 jaar (tussen 60 en 67 jaar). Iemand die op erg jonge leeftijd in beginnen werken en dus een voldoende lange loopbaan heeft opgebouwd vóór hij 67 jaar wordt, zal met vervroegd pensioen kunnen gaan of blijven werken indien hij dat wenst.

Wat de budgettaire impact betreft, geeft de minister aan dat de besparingen die door de aanpassing van de toegangsvoorwaarden tot het vervroegd pensioen worden gemaakt, als volgt zijn geëvalueerd :

- overheidssector : 93 miljoen euro in 2017 en 279 miljoen euro in 2018,
- bedienden : 94,3 miljoen euro in 2017 en 102,8 miljoen euro in 2018,
- zelfstandigen : 4,7 miljoen euro in 2017 en 5,6 miljoen euro in 2018.

Die ramingen houden echter geen rekening met het effect van deze maatregelen in combinatie met andere, reeds goedgekeurde maatregelen, zoals de afschaffing van de diplomabonificatie, noch met de overgangmaatregelen als bepaald in het kader van het sociaal overleg. Daarom heeft de minister aan het Kenniscentrum gevraagd een verslag over de budgettaire impact van deze maatregelen op te stellen; het Kenniscentrum is opgericht bij de wet van 21 mei 2015 tot oprichting van een Nationaal Pensioencomité, een Kenniscentrum en een Academische Raad (*Belgisch Staatsblad* van 22 mei 2015). Het begeleidingscomité kwam een eerste keer bijeen op 8 juni 2015.

[...]

De minister verduidelijkt dat het verslag van het Kenniscentrum in de loop van september 2015 zal worden voorgelegd aan het Nationaal Pensioencomité, vooraleer dat de werkzaamheden met betrekking tot de zwaarte van het werk aanvat. Volgens de recente vooruitzichten van het Federaal Planbureau (verslag van maart 2015) zouden de geplande maatregelen van deze regering, met inbegrip van de maatregelen als bedoeld in dit wetsontwerp, de budgettaire kosten van de vergrijzing op het stuk van de pensioenen met 1,7 % van het bbp doen dalen over de periode 2014-2060.

[...]

De beslissing van de regering om de wettelijke pensioenleeftijd naar 67 jaar op te trekken, is voor een groot deel ingegeven door de wens van de regering om de effectieve leeftijd voor de uitstap uit de arbeidsmarkt van 59 op 64 jaar te brengen (het Europees gemiddelde). Om dat Europees gemiddelde te halen en werknemers met een lange loopbaan of met een zwaar beroep de mogelijkheid te geven om tussen 60 en 62 jaar met pensioen te gaan, moeten uiteraard andere mensen tot 67 jaar werken. Het gaat om een ware daad van solidariteit. Momenteel werkt minder dan 10 % van de bevolking tot 65 jaar. Het valt vandaag natuurlijk moeilijk te voorspellen hoeveel mensen vanaf de hervorming na hun 65 jaar zullen werken. De minister vindt dat eenzelfde percentage werknemers dat respectievelijk tot 66 en 67 zou werken, al een goed resultaat zou zijn » (*ibid.*, pp. 83-85).

Inzonderheid wat de opmerking van de Raad van State over het recht op sociale zekerheid gewaarborgd bij artikel 23 van de Grondwet betreft, heeft de minister nog opgemerkt dat

« deze hervorming het beschermingsniveau geenszins vermindert. De verlenging van de loopbaan, in combinatie met het feit dat de referentieloopbaan van 45 jaar niet wordt gewijzigd, zal daarentegen tot gevolg hebben dat het gemiddeld pensioenniveau wordt verhoogd. Daar komt nog bij dat, hoewel sommigen vinden dat het beschermingsniveau *in casu* aanzienlijk wordt afgebouwd, zulks wel voldoende door het algemeen belang is verantwoord » (*ibid.*, p. 88).

B.19. Het komt de wetgever toe te oordelen in hoeverre het opportuun is maatregelen te nemen met het oog op besparingen inzake rust- en overlevingspensioenen. Hij beschikt in dat opzicht over een des te ruimere beoordelingsbevoegdheid wanneer de betrokken regeling het voorwerp heeft uitgemaakt van sociaal overleg. Hoewel het sociaal overleg in het Comité A niet tot een akkoord heeft geleid, heeft het sociaal overleg toch sommige wijzigingen tot gevolg gehad. De minister van Pensioenen verklaarde hieromtrent in de Kamercommissie :

« De regering heeft alle overgangsbepalingen aanvaard die tijdens dat overleg werden voorgesteld, hoewel die verder gingen dan het regeerakkoord en de tijdens de hervorming van 2011 genomen maatregelen.

[...]

Zelfs al is over de maatregelen in dit wetsontwerp geen unaniem akkoord tot stand gekomen, toch heeft het sociaal overleg het mogelijk gemaakt verscheidene overgangsbepalingen te formuleren waarbij rekening wordt gehouden met een aantal specifieke situaties, en die bepalingen op te nemen in het wetsontwerp. Eveneens het resultaat van een verzoek van de sociale partners is amendement nr. 2 [...] (DOC 54 1180/002) op artikel 2 van het wetsontwerp, dat er inzake vervroegd pensioen voor zorgt dat al wie in eenzelfde kalenderjaar is geboren, identieke voorwaarden qua leeftijd en loopbaanduur geniet » (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-1180/004, pp. 86-87).

Aangezien de betrokken pensioenen met overheidsfondsen worden gefinancierd, moet de last die op de Staat weegt, kunnen worden gewijzigd wanneer de sanering van de openbare financiën of het tekort in de sociale zekerheid zulks vereisen.

B.20.1. Zonder dat dient te worden onderzocht of het optrekken van de wettelijke leeftijd voor het rustpensioen, alsook voor het vervroegd rustpensioen, en het verstrengen van de loopbaanvoorwaarden die daartoe toegang verlenen, een aanzienlijke achteruitgang inhouden, volstaat het vast te stellen dat die achteruitgang wordt gerechtvaardigd door redenen die verband houden met het algemeen belang.

B.20.2. Uit de in B.2.2, B.8.2 en B.13.3 aangehaalde parlementaire voorbereiding blijkt dat de wetgever structurele maatregelen heeft willen nemen om de budgettaire kostprijs van de pensioenen te beperken en aldus de leefbaarheid van het pensioensysteem te vrijwaren, systeem dat onder druk stond door verschillende factoren, zoals de langere levensduur die leidt tot een algemene vergrijzing van de bevolking en de te lage gemiddelde leeftijd waarop uit de arbeidsmarkt wordt gestapt.

Om het Europese gemiddelde van 64 jaar te halen als daadwerkelijke pensioenleeftijd, waarbij tegelijk de werknemers met een lange loopbaan of die een zwaar beroep uitoefenen, worden toegelaten vroeger met pensioen te gaan, diende een solidariteitsmechanisme te worden ingevoerd waarbij anderen tot een hogere leeftijd werken.

B.21.1. Ten aanzien van de voorwaarden voor het vervroegd rustpensioen verhoogt de bestreden wet de vereiste minimumleeftijd om daarop aanspraak te kunnen maken naar 63 jaar in 2018, terwijl de vereiste loopbaanduur is gebracht op 42 jaar in 2019.

B.21.2. Er is in verschillende afwijkingen voorzien. De personen met minstens 44 dienstjaren kunnen aldus op 60 jaar met pensioen gaan. Diegenen met minstens 43 dienstjaren, kunnen op de leeftijd van 61 jaar met pensioen gaan.

Voor de personen wier rustpensioen ingaat tussen 1 januari en 31 december 2016 is eveneens in bijzondere voorwaarden voorzien : diegenen met minstens 40 dienstjaren kunnen op 62 jaar met pensioen gaan; diegenen met 41 dienstjaren kunnen op 61 jaar met pensioen gaan en diegenen met 42 dienstjaren kunnen op 60 jaar met pensioen gaan.

Hetzelfde geldt voor de personen wier rustpensioen ingaat tussen 1 januari en 31 december 2017 : diegenen met minstens 41 dienstjaren kunnen op 62 jaar en 6 maanden met pensioen gaan; diegenen met 42 dienstjaren kunnen op 61 jaar met pensioen gaan en diegenen met 43 dienstjaren kunnen op 60 jaar met pensioen gaan.

Voor de personen wier rustpensioen ingaat tussen 1 januari en 31 december 2018 is ook in bijzondere voorwaarden voorzien : diegenen met minstens 41 dienstjaren kunnen op 63 jaar met pensioen gaan; diegenen met 42 dienstjaren kunnen op 61 jaar met pensioen en diegenen met 43 dienstjaren kunnen op 60 jaar met pensioen gaan.

Ten slotte zijn overgangsbepalingen aangenomen voor de vastbenoemde personeelsleden van de openbare sector die in 2016 55 tot 59 jaar of ouder worden.

Artikel 5 van de bestreden wet bepaalt immers :

« In geval van toepassing van hoofdstuk 2, afdeling 1, van voormelde wet van 28 april 2015, van afdeling 1 of van deze beide afdelingen samen, kan, niettegenstaande elke andere wettelijke, reglementaire of contractuele bepaling, de persoon die in 2016 :

- de leeftijd van 55 of 56 jaar bereikt in ieder geval op pensioen worden gesteld bij het verstrijken van een periode van drie jaar diensten die aanvangt op het ogenblik waarop hij, op basis van de wetgeving van kracht op 31 december 2015, de voorwaarden vervult om vervroegd op pensioen te kunnen worden gesteld;

- de leeftijd van 57 of 58 jaar bereikt in ieder geval op pensioen worden gesteld bij het verstrijken van een periode van twee jaar diensten die aanvangt op het ogenblik waarop hij, op basis van de wetgeving van kracht op 31 december 2015, de voorwaarden vervult om vervroegd op pensioen te kunnen worden gesteld;

- de leeftijd van 59 jaar of meer bereikt in ieder geval op pensioen worden gesteld bij het verstrijken van een periode van één jaar diensten die aanvangt op het ogenblik waarop hij, op basis van de wetgeving van kracht op 31 december 2015, de voorwaarden vervult om vervroegd op pensioen te kunnen worden gesteld ».

B.22.1. Ook hier kan worden aangenomen dat de leefbaarheid van het pensioensysteem de aanneming vereist van maatregelen die de loopbaan van de actieve personen op de arbeidsmarkt moeten verlengen en aldus de last die weegt op de financiering van de pensioenen als gevolg van de vergrijzing van de bevolking moeten verminderen.

B.22.2. De bestreden regeling past in het kader van de structurele hervormingen van de pensioenen die zijn bedoeld om de houdbaarheid van de overheidsfinanciën op lange termijn te verzekeren, door rekening te houden met de budgettaire kosten van de vergrijzing.

In het kader van die hervormingen zijn reeds verscheidene bepalingen aangenomen met het oog op « de sanering van de overheidsfinanciën » en teneinde « de welvaart in stand te houden » (*Parl. St.*, Kamer, 2011-2012, DOC 53-1952/003, p. 17). Volgens de bevoegde minister zijn de aangenomen maatregelen « noodzakelijk om ervoor te zorgen dat men de pensioenen kan blijven uitbetalen », waarbij het idee achter de maatregelen is dat « men de mensen moet overtuigen om langer te werken » (*Parl. St.*, Kamer, 2011-2012, DOC 53-1952/011, p. 20).

B.23. Die legitieme doelstellingen liggen ook aan de bestreden regeling ten grondslag, zoals reeds in B.2.2 en B.22.2 is vermeld en zoals ook blijkt uit de in B.18.2 en B.18.3 vermelde verklaringen van de bevoegde minister.

B.24.1. Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie verzet zich niet ertegen dat de wetgever afziet van zijn oorspronkelijke doelstellingen om er andere na te streven. In het algemeen trouwens moet de overheid haar beleid kunnen aanpassen aan de wisselende vereisten van het algemeen belang.

B.24.2. Gelet op de diverse in B.2.2 vermelde factoren waarmee de wetgever rekening heeft willen houden, vormt de bestreden regeling een relevante maatregel.

B.24.3. Ten slotte maken de spreiding in de tijd van de bestreden regeling voor het vervroegd pensioen ten belope van telkens zes maanden in 2017 en in 2018, evenals de in B.21.2 vermelde afwijkingen en overgangsmaatregelen dat de wetgever naar een evenwicht heeft gezocht, dat niet kennelijk onredelijk is.

B.25.1. De verzoekende partijen bekritisieren de bestreden wet voorts in zoverre de personen die de arbeidsmarkt vervroegd hebben verlaten zonder aanspraak te kunnen maken op een vervangingsinkomen, de leeftijd waarop zij aanspraak kunnen maken op een pensioen zullen zien uitgesteld met twee jaar, zonder dat dit kan worden gecompenseerd door een andere socialezekerheidsprestatie.

B.25.2. Een dergelijke grief heeft betrekking op de voorwaarden voor het verkrijgen van een vervangingsinkomen en staat los van de bestreden wet. Het gegeven dat de wetten betreffende die vervangingsinkomens nog niet zijn aangepast, laat niet toe af te leiden dat, gedurende de jaren die de bestreden wet heeft toegevoegd om een pensioen te genieten, de betrokkenen dergelijke inkomens zouden moeten worden ontzegd.

B.26.1. De verzoekende partijen merken eveneens op dat de vastbenoemde personeelsleden van het openbaar ambt die wegens lichamelijke ongeschiktheid op pensioen worden gesteld, pas bij het bereiken van de wettelijke leeftijd aanspraak zullen kunnen maken op een volledig pensioen. Zij zouden een aanzienlijk financieel verlies lijden door het feit dat zij gedurende twee extra jaren een pensioen wegens lichamelijke ongeschiktheid zullen genieten waarvan het bedrag veel lager ligt dan dat van het rustpensioen.

B.26.2. Om dezelfde redenen als die welke in B.25.2 zijn uiteengezet, is de grief, die losstaat van de bestreden wet, niet gegrond.

B.27.1. Ten slotte bekritisieren de verzoekende partijen het abrupte karakter van de maatregel die ertoe strekt de wettelijke leeftijd voor het rustpensioen te brengen op 66 jaar en daarna op 67 jaar, aangezien de pensioenleeftijd met 1 jaar kan worden uitgesteld naargelang de betrokkene is geboren op 31 december van een jaar of op 1 januari van het daaropvolgende jaar.

B.27.2. Wanneer de wetgever meent dat een beleidswijziging vereist is, vermag hij te beslissen daaraan een onmiddellijke werking te verlenen en in beginsel is hij niet ertoe gehouden in een overgangsregeling te voorzien. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn pas geschonden wanneer de overgangsregeling of de ontstentenis ervan leidt tot een verschil in behandeling dat niet redelijk kan worden verantwoord of wanneer het beginsel van het gewettigd vertrouwen op overdreven wijze is aangetast. Dat is het geval wanneer afbreuk wordt gedaan aan de gewettigde verwachtingen van een categorie van rechtzoekenden zonder dat een dwingende reden van algemeen belang de ontstentenis van een overgangsregeling kan verantwoorden.

Het door de wetgever vastgestelde criterium van de geboortedatum van de betrokken werknemers om de inwerkingtreding van de nieuwe regeling te bepalen, vormt een objectief criterium. Elke wetswijziging zou onmogelijk worden, indien zou worden aangenomen dat een nieuwe regeling de gelijkheid en niet-discriminatie zou schenden om de enkele reden dat zij de toepassingsvoorwaarden van de vroegere regeling wijzigt.

Het is inherent aan een nieuwe wetgeving dat een onderscheid wordt gemaakt tussen de personen die betrokken zijn bij rechtstoestanden die onder het toepassingsgebied van de vroegere regeling vielen en de personen die betrokken zijn bij rechtstoestanden die onder het toepassingsgebied van de nieuwe regeling vallen.

Voorts wordt niet op onevenredige wijze afbreuk gedaan aan de gewettigde verwachtingen van de betrokken werknemers, aangezien de verhoging van de wettelijke leeftijd voor het rustpensioen naar 66 jaar is voorzien vanaf 2025, terwijl die naar 67 jaar is voorzien vanaf 2030.

B.27.3. Het eerste middel is niet gegrond.

B.28. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 4 van de richtlijn 79/7/EEG, met de artikelen 2, 3 en 9 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten en met de artikelen 20, 21 en 23 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

B.29. Artikel 4 van de richtlijn 79/7/EEG bepaalt :

« 1. Het beginsel van gelijke behandeling houdt in dat iedere vorm van discriminatie op grond van geslacht, hetzij direct, hetzij indirect door verwijzing naar met name echtelijke staat of gezinssituatie, is uitgesloten in het bijzonder met betrekking tot :

- de werkingssfeer van de regelingen alsmede de voorwaarden inzake toelating tot de regelingen,
- de verplichting tot premiebetaling en de premieberekening,
- de berekening van de prestaties, waaronder begrepen verhogingen verschuldigd uit hoofde van de echtgenoot en voor ten laste komende personen, alsmede de voorwaarden inzake duur en behoud van het recht op de prestaties.

2. Het beginsel van gelijke behandeling doet geen afbreuk aan de bepalingen betreffende de bescherming van de vrouw wegens moederschap ».

De artikelen 2 en 3 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten bepalen :

« Artikel 2

1. Iedere Staat die partij is bij dit Verdrag verbindt zich maatregelen te nemen, zowel zelfstandig als binnen het kader van de internationale hulp en samenwerking, met name op economisch en technisch gebied, en met volledige gebruikmaking van de hem ter beschikking staande hulpbronnen, ten einde met alle passende middelen, inzonderheid de invoering van wettelijke maatregelen, tot een algehele verwezenlijking van de in dit Verdrag erkende rechten te komen.

2. De Staten die partij zijn bij dit Verdrag verbinden zich te waarborgen dat de in dit Verdrag opgesomde rechten zullen worden uitgeoefend zonder discriminatie van welke aard ook, wat betreft ras, huidskleur, geslacht, taal, godsdienst, politieke of andere overtuiging, nationale of maatschappelijke afkomst, eigendom, geboorte of andere status.

[...]

Artikel 3

De Staten die partij zijn bij dit Verdrag verbinden zich het gelijke recht van mannen en vrouwen op het genot van de in dit Verdrag genoemde economische, sociale en culturele rechten te verzekeren ».

Ten slotte bepalen de artikelen 20, 21 en 23 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie :

« Artikel 20

Eenieder is gelijk voor de wet.

Artikel 21

1. Elke discriminatie, met name op grond van geslacht, ras, kleur, etnische of sociale afkomst, genetische kenmerken, taal, godsdienst of overtuigingen, politieke of andere denkbeelden, het behoren tot een nationale minderheid, vermogen, geboorte, een handicap, leeftijd of seksuele geaardheid, is verboden.

2. Binnen de werkingssfeer van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en het Verdrag betreffende de Europese Unie en onverminderd de bijzondere bepalingen van die Verdragen, is elke discriminatie op grond van nationaliteit verboden ».

« Artikel 23

De gelijkheid van mannen en vrouwen moet worden gewaarborgd op alle gebieden, met inbegrip van werkgelegenheid, beroep en beloning.

Het beginsel van gelijkheid belet niet dat maatregelen gehandhaafd of genomen worden waarbij specifieke voordelen worden ingesteld ten voordele van het ondervertegenwoordigde geslacht ».

B.30. De verzoekende partijen voeren aan dat de bestreden bepalingen een indirecte discriminatie ten aanzien van de vrouwen invoeren in zoverre de wetgever mannen en vrouwen gelijk behandelt, terwijl de beroepsloopbanen en de daarmee gelijkgestelde periodes aanmerkelijk korter zouden zijn bij vrouwen dan bij mannen.

B.31. Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie sluit niet uit dat een verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is. Dat beginsel verzet er zich overigens tegen dat categorieën van personen, die zich ten aanzien van de aangevochten maatregel in wezenlijk verschillende situaties bevinden, op identieke wijze worden behandeld, zonder dat daarvoor een redelijke verantwoording bestaat.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie is geschonden wanneer vaststaat dat geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.32.1. Ten aanzien van artikel 4 van de richtlijn 79/7/EEG herinnert het Hof van Justitie van de Europese Unie volgens een vaste rechtspraak eraan dat een nationale reglementering die zonder onderscheid van toepassing is op de mannelijke en de vrouwelijke werknemers, geen rechtstreeks op het geslacht steunende discriminatie inhoudt. Er is daarentegen sprake van een indirecte discriminatie wanneer de toepassing van een nationale maatregel, hoewel die op neutrale wijze is geformuleerd, een veel groter aantal werknemers van het ene geslacht feitelijk benadeelt ten opzichte van het andere (zie met name HvJ, 14 april 2015, C-527/13, *Cachaldora Fernandez*, punt 27; 22 november 2012, C-385/11, *Elbal Moreno*, punt 29; 20 oktober 2011, C-123/10, *Brachner*, punt 56). Inzake artikel 157 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (voorheen artikel 141 van het EG-Verdrag) heeft het Hof van Justitie van de Europese Unie in dezelfde zin geoordeeld (HvJ, 14 juli 2014, C-173/13, *Leone en Leone*, punt 41, en de aangehaalde rechtspraak).

B.32.2. De bestreden maatregel is alleen met het gelijkheidsbeginsel bestaanbaar indien het verschil in behandeling dat hij invoert tussen de twee categorieën van werknemers is verantwoord door objectieve factoren die losstaan van elke discriminatie op grond van geslacht. Dat is het geval wanneer de gekozen middelen beantwoorden aan een legitieme doelstelling van het sociaal beleid van de lidstaat waarvan de wettelijke regeling in het geding is, en ter bereiking van dat doel geschikt en noodzakelijk zijn (HvJ, 8 februari 1996, C-8/94, *Laperre*, punt 14; 20 oktober 2011, C-123/10, *Brachner*, punt 70).

B.32.3. Artikel 7 van de richtlijn 79/7/EEG bepaalt :

« 1. Deze richtlijn doet geen afbreuk aan de bevoegdheid van de Lid-Staten om van haar werkingssfeer uit te sluiten :

a) de vaststelling van de pensioengerechtigde leeftijd met het oog op de toekenning van ouderdoms- en rustpensioenen en de gevolgen die hieruit kunnen voortvloeien voor andere prestaties;

[...]

2. De Lid-Staten onderzoeken periodiek de gebieden die krachtens lid 1 zijn uitgezonderd, ten einde na te gaan of het, gelet op de sociale ontwikkeling ter zake, gerechtvaardigd is deze uitzonderingen te handhaven ».

B.32.4. Bij zijn arrest van 7 juli 1992, C-9/91 (*Equal Opportunities Commission*, punten 14 en 15) heeft het Hof van Justitie van de Europese Unie geoordeeld :

« 14. [Er] moet [op] worden gewezen, dat de richtlijn uitdrukkelijk tot doel heeft, de geleidelijke tenuitvoerlegging van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen op het gebied van de sociale zekerheid te verzekeren. De geleidelijkheid van de tenuitvoerlegging komt tot uitdrukking in een aantal afwijkingen, waaronder die van artikel 7, lid 1, sub a, en blijkt voorts uit het feit dat een precieze tijdslimiet voor de handhaving van die afwijkingen ontbreekt. Zo verlangt artikel 7, lid 2, dat de Lid-Staten periodiek de gebieden onderzoeken die krachtens lid 1 zijn uitgezonderd, teneinde na te gaan of het, gelet op de sociale ontwikkeling ter zake, gerechtvaardigd is deze uitsluitingen te handhaven. Bovendien moeten de Lid-Staten ingevolge artikel 8, lid 2, de Commissie onder meer in kennis stellen van de maatregelen die zij treffen krachtens artikel 7, lid 2, en voorts van de redenen die het behoud van bestaande bepalingen met betrekking tot de in artikel 7, lid 1, bedoelde gebieden rechtvaardigen, alsmede van de mogelijkheid van een latere herziening daarvan.

15. Ofschoon de considerans van de richtlijn de redenen voor de daarin neergelegde afwijkingen niet vermeldt, kan uit de aard van de in artikel 7, lid 1, van de richtlijn voorkomende uitzonderingen worden afgeleid, dat de communautaire regeling de Lid-Staten heeft willen toestaan tijdelijk de aan vrouwen toegekende voordelen op pensioengebied te handhaven, teneinde hen in staat te stellen hun pensioenstelsels op dit punt geleidelijk aan te passen zonder het ingewikkelde financiële evenwicht van die stelsels – een aspect dat niet kon worden genegeerd – te verstoren. Een van die voordelen is de in artikel 7, lid 1, sub a, van de richtlijn bedoelde mogelijkheid voor vrouwelijke werknemers om eerder in aanmerking te komen voor pensioen dan mannelijke werknemers » (in dezelfde zin, HvJ, 30 april 1998, C-377/96, *De Vriendt e.a.*, punt 26; 30 april 2004, C-172/02, *Bourgard*, punt 29).

Met betrekking tot de uitzondering op de gelijke behandeling bepaald in artikel 7, lid 1, onder a), van de voormelde richtlijn 79/7/EEG heeft het Hof van Justitie van de Europese Unie herhaaldelijk geoordeeld dat, « gelet op het fundamentele belang van het beginsel van gelijke behandeling, de in die bepaling voorziene afwijking van het verbod van discriminatie op grond van geslacht strikt [moest] worden uitgelegd, in die zin dat zij enkel van toepassing is op de vaststelling van de pensioengerechtigde leeftijd met het oog op de toekenning van ouderdoms- en rustpensioenen en de mogelijke gevolgen daarvan voor andere uitkeringen » (zie met name HvJ, 18 november 2010, C-356/09, *Pensionsversicherungsanstalt*, punt 39; 21 juli 2005, C-207/04, *Vergani*, punt 33; 26 februari 1986, C-152/84, *Marshall*, punt 36).

Het Hof van Justitie heeft eveneens geoordeeld, ditmaal in het kader van de toepassing van artikel 157, lid 4, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (voorheen artikel 141, lid 4, van het EG-Verdrag) :

« 66. [...] om een volledige gelijkheid tussen mannen en vrouwen in het beroepsleven concreet te verzekeren, belet het beginsel van de gelijke behandeling een lidstaat niet om maatregelen te behouden of aan te nemen die voorzien in specifieke voordelen teneinde de uitoefening van een beroepsactiviteit door het ondervertegenwoordigde geslacht te vergemakkelijken of nadelen in de beroepsloopbaan te voorkomen of te compenseren.

67. Er zij evenwel opgemerkt dat de door die bepaling gedekte nationale maatregelen in elk geval ertoe moeten bijdragen de vrouwen te helpen om hun beroepsleven op voet van gelijkheid met de mannen te leiden (zie voormelde arresten *Griesmar*, punt 64, en *Commissie/Italië*, punt 57).

68. De in het geding zijnde bepalingen van het Wetboek kunnen de nadelen waaraan de loopbanen van de vrouwelijke ambtenaren en militairen worden blootgesteld, alsook die van de andere vrouwelijke personeelsleden op wie het Wetboek van toepassing is niet compenseren door die vrouwen in hun beroepsloopbaan bij te staan. Integendeel, zij beperken zich ertoe aan de begunstigden van het vrouwelijke geslacht en met name diegenen die de hoedanigheid van moeder hebben, gunstigere voorwaarden toe te kennen dan die welke gelden voor de begunstigden van het mannelijke geslacht, ten aanzien van de pensioenleeftijd en de vereiste minimumdienst op het ogenblik van de pensionering, zonder de problemen te verhelpen die zij tijdens hun beroepsloopbaan kunnen ondervinden (zie, in die zin, arrest *Griesmar*, voormeld, punt 65).

69. In zoverre de in het geding zijnde bepalingen van het Wetboek minstens gedeeltelijk de bescherming van de bedienden in hun hoedanigheid van ouder beogen, dient overigens eraan te worden herinnerd dat, enerzijds, het een hoedanigheid betreft die zowel de mannelijke als de vrouwelijke werknemers kunnen hebben en, anderzijds, de situaties van een mannelijke en van een vrouwelijke werknemer vergelijkbaar kunnen zijn wat de opvoeding van de kinderen betreft (zie arresten van 25 oktober 1988, *Commissie/Frankrijk*, 312/86, *Jurispr.* p. 6315, punt 14, en *Griesmar*, voormeld, punt 56).

[...]

74. Gelet op de voorgaande overwegingen dient erop te worden gewezen dat de Helleense Republiek, door de bepalingen te handhaven die voorzien in verschillen tussen de mannelijke en de vrouwelijke werknemers op het vlak van de pensioenleeftijd en de minimumdienst zoals vereist krachtens het Wetboek, de verplichtingen heeft geschonden waartoe zij gehouden is krachtens artikel 141 EG » (HvJ, 26 maart 2009, C-559/07, *Commissie t. Helleense Republiek*, eigen vertaling).

B.33.1. Zoals voortvloeit uit de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie moeten de lidstaten streven naar een gelijke behandeling tussen mannen en vrouwen, zelfs indien tijdelijke afwijkingen kunnen worden aanvaard op het vlak van de pensioenleeftijd, waarbij die afwijkingen op restrictieve wijze moeten worden geïnterpreteerd.

De gelijke behandeling tussen mannen en vrouwen veronderstelt niet alleen dat geen enkel verschil in behandeling rechtstreeks mag steunen op het geslacht, maar tevens dat een ogenschijnlijk neutrale maatregel in de feiten niet één van die twee categorieën mag benadelen.

B.33.2. De bestreden bepalingen behandelen mannen en vrouwen identiek ten aanzien van de pensioenleeftijd, alsook ten aanzien van de voorwaarden inzake de toegang tot het vervroegd rustpensioen. Bijgevolg dient te worden nagegaan of zij hiermee tot gevolg hebben vrouwen nadelig te behandelen in zoverre, zoals de verzoekende partijen aanvoeren, een veel groter percentage vrouwen dan mannen deeltijds zouden werken en bijgevolg niet zou kunnen voldoen aan de loopbaanvoorwaarden die de bestreden wet oplegt om toegang te hebben tot het vervroegd pensioen.

B.33.3. De minister van Pensioenen, aan wie herhaaldelijk vragen zijn gesteld over de impact die de bestreden bepalingen konden hebben op vrouwen, heeft tijdens de besprekingen in de bevoegde commissie verklaard dat

« de duur van de loopbaan één van de belangrijkste factoren voor het pensioenbeleid is; dit moet samen met de vastgestelde pensioenleeftijd worden gezien. De verhoging van de wettelijke pensioenleeftijd is een uitgelezen kans voor vrouwen om hun pensioen met 2 loopbaan jaren te versterken » (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-1180/004, p. 83).

De minister heeft hieraan toegevoegd :

« Een pensioenuitkering is in de eerste plaats gebaseerd op de loopbaan, wat een fundamenteel uitgangspunt is. Als er op het vlak van pensioenuitkering verschillen tussen mannen en vrouwen zijn, dan is dat in de eerste plaats een gevolg van gemaakte loopbaankeuzes, al dan niet wegens familiale omstandigheden. Vroeger werden vrouwen op het

vlak van pensioenen overigens begunstigd : een volledige loopbaan bedroeg voor hen 40 jaar (voor mannen : 45 jaar) en de wettelijke pensioenleeftijd lag op 60 jaar (voor mannen : 65 jaar). Dat onderscheid was in strijd met de Europese Richtlijn 97/7/EEG in verband met de gelijke behandeling van mannen en vrouwen. Discriminatie op grond van geslacht moet worden bestreden, onder meer door een evolutie naar gelijke lonen, maar de positieve discriminatie van vrouwen zonder redelijke verantwoording, zoals sommigen voorstellen, zou de toetsing aan het gelijkheidsbeginsel niet doorstaan » (*ibid.*, p. 143).

B.33.4. Uit de cijfergegevens die het Federaal Planbureau heeft meegedeeld in zijn verslag van september 2015, gewijd aan de « analyse van de effecten van de hervorming van de pensioenen en van de werkloosheid met bedrijfstoeslag », blijkt dat de daling van de pensioneringsgraden (namelijk het aantal gepensioneerden uitgedrukt in procent van de bevolking) als gevolg van de pensioenhervorming over het algemeen even groot is voor mannen als voor vrouwen (p. 9 van het verslag). Het Federaal Planbureau heeft eveneens opgemerkt dat, in een scenario zonder hervorming, de duur van de loopbaan van de vrouwen die met pensioen gaan korter zou zijn dan die van de mannen, terwijl in het scenario van een hervorming, de ontwikkeling van de duur van de loopbaan uitgaat van de hypothese van een zekere toenadering tussen de duur van de loopbaan van vrouwen en die van mannen :

« In een scenario zonder hervorming gaat bijna 40 pct. van de mannen die werken in loondienst, vervroegd met pensioen en 60 pct. op de wettelijke leeftijd of later. Onder de personen die vanaf de wettelijke leeftijd met pensioen gaan, voldoet een tiende niet aan de loopbaanvoorwaarde voor een vervroegd pensioen (namelijk 6 pct. van alle personen die met pensioen gaan). Bij de mannen die in loondienst werken, wordt het grootste aandeel personen vastgesteld dat voldoet aan de loopbaanvoorwaarde voor een vervroegd pensioen (94 pct.).

[...]

In de drie scenario's van hervorming (verschuivingscenario, tussenscenario en scenario van minimumuitstel) in vergelijking met een scenario zonder hervorming, stelt men op lange termijn een verhoging vast met 6 procentpunten van de pensionering van mannen die niet voldoen aan de loopbaanvoorwaarde voor een vervroegd vertrek.

[...]

In het scenario zonder hervorming gaat ongeveer 1/3 van de vrouwen vervroegd met pensioen als loontrekkende. Het aandeel vrouwen dat voldoet aan de loopbaanvoorwaarde voor een vervroegd pensioen is minder hoog dan dat van de mannen, namelijk 77 pct. in 2020 ten opzichte van 94 pct. voor de mannen. Dat aandeel stijgt tot 87 pct. in 2060 als gevolg van de verlenging van de loopbaanduur van de vrouwen.

[...]

Het effect van de pensioenhervorming op het aandeel vrouwen dat niet langer voldoet aan de loopbaanvoorwaarde voor een vervroegd pensioen is op lange termijn identiek voor mannen en voor vrouwen in het stelsel van de loontrekkenden op lange termijn, namelijk een verhoging met 6 procentpunten, in de drie overwogen scenario's » (verslag, pp. 19 tot 22, eigen vertaling).

Het verslag maakt gewag van een groter verschil tussen mannen en vrouwen met betrekking tot de mogelijkheid om vervroegd met pensioen te gaan in het stelsel van de zelfstandigen. Aldus vertrekt in het scenario zonder hervorming één derde van de mannen vervroegd met pensioen, bijna de helft op de wettelijke leeftijd en 18 pct. na die leeftijd. Terwijl meer dan 80 pct. van de mannen in het stelsel van de zelfstandigen voldoet aan de loopbaanvoorwaarde voor een vervroegd pensioen, vertrekt de meerderheid op de wettelijke leeftijd. De hervorming heeft tot gevolg dat het aandeel mannen dat niet langer voldoet aan de loopbaanvoorwaarde voor een vervroegd vertrek verhoogt met 13 tot 15 procentpunten.

Voor de vrouwen wordt in het verslag aangegeven dat de geringe duur van de loopbaan van de vrouwen in het stelsel van de zelfstandigen inhoudt dat, in het scenario zonder hervorming, slechts 24 pct. onder hen voldoet aan de loopbaanvoorwaarde voor een vervroegd vertrek in 2020, waarvan bijna de helft ervoor kiest daadwerkelijk met vervroegd pensioen te gaan. Op lange termijn, met de verlenging van de loopbaanduur, zou het percentage vrouwen dat voldoet aan de loopbaanvoorwaarde om vervroegd met pensioen te gaan, 39 pct. moeten bedragen. De hervorming zou tot gevolg moeten hebben het aandeel vrouwen dat niet langer zal voldoen aan de loopbaanvoorwaarde voor een vervroegd vertrek te verhogen met 20 procentpunten, in vergelijking met het scenario zonder hervorming (verslag, pp. 22 tot 25).

Ten slotte, wat het openbaar ambt betreft, in een scenario zonder hervorming, is het aandeel ambtenaren dat vervroegd met pensioen vertrekt, duidelijk groter (in 2060, 58 pct. en 55 pct. respectievelijk voor mannen en vrouwen van de administratieve sector en 71 pct. en 68 pct. voor de mannen en vrouwen van de onderwijssector) dan in de sector van de loontrekkenden (38 pct. voor de mannen, 35 pct. voor de vrouwen) en van de zelfstandigen (32 pct. voor de mannen, 12 pct. voor de vrouwen). In de drie hervormingsscenario's zou het aandeel personen dat niet voldoet aan de loopbaanvoorwaarde voor een vervroegd pensioen 11 procentpunten op lange termijn zijn (verslag, pp. 26 tot 31).

B.34.1. Uit de aldus meegedeelde cijfers blijkt dat het verschil tussen het percentage mannen en vrouwen die voldoen aan de loopbaanvoorwaarde voor een vervroegd pensioen niet dermate groot is dat het de grondslag zou kunnen vormen voor een redelijk verantwoord verschil in behandeling dat steunt op het geslacht.

De cijfers waarover het Hof beschikt blijken evenmin aan te tonen dat de bestreden maatregelen een veel groter aantal vrouwen dan mannen zou betreffen. De door die maatregelen ingevoerde hervorming lijkt integendeel aan te geven dat, op lange termijn, het verschil dat bestaat tussen de werknemers van beide geslachten lijkt te verkleinen zodat die maatregelen tegemoetkomen aan het doel van de richtlijn 79/7/EEG, namelijk streven naar de gelijkheid tussen die twee categorieën.

B.34.2. Hoewel effectief kan worden vastgesteld dat wezenlijke verschillen blijven bestaan in het stelsel van de zelfstandigen, kunnen die niet worden toegeschreven aan de bestreden bepalingen, maar aan de ontstentenis van toereikende maatregelen die in het kader van dat stelsel worden uitgevoerd om een volledige gelijkheid tussen mannen en vrouwen in het beroepsleven concreet te waarborgen, door de uitoefening van een beroepsactiviteit door vrouwen te vergemakkelijken of door de nadelen in de beroepsloopbaan te voorkomen of zelfs te compenseren. In dat opzicht, zoals voortvloeit uit de in B.32.4 vermelde rechtspraak, zouden de maatregelen die zich ertoe zouden beperken aan de begunstigden van het vrouwelijke geslacht gunstigere voorwaarden toe te kennen dan die welke gelden voor de begunstigden van het mannelijke geslacht, ten aanzien van de pensioenleeftijd en de vereiste minimumdienst op het ogenblik van de pensionering, zonder de problemen te verhelpen waarmee zij kunnen worden geconfronteerd tijdens hun beroepsloopbaan, de nadelen niet kunnen compenseren waaraan de loopbanen van vrouwen zijn blootgesteld.

B.35. Hieruit vloeit voort dat het middel niet gegronnd is in zoverre daarin de schending wordt aangevoerd van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 4 van de richtlijn 79/7/EEG en met de artikelen 20, 21 en 23 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

B.36. In zoverre daarin de schending wordt aangevoerd van dezelfde grondwetsbepalingen, in samenhang gelezen met de artikelen 2, 3 en 9 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, kan het middel niet tot een andere conclusie leiden.

B.37.1. De wetgever heeft het nodig geacht dringende maatregelen aan te nemen om de leefbaarheid van het pensioenstelsel te verzekeren door een vermindering van de budgettaire kosten verbonden aan de vergrijzing van de bevolking. Vóór de aanneming van de bestreden wet werden mannen en vrouwen gelijk behandeld ten aanzien van de pensioenleeftijd en de voorwaarden om toegang te hebben tot het vervroegd pensioen. De bij de bestreden wet ingevoerde hervorming is eveneens op identieke wijze van toepassing op de werknemers van beide geslachten.

B.37.2. Hoewel er voor het overige verschillen blijven bestaan tussen de twee categorieën in het stelsel van de zelfstandigen, vloeien die niet voort uit de bestreden wet, maar uit de ontstentenis van toereikende maatregelen in het kader van het stelsel in kwestie teneinde aan de vrouwelijke werknemers loopbaanvoorwaarden te verzekeren die toelaten de nadelen te compenseren die zij tijdens hun beroepsloopbaan zouden ondergaan.

B.38. Het tweede middel is niet gegrond.

B.39. Het derde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11, in samenhang gelezen met artikel 16, van de Grondwet, met artikel 17, lid 1, van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en met artikel 1 van het Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.40. Uit het verzoekschrift blijkt genoegzaam dat, volgens de verzoekende partijen, de in het middel beoogde bepalingen geschonden zouden zijn in zoverre niet zou zijn voldaan aan de voorgeschreven voorwaarden.

B.41.1. Artikel 16 van de Grondwet bepaalt :

« Niemand kan van zijn eigendom worden ontzet dan ten algemene nutte, in de gevallen en op de wijze bij de wet bepaald en tegen billijke en voorafgaande schadeloosstelling ».

Artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Alle natuurlijke of rechtspersonen hebben recht op het ongestoord genot van hun eigendom. Niemand zal van zijn eigendom worden beroofd behalve in het algemeen belang en met inachtneming van de voorwaarden neergelegd in de wet en in de algemene beginselen van het internationaal recht.

De voorgaande bepalingen zullen echter op geen enkele wijze het recht aantasten dat een Staat heeft om die wetten toe te passen welke hij noodzakelijk oordeelt om toezicht uit te oefenen op het gebruik van eigendom in overeenstemming met het algemeen belang of om de betaling van belastingen of andere heffingen en boeten te verzekeren ».

B.41.2. Aangezien die internationaalrechtelijke bepaling een draagwijdte heeft die analoog is met die van artikel 16 van de Grondwet, vormen de erin vervatte waarborgen een onlosmakelijk geheel met diegene die zijn vervat in die grondwetsbepaling, zodat het Hof, bij zijn toetsing van de in het geding zijnde bepaling, rekening houdt met de eerstgenoemde.

B.42. Artikel 1 van het voormelde Protocol biedt niet alleen bescherming tegen de onteigening of tegen de beroving van eigendom (eerste alinea, tweede zin), maar eveneens tegen elke inmenging in het recht op het ongestoord genot van eigendom (eerste alinea, eerste zin) en tegen elk toezicht op het gebruik van eigendom (tweede alinea).

B.43. Elke inmenging in het eigendomsrecht moet een billijk evenwicht vertonen tussen de vereisten van het algemeen belang en die van de bescherming van het recht op het ongestoord genot van de eigendom. Er moet een redelijk verband van evenredigheid bestaan tussen de aangewende middelen en het nagestreefde doel.

B.44.1. De bestreden maatregelen hebben niets vandoen met de eigendomsberoving bedoeld in artikel 16 van de Grondwet. Zoals blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet heeft die laatste immers uitsluitend betrekking op de verhoging van de wettelijke pensioenleeftijd, alsook op de verhoging van het aantal jaren dat is vereist om toegang te hebben tot het vervroegd pensioen, en niet op de berekening van het pensioenbedrag.

B.44.2. Zoals het Europees Hof voor de Rechten van de Mens eveneens herhaaldelijk heeft geoordeeld, kan een persoon die niet voldoet aan de voorwaarden om aanspraak te kunnen maken op een vervroegd pensioen en die bijgevolg zijn recht op het wettelijk pensioen niet kan aanvoeren, niet de bescherming genieten die wordt geboden door artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Bij zijn arrest *Damjanac t. Kroatië* van 24 oktober 2013 heeft dat Hof geoordeeld :

« 85. Het Hof herhaalt dat artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol [bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens] geen recht op het verwerven van eigendom invoert. Het beperkt geenszins de vrijheid van de Verdragsluitende Staten om te beslissen of zij een stelsel van sociale zekerheid of pensioen al dan niet invoeren, of om het soort of het bedrag van de voordelen of de pensioenen te kiezen die geacht worden in een dergelijke regeling te worden toegekend. Wanneer een Verdragsluitende Staat wetgeving invoert waarbij wordt voorzien in de automatische betaling van een sociale uitkering of pensioen – al dan niet gekoppeld aan de voorwaarde van de voorafgaande betaling van bijdragen – moet die wetgeving echter zo worden gezien dat ze een vermogensbelang doet ontstaan dat valt onder het toepassingsgebied van artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol voor de personen die voldoen aan de vereisten ervan. Wanneer het bedrag van een uitkering of van een pensioen wordt verminderd of afgeschaft, kan dit aldus een aantasting van eigendom inhouden dat in het licht van een algemeen belang moet worden verantwoord (zie *Stec e.a. t. het Verenigd Koninkrijk* (dec.) [GK], nrs. 65731/01 en 65900/01, § 54, EHRM 2005-X; *Kjartan Ásmundsson t. IJsland*, nr. 60669/00, § 39, EHRM 2004-IX; en *Valkov e.a. t. Bulgarije*, nrs. 2033/04, 19125/04, 19475/04, 19490/04, 19495/04, 19497/04, 24729/04, 171/05 en 2041/05, § 84, 25 oktober 2011).

86. Wanneer de betrokkene evenwel niet voldoet of niet langer voldoet aan de door het intern recht vastgestelde voorwaarden voor de toekenning van enige vorm van uitkering of pensioen, is er geen aantasting van de rechten die voortvloeien uit artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol (zie *Rasmussen t. Polen*, nr. 38886/05, § 76, 28 april 2009; en *Richardson t. het Verenigd Koninkrijk* (dec.), nr. 26252/08, §§ 17-18, 10 april 2012). Ten slotte merkt het Hof op dat het feit dat de toetreding tot een openbaar systeem van sociale zekerheid de wijziging van dat systeem niet noodzakelijkerwijs onmogelijk maakt, ongeacht of het gaat om voorwaarden inzake de toekenning van de uitkering of van het pensioen of het bedrag ervan (zie, *mutatis mutandis*, *Carson e.a.* [GK], hiervoor aangehaald, §§ 85-89) » (in dezelfde zin : EHRM, 24 april 2014, *Marija Božić t. Kroatië*)

B.44.3. Hieruit vloeit voort dat de bestreden bepalingen geen afbreuk doen aan artikel 16 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.45. Het derde middel is niet gegrond.

Wat het overlevingspensioen betreft

B.46 De artikelen 9, 10 en 21 van de bestreden wet verhogen de minimumleeftijd om aanspraak te kunnen maken op het overlevingspensioen. Die leeftijd wordt vanaf 2030 vastgelegd op 55 jaar.

B.47. In de parlementaire voorbereiding wordt de bestreden maatregel als volgt verantwoord :

« Anderzijds zet dit wetsontwerp de hervorming van het overlevingspensioen die ingegaan is op 1 januari 2015 voort en verhoogt de leeftijd waarop een persoon een overlevingspensioen kan verkrijgen van 50 jaar in 2025 tot 55 jaar in 2030.

Het ontwerp brengt eveneens enkele wijzigingen en aanvullingen aan diverse bepalingen betreffende het overlevingspensioen en de overgangsuitkering aan.

De artikelen opgenomen in Titel 2 van dit ontwerp hebben als doelstelling voormelde hervormingen te realiseren voor de pensioenen van de overheidssector. Titels 3 en 4 bevatten bepalingen die hetzelfde beogen voor, respectievelijk, de pensioenen van de werknemers en die van de zelfstandigen.

In zijn advies nr. 57 685/1-2 van 16 juni 2015 stelt de Raad van State voor om aan te geven welke de volgende stappen zullen zijn van de pensioenhervorming. De kwestie van de inaanmerkingname van de zwaarte van het werk en de bepaling van de modaliteiten voor deeltijds pensioen zullen worden toevertrouwd aan het Nationaal Pensioencomité dat eind juni 2015 zal worden geïnstalleerd » (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-1180/001, p. 9).

De memorie van toelichting betreffende de artikelen 9 en 10 van de wet vermeldt :

« Artikel 9 bevat 2 punten die wijzigingen aanbrengen aan artikel 5/1 van voormelde wet van 15 mei 1984 om de in het regeerakkoord beoogde hervormingen te realiseren inzake de overlevingspensioenen van de overheidssector.

Vanaf 2025 wordt de leeftijd die de rechtverkrijger op het ogenblik van het overlijden van de rechtgever moet bereikt hebben om de betaling van het overlevingspensioen te kunnen verkrijgen verder opgetrokken van 50 naar 55 jaar, naar rato van één jaar per kalenderjaar.

Herinneren we eraan dat de rechthebbenden die deze minimumleeftijd niet bereiken op het ogenblik van het overlijden van hun rechtgever, onder het stelsel van de overgangsuitkering vallen.

Artikel 10 trekt ook voor de uit de echt gescheiden echtgenoot de leeftijd op die hij op het ogenblik van het overlijden van de rechtgever moet bereikt hebben om de betaling van het overlevingspensioen te kunnen verkrijgen » (*ibid.*, pp. 16-17).

Omtrent artikel 21 van de wet vermeldt de memorie van toelichting :

« Het regeerakkoord van 9 oktober 2014 zet de hervorming van het overlevingspensioen van de werknemers voort die werd ingezet door de wet van 5 mei 2014 tot wijziging van het rustpensioen en het overlevingspensioen en tot invoering van de overgangsuitkering in de pensioenregeling voor werknemers en houdende geleidelijke opheffing van de verschillen in behandeling die berusten op het onderscheid tussen werklieden en bedienden inzake aanvullende pensioenen. Het voorziet in een geleidelijke verhoging van de leeftijd waarop de langstlevende echtgenoot van een werknemer aanspraak kan maken op een overlevingspensioen, die aldus wordt opgetrokken van 50 jaar in 2025 tot 55 jaar in 2030. Deze maatregel heeft hetzelfde doel als dit van de wet van 5 mei 2014, namelijk de mensen aan te zetten tot het uitoefenen van een beroepsactiviteit, zelfs in het geval ze een uitkering als langstlevende echtgenoot genieten.

Art. 21

Artikel 21 brengt meerdere wijzigingen aan artikel 16, § 1 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers (hierna het koninklijk besluit nr. 50) aan.

Artikel 21, 1^o en 2^o vult artikel 16, § 1, tweede lid aan dat in de leeftijd waarop het overlevingspensioen ingaat voorziet. De leeftijdsvoorwaarde wordt van 50 jaar in 2025 tot 55 jaar in 2030 gebracht, aan een verhoging van 12 maanden per jaar.

Artikel 21, 3^o voegt een nieuw lid toe aan artikel 16, § 1 dat uitdrukkelijk voorziet dat de langstlevende echtgenoot op de datum van het overlijden van zijn echtgenoot of echtgenote moet voldoen aan de leeftijdsvoorwaarde om recht te hebben op een overlevingspensioen.

Als een werknemer bijvoorbeeld overlijdt op 3 februari 2016 zal zijn langstlevende echtgenoot een overlevingspensioen verkrijgen (onder voorbehoud dat hij voldoet aan de andere toekenningsvoorwaarden van een overlevingspensioen) als hij de leeftijd van 45 jaar en 6 maand bereikt heeft op de datum van het overlijden, dus op 3 februari 2016. Indien hij niet voldoet aan die leeftijdsvoorwaarde zal de langstlevende echtgenoot een overgangsuitkering kunnen ontvangen als hij voldoet aan de toekenningsvoorwaarden van die uitkering.

Deze precisering aangebracht door artikel 21, 3^o vermijdt elk interpretatieprobleem » (*ibid.*, pp. 27-28).

In zijn analyse van de impact van de bestreden maatregelen heeft de minister van Pensioenen voorts verklaard :

« 1. Kansarmoedebestrijding

Positieve impact

Door de verhoging van de leeftijd van 50 tot 55 jaar komen langstlevende echtgenoten tot de leeftijd van 55 jaar terecht in een circuit van activering, wat cruciaal is gezien de moeilijker situatie waarmee deze leeftijdsgroep op de arbeidsmarkt geconfronteerd wordt.

2. Gelijke kansen en sociale cohesie

Positieve impact

In tegenstelling tot het overlevingspensioen is de overgangsuitkering onbeperkt cumuleerbaar met een beroepsinkomen en sociale uitkeringen. Hierdoor ziet de weduwe/weduwenaar zich niet langer verplicht om haar/zijn beroepsactiviteit te beperken of stop te zetten. Deze inactiviteitsval en gevaar tot sociaal isolement zijn verdwenen.

Doordat men de overgangsuitkering gaat toekennen aan langstlevenden tot de leeftijd van 55 jaar, is dit tevens van toepassing op deze leeftijdsgroep en komt de sociale functie van een (voltijds/deeltijds) beroep niet in het gedrang wat zeker op een hogere leeftijd een belangrijk aspect is.

Zij die op het ogenblik van het overlijden van de echtgenoot geen beroepsactiviteit uitoefenen, voorkomt het activerende element van de overgangsuitkering en de eventueel daaropvolgende werkloosheidsuitkering sociaal isolement.

3. Gelijkheid van vrouwen en mannen

Er zijn personen betrokken.

De verhouding vrouwen-mannen die recht zal hebben op een overgangsuitkering weerspiegelt de verhouding van het aantal overlijdens mannen-vrouwen in deze leeftijdscategorie.

Geen verschillen [in de respectieve situatie van vrouwen en mannen binnen de materie waarop het ontwerp van regelgeving betrekking heeft].

[...]

5. Werkgelegenheid

Positieve impact

De weduwe/weduwenaar tot de leeftijd van 55 jaar in plaats van 50 jaar hoeft haar/zijn beroepsactiviteit niet te verminderen of stop te zetten om de overgangsuitkering te kunnen ontvangen in tegenstelling tot het overlevingspensioen.

[...]

10. Kmo's

Er zijn ondernemingen (inclusief kmo's) betrokken.

De ondernemingen in het algemeen worden positief geïmpacteerd door de optrekking van de leeftijd voor het overlevingspensioen. De overgangsuitkering is immers onbepikt cumuleerbaar met een beroepsinkomen waardoor de weduwe/weduwenaar haar/zijn beroepsactiviteit niet hoeft terug te schroeven of stop te zetten. Gezien de leeftijdsgroep van 50-55-jarigen die door deze maatregel geïmpacteerd worden, kan het immers vaak gaan om een zeer waardevolle werknemer met veel ervaring ».

B.48.1. Het eerste middel met betrekking tot het overlevingspensioen is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11, in samenhang gelezen met artikel 23, van de Grondwet, met artikel 12 van het herziene Europees Sociaal Handvest, met artikel 9 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten en met de artikelen 20, 21 en 23 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

B.48.2. Volgens de verzoekende partijen zouden de bestreden bepalingen tot gevolg hebben dat een aantal langstlevende echtgenoten van ambtenaren en werknemers, namelijk diegenen die op 1 januari 2030 ouder zijn dan 50 jaar maar jonger dan 55 jaar, geen recht zullen hebben op een overlevingspensioen, maar slechts op een overgangsuitkering, beperkt tot één of twee jaar naargelang zij al dan niet kinderen ten laste hebben.

B.49.1. De overgangsuitkering wordt toegekend aan de langstlevende echtgenoot die, op het ogenblik van het overlijden van de andere echtgenoot, niet de leeftijd heeft bereikt die is vastgesteld voor het verkrijgen van een overlevingspensioen, op voorwaarde dat de langstlevende echtgenoot sinds minstens één jaar gehuwd was met de overleden werknemer, of die minder dan één jaar met hem was gehuwd, maar met hem wettelijk samenwoonde, wanneer de onafgebroken en gezamenlijke duur van het huwelijk en van de wettelijke samenwoning minstens één jaar bedraagt. Zij kan eveneens worden toegekend aan de wettelijk samenwonenden onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden.

B.49.2. Die uitkering is ingevoerd in het pensioenstelsel van de werknemers bij de wet van 5 mei 2014 « tot wijziging van het rustpensioen en het overlevingspensioen en tot invoering van de overgangsuitkering in de pensioenregeling voor werknemers en houdende geleidelijke opheffing van de verschillen in behandeling die berusten op het onderscheid tussen werklieden en bedienden inzake aanvullende pensioenen », dat in het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 « betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers » een hoofdstuk 4 invoegt dat daaraan is gewijd.

Artikel 21^{ter} van het voormelde koninklijk besluit bepaalt dat de overgangsuitkering wordt toegekend voor een duur van twaalf maanden indien er op het ogenblik van het overlijden geen kind waarvoor een van de echtgenoten kinderbijslag ontving, ten laste is. De duur van de toekenning van de uitkering is daarentegen vastgesteld op 24 maanden indien er kinderen ten laste zijn.

In de parlementaire voorbereiding van de wet van 5 mei 2014 wordt gepreciseerd dat enkel het leeftijdscriterium bepaalt of het overlevingspensioen dan wel de overgangsuitkering wordt toegekend aan de langstlevende echtgenoot van de overleden werknemer, meer bepaald de leeftijd van die echtgenoot op het ogenblik van het overlijden van de andere echtgenoot. De echtgenoot die de vereiste leeftijd voor het overlevingspensioen, niet heeft bereikt, ontvangt aldus de overgangsuitkering wanneer hij aan de vereiste voorwaarden voldoet (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3399/001, p. 5).

B.49.3. De aanneming van die maatregel, gepaard gaand met een verhoging van de leeftijd voor de toekenning van een overlevingspensioen, van 45 naar 50 jaar vanaf 2025, is als volgt verantwoord in de memorie van toelichting :

« Studies hebben aangetoond dat het Belgische overlevingspensioen momenteel een inactiviteitsval is, vooral voor jongere vrouwen (het zijn hoofdzakelijk vrouwen die een overlevingspensioen ontvangen), hoewel deze uitkering erin slaagt hen te beschermen tegen armoede en bestaansonzekerheid.

Het ziet er inderdaad naar uit dat de combinatie van een overlevingspensioen, dat een goede basisbescherming vormt, met de cumulatieplafonds voor de beroepsinkomsten de vrouwen ertoe aanzet om hetzij niet meer te gaan werken, hetzij hun beroepsactiviteit terug te schroeven om recht te hebben op een overlevingspensioen. Het verschil tussen het bedrag van het overlevingspensioen en het loon dat deze vrouwen zouden krijgen indien ze zouden blijven werken, is trouwens vaak te gering. Een klein aantal van die personen is daardoor al geruime tijd afwezig op de arbeidsmarkt.

Deze situatie belet dus de ontplooiing en de economische valorisatie van talent en is dus een verlies voor onze maatschappij, voor de economie van het land en vooral voor de vrouwen zelf die minder, of in sommige gevallen, helemaal geen individuele rustpensioenrechten meer opbouwen en dit terwijl het Belgische pensioenstelsel gericht is op een grotere individualisering van de rechten.

Het opzet van de hervorming van het overlevingspensioen is om een einde te maken aan deze inactiviteitsval voor diegenen die nog de leeftijd hebben om te gaan werken en om de gelijkheid tussen mannen en vrouwen op het vlak van de sociaal-economische kansen te bevorderen.

Daarom heeft de regering beslist om een tijdelijke uitkering, de zogenaamde overgangsuitkering, in te voeren. Na afloop van deze overgangsuitkering en bij gebrek aan een baan, zal er onmiddellijk een recht op werkloosheidsuitkering geopend worden, zonder wachttijd en met een aangepaste begeleiding om de zoektocht naar werk te vergemakkelijken.

Daarenboven is er, om de gerechtigden op een overgangsuitkering aan te sporen om actief te blijven op de arbeidsmarkt of om de arbeidsmarkt te betreden, voorzien dat de cumulatieplafonds met het inkomen uit arbeid niet van toepassing zullen zijn: de overgangsuitkering zal onbepikt cumuleerbaar zijn met een beroepsinkomen » (*ibid.*, pp. 4-5).

B.50.1. Dezelfde maatregelen zijn genomen in het pensioenstelsel van de openbare sector door de artikelen 90 tot 101 van de wet van 15 mei 2014 «houdende diverse bepalingen» die de wet van 15 mei 1984 «houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen» wijzigen, artikelen die zijn ingevoegd door middel van een amendement en waarvan de verantwoording identiek was aan die van de bepalingen van de wet betreffende de werknemers (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3500/002, pp. 12 e.v.).

B.50.2. De wet van 25 april 2014 tot hervorming van het overlevingspensioen van de zelfstandigen heeft die wijzigingen eveneens ingevoerd in het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen. Die wet is eveneens aangenomen om redenen die identiek zijn aan die welke zijn uiteengezet in de parlementaire voorbereiding van de wet van 5 mei 2014 betreffende de werknemers (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3418/001, pp. 4 e.v.).

B.51.1. Zoals blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet die in B.47 is vermeld, heeft de wetgever, door de leeftijd die is vereist voor de toekenning van een overlevingspensioen op te trekken van 50 jaar naar 55 jaar vanaf 2030, de hervorming willen voortzetten die is ingezet bij de wet van 5 mei 2014 teneinde de personen ertoe aan te moedigen een beroepsactiviteit uit te oefenen, zelfs wanneer men een uitkering voor langstlevende echtgenoot geniet.

B.51.2. Ermee rekening houdend dat de bestreden maatregel de voortzetting vormt van de hervorming die is ingezet met die wet van 5 mei 2014, dient eveneens rekening te worden gehouden met de doelstellingen die met deze wet worden nagestreefd, waarnaar de wetgever uitdrukkelijk heeft verwezen in het kader van de bestreden bepalingen.

B.52. Artikel 23 van de Grondwet bevat inzake het recht op sociale zekerheid een *standstill*-verplichting die eraan in de weg staat dat de bevoegde wetgever het door de geldende wetgeving geboden beschermingsniveau in aanzienlijke mate vermindert zonder dat daarvoor redenen zijn die verband houden met het algemeen belang.

B.53. Door de wettelijke leeftijd voor het overlevingspensioen vanaf 1 januari 2030 op te trekken naar 55 jaar verminderen de bestreden bepalingen in aanzienlijke mate het beschermingsniveau in die materie voor de betrokken personen. Om bestaanbaar te zijn met artikel 23 van de Grondwet moet die aanzienlijke vermindering worden verantwoord door redenen die verband houden met het algemeen belang.

B.54.1. Tijdens de debatten in de bevoegde commissie zijn aan de minister van Pensioenen vragen gesteld over het bedrag van de besparingen die de Regering hoopte te maken met die maatregel (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-1180/004, p. 52).

Verschillende leden hebben aangevoerd dat de categorie van 50- tot 55-jarigen nog maar weinig kansen zou hebben op de arbeidsmarkt, zodat de aangevoerde verantwoording niet als een ernstig argument kon worden beschouwd. De minister werd aldus eveneens ondervraagd over de maatregelen die de Regering kon voorstellen om de oudere werknemers te helpen bij het vinden van werk (*ibid.*, pp. 50, 95, 119 en 170).

Ten aanzien van de gevolgen voor de begroting heeft de minister bevestigd dat de maatregel geen effect zou hebben, aangezien die pas in 2025 in werking zou treden. Hij heeft voorts erop gewezen :

« De pensioenadministraties hebben laten weten dat de berekening van de impact te aleatoir zou zijn. Er kunnen dus geen simulaties worden gemaakt door diensten » (*ibid.*, p. 172).

In verband met de analyse van de impact van de maatregel heeft de minister verwezen naar de procedure die is ingesteld bij de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging, waarbij hij erop heeft gewezen dat die wet bepaalt dat ieder regeringslid werk moet maken van een dergelijke impactanalyse (*ibid.*, p. 191).

B.54.2. Naar aanleiding van het debat in de bevoegde commissie, voorafgaand aan de aanneming van de wet van 5 mei 2014, heeft de minister de volgende toelichtingen gegeven :

« De minister onderstreept eerst dat deze hervorming van het overlevingspensioen er niet zozeer toe strekt de begunstigden van een overlevingspensioen opnieuw aan het werk te krijgen, als wel hen ertoe aan te sporen na een overgangperiode de draad weer op te pikken. Men moet er rekening mee houden dat de betrokken mensen – statistisch gaat het vooral om vrouwen – doorgaans in de actieve fase zitten op het ogenblik dat hun echtgenoot overlijdt. De hervorming van het overlevingspensioen heeft betrekking op zowel zelfstandigen als ambtenaren, maar voor beide categorieën zijn terzake afzonderlijke wetsontwerpen uitgewerkt.

Terwijl de vroegere regelgeving de mensen die door het overlijden van hun echtgenoot werden getroffen, ertoe aanspoorde definitief en overhaast nagenoeg elke beroepsactiviteit te staken, is het nieuwe stelsel zo georganiseerd dat men op termijn aan het werk kan blijven. De overgangsuitkering moet aldus worden opgevat : de betrokkene(n) moet(en) de mogelijkheid krijgen gedurende een periode van een of twee jaar de financiële en familiale moeilijkheden naar aanleiding van het overlijden het hoofd te bieden. Een belangrijk stap vooruit is dat de cumulatie van de uitkering met inkomsten uit beroepsactiviteiten niet langer wordt begrensd, in tegenstelling tot wat nu het geval is. Bovendien zal de uitkering worden berekend op de volledige loopbaan van de overleden echtgenoot, en niet op de periode dat beide partners hebben samengeleefd.

[...]

Wat de begrotingsaspecten betreft : de maatregel zal in 2015, het jaar van de inwerkingtreding, 3,6 miljoen euro kosten, maar in 2020 wordt een besparing van 12,975 miljoen euro verwacht. Opgemerkt zij evenwel dat de nieuwe maatregel niet van budgettaire aard is, maar erop gericht is komaf te maken met de werkloosheidsval die met de huidige regeling gepaard gaat. Meer algemeen zijn de maatregelen die de regering heeft genomen op het vlak van sociale zekerheid, en meer bepaald in de sector van de pensioenen, niet zozeer bedoeld om de uitgaven te verminderen (pro memorie, die uitgaven worden al voor ongeveer een derde gedekt door ontvangsten die niet afkomstig zijn van de bijdragen op arbeid), dan wel om mensen ertoe aan te sporen meer en langer te werken, wat op termijn moet leiden tot correcte pensioenniveaus, zonder een toename van de fiscale druk in de hand te werken.

De nieuwe regeling zal bovendien een aantal bijkomende rechten garanderen ten opzichte van de huidige situatie: in het oude systeem van het overlevingspensioen werd tijdens de hele periode waarin het overlevingspensioen werd toegekend, geen enkel bijkomend recht opgebouwd qua wettelijk pensioen. Los van het feit dat gehoopt wordt dat de meeste personen ertoe zullen worden aangespoord een beroepsactiviteit voort te zetten, zullen voor degenen die dat niet kunnen, de werkloosheidsuitkeringen in rekening worden gebracht bij de opbouw van bijkomende rechten voor het wettelijk pensioen. Voor de betrokkenen zal dat, wanneer ze de wettelijke pensioenleeftijd bereiken, een significant voordeel betekenen.

Sommige sprekers vinden dat bij de hervorming geen rekening is gehouden met de concrete situatie van de overlevende echtgenoten met kinderen ten laste, en met name met de kostprijs van kinderopvang of het gebrek aan opvangplaatsen. Niet alleen is kinderopvang een gemeenschapsbevoegdheid, maar bovendien moet erop worden gewezen dat de federale overheid, via de kinderbijslagregeling, nu al in een forse tegemoetkoming voorziet voor kinderen van wie een van de ouders overleden is : terwijl het normale bedrag van de kinderbijslag voor het eerste kind 90,28 euro per maand bedraagt, wordt dit verhoogd tot 346 euro per maand wanneer een van de ouders overleden is.

Nu kinderbijslag een bevoegdheid is die wordt overgeheveld naar de gemeenschappen en naar de Gemeenschapelijke Gemeenschapscommissie, die dienaangaande al dan niet aanvullende initiatieven zullen kunnen nemen, pleiten sommigen ervoor dat de federale overheid - in het kader van het overlevingspensioen - in een verhoogde

tegemeetkoming voorziet voor de overlevende echtgenoten met kinderen ten laste. Zelf vindt de minister dat dit een vergissing zou zijn : het overlevingspensioen compenseert het inkomensverlies in verband met de dood van een van de echtgenoten, en het vraagstuk van de bijstand die moet worden verleend aan gezinnen met kinderen die worden geconfronteerd met het overlijden van een van de ouders moet worden geregeld in het kader van de kinderbijslag-regeling; tot dusver is dat op passende wijze gebeurd.

Een ander aspect waarvoor de deelstaten gedeeltelijk bevoegd zijn, is dat van de begeleiding en activering van de overgangsuitkeringstrekkingen. Het wetsontwerp stelt immers in uitzicht dat de betrokkenen zullen worden begeleid bij hun terugkeer naar de arbeidsmarkt of wanneer zij aan de slag blijven. Op dat vlak zullen de gewesten weliswaar volkomen autonoom hun verantwoordelijkheid nemen, maar ook de minister van Werk zal in het kader van haar eigen bevoegdheden initiatieven ontplooiën zodra dit wetsontwerp is aangenomen. Er is namelijk in voorzien dat de periode tijdens welke de overgangsuitkering wordt uitbetaald, zal worden gelijkgesteld met de wachttijd voor de toekenning van werkloosheidsuitkeringen; anders gesteld : na afloop van de overgangperiode en bij gebrek aan een baan, zal onmiddellijk een recht op een werkloosheidsuitkering openstaan zonder dat een wachttijd van toepassing is. Dat zou ook moeten gelden voor de zelfstandigen, die in voorkomend geval na de overgangperiode geen beroepsactiviteit hebben.

[...]

De vereiste minimumleeftijd voor de toekenning van het overlevingspensioen zal, gespreid over een periode van tien jaar, worden opgetrokken van 45 jaar tot 50 jaar. Dat zal gebeuren tegen hetzelfde tempo als dat waartegen de leeftijd voor het vervroegd pensioen wordt verhoogd. De vereiste minimumleeftijd sneller optrekken, zoals bepaalde sprekers hebben bepleit, ware een risicovolle optie geweest : binnen gezinnen wordt de beroepsactiviteit van de partners gepland, waarbij sommigen ervoor kiezen hun beroepsloopbaan in mindere of meerdere mate permanent te onderbreken. Het zou niet correct zijn de regels terzake drastisch om te gooien en aldus te bewerkstelligen dat die mensen met hun keuzes worden geconfronteerd net op het moment dat de beroepsactief gebleven partner komt te overlijden.

Ten behoeve van die leeftijdscategorie geeft de regering de voorkeur aan de omgekeerde redenering: wetende dat heel wat weduwnaars en weduwen ouder dan 45 jaar momenteel afzien van het overlevingspensioen omdat het lager is dan de inkomsten uit hun beroepsactiviteit, stelt dit wetsontwerp een machtiging door de Koning in uitzicht om de overlevende partners die aan de leeftijdsvereiste voor het overlevingspensioen voldoen, in staat te stellen te kiezen voor de overgangsuitkering. Enkele cijfers : op 1 januari 2013 kregen 4 198 van de werknemers jonger dan 45 jaar een overlevingspensioen, van wie 175 mannen en 4 023 vrouwen; voor de zelfstandigen ging het om 709 begunstigden, van wie 21 mannen en 688 vrouwen. De minister geeft aan dat geen cijfers beschikbaar zijn over het aantal potentiële begunstigden die in het kader van de vigerende regeling afzien van het overlevingspensioen » (*Parl. St., Kamer, 2013-2014, DOC 53-3399/003, pp. 13 tot 17*).

B.55.1. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de wetgever, door de leeftijd voor de toekenning van een overlevingspensioen op te trekken van 45 naar 50 jaar vanaf 2025 en vervolgens naar 55 jaar vanaf 2030, geen maatregel heeft willen nemen om de leefbaarheid van het pensioensysteem te verzekeren, zoals dat wel het geval is bij de verhoging van de leeftijd voor het rustpensioen en de wijziging van de voorwaarden inzake de toegang tot het vervroegd rustpensioen. Het zijn immers niet de budgettaire motieven die de aanneming van de maatregel hebben verantwoord, maar wel de zorg om de personen die ervoor zouden kiezen hun beroepsactiviteit te onderbreken na het overlijden van hun echtgenoot, aan het werk te houden en aldus de werkloosheidsval te vermijden.

B.55.2. Het nagestreefde doel is een doel van algemeen belang. Artikel 23 van de Grondwet is bijgevolg niet geschonden. Het Hof dient evenwel nog te onderzoeken of de bestreden reglementering bestaanbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.56. Het overlevingspensioen biedt een inkomen aan de langstlevende echtgenoot die het gevaar zou lopen geen middelen van bestaan meer te hebben na het overlijden van de andere echtgenoot. Het overlevingspensioen steunt op een solidariteitsmechanisme dat moet verzekeren dat de langstlevende echtgenoot aldus verder in zijn bestaan kan voorzien en niet wordt blootgesteld aan materiële moeilijkheden ten gevolge van het overlijden.

Wanneer de wetgever beslist om een overlevingspensioen toe te kennen aan de langstlevende echtgenoot van een overleden werknemer, doet hij dat ook om een bepaalde bestaanszekerheid te waarborgen voor de personen die minstens ten dele financieel afhankelijk konden zijn van hun echtgenoot en omdat zij vaak geen eigen inkomsten hebben gehad en niet de mogelijkheid hebben gehad een persoonlijk pensioen op te bouwen, en die in een precare materiële situatie dreigen terecht te komen ten gevolge van het overlijden.

B.57.1. Rekening houdend met het feit dat het overlevingspensioen de langstlevende echtgenoot enkel moet waarborgen dat hij niet zonder middelen komt te staan, is het redelijk verantwoord hem ertoe aan te zetten een beroepsactiviteit te behouden wanneer hij nog de leeftijd heeft om te kunnen werken en aldus inkomsten uit arbeid kan genieten en kan bijdragen tot het pensioensysteem, in plaats van zijn activiteit op te geven om een overlevingspensioen te ontvangen ten laste van de gemeenschap.

B.57.2. De maatregel betreft evenwel ook personen die niet actief zijn op de arbeidsmarkt of daar slechts gedeeltelijk actief zijn en die, hoewel zij een overgangsuitkering zullen genieten gedurende één of twee jaar naar gelang van hun gezinssituatie, daadwerkelijk, na die periode, in een precare situatie zullen kunnen terechtkomen die de toekenning van een overlevingspensioen in principe precies moet voorkomen, waarbij zij, indien zij geen werk hebben gevonden binnen de periode waarvoor zij de overgangsuitkering ontvangen in voorkomend geval, als enig inkomen werkloosheidsuitkeringen of een uitkering van de ziekte- en invaliditeitsverzekering genieten, terwijl de gezinslast vóór het overlijden ook kon worden gedragen door het inkomen of het pensioen dat de overleden werknemer ontving.

B.57.3. Door de leeftijd voor een overlevingspensioen op te trekken naar 55 jaar doet de maatregel aldus op onevenredige wijze afbreuk aan de personen die zich, wegens hun leeftijd, in een bijzonder kwetsbare situatie op de arbeidsmarkt bevinden of ten aanzien van de personen wier arbeidsomgeschiktheid is erkend.

Door die personen een overlevingspensioen te ontzeggen tot de leeftijd van 55 jaar, terwijl zij weduwe of weduwnaar zijn en zij moeten kunnen instaan voor financiële lasten die voordien werden gedragen door het inkomen van de echtgenoot vóór diens overlijden, houden de bestreden bepalingen een risico van armoede in dat niet redelijk verantwoord is ten opzichte van de nagestreefde doelstellingen.

Het gegeven dat de bestreden maatregel pas in 2030 effect zal hebben, wijzigt niets aan die vaststelling.

B.58. Het middel is in die mate gegrond. De artikelen 9, 10 en 21 van de bestreden wet dienen te worden vernietigd, in zoverre zij de leeftijd die vereist is voor het toekennen van een overlevingspensioen, optrekken naar 55 jaar voor de in B.57.2 en B.57.3 bedoelde personen.

B.59. Daar zij niet zouden kunnen leiden tot een ruimere vernietiging, dienen het tweede en het derde middel betreffende het overlevingspensioen niet te worden onderzocht.

Wat het gewaarborgd inkomen voor ouderen betreft

B.60. Tegen de artikelen 15 en 16 van de bestreden wet worden drie middelen gericht.

B.61. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 23 ervan, met artikel 12 van het herziene Europees Sociaal Handvest, met artikel 9 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten en met de artikelen 20, 21 en 23 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

De verzoekende partijen voeren aan dat ouderen, als gevolg van de bestreden bepalingen, gedurende twee extra jaren een leefloon zullen ontvangen alvorens de inkomensgarantie voor ouderen te kunnen ontvangen, hetgeen een aanzienlijke vermindering zou inhouden die op geen enkele reden van algemeen belang berust.

B.62.1. Het leefloon is geregeld bij de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, waarvan artikel 2 bepaalt :

« Elke persoon heeft recht op maatschappelijke integratie. Dit recht kan onder de voorwaarden bepaald in deze wet bestaan uit een tewerkstelling en/of een leefloon, die al dan niet gepaard gaan met een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie.

De openbare centra voor maatschappelijk welzijn hebben tot opdracht dit recht te verzekeren ».

B.62.2. Bij de wet van 26 mei 2002 wil de wetgever onder bepaalde voorwaarden een leefloon toekennen aan personen die niet over voldoende middelen beschikken, teneinde hen in staat te stellen een menswaardig leven te leiden.

B.62.3. Het bedrag van het leefloon is bepaald in artikel 14 van de wet. Het bedraagt 5 155,80 euro voor iedere persoon die met een of meerdere personen samenwoont, 7 733,71 euro voor een alleenstaande persoon en voor een dakloze die recht heeft op een in de artikelen 11, §§ 1 en 3, en 13, § 2, bedoeld geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie, en 10 311,62 euro voor een persoon die samenwoont met een gezin te zijnen laste. Het bedrag waarin is voorzien, wordt verminderd met de bestaansmiddelen van de aanvrager, ongeacht de aard of de oorsprong ervan (artikel 16).

B.63.1. De inkomensgarantie voor ouderen is geregeld bij de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen (hierna : de wet van 22 maart 2001).

B.63.2. Vóór de wijziging ervan bij het bestreden artikel 16 bepaalde artikel 3 van die wet dat de inkomensgarantie gewaarborgd was aan de personen die ten minste 65 jaar oud zijn.

Het maximale jaarbedrag van de inkomensgarantie is bij artikel 6 van de wet vastgelegd op 6 256,49 euro wanneer de aanvrager zijn hoofdverblijfplaats deelt met een of meer personen, behalve onder de bij de wet vastgestelde voorwaarden. Op de personen voor wie dat niet het geval is, wordt een coëfficiënt 1.50 toegepast.

Artikel 7 van de wet bepaalt dat de inkomensgarantie enkel kan worden toegekend na onderzoek van de bestaansmiddelen en van de pensioenen, waarbij alle bestaansmiddelen en pensioenen, van welke aard of oorsprong ook, waarover de betrokkene of de echtgenoot of de wettelijk samenwonende waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, beschikken, in aanmerking komen voor de berekening van de inkomensgarantie, behalve de door de Koning bepaalde uitzonderingen.

B.63.3. De wet van 22 maart 2001 vervangt de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden. Zoals die wet, die een toelage verleende aan « noodlijdende ouden van dagen » (*Parl. St., Kamer, B.Z. 1968, nr. 134/1, p. 3*), beoogt de wet van 22 maart 2001 « een bescherming [te] bieden tegen armoede bij ouderen » (*Parl. St., Senaat, 2000-2001, nr. 2-636/3, p. 2*). Daartoe wordt een financiële hulp toegekend aan ouderen die niet over voldoende bestaansmiddelen beschikken.

In tegenstelling tot het stelsel van de pensioenen, is het stelsel van de inkomensgarantie voor ouderen een residuair stelsel binnen de sociale zekerheid, dat een minimuminkomen waarborgt indien de bestaansmiddelen van de betrokkene onvoldoende blijken te zijn. Gelet op die doelstelling wordt bij de berekening van de inkomensgarantie rekening gehouden met alle bestaansmiddelen, van welke aard of oorsprong ook, waarover de betrokkene en/of de personen met wie hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, beschikken. De staat van behoeftigheid van de betrokkene wordt immers bepaald door die bestaansmiddelen.

B.64. Zoals is vermeld in B.63.2, was de leeftijd om aanspraak te kunnen maken op de inkomensgarantie voor ouderen, vóór de wijziging ervan bij de bestreden bepalingen, vastgelegd op 65 jaar, namelijk de wettelijke leeftijd voor het rustpensioen. De bestreden bepalingen hebben de wet van 22 maart 2001 aangepast aan de nieuwe wettelijke leeftijd voor het rustpensioen (*Parl. St., Kamer, 2014-2015, DOC 54-1180/001, p. 18*).

Op een vraag in de bevoegde commissie van een lid dat vreesde dat de maatregel de kwetsbaarheid van een bepaald deel van de bevolking zou verergeren in zoverre de medische kosten gedurende twee jaar niet ten laste zullen worden genomen en in zoverre het bedrag van het leefloon lager ligt dan dat van de inkomensgarantie voor ouderen, heeft de minister van Pensioenen geantwoord :

« Het gaat om de bescherming op het niveau van het OCMW. De medische kosten worden door het OCMW ten laste genomen wanneer de betrokkene ze niet kan betalen. Voorts, wanneer iemand 67 jaar wordt, krijgt de betrokkene 2/45e aanvullend pensioen. Er is dus geen sprake van verarming » (*Parl. St., Kamer, 2014-2015, DOC 54-1180/004, p. 180*).

B.65.1. Artikel 23 van de Grondwet bevat inzake het recht op sociale zekerheid een *standstill*-verplichting die eraan in de weg staat dat de bevoegde wetgever het beschermingsniveau dat geboden wordt door de van toepassing zijnde wetgeving, in aanzienlijke mate vermindert zonder dat daarvoor redenen zijn die verband houden met het algemeen belang.

B.65.2. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen beweren, houden de bestreden bepalingen geen aanzienlijke vermindering in van het niveau van bescherming van de personen die een leefloon ontvangen en vanaf 2030 pas op de leeftijd van 67 jaar aanspraak zullen kunnen doen op het voordeel van de inkomensgarantie voor ouderen.

Immers, zowel het leefloon als de inkomensgarantie voor ouderen strekken ertoe een bij de wet vastgelegd inkomen te verschaffen aan diegenen die niet over voldoende andere bestaansmiddelen beschikken, waarbij de twee regelingen dezelfde doelstelling nastreven : uitkeringen van een vergelijkbaar niveau verstrekken die afhankelijk zijn van de voorwaarde dat de bestaansmiddelen van de begunstigde ontoereikend zijn.

Voor het overige hebben de personen die geen aanspraak kunnen maken op de inkomensgarantie voor ouderen, krachtens artikel 1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, recht op maatschappelijke dienstverlening die wordt toegekend teneinde eenieder in staat te stellen een menswaardig leven te leiden. De bijzondere leeftijdsgebonden behoeften dienen overigens door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in aanmerking te worden genomen wanneer hen om tegemoetkoming wordt verzocht, met name door het bedrag van de maatschappelijke dienstverlening aan te passen aan dat van de inkomensgarantie voor ouderen.

B.66. Het eerste middel is niet gegrond.

B.67. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 4 van de richtlijn 79/7/EEG, met de artikelen 2, 3 en 9 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten en met de artikelen 20, 21 en 23 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

De verzoekende partijen voeren aan dat twee keer meer vrouwen een inkomensgarantie voor ouderen genieten. De bestreden bepalingen zouden een indirecte discriminatie te hunnen aanzien invoeren door hen niet anders te behandelen dan de mannen.

B.68. Artikel 21, § 5, van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden, vervangen bij de wet van 22 maart 2001, voerde bij wijze van overgangsmaatregel een verschil in behandeling in dat op het geslacht was gebaseerd. Een gewaarborgd inkomen werd verzekerd aan mannen en vrouwen die ten minste 65 jaar oud waren en bovendien aan vrouwen wier leeftijd tussen 61 en 64 jaar schommelde, op basis van een datum gelegen tussen 1 juli 1997 en 1 december 2008.

In antwoord op een prejudiciële vraag over de bestaanbaarheid van die bepaling met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet heeft het Hof, bij zijn arrest nr. 88/2001 van 21 juni 2001, geoordeeld :

« B.4.1. De in het geding zijnde bepaling is aangenomen naar aanleiding van de inwerkingstelling, door de Koning, van een door de wetgever verleende machtiging die Hem, wat betreft het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, toestaat alle nuttige maatregelen te nemen teneinde met name ' de gelijkberechtiging van mannen en vrouwen geleidelijk te verwezenlijken, en dit gelijktijdig met het verwezenlijken van de gelijkberechtiging in de sociale zekerheid ' (artikel 17 van de voormelde wet van 26 juli 1996). De Koning werd ook ertoe gemachtigd alle nuttige maatregelen te nemen ten einde ' ter uitvoering van de Richtlijn 79/7/EEG van 19 december 1978 betreffende de geleidelijke tenuitvoerlegging van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen, de gelijkberechtiging van mannen en vrouwen geleidelijk te verwezenlijken en dit gelijktijdig met de verwezenlijking van de gelijkberechtiging in de andere takken van de sociale zekerheid ' (artikel 15 van dezelfde wet) en het voormeld koninklijk besluit voorziet in een geleidelijke afstemming van de leeftijd waarop vrouwen aanspraak kunnen maken op een rustpensioen op die van de mannen en zulks onder dezelfde voorwaarden als diegene die in de in het geding zijnde bepaling in aanmerking zijn genomen wat betreft het gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

B.4.2. Het verslag aan de Koning dat het voormeld koninklijk besluit voorafgaat, geeft, wat betreft het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, aan dat de in het geding zijnde bepaling ' een overgangsbepaling [instelt] waarbij naar analogie met de rustpensioenen de leeftijdvoorwaarde voor vrouwelijke gerechtigden stapsgewijze wordt verhoogd van 61 jaar (vanaf 1 juli 1997) tot 65 jaar (1 januari 2009) ' (*Belgisch Staatsblad*, 17 januari 1997, p. 910).

B.5. De voormelde maatregelen stellen voor mannen en vrouwen een gelijke behandeling vast waarbij, bij wijze van overgang, verschillen worden gehandhaafd die worden voorgesteld als voortvloeiende uit de zorg om rekening te houden met de erfenis uit het verleden.

B.6. Al is het zo dat de erfenis uit het verleden zou kunnen verantwoorden dat maatregelen worden genomen inzake arbeidsrecht of socialezekerheidsrecht om progressief de ongelijkheid van vrouw en man te verhelpen, toch zou dat argument, in tegenstelling tot wat de Ministerraad betoogt, niet kunnen verantwoorden dat het gewaarborgd inkomen voor bejaarden op ongelijke wijze wordt toegekend aan mannen en aan vrouwen. Het gewaarborgd inkomen voor bejaarden wordt immers toegekend ongeacht de hoedanigheid van de gerechtigde als vroegere werknemer, het wordt niet berekend op basis van de bezoldigingen die hij tijdens zijn beroepsleven heeft genoten en het is niet afhankelijk van de door hem of voor hem gestorte bijdragen. Hoewel verscheidene bepalingen van de wet van 1 april 1969 een verband vaststellen tussen het recht op het gewaarborgd inkomen en het recht op een rustpensioen, met name artikel 1, § 2, 6°, artikel 11, § 3, en artikel 15, beantwoorden de beide instellingen aan verschillende situaties en doelstellingen.

B.7. Aangezien, als gevolg van de wet, een persoon recht heeft op ruimere of minder ruimere bestaansmiddelen naargelang die persoon een man of een vrouw is, alle andere gegevens gelijk blijvende, schendt de in het geding zijnde bepaling de artikelen 10 en 11 van de Grondwet ».

B.69. Om analoge redenen dient te worden besloten dat de artikelen 15 en 16 van de bestreden wet de in het middel beoogde bepalingen niet schenden in zoverre zij voorzien in een identieke behandeling van mannen en vrouwen.

Voor het overige, zoals in B.65.2 is vermeld, hebben de personen die geen aanspraak kunnen maken op de inkomensgarantie voor ouderen, krachtens artikel 1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, recht op maatschappelijke dienstverlening, waarbij het bedrag van de dienstverlening kan worden afgestemd op dat van de inkomensgarantie voor ouderen, zodat niet op onevenredige wijze afbreuk wordt gedaan aan de rechten van de betrokken vrouwen.

B.70. Het tweede middel is niet gegrond.

B.71. Het derde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 16 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 17, lid 1, van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

De verzoekende partijen voeren aan dat de bestreden bepalingen voor grote groepen van kwetsbare werknemers en ambtenaren een onredelijke individuele last met zich meebrengen die niet zou zijn verantwoord door de parlementaire voorbereiding van de wet.

B.72. Zoals in B.43 is vermeld, dient elke inmenging in de uitoefening van het eigendomsrecht een billijk evenwicht te vertonen tussen de vereisten van het algemeen belang en die van de bescherming van het recht op het ongestoord genot van eigendom. Tussen de aangewende middelen en het nagestreefde doel dient een redelijk verband van evenredigheid te bestaan.

B.73. Om redenen die identiek zijn aan die welke zijn uiteengezet in B.41 tot B.44.3 doen de bestreden bepalingen niet op onevenredige wijze afbreuk aan het recht op het ongestoord genot van eigendom van de betrokken personen.

B.74. Het derde middel is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt de artikelen 9, 10 en 21 van de wet van 10 augustus 2015 « tot verhoging van de wettelijke leeftijd voor het rustpensioen en tot wijziging van de voorwaarden voor de toegang tot het vervroegd pensioen en de minimumleeftijd van het overlevingspensioen », in zoverre zij de leeftijd voor het toekennen van een overlevingspensioen optrekken naar 55 jaar voor de in B.57.2 en B.57.3 bedoelde personen;

- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 30 november 2017.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2017/206422]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 135/2017 vom 30. November 2017

Geschäftsverzeichnisnummern 6348 und 6365

In Sachen: Klagen auf teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 10. August 2015 zur Anhebung des gesetzlichen Alters für die Ruhestandspension und zur Abänderung der Bedingungen für den Zugang zur Vorruhestandspension und des Mindestalters für die Hinterbliebenenpension, erhoben von André-Marie Hennebert und von Luc Logghe und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klagen und Verfahren*

a. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 30. Januar 2016 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. Februar 2016 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob André-Marie Hennebert Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2, 9, 12, 21, 28 und 34 des Gesetzes vom 10. August 2015 zur Anhebung des gesetzlichen Alters für die Ruhestandspension und zur Abänderung der Bedingungen für den Zugang zur Vorruhestandspension und des Mindestalters für die Hinterbliebenenpension (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 21. August 2015, zweite Ausgabe).

b. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 22. Februar 2016 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugesandt wurde und am 23. Februar 2016 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben jeweils Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2, 3, 9, 10, 12 bis 16, 18 und 21 desselben Gesetzes: Luc Logghe, Patricia Moonens, Martine Vanesbeck, Werner Sels, Sussana Dumont, Hendrik Didden, Nasir Aliouat, John Verdonck, Dries Denolf, Dorine Deloof, Dominique Janssens, Amande Flebus, Myriam Vermoesen, Maria Keppens, Michel Dickens, Marc Leemans, Rudy De Leeuw, Mario Coppens, der Gesamtverband der Christlichen Gewerkschaften, der Allgemeine Belgische Gewerkschaftsbund und die Allgemeine Zentrale der Liberalen Gewerkschaften Belgiens, unterstützt und vertreten durch RA L. Vermeulen, in Turnhout zugelassen, und RÄin L. Putman, in Mecheln zugelassen.

Diese unter den Nummern 6348 und 6365 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Die Nichtigkeitsklage in der Rechtssache Nr. 6348 richtet sich gegen die Artikel 2, 9, 12, 21, 28 und 34 des Gesetzes vom 10. August 2015 «zur Anhebung des gesetzlichen Alters für die Ruhestandspension und zur Abänderung der Bedingungen für den Zugang zur Vorruhestandspension und des Mindestalters für die Hinterbliebenenpension» (nachstehend: Gesetz vom 10. August 2015).

Die Nichtigkeitsklage in der Rechtssache Nr. 6365 richtet sich gegen die Artikel 2, 3, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 18 und 21 desselben Gesetzes.

B.1.2. Sie bestimmen:

«Art. 2. Artikel 46 des Gesetzes vom 15. Mai 1984 zur Festlegung von Maßnahmen zur Harmonisierung der Pensionsregelungen, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 5. Mai 2014, wird wie folgt abgeändert:

1. In § 1 Absatz 1 werden die Wörter 'zweiundsechzigsten Geburtstag' durch die Wörter 'dreiundsechzigsten Geburtstag' ersetzt.

2. In § 1 Absatz 1 Nr. 1 werden die Wörter 'vierzig Dienstjahre' durch die Wörter 'zweiundvierzig Dienstjahre' ersetzt.

3. In § 1 Absatz 3 werden die Wörter 'zweiundsechzig Jahren', 'zweiundvierzig Dienstjahre' und 'einundvierzig Dienstjahre' jeweils durch die Wörter 'dreiundsechzig Jahren', 'vierundvierzig Dienstjahre' und 'dreiundvierzig Dienstjahre' ersetzt.

4. Paragraph 2 wird durch die Nummern 4, 5 und 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

' 4. Für Ruhestandspensionen, die zwischen dem 1. Januar 2016 und dem 31. Dezember 2016 einsetzen:

- auf zweiundsechzig Jahre für Personen, die mindestens vierzig Dienstjahre, so wie sie in § 1 Absatz 1 Nr. 1 bestimmt sind, geltend machen können,

- auf einundsechzig Jahre für Personen, die mindestens einundvierzig Dienstjahre, so wie sie in § 1 Absatz 1 Nr. 1 bestimmt sind, geltend machen können,

- auf sechzig Jahre für Personen, die mindestens zweiundvierzig Dienstjahre, so wie sie in § 1 Absatz 1 Nr. 1 bestimmt sind, geltend machen können.

5. Für Ruhestandspensionen, die zwischen dem 1. Januar 2017 und dem 31. Dezember 2017 einsetzen:

- auf zweiundsechzig Jahre und sechs Monate für Personen, die mindestens einundvierzig Dienstjahre, so wie sie in § 1 Absatz 1 Nr. 1 bestimmt sind, geltend machen können,

- auf einundsechzig Jahre für Personen, die mindestens zweiundvierzig Dienstjahre, so wie sie in § 1 Absatz 1 Nr. 1 bestimmt sind, geltend machen können,

- auf sechzig Jahre für Personen, die mindestens dreiundvierzig Dienstjahre, so wie sie in § 1 Absatz 1 Nr. 1 bestimmt sind, geltend machen können.

6. Für Ruhestandspensionen, die zwischen dem 1. Januar 2018 und dem 31. Dezember 2018 einsetzen:

- auf dreiundsechzig Jahre für Personen, die mindestens einundvierzig Dienstjahre, so wie sie in § 1 Absatz 1 Nr. 1 bestimmt sind, geltend machen können,

- auf einundsechzig Jahre für Personen, die mindestens zweiundvierzig Dienstjahre, so wie sie in § 1 Absatz 1 Nr. 1 bestimmt sind, geltend machen können,
- auf sechzig Jahre für Personen, die mindestens dreiundvierzig Dienstjahre, so wie sie in § 1 Absatz 1 Nr. 1 bestimmt sind, geltend machen können. '

5. Paragraph 3 wird wie folgt ersetzt:

' § 3. Wer vor dem 1. Januar 1953 geboren ist oder wer das Alter von fünfundsechzig Jahren erreicht hat, muss die in § 1 Absatz 1 Nr. 1, § 2 und § 2/1 festgelegte Dienstzeitbedingung nicht erfüllen.

In Abweichung von Absatz 1 wird das in diesem Absatz erwähnte Alter von fünfundsechzig Jahren angehoben auf:

1. sechsundsechzig Jahre, wenn die Pension zwischen dem 1. Februar 2025 und dem 31. Januar 2030 einsetzt,
2. siebenundsechzig Jahre, wenn die Pension ab dem 1. Februar 2030 einsetzt.

Für die Anwendung von § 2 wird davon ausgegangen, dass Pensionen, die im Monat Januar der Jahre 2014, 2015, 2016, 2017, 2018 oder 2019 einsetzen, im Jahr 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 beziehungsweise 2018 einsetzen.

Für die Anwendung von § 3/1 wird davon ausgegangen, dass Pensionen, die im Monat Januar der Jahre 2017, 2018, 2019, 2020, 2021 oder 2022 einsetzen, im Jahr 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 beziehungsweise 2021 einsetzen. '

6. Paragraph 3/1 wird wie folgt abgeändert:

a) In Absatz 1 werden die Wörter ' § 3 Absatz 2 bis 4 ' durch die Wörter ' § 3 Absatz 3 ' ersetzt.

b) In Absatz 5 werden die Wörter ' 42 Jahre ' jeweils durch die Wörter ' 42 Jahre oder mehr ' ersetzt.

Art. 3. In Artikel 90 des Gesetzes vom 28. Dezember 2011 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen, ersetzt durch das Gesetz vom 13. Dezember 2012, werden die Wörter ' vor dem Alter von zweiundsechzig Jahren eine Ruhestandspension ' durch die Wörter ' eine Vorruhestandspension ' ersetzt».

«Art. 9. Artikel 5/1 § 1 des Gesetzes vom 15. Mai 1984 zur Festlegung von Maßnahmen zur Harmonisierung der Pensionsregelungen, eingefügt durch das Gesetz vom 15. Mai 2014, wird wie folgt abgeändert:

1. In § 1 Absatz 2 letzter Gedankenstrich werden die Wörter ' nach dem 31. Dezember 2024 verstirbt ' durch die Wörter ' im Zeitraum zwischen dem 1. Januar 2025 und dem 31. Dezember 2025 verstirbt ' ersetzt.

2. Paragraph 1 Absatz 2 wird wie folgt ergänzt:

- ' - einundfünfzig Jahre, wenn der Ehepartner im Zeitraum zwischen dem 1. Januar 2026 und dem 31. Dezember 2026 verstirbt,
- zweiundfünfzig Jahre, wenn der Ehepartner im Zeitraum zwischen dem 1. Januar 2027 und dem 31. Dezember 2027 verstirbt,
- dreiundfünfzig Jahre, wenn der Ehepartner im Zeitraum zwischen dem 1. Januar 2028 und dem 31. Dezember 2028 verstirbt,
- vierundfünfzig Jahre, wenn der Ehepartner im Zeitraum zwischen dem 1. Januar 2029 und dem 31. Dezember 2029 verstirbt,
- fünfundfünfzig Jahre, wenn der Ehepartner nach dem 31. Dezember 2029 verstirbt. '

Art. 10. In Artikel 6/1 Absatz 3 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 15. Mai 2014, werden die Wörter ' auf fünfzig Jahre angehoben ' durch die Wörter ' auf fünfundfünfzig Jahre angehoben ' ersetzt».

«Art. 12. In Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1996 zur Ausführung der Artikel 15, 16 und 17 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen, abgeändert durch das Gesetz vom 28. Dezember 2011, wird § 1 wie folgt ersetzt:

' § 1. Die Ruhestandspension setzt am ersten Tag des Monats nach dem Monat ein, in dem der Betreffende sie beantragt, und frühestens am ersten Tag des Monats nach dem Monat, in dem er das Pensionsalter erreicht. Das Pensionsalter beträgt:

1. 65 Jahre für Pensionen, die tatsächlich und zum ersten Mal spätestens am 1. Januar 2025 einsetzen,
2. 66 Jahre für Pensionen, die tatsächlich und zum ersten Mal frühestens am 1. Februar 2025 und spätestens am 1. Januar 2030 einsetzen,
3. 67 Jahre für Pensionen, die tatsächlich und zum ersten Mal frühestens am 1. Februar 2030 einsetzen. '

Art. 13. In Artikel 4 § 4 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 23. April 1997, werden die Wörter ' das Pensionsalter von 65 Jahren ' durch die Wörter ' das in Artikel 2 § 1 erwähnte Pensionsalter ' ersetzt.

Art. 14. In Artikel 7 § 1 Absatz 11 desselben Erlasses werden die Wörter ' das Alter von 65 Jahren ' durch die Wörter ' das in Artikel 2 § 1 erwähnte Pensionsalter ' ersetzt.

Art. 15. Artikel 2 des Gesetzes vom 22. März 2001 zur Einführung einer Einkommensgarantie für Betagte, abgeändert durch die Gesetze vom 23. Dezember 2005 und 8. Dezember 2013, wird durch eine Nummer 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

' 7. Königlichem Erlass vom 23. Dezember 1996: der Königliche Erlass vom 23. Dezember 1996 zur Ausführung der Artikel 15, 16 und 17 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen. '

Art. 16. Artikel 3 desselben Gesetzes wird wie folgt ersetzt:

' Art. 3. Die Einkommensgarantie wird Personen zugesichert, die das in Artikel 2 § 1 des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1996 erwähnte gesetzliche Pensionsalter erreicht haben. '».

«Art. 18. Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1996 zur Ausführung der Artikel 15, 16 und 17 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 24. Juni 2013, wird wie folgt abgeändert:

1. In § 1 Nr. 4 werden die Wörter ' frühestens am 1. Januar 2016 ' durch die Wörter ' frühestens am 1. Januar 2016 und spätestens am 1. Dezember 2016 ' ersetzt.

2. Paragraph 1 wird durch die Nummern 5 und 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

' 5. dem ersten Tag des siebten Monats nach dem Monat, in dem er das Alter von 62 Jahren erreicht, für Pensionen, die tatsächlich und zum ersten Mal frühestens am 1. Januar 2017 und spätestens am 1. Dezember 2017 einsetzen,

6. dem ersten Tag des Monats nach dem Monat, in dem er das Alter von 63 Jahren erreicht, für Pensionen, die tatsächlich und zum ersten Mal frühestens am 1. Januar 2018 einsetzen. '

3. In § 2 Absatz 1 Nr. 3 werden die Wörter ' frühestens am 1. Januar 2015 ' durch die Wörter ' frühestens am 1. Januar 2015 und spätestens am 1. Dezember 2016 ' ersetzt.

4. Paragraph 2 Absatz 1 wird durch die Nummern 4 und 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

' 4. mindestens einundvierzig Jahre für Pensionen, die tatsächlich und zum ersten Mal frühestens am 1. Januar 2017 und spätestens am 1. Dezember 2018 einsetzen,

5. mindestens zweiundvierzig Jahre für Pensionen, die tatsächlich und zum ersten Mal frühestens am 1. Januar 2019 einsetzen. '

5. In § 3 Nr. 3 werden die Wörter ' frühestens am 1. Januar 2016 ' durch die Wörter ' frühestens am 1. Januar 2016 und spätestens am 1. Dezember 2016 ' ersetzt.

6. Paragraph 3 wird durch die Nummern 4 und 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

' 4. für Pensionen, die tatsächlich und zum ersten Mal frühestens am 1. Januar 2017 und spätestens am 1. Dezember 2018 einsetzen,

a) die Vorruhestandspension am ersten Tag des Monats nach dem Monat, in dem der Betreffende das Alter von 60 Jahren erreicht, einsetzen, wenn er eine Laufbahn von mindestens dreiundvierzig Kalenderjahren, so wie in § 2 bestimmt, nachweist,

b) die Vorruhestandspension am ersten Tag des Monats nach dem Monat, in dem der Betreffende das Alter von 61 Jahren erreicht, einsetzen, wenn er eine Laufbahn von mindestens zweiundvierzig Kalenderjahren, so wie in § 2 bestimmt, nachweist,

5. für Pensionen, die tatsächlich und zum ersten Mal frühestens am 1. Januar 2019 einsetzen,

a) die Vorruhestandspension am ersten Tag des Monats nach dem Monat, in dem der Betreffende das Alter von 60 Jahren erreicht, einsetzen, wenn er eine Laufbahn von mindestens vierundvierzig Kalenderjahren, so wie in § 2 bestimmt, nachweist,

b) die Vorruhestandspension am ersten Tag des Monats nach dem Monat, in dem der Betreffende das Alter von 61 Jahren erreicht, einsetzen, wenn er eine Laufbahn von mindestens dreiundvierzig Kalenderjahren, so wie in § 2 bestimmt, nachweist. '

7. Paragraph 3bis wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

' In Abweichung von den Paragraphen 1 bis 3 und unbeschadet von Absatz 1 kann der Betreffende, der 2016 das Alter von 59 Jahren oder mehr erreicht hat, seine Vorruhestandspension unter den Bedingungen in Bezug auf Alter und Laufbahn – jeweils um ein Jahr erhöht –, die in den Paragraphen 1 bis 3 vorgesehen und bis zum 31. Dezember 2016 gültig sind, in Anspruch nehmen. '

8. In § 3ter werden zwischen Absatz 3 und Absatz 4 drei Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt:

' In Abweichung von § 1 Nr. 5 wird das Alter für die im Januar 2017 einsetzenden Pensionen gemäß § 1 Nr. 4 festgelegt. In Abweichung von § 2 Absatz 1 Nr. 4 wird die Bedingung in Bezug auf die Laufbahn, die für die im Monat Januar 2017 einsetzenden Pensionen erforderlich ist, gemäß § 2 Absatz 1 Nr. 3 festgelegt.

In Abweichung von § 1 Nr. 6 wird das Alter für die im Januar 2018 einsetzenden Pensionen gemäß § 1 Nr. 5 festgelegt.

In Abweichung von § 2 Absatz 1 Nr. 5 wird die Bedingung in Bezug auf die Laufbahn, die für die im Monat Januar 2019 einsetzenden Pensionen erforderlich ist, gemäß § 2 Absatz 1 Nr. 4 festgelegt. '

9. Paragraph 3ter wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

' In Abweichung von § 3 Nr. 4 wird die Bedingung in Bezug auf die Laufbahn, die für die im Monat Januar 2017 einsetzenden Pensionen erforderlich ist, gemäß § 3 Nr. 3 festgelegt.

In Abweichung von § 3 Nr. 5 wird die Bedingung in Bezug auf die Laufbahn, die für die im Monat Januar 2019 einsetzenden Pensionen erforderlich ist, gemäß § 3 Nr. 4 festgelegt. '».

«Art. 21. Artikel 16 § 1 des Königlichen Erlasses Nr. 50 vom 24. Oktober 1967 über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpension für Lohnempfänger, abgeändert durch die Gesetze vom 5. Juni 1970, 25. Januar 1999 und 5. Mai 2014, wird wie folgt abgeändert:

1. Absatz 2 Nr. 11 wird wie folgt ersetzt:

' 11. 50 Jahren, wenn der Ehepartner frühestens am 1. Januar 2025 und spätestens am 31. Dezember 2025 verstirbt, '.

2. Absatz 2 wird durch die Nummern 12, 13, 14, 15 und 16 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

' 12. 51 Jahren, wenn der Ehepartner frühestens am 1. Januar 2026 und spätestens am 31. Dezember 2026 verstirbt,

13. 52 Jahren, wenn der Ehepartner frühestens am 1. Januar 2027 und spätestens am 31. Dezember 2027 verstirbt,

14. 53 Jahren, wenn der Ehepartner frühestens am 1. Januar 2028 und spätestens am 31. Dezember 2028 verstirbt,

15. 54 Jahren, wenn der Ehepartner frühestens am 1. Januar 2029 und spätestens am 31. Dezember 2029 verstirbt,

16. 55 Jahren, wenn der Ehepartner frühestens am 1. Januar 2030 verstirbt. '

3. Zwischen Absatz 2 und Absatz 3 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

' Dem hinterbliebenen Ehepartner, der am Sterbedatum seines Ehepartners das in Absatz 2 erwähnte Alter erreicht hat, wird die Hinterbliebenenpension gewährt. '».

«Art. 28. Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 30. Januar 1997 über die Pensionsregelung für Selbständige in Anwendung der Artikel 15 und 27 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen sowie in Anwendung von Artikel 3 § 1 Nr. 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der Haushaltskriterien für die Teilnahme Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 28. Juni 2013, wird wie folgt abgeändert:

1. Die Paragraphen 1bis und 1ter mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

' § 1bis. Ab dem 1. Februar 2025 und für Pensionen, die tatsächlich und zum ersten Mal frühestens am 1. Februar 2025 und spätestens am 1. Januar 2030 einsetzen, beträgt das Pensionsalter 66 Jahre.

§ 1ter. Ab dem 1. Februar 2030 und für Pensionen, die tatsächlich und zum ersten Mal frühestens am 1. Februar 2030 einsetzen, beträgt das Pensionsalter 67 Jahre. '

2. In § 2bis wird Absatz 4, eingefügt durch das Gesetz vom 21. Dezember 2012 und aufgehoben durch das Gesetz vom 28. Juni 2013, wieder aufgenommen.

3. In § 2bis wird Absatz 4, der Absatz 5 wird, aufgehoben.

4. Ein Paragraph 2ter mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

' § 2ter. Die Ruhestandspension kann jedoch nach Wahl und auf Antrag des Betreffenden vor Erreichen des in § 1 vorgesehenen Alters und frühestens am ersten Tag des Monats nach dem 63. Geburtstag einsetzen.

In Abweichung von Absatz 1 und für Pensionen, die tatsächlich und zum ersten Mal frühestens am 1. Februar 2018 und spätestens am 1. Januar 2019 einsetzen, kann die Ruhestandspension nach Wahl und auf Antrag des Betreffenden wie folgt einsetzen:

1. am ersten Tag des Monats nach dem 60. Geburtstag, wenn der Betreffende eine Laufbahn von mindestens 43 Kalenderjahren nachweist,

2. am ersten Tag des Monats nach dem 61. Geburtstag, wenn der Betreffende eine Laufbahn von mindestens 42 Kalenderjahren nachweist,

3. am ersten Tag des Monats nach dem 62. Geburtstag, wenn der Betreffende eine Laufbahn von mindestens 42 Kalenderjahren nachweist.

In Abweichung von Absatz 1 und für Pensionen, die tatsächlich und zum ersten Mal frühestens am 1. Februar 2019 einsetzen, kann die Ruhestandspension nach Wahl und auf Antrag des Betreffenden wie folgt einsetzen:

1. am ersten Tag des Monats nach dem 60. Geburtstag, wenn der Betreffende eine Laufbahn von mindestens 44 Kalenderjahren nachweist,

2. am ersten Tag des Monats nach dem 61. Geburtstag, wenn der Betreffende eine Laufbahn von mindestens 43 Kalenderjahren nachweist,

3. am ersten Tag des Monats nach dem 62. Geburtstag, wenn der Betreffende eine Laufbahn von mindestens 43 Kalenderjahren nachweist.

Der Betreffende, der zu einem bestimmten Zeitpunkt die in § 2bis, in vorliegendem Paragraphen, in § 3 Absatz 2 oder 3 oder in Artikel 16ter erwähnten Bedingungen mit Bezug auf Alter und Laufbahn erfüllt, um vor dem in § 1 erwähnten Alter eine Ruhestandspension zu erhalten, kann jedoch nach Wahl und auf Antrag eine Vorruhestandspension erhalten, ungeachtet des späteren Datums des tatsächlichen Einsetzens seiner Pension.

5. In § 3 werden zwischen Absatz 2 und Absatz 3 zwei Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ Die Möglichkeit, gemäß § 2ter Absatz 1 eine Vorruhestandspension zu erhalten, ist der Bedingung unterworfen, dass der Betreffende eine Laufbahn nachweist von mindestens:

1. 41 Kalenderjahren, wenn die Pension tatsächlich und zum ersten Mal frühestens am 1. Februar 2018 und spätestens am 1. Januar 2019 einsetzt,

2. 42 Kalenderjahren, wenn die Pension tatsächlich und zum ersten Mal frühestens am 1. Februar 2019 einsetzt.

Unter Kalenderjahren im Sinne von Absatz 3 sind Jahre zu verstehen, die aufgrund einer oder mehrerer belgischer gesetzlicher Pensionsregelungen oder aufgrund von Regelungen, auf die die Europäischen Verordnungen über soziale Sicherheit oder ein durch Belgien geschlossenes Abkommen im Bereich soziale Sicherheit mit Bezug auf die Pensionen für Lohnempfänger oder Selbständige anwendbar sind, Pensionsansprüche eröffnen können. ‘

6. In § 3 Absatz 3, der Absatz 5 wird, werden die Wörter ‘ in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Kalenderjahre ‘ durch die Wörter ‘ in den Absätzen 1 bis 4 erwähnten Kalenderjahre ‘ ersetzt».

«Art. 34. Artikel 4 § 1 des Königlichen Erlasses Nr. 72 vom 10. November 1967 über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpensionen für Selbständige, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 25. April 2014, wird wie folgt abgeändert:

1. Absatz 1 Nr. 2 Nr. 10 wird wie folgt ersetzt:

‘ 10. 50 Jahre, wenn der Ehepartner frühestens am 1. Januar 2025 und spätestens am 31. Dezember 2025 verstirbt, ‘.

2. Absatz 1 Nr. 2 wird durch die Nummern 11 bis 15 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

‘ 11. 51 Jahre, wenn der Ehepartner frühestens am 1. Januar 2026 und spätestens am 31. Dezember 2026 verstirbt,

12. 52 Jahre, wenn der Ehepartner frühestens am 1. Januar 2027 und spätestens am 31. Dezember 2027 verstirbt,

13. 53 Jahre, wenn der Ehepartner frühestens am 1. Januar 2028 und spätestens am 31. Dezember 2028 verstirbt,

14. 54 Jahre, wenn der Ehepartner frühestens am 1. Januar 2029 und spätestens am 31. Dezember 2029 verstirbt,

15. 55 Jahre, wenn der Ehepartner frühestens am 1. Januar 2030 verstirbt. ‘

3. Paragraph 1 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

‘ Dem hinterbliebenen Ehepartner, der am Sterbedatum seines Ehepartners das in vorangehendem Absatz erwähnte Alter erreicht hat, wird die Hinterbliebenenpension gewährt. ‘».

B.2.1. Das angefochtene Gesetz bezweckt die Umsetzung des Regierungsabkommens vom 9. Oktober 2014, in dem vorgesehen ist, das gesetzliche Alter für die Ruhestandspension anzuheben, die Vorruhestandspension zu reformieren und das Mindestalter für die Hinterbliebenenpension anzuheben, um die Tragfähigkeit des Pensionssystems zu stärken (Parl. Dok., Kammer, 2014-2015, DOC 54-1180/001, S. 4).

So wird das gesetzliche Pensionsalter, das derzeit auf 65 Jahre festgelegt ist, bis zum 31. Dezember 2024 beibehalten, 2025 auf 66 Jahre und ab dem 1. Januar 2030 auf 67 Jahre angehoben.

In Bezug auf die Vorruhestandspension wird die Altersbedingung um je 6 Monate pro Jahr erhöht. So steigt sie von 62 Jahren im Jahr 2016 auf 62 Jahre und 6 Monate im Jahr 2017 und auf 63 Jahre im Jahr 2018. Die Laufbahnbedingung wird ihrerseits von 40 Jahren im Jahr 2016 auf 41 Jahre in den Jahren 2017 und 2018 und auf 42 Jahre im Jahr 2019 erhöht.

Ausnahmen werden für lange Laufbahnen vorgesehen. So werden Personen, die jung die Arbeit aufgenommen haben und eine lange Laufbahn aufweisen, ihre Vorruhestandspension im Alter von 60 Jahren oder 61 Jahren nehmen können, wenn sie 44 beziehungsweise 43 Dienstjahre nachweisen können.

Schließlich wird durch das angefochtene Gesetz das Alter, in dem eine Person die Hinterbliebenenpension in Anspruch nehmen kann, im Jahre 2025 auf 50 Jahre und im Jahr 2030 auf 55 Jahre erhöht.

B.2.2. In der Begründung zum Gesetzentwurf wurde präzisiert:

«Die in diesem Entwurf enthaltenen Maßnahmen beruhen auf dem Bericht ‘ Ein starker und zuverlässiger Sozialvertrag ‘ des Ausschusses für die Pensionsreform 2020-2040, der eine Verlängerung der Laufbahnen empfiehlt, um die Tragfähigkeit unseres Pensionssystems stärken zu können.

Unser Pensionssystem steht nämlich aufgrund mehrerer Faktoren unter Druck. Ein erster Faktor ist die länger werdende Lebensdauer. Diese Verlängerung der Lebensdauer ist natürlich eine Chance für unsere Gesellschaft, doch in Verbindung mit dem Eintritt der Babyboomer der Nachkriegszeit in den Ruhestand führt dies zu einem Altern der Bevölkerung. Mehr als 2 Millionen Bürger sind heute über 65 Jahre alt. Trotz des neuen demografischen Wachstums im Land steigt der Anteil der Pensionsempfänger weiterhin schneller als derjenige der Erwerbstätigen. Während das Verhältnis der Anzahl Erwerbstätiger zur Anzahl Personen über 65 Jahre im Jahr 2013 noch 3,31 betrug, wird es im Jahr 2030 nur mehr 2,29 und im Jahr 2060 1,95 betragen (Quelle: Pensionspanorama 2013: Die Indikatoren der OECD- und der G20-OECD-Länder 2013).

Zur Verlängerung der Lebensdauer und zum Opa-Boom kommt das zu niedrige durchschnittliche Austrittsalter aus dem Arbeitsmarkt in Belgien hinzu. Das durchschnittliche Austrittsalter aus dem Arbeitsmarkt betrug in Belgien 59,6 Jahre für Männer und 58,7 Jahre für Frauen. Innerhalb der OECD liegt das durchschnittliche Austrittsalter bei 64,2 Jahren für Männer und 63,1 Jahren für Frauen. Belgien gehört somit zu den OECD-Ländern mit dem niedrigsten durchschnittlichen Austrittsalter (Quelle: Pensionspanorama 2013: Die Indikatoren der OECD- und der G20-OECD-Länder 2013).

Die Beschäftigungsrate für die 60- bis 64-Jährigen beträgt gemäß dem ‘ Wirtschaftsbericht der OECD für Belgien ‘ vom Mai 2013 in Belgien 17,97% gegenüber 41,6% für die OECD-Länder.

Im Übrigen ist das Budget der Pensionszahlungen zwischen 2006 und 2015 von 25 auf 41 Milliarden Euro gestiegen, das heißt eine Erhöhung von über 1,7 Milliarden pro Jahr! In seinem letzten Bericht hat der Studienausschuss für die Alterung bestätigt, dass trotz der in der vorherigen Legislaturperiode ergriffenen Maßnahmen die Ausgaben in den kommenden Jahren stark ansteigen werden. Ohne neue Reformen werden die Pensionskosten im Haushalt zwischen 2013 und 2060 noch um 4,1% des BIP ansteigen.

Aufgrund dieser Situation ist die Annahme von Reformen zur Gewährleistung der Tragfähigkeit unserer Pensionen unausweichlich und dringend.

Diese Maßnahmen werden Belgien im Übrigen durch internationale Einrichtungen wie IWF, OECD und Europäische Kommission empfohlen. So lautet beispielsweise eine der wichtigsten Empfehlungen der OECD in ihrem 'Wirtschaftsbericht der OECD für Belgien' (S. 11), 'das gesetzliche und tatsächliche Alter des Eintritts in den Ruhestand anzuheben, um langfristig die Tragbarkeit der Schuld zu verbessern', um die Sicherung des Haushalts zu gewährleisten bei gleichzeitiger Förderung der Beschäftigung und der Wettbewerbsfähigkeit. Im selben Bericht heißt es: 'Aufgrund der bis 2013 geltenden Gesetzgebung ist die langfristig erwartete Erhöhung der Ausgaben für Pensionen eine der stärksten in Europa, in erster Linie wegen eines schwachen Anstiegs der Beschäftigungsrate unter den älteren Arbeitnehmern und des relativ niedrigen faktischen Austrittsalters, was die Auswirkungen der Alterung der Bevölkerung verstärkt. Wenn der erwartete Anstieg der Pensionsausgaben nicht ausgeglichen wird (durch Verringerung anderer Ausgaben oder höhere Steuern) oder ebenfalls nicht eingedämmt wird, wird er im Laufe der Zeit zunehmen, und die Schuld wird nicht mehr tragbar sein. Die Pensionsreform ist also wesentlich, um die Tragbarkeit der Schuld zu gewährleisten, und sie ist auch entscheidend, um die Sanierung mit einem langfristig nachhaltigeren Wachstum zu vereinbaren' (S. 21). 'Bezüglich der Vorruhestandspension müssten die Behörden also die Alters- und Laufbahnbedingungen weiter verschärfen, so wie es vorgesehen ist, und gleichzeitig eine Erhöhung des gesetzlichen Pensionsalters (heute auf 65 Jahre festgelegt) entsprechend der Lebenserwartung vornehmen. Die angekündigten schrittweisen Erhöhungen des Pensionsalters auf 67 Jahre und des Alters für die Eröffnung des Anspruchs auf die Vorruhestandspension sind also eine wünschenswerte Initiative' (S. 22).

Es sei angemerkt, dass laut den jüngsten Prognosen des Föderalen Planbüros in einem Bericht vom März 2015 die von der jetzigen Regierung vorgesehenen Maßnahmen, einschließlich der Maßnahmen des vorliegenden Gesetzentwurfs, es ermöglichen würden, die Haushaltskosten der Alterung der Bevölkerung in Bezug auf die Pension um 1,7% des BIP im Zeitraum 2014-2060 zu verringern.

Angesichts des auf dem Spiel stehenden Allgemeininteresses, nämlich die Tragfähigkeit unseres Ruhestandssystems, rechtfertigen die vorerwähnten Gründe vernünftigerweise die im Gesetzentwurf vorgesehenen Maßnahmen, einschließlich des Rückgriffs auf das Alterskriterium im Rahmen dieser Maßnahmen, was den durch den Staatsrat in seinem Gutachten Nr. 57 658/1-2 vom 16. Juni 2015 angeführten Anmerkungen entspricht.

Die in diesem Gesetzentwurf enthaltenen Maßnahmen betreffen die drei gesetzlichen Pensionssysteme (Arbeitnehmer, Selbständige und öffentlicher Sektor). Im Bewusstsein der durch den Staatsrat in seinem Gutachten Nr. 57 658/1-2 vom 16. Juni 2015 hervorgehobenen Komplexität der Gesetzgebung über diese Maßnahmen hat man sich dafür entschieden, in ein und demselben Gesetzentwurf die Maßnahmen für die drei Systeme zusammenzufügen, um eine größere Transparenz über die Reform zu gewährleisten» (ebenda, SS. 4-6).

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klagen

B.3.1. Der Ministerrat führt an, die in der Rechtssache Nr. 6348 eingereichte Klage sei unzulässig, weil die klagende Partei ihr Interesse an der Nichtigkeitsklärung der angefochtenen Bestimmungen nicht darlege.

B.3.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.3.3. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6348 führt an, sie sei am 29. Oktober 1967 geboren, sei Zivilingenieur, habe als Arbeitnehmer gearbeitet und sei seit 1995 Staatsbeamter. Sie führt ebenfalls an, zeitweilig als Zusatzfähigkeit Sachverständigenaufträge auf Bitte des FÖD Wirtschaft ausgeführt zu haben. Sie weise daher eine gemischte Laufbahn auf.

Sie gibt ebenfalls an, dass sie durch die Wirkung der angefochtenen Bestimmungen erst im Alter von 65 Jahren nach einer Laufbahn von 42 Jahren ihre Vorruhestandspension in Anspruch nehmen könne und somit zwei Jahre länger arbeiten müsse als unter der früheren Gesetzgebung. Sie führt weiter an, ein Interesse an der Nichtigkeitsklärung der Bestimmungen in Bezug auf die Hinterbliebenenpension zu haben, da ihr Ehepartner im Falle des Todes der klagenden Partei diesen Vorteil beanspruchen könne.

B.3.4. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6348 weist daher ausreichend nach, dass sie nachteilig von den angefochtenen Bestimmungen betroffen sein könnte, insofern diese die endgültig ernannten Bediensteten des öffentlichen Dienstes und die Arbeitnehmer betreffe. Die Ausführung von Sachverständigenaufträgen ermöglicht jedoch nicht den Nachweis, dass sie diese Aufträge unter dem Statut als Selbständiger im Hauptberuf ausgeführt hätte, sodass sie nicht das erforderliche Interesse an der Beantragung der Nichtigkeitsklärung der Artikel 28 und 34 des angefochtenen Gesetzes nachweist.

B.4.1. Der Ministerrat stellt ebenfalls das Interesse der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 6365 an der Klageerhebung in Abrede. In Bezug auf die ersten achtzehn klagenden Parteien führt der Ministerrat an, dass keine von ihnen den Nachweis der von ihnen geltend gemachten Eigenschaft erbringe. Er führt ebenfalls an, dass die angefochtenen Bestimmungen nicht die Vorrechte der Gewerkschaftsorganisationen beeinträchtigten, die die Klage ebenfalls eingereicht hätten.

B.4.2. Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat anführt, legen die ersten achtzehn klagenden Parteien dar, dass sie Arbeitnehmer oder Beamte sind. Sie geben an, an welchem Datum sie in Dienst getreten sind und an welchem Datum sie prinzipiell in den Ruhestand treten oder die Vorruhestandspension in Anspruch nehmen könnten, und führen an, dass dieses Datum durch die Wirkung der angefochtenen Bestimmungen hinausgeschoben werden dürfte, so dass diese Bestimmungen ihre Situation direkt und nachteilig beeinflusse. Im Übrigen stellt der Ministerrat nicht das Interesse der neunzehnten bis einundzwanzigsten klagenden Partei an der Klageerhebung in Abrede, bei denen es sich um Arbeitnehmerorganisationen handelt, die die Interessen der Arbeitnehmer des öffentlichen Sektors, des Unterrichtssektors und der Sozialversicherten vertreten.

B.4.3. Da das Interesse der anderen klagenden Parteien nachgewiesen ist, braucht das Interesse der Gewerkschaftsorganisationen an der Klageerhebung nicht geprüft zu werden.

B.5 Die Einrede wird abgewiesen.

In Bezug auf die Rechtssache Nr. 6348

B.6. Die drei Klagegründe sind abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern durch das angefochtene Gesetz ein Behandlungsunterschied zwischen der Kategorie von Arbeitnehmern, auf die es anwendbar sei, und der Kategorie der Parlamentsmitglieder der Abgeordnetenversammlung eingeführt werde, da auf die Ersteren Altersbedingungen für den Zugang zur Ruhestandspension, Bedingungen für den Zugang zur Vorruhestandspension und Altersbedingungen für den Erhalt einer Hinterbliebenenpension zugunsten des überlebenden Ehepartners angewandt würden, die weniger vorteilhaft seien als diejenigen, die auf die zweite Kategorie angewandt würden.

B.7.1. Artikel 66 der Verfassung bestimmt:

«Jedes Mitglied der Abgeordnetenversammlung bezieht eine jährliche Entschädigung von zwölftausend Franken.

Innerhalb der Staatsgrenzen haben die Mitglieder der Abgeordnetenversammlung ein Recht auf freie Fahrt auf allen von den öffentlichen Behörden betriebenen oder konzessionierten Verkehrsverbindungen.

Dem Präsidenten der Abgeordnetenversammlung kann eine jährliche Entschädigung zuerkannt werden, die auf die zur Deckung der Ausgaben dieser Versammlung bestimmte Dotation angerechnet wird.

Die Kammer bestimmt den Betrag, der von der Entschädigung einbehalten werden darf als Beitrag zugunsten der Renten- oder Pensionskassen, deren Errichtung sie für angebracht hält».

B.7.2. Artikel 2 des Gesetzes vom 30. Dezember 1982 zur Festlegung des Haushaltsplans der Dotationen für das Haushaltsjahr 1982 bestimmt in der durch Artikel 13 des Gesetzes vom 4. März 2004 «zur Gewährung von ergänzenden Vorteilen in Sachen Ruhestandspensionen an Personen, die zur Ausübung einer Management- oder Führungsfunktion in einem öffentlichen Dienst bestellt worden sind» abgeänderten Fassung:

«1. Die gesetzgebenden Kammern legen die Höhe der Beträge fest, die von der parlamentarischen Entschädigung als Beitrag zu den von ihnen eingerichteten Renten- oder Pensionskassen einbehalten werden können.

2. Die Regelung der Pensionen der Mitglieder der gesetzgebenden Kammern und ihrer Anspruchsberechtigten liegt ausschließlich im Zuständigkeitsbereich dieser jeweiligen Kammern. Diese Zuständigkeit kann den Renten- oder Pensionskassen im Sinne von Nr. 1 übertragen werden.

3. Diese Regelung darf jedoch nicht von den gesetzlichen Bestimmungen abweichen, durch die im öffentlichen Sektor der Höchstbetrag der Ruhestands- oder Hinterbliebenenpensionen geregelt wird. Durch sie werden Regeln bezüglich der Kumulierung von Pensionen und der Kumulierung einer Ruhestands- oder Hinterbliebenenpension mit einer Berufstätigkeit oder der Ausübung eines politischen Mandats festgelegt, unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bestimmungen und der Beschaffenheit des parlamentarischen Mandats.

Die Renten- oder Pensionskassen im Sinne von Nr. 1 können beschließen, dass die Bestimmungen von Artikel 41 des Gesetzes vom 5. August 1978 zur Festlegung von Wirtschafts- und Haushaltsreformen, so wie sie vor ihrer Änderung durch Artikel 12 des Gesetzes vom 4. März 2004 zur Gewährung von ergänzenden Vorteilen in Sachen Ruhestandspensionen an Personen, die zur Ausübung einer Management- oder Führungsfunktion in einem öffentlichen Dienst bestellt worden sind, lauteten, weiterhin vollständig auf die Pensionen anwendbar sind, die den ehemaligen Mitgliedern der gesetzgebenden Kammern oder ihren Anspruchsberechtigten gewährt werden, wenn sie eine vorteilhaftere Wirkung haben als die Bestimmungen des besagten Artikels 41 in seiner durch den vorerwähnten Artikel 12 abgeänderten Fassung».

Im Gegensatz zu dem, was die klagende Partei anführt, ist diese Bestimmung, die eine normgebende Tragweite hat, weiterhin in Kraft. Sie ist jedoch eine Wiederholung des explizit (Nr. 1) oder implizit (Nr. 2) in Artikel 66 der Verfassung enthaltenen Grundsatzes in Bezug auf die Mitglieder der Abgeordnetenversammlung.

B.8. Aus Artikel 66 der Verfassung geht nämlich hervor, dass die Pension der Mitglieder der Abgeordnetenversammlung und ihrer Anspruchsberechtigten ausschließlich im Zuständigkeitsbereich der Abgeordnetenversammlung liegt, die diese Zuständigkeit durch Verordnung ausübt. Diese Zuständigkeit ist eine Entscheidung des Verfassungsgebers, die sich der Kontrolle durch den Gerichtshof entzieht.

Folglich ist der Gerichtshof nicht befugt, den in den drei Klagegründen angeführten Behandlungsunterschied zu prüfen.

In Bezug auf die Rechtssache Nr. 6365

Hinsichtlich der Zulässigkeit der Klage

B.9. Der Ministerrat stellt in seinem Schriftsatz fest, dass die klagenden Parteien einen Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 16 und 23 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention, mit den Artikeln 2, 3 und 9 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, mit Artikel 12 der revidierten Europäischen Sozialcharta, mit den Artikeln 17 Absatz 1, 20, 21 und 23 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und mit Artikel 4 der Richtlinie 79/7/EWG des Rates vom 19. Dezember 1978 zur schrittweisen Verwirklichung des Grundsatzes der Gleichbehandlung von Männern und Frauen im Bereich der sozialen Sicherheit (nachstehend: Richtlinie 79/7/EWG) anführen.

Der Ministerrat führt an, dass die klagenden Parteien nicht erläuterten, inwiefern gegen die vorerwähnten Bestimmungen verstoßen würde und in welchem Maße ihre Situation einen Zusammenhang zum Recht der Europäischen Union aufweise.

B.10. Da die klagenden Parteien keinen Anknüpfungspunkt ihrer Situation mit der Umsetzung des Rechts der Union nachweisen, sind die Klagegründe unzulässig, insofern sie aus einem Verstoß gegen die Charta der Grundrechte der Europäischen Union abgeleitet sind.

B.11. Die klagenden Parteien leiten einen zweiten Klagegrund ab aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 4 der Richtlinie 79/7/EWG vom 19. Dezember 1978 sowie mit den Artikeln 20, 21 und 23 der vorerwähnten Charta.

B.12.1. Die Richtlinie 79/7/EWG vom 19. Dezember 1978 bezweckt die Verwirklichung des Grundsatzes der Gleichbehandlung im Bereich der sozialen Sicherheit in den gesetzlichen Systemen, die Schutz gegen Krankheit, Invalidität, Alter, Arbeitsunfall, Berufskrankheit und Arbeitslosigkeit bieten, sowie in den Sozialhilferegelungen, soweit sie die genannten Systeme ergänzen oder ersetzen sollen (Artikel 3).

Sie findet Anwendung auf die Erwerbsbevölkerung, einschließlich der Selbständigen, der Arbeitnehmer, deren Erwerbstätigkeit durch Krankheit, Unfall oder unverschuldete Arbeitslosigkeit unterbrochen ist, und der Arbeitssuchenden, sowie auf die im Ruhestand befindlichen oder arbeitsunfähigen Arbeitnehmer und Selbständigen (Artikel 2).

Artikel 4 der Richtlinie verbietet jede unmittelbare oder mittelbare Diskriminierung aufgrund des Geschlechts, während Artikel 5 die Mitgliedstaaten dazu verpflichtet, die notwendigen Maßnahmen zu treffen, um sicherzustellen, dass die mit dem Grundsatz der Gleichbehandlung unvereinbaren Rechts- und Verwaltungsvorschriften beseitigt werden.

B.12.2. In seinem Urteil *Brachmer* (20. Oktober 2011, C-123/10, Randnr. 40) hat der Gerichtshof der Europäischen Union in Erinnerung gerufen, dass nach ständiger Rechtsprechung eine Leistung nur dann unter die Richtlinie fällt, wenn sie im Rahmen eines gesetzlichen Systems des Schutzes gegen eines der in Artikel 3 Absatz 1 der Richtlinie aufgeführten Risiken gewährt wird oder eine Form der Sozialhilfe mit dem gleichen Ziel darstellt und unmittelbar und in effektiver Weise mit dem Schutz gegen eines dieser Risiken zusammenhängt.

In den einleitenden Erwägungen zur Prüfung der Vorabentscheidungsfragen, mit denen er befasst wurde, hat der Gerichtshof der Europäischen Union in dem Urteil vom 21. Juni 2007, C-231/06 bis C-233/06 (*Office national des pensions gegen E. Jonkman u.a.*) daran erinnert, dass bezüglich des Grundsatzes des gleichen Entgelts für männliche und weibliche Arbeitnehmer Artikel 157 Absätze 1 und 2 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (vormals Artikel 141 Absätze 1 und 2 des EG-Vertrags) nur auf Betriebsrentensysteme Anwendung findet und nicht auf gesetzliche Rentensysteme, die ihrerseits zum Anwendungsbereich der Richtlinie 79/7/EWG gehören (siehe ebenfalls 26. März 2009, C-559/07, *Kommission gegen Hellenische Republik*, Randnrn. 41 und 42).

B.13.1. Da die angefochtenen Bestimmungen, mit denen einer der Aspekte des Pensionssystems geregelt wird, zum Anwendungsbereich der Richtlinie 79/7/EWG gehören, ist die Anknüpfung mit dem Recht der Union ausreichend nachgewiesen, sodass dies ebenfalls für die Charta der Grundrechte der Europäischen Union gilt, in der die in dieser Richtlinie enthaltenen Grundsätze verankert sind.

B.13.2. Die Einrede des Ministerrates in Bezug auf den zweiten Klagegrund wird abgewiesen.

Zur Hauptsache

In Bezug auf die Ruhestandspension und die Vorruhestandspension

B.14. Ein erster Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß durch die Artikel 2, 12 und 18 des angefochtenen Gesetzes gegen die Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 12 der revidierten Europäischen Sozialcharta, mit Artikel 9 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte und mit den Artikeln 20, 21 und 23 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union.

B.15. Artikel 23 der Verfassung bestimmt:

«Jeder hat das Recht, ein menschenwürdiges Leben zu führen.

Zu diesem Zweck gewährleistet das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte und bestimmt die Bedingungen für ihre Ausübung.

Diese Rechte umfassen insbesondere:

[...]

2. das Recht auf soziale Sicherheit, auf Gesundheitsschutz und auf sozialen, medizinischen und rechtlichen Beistand;

[...].».

Artikel 9 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte bestimmt:

«Die Vertragsstaaten erkennen das Recht eines jeden auf Soziale Sicherheit an; diese schließt die Sozialversicherung ein».

Artikel 12 der revidierten Europäischen Sozialcharta bestimmt:

«Um die wirksame Ausübung des Rechts auf Soziale Sicherheit zu gewährleisten, verpflichten sich die Vertragsparteien:

1. ein System der Sozialen Sicherheit einzuführen oder beizubehalten;
2. das System der Sozialen Sicherheit auf einem befriedigenden Stand zu halten, der zumindest dem entspricht, der für die Ratifikation der Europäischen Ordnung der Sozialen Sicherheit erforderlich ist;
3. sich zu bemühen, das System der Sozialen Sicherheit fortschreitend auf einen höheren Stand zu bringen;
4. durch den Abschluss geeigneter zwei- oder mehrseitiger Übereinkünfte oder durch andere Mittel und nach Maßgabe der in diesen Übereinkünften niedergelegten Bedingungen Maßnahmen zu ergreifen, die folgendes gewährleisten:
 - a. die Gleichbehandlung der Staatsangehörigen anderer Vertragsparteien mit ihren eigenen Staatsangehörigen hinsichtlich der Ansprüche aus der Sozialen Sicherheit einschließlich der Wahrung der nach den Rechtsvorschriften der Sozialen Sicherheit erwachsenen Leistungsansprüche, gleichviel wo die geschützten Personen innerhalb der Hoheitsgebiete der Vertragsparteien ihren Aufenthalt nehmen,
 - b. die Gewährung, die Erhaltung und das Wiederaufleben von Ansprüchen aus der Sozialen Sicherheit, beispielsweise durch die Zusammenrechnung von Versicherungs- und Beschäftigungszeiten, die nach den Rechtsvorschriften jeder der Vertragsparteien zurückgelegt wurden».

Genauso wie in Artikel 23 Absatz 3 Nr. 2 der Verfassung wird in Artikel 9 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte und in Artikel 12 der revidierten Europäischen Sozialcharta das Recht auf soziale Sicherheit anerkannt.

B.16.1. Die klagenden Parteien führen an, dass der Pensionsanspruch für eine große Zahl von Sozialversicherten durch die Anhebung des Pensionsalters von 65 auf 67 Jahre je nach ihrem Alter um ein oder zwei Jahre verschoben werde.

B.16.2. Die Anhebung der Alters- und Laufbahnbedingungen, die einen Vorruhestand ermöglichen, entziehe einer großen Gruppe von Sozialversicherten ebenfalls den Anspruch auf den Vorruhestand, sodass ihr Ruhestand bis zu dem Zeitpunkt aufgeschoben würde, zu dem sie das gesetzliche Alter für dessen Beanspruchung erreichten. Die Maßnahmen stellten daher einen erheblichen Rückschritt dar, indem sie den betroffenen Personen während bis zu vier Jahren das Recht, in den Ruhestand zu treten, vorenthielten.

B.17.1. Artikel 23 der Verfassung bestimmt, dass jeder das Recht hat, ein menschenwürdiges Leben zu führen. Zu diesem Zweck gewährleisten die verschiedenen Gesetzgeber unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte und bestimmen sie die Bedingungen für ihre Ausübung. Diese Rechte umfassen insbesondere das Recht auf soziale Sicherheit. In Artikel 23 der Verfassung ist nicht präzisiert, was diese Rechte beinhalten, die lediglich als Grundsatz festgehalten werden, wobei es dem jeweiligen Gesetzgeber obliegt, sie gemäß Absatz 2 dieses Artikels, unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen zu gewährleisten.

B.17.2. Artikel 23 der Verfassung enthält bezüglich des Rechts auf soziale Sicherheit eine Stillhalteverpflichtung, die dem entgegensteht, dass der zuständige Gesetzgeber das durch die anwendbaren Rechtsvorschriften gebotene Schutzmaß erheblich verringert, ohne dass es hierfür Gründe im Zusammenhang mit dem Allgemeininteresse gibt.

B.17.3. In den Erläuterungen zum Vorschlag der Verfassungsrevision, der zur Einfügung von Artikel 23 (ehemals Artikel 24bis) in Titel II der Verfassung geführt hat, wurde in Bezug auf das Recht auf soziale Sicherheit dargelegt:

«Die Aufnahme dieses Grundrechts in unsere Verfassung ist die Krönung eines Jahrhunderts des sozialen Kampfes und ist Bestandteil einer Entwicklung, die auf Wohlstand und Fortschritt ausgerichtet ist.

[...]

Aufgrund des vorgeschlagenen Textes hat jede Person, die eine Berufstätigkeit ausübt, Anspruch auf soziale Sicherheit. [...] Es ist hervorzuheben, dass die Ausübung eines solchen Rechtes in jedem Fall mit der Verpflichtung verbunden bleibt, Beiträge zu zahlen, und dass es der Behörde obliegt, in Absprache mit den anerkannten Sozialpartnern, die Modalitäten zur Ausübung dieses Rechts festzulegen» (*Parl. Dok.*, Senat, Sondersitzungsperiode 1991-1992, Nr. 100-2/3°, S. 18).

B.18.1. Im Zusammenhang mit der Vereinbarkeit der angefochtenen Maßnahmen mit der Stillhalteverpflichtung im Sinne von Artikel 23 der Verfassung hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates angemerkt:

«4.2. Diese Art von Maßnahmen gehört zwar zur breiten Ermessensbefugnis des Gesetzgebers; dennoch garantiert Artikel 23 der Verfassung unter anderem ' das Recht auf soziale Sicherheit ', wovon die Regelung des Pensionsanspruchs einen wichtigen Teil bildet, und nach Auffassung des Verfassungsgerichtshofes stellt dies eine Bestimmung dar, ' die dem entgegensteht, dass der zuständige Gesetzgeber das durch die anwendbaren Rechtsvorschriften gebotene Schutzmaß erheblich verringert, ohne dass es hierfür Gründe im Zusammenhang mit dem Allgemeininteresse gibt '.

Indem durch den vorliegenden Gesetzesvorentwurf das Pensionsalter bis 2030 angehoben wird, das Alter und die Zahl der Dienstjahre, um für die Vorruhestandspension in Frage zu kommen, schrittweise erhöht werden und das Alter, mit dem eine Hinterbliebenenpension möglich ist, angehoben wird, bringt er eine Änderung der geltenden Pensionsgesetzgebung mit sich, die man als einen Rückschritt ansehen könnte.

Der Autor des Vorentwurfs muss im Lichte von Artikel 23 der Verfassung nachweisen können, inwiefern die geplanten Bestimmungen keinen erheblichen Rückschritt im Vergleich zur bestehenden Gesetzgebung beinhalten, und wenn dies doch der Fall ist, muss er erklären können, inwiefern diese Maßnahmen im Lichte des angestrebten Allgemeininteresses, nämlich die Tragfähigkeit des Pensionssystems, vernünftig gerechtfertigt sind. Dies ist umso notwendiger, als die Reformen schrittweise eingeführt werden, wie für den öffentlichen Sektor aus dem Umstand hervorgeht, dass in einer ersten Phase das Gesetz vom 28. April 2015 ' zur Festlegung von Bestimmungen in Sachen Pensionen des öffentlichen Sektors ' angenommen wurde und in einer zweiten Phase der vorliegende Vorentwurf eingereicht wird. Einfach anzuführen, dass ' [diese] Maßnahmen [...] auf dem Bericht " Ein starker und zuverlässiger Sozialvertrag " des Ausschusses für die Pensionsreform 2020-2040, der eine Verlängerung der Laufbahnen empfiehlt, um die Tragfähigkeit unseres Pensionssystems stärken zu können ' beruhen, erweist sich als unzureichend angesichts der Rechtsprechung des Verfassungsgerichtshofes» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-1180/001, SS. 106-107).

B.18.2. Im Anschluss an die Anmerkung des Staatsrates hat der Minister der Pensionen während der Erörterungen im zuständigen Ausschuss erklärt:

«In seinem Gutachten stellt der Staatsrat nie die Rechtmäßigkeit der Bestimmungen des Gesetzentwurfs in Frage; er stellt ebenfalls nicht die Verfassungsmäßigkeit des Entwurfs in Frage. Der Staatsrat verweist zwar auf Artikel 23 der Verfassung, der das Recht auf soziale Sicherheit gewährleistet, jedoch um darauf hinzuweisen, dass ' der Autor des Vorentwurfs [...] im Lichte von Artikel 23 der Verfassung [muss] nachweisen können, inwiefern die geplanten Bestimmungen keinen erheblichen Rückschritt im Vergleich zur bestehenden Gesetzgebung beinhalten, und wenn dies doch der Fall ist, muss er erklären können, inwiefern diese Maßnahmen im Lichte des angestrebten Allgemeininteresses, nämlich die Tragfähigkeit des Pensionssystems, vernünftig gerechtfertigt sind '.

Der Staatsrat bittet folglich darum, diese Notwendigkeit der Tragfähigkeit des Pensionssystems im Gesetzentwurf besser mit Gründen zu versehen; dieser Bitte wurde in der Begründung entsprochen.

Im Übrigen wird durch die geplante Reform in keiner Weise das Schutzniveau verringert, im Gegenteil: Die Verlängerung der Laufbahn wird in Verbindung mit dem Umstand, dass die Referenzlaufbahn nicht verändert wird, zur Folge haben, dass der durchschnittliche Pensionsbetrag angehoben wird» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-1180/004, SS. 8-9).

In Bezug auf die Erhöhung des gesetzlichen Alters für die Ruhestandspension hat der Minister hinzugefügt:

«Die Anhebung des gesetzlichen Pensionsalters, die auf europäischer Ebene die Norm zu werden scheint, wird zu einer Erhöhung des durchschnittlichen Austrittsalters aus dem Arbeitsmarkt beitragen, was eine absolute Bedingung ist, um langfristig die Tragfähigkeit unseres Pensionssystems zu gewährleisten. In ihrem Bericht vom Februar 2015 empfiehlt die OECD Belgien außerdem, ' das gesetzliche und tatsächliche Alter des Eintritts in den Ruhestand anzuheben, um langfristig die Tragbarkeit der Schuld zu verbessern '. In Gegensatz zu dem vom Ausschuss für die Pensionsreform 2020-2040 erwähnten Szenario wird die Referenzlaufbahn, die derzeit 45 Jahre beträgt, nicht verlängert. Die Reform wird also auch zur Folge haben, den durchschnittlichen Pensionsbetrag anzuheben, da die Laufbahnen länger sein werden» (ebenda, S. 17).

B.18.3. Während der Debatten im Ausschuss ist darauf hingewiesen worden, dass, wenn die Verlängerung der Laufbahnen anzustreben sei, gleichzeitig eine gründliche Überlegung über wichtige Fragen anzustellen sei, wie die Anerkennung der Schwere gewisser Berufe oder die Anpassung der Arbeitsbedingungen, um die Chancen und die Anwesenheit über 50 Jahre auf dem Arbeitsmarkt nicht zu belasten und eine aktive Verwaltung des Arbeitsmarktes zu begünstigen (ebenda, SS. 41 und 46).

Ein Mitglied hat die Reform kommentiert, indem es darauf hinwies, dass eine andere Möglichkeit durch die vorangegangene Regierung gewählt worden sei, nämlich die älteren Arbeitnehmer durch Weiterbildung, Verbesserung der Arbeitsbedingungen und die Gewährung eines Bonus für diejenigen, die länger arbeiten würden, in einem Beschäftigungsverhältnis zu halten. Nach Auffassung dieses Mitglieds müsse die Regierung im Hinblick auf den Grundsatz der Gleichheit und der Verhältnismäßigkeit sowie der Stillhalteverpflichtung erklären, warum die vorherigen Lösungen, die sie aufgehoben habe, es nicht ermöglicht hätten, das von ihr festgelegte Ziel zu erreichen (ebenda, S. 62).

Der Minister der Pensionen hat den Rednern wie folgt geantwortet:

«Durch diesen Gesetzentwurf werden die Regeln in Bezug auf das Alter abgeändert, bei gleichzeitiger Beibehaltung der Referenzlaufbahn von 45 Jahren. So werden dadurch Perspektiven während eines Zeitraums von sieben Jahren eröffnet (zwischen 60 und 67 Jahren). Eine Person, die sehr jung begonnen hat zu arbeiten und eine ausreichende Laufbahn vor dem Alter von 67 Jahren aufweist, kann ihre Vorruhestandspension in Anspruch nehmen oder auf Wunsch weiter arbeiten.

Bezüglich der Haushaltsauswirkungen erklärt der Minister, dass die im Anschluss an die Anpassung der Bedingungen für den Zugang zur Vorruhestandspension erzielten Einsparungen wie folgt veranschlagt wurden:

- öffentlicher Sektor: 93 Millionen Euro im Jahr 2017 und 279 Millionen Euro im Jahr 2018,
- Angestellte: 94,3 Millionen Euro im Jahr 2017 und 102,8 Millionen Euro im Jahr 2018,
- Selbständige: 4,7 Millionen im Jahr 2017 und 5,6 Millionen Euro im Jahr 2018.

Bei diesen Schätzungen wird jedoch nicht die Wirkung dieser Maßnahmen in Verbindung mit anderen, bereits vorher angenommenen Maßnahmen berücksichtigt, wie die Abschaffung der Diplombonifikation sowie die Übergangsmaßnahmen im Rahmen der sozialen Konzertierung. Daher hat der Minister das Fachzentrum, das aufgrund des Gesetzes vom 21. Mai 2015 zur Schaffung eines Nationalen Pensionsausschusses, eines Fachzentrums und eines Akademischen Rates (*Belgisches Staatsblatt* vom 22. Mai 2015) eingesetzt wurde, gebeten, einen Bericht über die Haushaltsauswirkungen dieser Maßnahmen zu verfassen. Der Begleitausschuss ist zum ersten Mal am 8. Juni 2015 zusammengetreten.

[...]

Der Minister präzisiert, dass der Bericht des Fachzentrums im September 2015 dem Nationalen Pensionsausschuss vorgelegt wird, bevor dieser seine Arbeiten in Bezug auf die Schwere der Arbeit aufnimmt. Gemäß den letzten Prognosen des Föderalen Planbüros (Bericht vom März 2015) würden die von der jetzigen Regierung vorgesehenen Maßnahmen, einschließlich derjenigen, die in diesem Gesetzentwurf vorgesehen sind, es ermöglichen, die Haushaltskosten des Alterns der Bevölkerung hinsichtlich der Pensionen um 1,7% des BIP während des Zeitraums 2014-2060 zu senken.

[...]

Die Entscheidung der Regierung, das gesetzliche Pensionsalter auf 67 Jahre anzuheben, ist größtenteils durch ihren Wunsch zu erklären, das tatsächliche Alter für den Austritt aus dem Arbeitsmarkt von 59 auf 64 Jahre (der europäische Durchschnitt) anzuheben. Um diesen europäischen Durchschnitt zu erreichen und es gleichzeitig Arbeitnehmern mit einer langen Laufbahn oder einem schweren Beruf zu ermöglichen, zwischen 60 und 62 Jahren in den Ruhestand zu treten, müssen notwendigerweise andere Personen bis 67 Jahre arbeiten. Es handelt sich um eine echte Solidarität. Derzeit arbeiten weniger als 10% der Bevölkerung bis 65 Jahre. Es ist selbstverständlich schwer, bereits heute vorauszusagen, wie viele Personen nach der Reform über 65 Jahre hinaus arbeiten werden. Der Minister schätzt, dass ein gleicher Prozentsatz von Personen, die bis 66 beziehungsweise 67 Jahre arbeiten, bereits ein gutes Ergebnis wäre» (ebenda, SS. 83-85).

Was insbesondere die Anmerkung des Staatsrats bezüglich des durch Artikel 23 der Verfassung garantierten Rechts auf soziale Sicherheit betrifft, hat der Minister ferner bemerkt, dass

«diese Reform keineswegs das gebotene Schutzniveau verringert. Im Gegenteil, die Verlängerung der Laufbahn wird in Verbindung mit dem Umstand, dass die Referenzlaufbahn von 45 Jahren nicht verändert wird, zur Folge haben, dass der durchschnittliche Pensionsbetrag angehoben wird. Außerdem würde, obwohl einige der Auffassung wären, dass das Schutzniveau im vorliegenden Fall erheblich verringert würde, diese Verringerung hinlänglich durch das Allgemeininteresse gerechtfertigt» (ebenda, S. 88).

B.19. Es obliegt dem Gesetzgeber zu urteilen, inwiefern es zweckmäßig ist, Maßnahmen anzunehmen, um Einsparungen im Bereich der Ruhestands- und Hinterbliebenenpensionen zu erzielen. Diesbezüglich verfügt er über eine Ermessensbefugnis, die umso größer ist, wenn die betreffende Regelung Gegenstand einer sozialen Konzertierung war. Obwohl die soziale Konzertierung im Rahmen des Ausschusses A nicht zu einer Einigung geführt hat, war sie doch Anlass zu gewissen Änderungen. Diesbezüglich hat der Minister der Pensionen im Kammerausschuss erklärt:

«Die Regierung hat alle Übergangsbestimmungen angenommen, die im Laufe dieser Konzertierung vorgeschlagen wurden, obwohl sie über das Regierungsabkommen und die bei der Reform von 2011 ergriffenen Maßnahmen hinausgingen.

[...]

Selbst wenn die in diesem Gesetzentwurf ergriffenen Maßnahmen nicht Gegenstand einer einstimmigen Einigung sein konnten, hat die soziale Konzertierung es also ermöglicht, mehrere Übergangsbestimmungen zur Berücksichtigung einer gewissen Anzahl von spezifischen Situationen festzulegen und sie in den Gesetzentwurf aufzunehmen. Der Abänderungsantrag Nr. 2 [...] (DOC 54 1180/002) zu Artikel 2 des Gesetzentwurfs, in dem darauf geachtet wird, dass alle Personen, die im Laufe desselben Kalenderjahres geboren wurden, identischen Bedingungen bezüglich des Alters und der Laufbahndauer hinsichtlich der Vorruhestandspension unterliegen, ist ebenfalls auf eine Bitte der Sozialpartner zurückzuführen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-1180/004, SS. 86-87).

Da die betreffenden Pensionen durch öffentliche Gelder finanziert werden, muss die Belastung des Staates angepasst werden können, wenn die Notwendigkeit einer Sanierung der öffentlichen Finanzen oder das Defizit der sozialen Sicherheit es erfordert.

B.20.1. Ohne dass geprüft werden muss, ob die Anhebung des gesetzlichen Alters für den Ruhestand und den Vorruhestand sowie die Verlängerung der Laufbahnbedingungen für den Zugang dazu einen erheblichen Rückschritt darstellen, reicht die Feststellung, dass dieser Rückschritt durch Gründe des Allgemeininteresses gerechtfertigt ist.

B.20.2. Aus den in B.2.2, B.18.2 und B.18.3 zitierten Vorarbeiten geht nämlich hervor, dass der Gesetzgeber strukturelle Maßnahmen ergreifen wolle, um die Haushaltskosten der Pensionen zu verringern und somit die Tragfähigkeit des Pensionssystems zu wahren, das unter Druck steht wegen verschiedener Faktoren, wie die längere Lebensdauer, die zu einer globalen Alterung der Bevölkerung führt, und das zu niedrige durchschnittliche Alter des Austritts aus dem Arbeitsmarkt.

Um den europäischen Durchschnitt von 64 Jahren für das tatsächliche Pensionsalter zu erreichen und es den Arbeitnehmern mit einer langen Laufbahn oder mit einem schweren Beruf zu ermöglichen, früher in den Ruhestand zu treten, musste ein Solidaritätsmechanismus eingeführt werden, in dem vorgeschrieben wurde, dass andere bis zu einem höheren Alter arbeiten würden.

B.21.1. Bezüglich der Bedingungen für den Zugang zur Vorruhestandspension wird durch das angefochtene Gesetz das vorgeschriebene Mindestalter, um Anrecht darauf zu haben, auf 63 Jahre im Jahr 2018 angehoben, während die vorgeschriebene Laufbahndauer auf 42 Jahre im Jahr 2019 erhöht wird.

B.21.2. Es sind mehrere Abweichungen vorgesehen. So können die Personen, die mindestens 44 Dienstjahre nachweisen können, mit 60 Jahren in Pension gehen. Diejenigen, die mindestens 43 Dienstjahre nachweisen können, können im Alter von 61 Jahren in Pension gehen.

Es sind ebenfalls besondere Bedingungen vorgesehen für die Personen, deren Ruhestandspension zwischen dem 1. Januar und dem 31. Dezember 2016 beginnt: Diejenigen, die mindestens 40 Dienstjahre nachweisen können, können mit 62 Jahren in Pension gehen; diejenigen, die 41 Dienstjahre nachweisen können, können mit 61 Jahren in Pension gehen, und diejenigen mit 42 Dienstjahren können mit 60 Jahren in Pension gehen.

Das Gleiche gilt für die Personen, deren Ruhestandspension zwischen dem 1. Januar und dem 31. Dezember 2017 beginnt: Diejenigen, die mindestens 41 Dienstjahre nachweisen können, können mit 62 Jahren und 6 Monaten in Pension gehen; diejenigen, die 42 Dienstjahre nachweisen können, können mit 61 Jahren in Pension gehen, und diejenigen, die 43 Dienstjahre nachweisen können, können mit 60 Jahren in Pension gehen.

Für die Personen, deren Ruhestandspension zwischen dem 1. Januar und dem 31. Dezember 2018 beginnt, sind ebenfalls besondere Bedingungen vorgesehen: Diejenigen, die mindestens 41 Dienstjahre nachweisen können, können mit 63 Jahren in Pension gehen; diejenigen, die 42 Dienstjahre nachweisen können, können mit 61 Jahren in Pension gehen; diejenigen, die 43 Dienstjahre nachweisen können, können mit 60 Jahren in Pension gehen.

Schließlich werden Übergangsbestimmungen in Bezug auf die endgültig ernannten Personalmitglieder des öffentlichen Sektors angenommen, die 2016 das Alter von 55 bis 59 Jahren oder mehr erreichen.

Artikel 5 des angefochtenen Gesetzes bestimmt nämlich:

«Bei Anwendung von Kapitel 2 Abschnitt 1 des vorerwähnten Gesetzes vom 28. April 2015, von Abschnitt 1 oder von diesen beiden Abschnitten zusammen kann, ungeachtet jeder anderen Gesetzes-, Verordnungs- oder Vertragsbestimmung, die Person, die 2016:

- das Alter von 55 oder 56 Jahren erreicht, auf jeden Fall nach Ablauf eines Zeitraums von drei Dienstjahren in den Ruhestand versetzt werden, der zu dem Zeitpunkt einsetzt, zu dem diese Person aufgrund der am 31. Dezember 2015 geltenden Rechtsvorschriften die Bedingungen erfüllt, um vorzeitig in den Ruhestand versetzt werden zu können,

- das Alter von 57 oder 58 Jahren erreicht, auf jeden Fall nach Ablauf eines Zeitraums von zwei Dienstjahren in den Ruhestand versetzt werden, der zu dem Zeitpunkt einsetzt, zu dem diese Person aufgrund der am 31. Dezember 2015 geltenden Rechtsvorschriften die Bedingungen erfüllt, um vorzeitig in den Ruhestand versetzt werden zu können,

- das Alter von 59 oder mehr Jahren erreicht, auf jeden Fall nach Ablauf eines Zeitraums von einem Dienstjahr in den Ruhestand versetzt werden, der zu dem Zeitpunkt einsetzt, zu dem diese Person aufgrund der am 31. Dezember 2015 geltenden Rechtsvorschriften die Bedingungen erfüllt, um vorzeitig in den Ruhestand versetzt werden zu können».

B.22.1. Auch hier kann angenommen werden, dass die Tragfähigkeit des Pensionssystems die Annahme von Maßnahmen erfordert, um die Laufbahn der erwerbstätigen Personen auf dem Arbeitsmarkt zu verlängern und somit die Belastung der Finanzierung der Pensionen durch die Alterung der Bevölkerung zu verringern.

B.22.2. Die angefochtene Bestimmung passt in den Rahmen der strukturellen Pensionsreformen im Hinblick auf die langfristige Sicherung der öffentlichen Finanzen, indem die Haushaltskosten der Überalterung berücksichtigt werden.

Im Rahmen dieser Reformen sind bereits mehrere Bestimmungen angenommen worden, um die «öffentlichen Finanzen zu sanieren» und «das Wohlstandsniveau zu wahren» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2011-2012, DOC 53-1952/003, S. 17). Nach Darlegung des zuständigen Ministers sind die angenommenen Maßnahmen «erforderlich, um zu gewährleisten, dass man die Pensionen weiterhin zahlen kann», wobei den Maßnahmen die Idee zugrunde liegt, «die Menschen davon zu überzeugen, länger zu arbeiten» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2011-2012, DOC 53-1952/011, S. 20).

B.23. Diese legitimen Ziele liegen ebenfalls der angefochtenen Regelung zugrunde, wie bereits in B.2.2 und B.22.2 erwähnt wurde und wie ebenfalls aus den in B.18.2 und B.18.3 angeführten Erklärungen des zuständigen Ministers hervorgeht.

B.24.1. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung steht dem nicht entgegen, dass der Gesetzgeber von seinen ursprünglichen Zielsetzungen abweicht, um andere anzustreben. Im Allgemeinen muss die Behörde ihre Politik nämlich den sich verändernden Erfordernissen des Allgemeininteresses anpassen können.

B.24.2. Angesichts der verschiedenen, in B.2.2 dargelegten Faktoren, die der Gesetzgeber berücksichtigen wollte, stellt die angefochtene Regelung eine relevante Maßnahme dar.

B.24.3. Schließlich hat der Gesetzgeber, indem er die angefochtene Regelung für die Vorruhestandspension in den Jahren 2017 und 2018 jeweils um sechs Monate gestreckt hat und indem er die in B.21.2 angeführten Abweichungen und Übergangsmaßnahmen gewährt hat, ein Gleichgewicht angestrebt, das nicht offensichtlich unvernünftig ist.

B.25.1. Die klagenden Parteien bemängeln sodann das angefochtene Gesetz, insofern für die Personen, die den Arbeitsmarkt vorzeitig verlassen hätten, ohne Anspruch auf ein Ersatzeinkommen zu haben, das Alter, in dem sie Anspruch auf eine Pension erheben könnten, um zwei Jahre hinausgeschoben werde, ohne dass dies durch eine andere Sozialversicherungsleistung ausgeglichen werden könne.

B.25.2. Ein solcher Beschwerdegrund bezieht sich auf die Bedingungen für den Erhalt eines Ersatzeinkommens und ist dem angefochtenen Gesetz fremd. Der Umstand, dass die Gesetze über diese Ersatzeinkommen noch nicht angepasst wurden, lässt nicht die Schlussfolgerung zu, dass während der durch das angefochtene Gesetz hinzugefügten Jahre, um eine Pension zu erhalten, den betreffenden Personen solche Einkommen entzogen würden.

B.26.1. Die klagenden Parteien bemerken ferner, dass die im öffentlichen Sektor endgültig ernannten Bediensteten, die wegen körperlicher Arbeitsunfähigkeit in den Ruhestand versetzt würden, erst bei Erreichen des gesetzlichen Alters Anspruch auf eine vollständige Pension hätten. Sie würden erhebliche finanzielle Verluste erleiden, weil sie während zwei zusätzlichen Jahren eine Pension wegen körperlicher Arbeitsunfähigkeit erhielten, deren Betrag viel niedriger sei als derjenige der Ruhestandspension.

B.26.2. Aus denselben Gründen, wie sie in B.25.2 dargelegt wurden, ist der Beschwerdegrund, der dem angefochtenen Gesetz fremd ist, unbegründet.

B.27.1. Die klagenden Parteien bemängeln schließlich die abrupte Beschaffenheit der Maßnahme, die dazu diene, das gesetzliche Alter für den Zugang zur Ruhestandspension auf 66 Jahre und danach auf 67 Jahre festzulegen, da das Ruhestandsalter um ein Jahr verschoben werden könne, je nachdem, ob die betreffende Person am 31. Dezember eines Jahres oder am 1. Januar des darauf folgenden Jahres geboren sei.

B.27.2. Wenn der Gesetzgeber der Auffassung ist, dass eine Änderung der Politik erforderlich ist, kann er beschließen, ihr eine sofortige Wirkung zu verleihen, und ist er grundsätzlich nicht verpflichtet, eine Übergangsregelung oder deren Fehlen einen Behandlungsunterschied zur Folge hat, der nicht vernünftig zu rechtfertigen ist, oder wenn der Grundsatz des berechtigten Vertrauens auf übermäßige Weise verletzt wird. Dies ist der Fall, wenn die rechtmäßigen Erwartungen einer Kategorie von Rechtsuchenden verletzt werden, ohne dass ein zwingender Grund des Allgemeininteresses das Fehlen einer Übergangsregelung rechtfertigen kann.

Das durch den Gesetzgeber festgelegte Kriterium des Geburtsdatums der betreffenden Arbeitnehmer zur Bestimmung des Inkrafttretens der anwendbaren neuen Regelung ist ein objektives Kriterium. Jede Gesetzesänderung würde unmöglich, wenn davon ausgegangen würde, dass eine neue Regelung gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen würde aus dem bloßen Grund, dass sie die Anwendungsbedingungen der vorherigen Regelung ändert.

Es ist kennzeichnend für eine neue Gesetzgebung, dass unterschieden wird zwischen den Personen, die von Rechtssituationen betroffen sind, die zum Anwendungsbereich der vorherigen Regelung gehörten, und den Personen, die von Rechtssituationen betroffen sind, die zum Anwendungsbereich der neuen Regelung gehören.

Im Übrigen werden die rechtmäßigen Erwartungen der betreffenden Arbeitnehmer nicht auf unverhältnismäßige Weise verletzt, da die Anhebung des gesetzlichen Alters für den Zugang zur Ruhestandspension auf 66 Jahre ab 2025 vorgesehen ist, während diejenige auf 67 Jahre ab 2030 vorgesehen ist.

B.27.3. Der erste Klagegrund ist unbegründet.

B.28. Der zweite Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 4 der Richtlinie 79/7/EWG, mit den Artikeln 2, 3 und 9 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte und mit den Artikeln 20, 21 und 23 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union.

B.29. Artikel 4 der Richtlinie 79/7/EWG bestimmt:

«(1) Der Grundsatz der Gleichbehandlung beinhaltet den Fortfall jeglicher unmittelbaren oder mittelbaren Diskriminierung aufgrund des Geschlechts, insbesondere unter Bezugnahme auf den Ehe- oder Familienstand, und zwar im Besonderen betreffend:

- den Anwendungsbereich der Systeme und die Bedingungen für den Zugang zu den Systemen,
- die Beitragspflicht und die Berechnung der Beiträge,
- die Berechnung der Leistungen, einschließlich der Zuschläge für den Ehegatten und für unterhaltsberechtigten Personen, sowie die Bedingungen betreffend die Geltungsdauer und die Aufrechterhaltung des Anspruchs auf die Leistungen.

(2) Der Grundsatz der Gleichbehandlung steht den Bestimmungen zum Schutz der Frau wegen Mutterschaft nicht entgegen».

Die Artikel 2 und 3 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte bestimmen:

«Art. 2

(1) Jeder Vertragsstaat verpflichtet sich, einzeln und durch internationale Hilfe und Zusammenarbeit, insbesondere wirtschaftlicher und technischer Art, unter Ausschöpfung aller seiner Möglichkeiten Maßnahmen zu treffen, um nach und nach mit allen geeigneten Mitteln, vor allem durch gesetzgeberische Maßnahmen, die volle Verwirklichung der in diesem Pakt anerkannten Rechte zu erreichen.

(2) Die Vertragsstaaten verpflichten sich, zu gewährleisten, dass die in diesem Pakt verkündeten Rechte ohne Diskriminierung hinsichtlich der Rasse, der Hautfarbe, des Geschlechts, der Sprache, der Religion, der politischen oder sonstigen Anschauung, der nationalen oder sozialen Herkunft, des Vermögens, der Geburt oder des sonstigen Status ausgeübt werden.

[...]

Art. 3

Die Vertragsstaaten verpflichten sich, die Gleichberechtigung von Mann und Frau bei der Ausübung aller in diesem Pakt festgelegten wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte sicherzustellen».

Schließlich bestimmen die Artikel 20, 21 und 23 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union:

«Artikel 20

Alle Personen sind vor dem Gesetz gleich.

Artikel 21

(1) Diskriminierungen insbesondere wegen des Geschlechts, der Rasse, der Hautfarbe, der ethnischen oder sozialen Herkunft, der genetischen Merkmale, der Sprache, der Religion oder der Weltanschauung, der politischen oder sonstigen Anschauung, der Zugehörigkeit zu einer nationalen Minderheit, des Vermögens, der Geburt, einer Behinderung, des Alters oder der sexuellen Ausrichtung sind verboten.

(2) Unbeschadet besonderer Bestimmungen der Verträge ist in ihrem Anwendungsbereich jede Diskriminierung aus Gründen der Staatsangehörigkeit verboten».

«Artikel 23

Die Gleichheit von Frauen und Männern ist in allen Bereichen, einschließlich der Beschäftigung, der Arbeit und des Arbeitsentgelts, sicherzustellen.

Der Grundsatz der Gleichheit steht der Beibehaltung oder der Einführung spezifischer Vergünstigungen für das unterrepräsentierte Geschlecht nicht entgegen».

B.30. Die klagenden Parteien führen an, dass die angefochtenen Bestimmungen zu einer indirekten Diskriminierung von Frauen führten, insofern der Gesetzgeber Männer und Frauen auf die gleiche Weise behandelte, während die Berufslaufbahnen und die damit gleichgestellten Zeiträume für Frauen erheblich kürzer seien als für Männer.

B.31. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung schließt nicht aus, dass ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist. Dieser Grundsatz steht übrigens dem entgegen, dass Kategorien von Personen, die sich angesichts der beanstandeten Maßnahme in wesentlich verschiedenen Situationen befinden, in gleicher Weise behandelt werden, ohne dass hierfür eine angemessene Rechtfertigung vorliegt.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, wenn feststeht, dass die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.32.1. In Bezug auf Artikel 4 der Richtlinie 79/7/EWG erinnert der Gerichtshof der Europäischen Union gemäß einer ständigen Rechtsprechung daran, dass eine nationale Regelung, die unterschiedslos auf männliche und weibliche Arbeitnehmer anwendbar ist, keine unmittelbare Diskriminierung aufgrund des Geschlechts enthält. Eine mittelbare Diskriminierung liegt hingegen vor, wenn eine nationale Maßnahme zwar neutral formuliert ist, in ihrer Anwendung aber wesentlich mehr Arbeitnehmer des einen Geschlechts als solche des anderen Geschlechts benachteiligt (siehe unter anderem EuGH, 14. April 2015, C-527/13, *Cachaldora Fernandez*, Randnr. 27; 22. November 2012, C-385/11, *Elbal Moreno*, Randnr. 29; 20. Oktober 2011, C-123/10, *Brachner*, Randnr. 56). In Bezug auf Artikel 157 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (vormals Artikel 141 des EG-Vertrags) hat der Gerichtshof der Europäischen Union im gleichen Sinne geurteilt (EuGH, 14. Juli 2014, C-173/13, *Leone und Leone*, Randnr. 41, und angeführte Rechtsprechung).

B.32.2. Die angefochtene Maßnahme ist nur dann mit dem Gleichheitsgrundsatz vereinbar, wenn der dadurch zwischen den beiden Kategorien von Arbeitnehmern herbeigeführte Behandlungsunterschied durch objektive Faktoren gerechtfertigt ist, die nichts mit einer Diskriminierung aufgrund des Geschlechts zu tun haben. Dies ist der Fall, wenn die gewählten Mittel einem legitimen Ziel der Sozialpolitik des Mitgliedstaats dienen, um dessen Rechtsvorschriften es geht, und zur Erreichung dieses Ziels geeignet und erforderlich sind (EuGH, 8. Februar 1996, C-8/94, *Laperre*, Randnr. 14; 20. Oktober 2011, C-123/10, *Brachner*, Randnr. 70).

B.32.3. Artikel 7 der Richtlinie 79/7/EWG bestimmt:

«(1) Diese Richtlinie steht nicht der Befugnis der Mitgliedstaaten entgegen, folgendes von ihrem Anwendungsbereich auszuschließen:

a) die Festsetzung des Rentenalters für die Gewährung der Altersrente oder Ruhestandsrente und etwaige Auswirkungen daraus auf andere Leistungen;

[...]

(2) Die Mitgliedstaaten überprüfen in regelmäßigen Abständen die aufgrund des Absatzes 1 ausgeschlossenen Bereiche, um festzustellen, ob es unter Berücksichtigung der sozialen Entwicklung in dem Bereich gerechtfertigt ist, die betreffenden Ausnahmen aufrechtzuerhalten».

B.32.4. In seinem Urteil vom 7. Juli 1992, C-9/91 (*Equal Opportunities Commission*, Randnrn. 14 und 15) hat der Gerichtshof der Europäischen Union geurteilt:

«14. Die Richtlinie bezweckt nur ausdrücklich, den Grundsatz der Gleichbehandlung von Männern und Frauen im Bereich der sozialen Sicherheit schrittweise zu verwirklichen. Diese schrittweise Verwirklichung findet ihren Niederschlag in einigen Ausnahmebestimmungen, darunter Artikel 7 Absatz 1 Buchstabe a, und zeigt sich im Fehlen eines festgelegten Zeitpunktes für ihre Abschaffung. So verpflichtet Artikel 7 Absatz 2 die Mitgliedstaaten, in regelmäßigen Abständen die aufgrund des Absatzes 1 ausgeschlossenen Bereiche zu überprüfen, um festzustellen, ob es unter Berücksichtigung der sozialen Entwicklung in dem Bereich gerechtfertigt ist, die betreffenden Ausnahmen aufrechtzuerhalten. Ferner haben die Mitgliedstaaten gemäß Artikel 8 Absatz 2 der Kommission insbesondere die von ihnen in Anwendung von Artikel 7 Absatz 2 erlassenen Vorschriften mitzuteilen und sie über die Gründe, die eine etwaige Beibehaltung der geltenden Bestimmungen in den unter Artikel 7 Absatz 2 genannten Bereichen rechtfertigen, sowie über die Möglichkeit einer diesbezüglichen späteren Revision zu unterrichten.

15. Obwohl die Begründungserwägungen der Richtlinie die Gründe für diese Ausnahmeregelungen nicht angeben, lässt sich der Art der in Artikel 7 Absatz 1 der Richtlinie vorgesehenen Ausnahmen entnehmen, dass der Gemeinschaftsgesetzgeber die Mitgliedstaaten ermächtigen wollte, die Bevorzugung von Frauen im Zusammenhang mit dem Ruhestand vorübergehend aufrechtzuerhalten, und ihnen damit ermöglichen wollte, die Rentensysteme in dieser Frage schrittweise zu ändern, ohne das komplexe finanzielle Gleichgewicht dieser Systeme zu erschüttern, dessen Bedeutung er nicht verkennen konnte. Zu dieser Bevorzugung gehört die in Artikel 7 Absatz 1 Buchstabe a der Richtlinie vorgesehene Möglichkeit, dass Arbeitnehmerinnen früher als Arbeitnehmer eine Rente beanspruchen können» (im selben Sinne: EuGH, 30. April 1998, C-377/96, *De Vriendt u.a.*, Randnr. 26; 30. April 2004, C-172/02, *Bourgard*, Randnr. 29).

In Bezug auf die Ausnahme von der Gleichbehandlung im Sinne von Artikel 7 Absatz 1 Buchstabe a der vorerwähnten Richtlinie 79/7/EWG hat der Gerichtshof der Europäischen Union wiederholt geurteilt, dass «die in dieser Bestimmung enthaltene Ausnahme vom Verbot der Diskriminierung aufgrund des Geschlechts angesichts der grundlegenden Bedeutung des Grundsatzes der Gleichbehandlung in dem Sinne eng auszulegen ist, dass sie nur für die Festsetzung des Rentenalters für die Gewährung der Alters- oder Ruhestandsrente und etwaige Auswirkungen daraus auf andere Leistungen der sozialen Sicherheit gelten kann» (siehe insbesondere EuGH, 18. November 2010, C-356/09, *Pensionsversicherungsanstalt*, Randnr. 39; 21. Juli 2005, C-207/04, *Vergani*, Randnr. 33; 26. Februar 1986, C-152/84, *Marshall*, Randnr. 36).

Der Europäische Gerichtshof hat ebenfalls geurteilt, diesmal im Rahmen der Anwendung von Artikel 157 Absatz 4 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (vormals Artikel 141 Absatz 4 des EG-Vertrags):

«66. [...] Damit eine vollständige Gleichheit zwischen Männern und Frauen im Berufsleben konkret gewährleistet wird, hindert der Grundsatz der Gleichbehandlung einen Mitgliedstaat nicht daran, Maßnahmen aufrechtzuerhalten oder anzunehmen, in denen spezifische Vorteile vorgesehen sind, um die Ausübung einer Berufstätigkeit durch das unterrepräsentierte Geschlecht zu erleichtern oder Nachteile in der Berufslaufbahn zu vermeiden oder auszugleichen.

67. Es ist jedoch hervorzuheben, dass die durch diese Bestimmung gedeckten nationalen Maßnahmen in jedem Fall dazu beitragen müssen, den Frauen zu helfen, ihr Berufsleben auf gleicher Stufe wie die Männer zu führen (siehe vorerwähnte Urteile *Griesmar*, Randnr. 64, und *Kommission/Italien*, Randnr. 57).

68. Die in Rede stehenden Bestimmungen des Gesetzbuches können die Nachteile für die Laufbahnen der weiblichen Beamten und Militärpersonen sowie diejenigen der anderen weiblichen Personalmitglieder, auf die des Gesetzbuch Anwendung findet, nicht ausgleichen, indem diese Frauen bei ihrer Berufslaufbahn unterstützt werden. Im Gegenteil, sie beschränken sich darauf, den Empfängern des weiblichen Geschlechts, und insbesondere denjenigen, die die Eigenschaft als Mutter aufweisen, günstigere Bedingungen zu gewähren als den Empfängern des männlichen Geschlechts in Bezug auf das Alter für den Eintritt in den Ruhestand und das zum Zeitpunkt des Antritts des Ruhestands vorgeschriebene Mindestdienstalter, ohne die Probleme zu beheben, auf die sie während ihrer Berufslaufbahn stoßen können (siehe in diesem Sinne Urteil *Griesmar*, vorerwähnt, Randnr. 65).

69. Insofern die in Rede stehenden Bestimmungen des Gesetzbuches zumindest teilweise den Schutz der Angestellten in ihrer Eigenschaft als Eltern betreffen, ist im Übrigen einerseits daran zu erinnern, dass es sich um eine Eigenschaft handelt, die sowohl die männlichen als auch die weiblichen Arbeitnehmer haben können, und andererseits, dass die Situationen eines männlichen und eines weiblichen Arbeitnehmers vergleichbar sein können in Bezug auf die Erziehung der Kinder (siehe Urteile vom 25. Oktober 1988, *Kommission/Frankreich*, 312/86, *Slg.* S. 6315, Randnr. 14, und *Griesmar*, vorerwähnt, Randnr. 56).

[...]

74. Angesichts der vorstehenden Erwägungen ist hervorzuheben, dass die Hellenische Republik, indem sie die Bestimmungen aufrechterhält, in denen Unterschiede zwischen den männlichen und den weiblichen Arbeitnehmern auf Ebene des Pensionsalters und des Mindestdienstalters, so wie es das Gesetzbuch vorschreibt, vorgesehen sind, gegen die ihr aufgrund von Artikel 141 EG auferlegten Verpflichtungen verstoßen hat» (EuGH, 26. März 2009, C-559/07, *Kommission gegen Hellenische Republik*, eigene Übersetzung).

B.33.1. Wie aus der Rechtsprechung des Gerichtshofes der Europäischen Union hervorgeht, müssen die Mitgliedstaaten die Gleichbehandlung von Männern und Frauen anstreben, auch wenn Abweichungen zeitweilig zulässig sind in Bezug auf das Alter für den Zugang zum Ruhestand, wobei diese Abweichungen restriktiv auszulegen sind.

Die Gleichbehandlung von Männern und Frauen setzt nicht nur voraus, dass kein Behandlungsunterschied direkt auf dem Geschlecht beruhen darf, sondern auch, dass keine augenscheinlich neutrale Maßnahme faktisch eine dieser zwei Kategorien benachteiligen darf.

B.33.2. Durch die angefochtenen Bestimmungen werden Männer und Frauen auf identische Weise behandelt in Bezug auf das Alter für den Zugang zum Ruhestand sowie die Bedingungen für den Zugang zur Vorruhestandspension. Daher ist zu prüfen, ob sie auf diese Weise zur Folge haben, dass Frauen nachteilig behandelt werden, insofern, wie die klagenden Parteien es anführen, ein viel höherer Prozentsatz von Frauen als von Männern von Teilzeitarbeit betroffen sei und daher nicht die Laufbahnbedingungen erfüllen könne, die durch das angefochtene Gesetz vorgeschrieben würden, um Zugang zum Vorruhestand zu haben.

B.33.3. Der Minister der Pensionen, dem wiederholt Fragen zu den möglichen Auswirkungen der angefochtenen Bestimmungen auf Frauen gestellt wurden, hat während der Erörterungen im zuständigen Ausschuss erklärt, dass

«die Dauer der Laufbahn einer der wichtigsten Faktoren für die Pensionspolitik ist; dies ist zusammen mit der Festlegung des Pensionsalters zu betrachten. Die Anhebung des Pensionsalters ist eine Chance für die Frauen, die auch ihre Pension um zwei Laufbahnjahre erhöhen könnten» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-1180/004, S. 83).

Der Minister hat hinzugefügt:

«Die Pensionsauszahlung beruht in erster Linie auf der Laufbahn, die ein grundsätzlicher Ausgangspunkt ist. Wenn die Beträge entsprechend dem Geschlecht des Empfängers unterschiedlich sind, so ist dies zunächst eine Folge der Laufbahnentscheidungen der Betroffenen, gegebenenfalls wegen Familienumständen. In der Vergangenheit genossen die Frauen im Übrigen eine vorteilhaftere Pensionsregelung; um eine vollständige Laufbahn nachzuweisen, mussten sie 40 Jahre gearbeitet haben (gegenüber 45 Jahren für Männer), und das gesetzliche Pensionsalter war auf 60 Jahre festgelegt (für Männer 65 Jahre). Dieser Unterschied stand im Widerspruch zur europäischen Richtlinie 79/7/EWG über die Gleichbehandlung von Männern und Frauen. Diskriminierungen aufgrund des Geschlechts müssen bekämpft werden, insbesondere durch eine Entwicklung hin zu gleichen Löhnen. Die Einführung einer positiven Diskriminierung zugunsten von Frauen ohne vernünftige Rechtfertigung, wie gewisse Personen es vorschlagen, würde die Prüfung anhand des Gleichheitsgrundsatzes nicht bestehen» (ebenda, S. 143).

B.33.4. Aus den Zahlenangaben, die das Föderale Planbüro in seinem Bericht vom September 2015 zu der «Analyse der Auswirkungen der Reform der Pensionen und der Arbeitslosigkeit mit Betriebszuschlag» bereitgestellt hat, geht hervor, dass die Größenordnung der Verringerung der Pensionierungsanteile (das heißt die Anzahl Pensionsempfänger in Prozent der Bevölkerung) infolge der Pensionsreform im Allgemeinen ähnlich ist für Männer wie für Frauen (Seite 9 des Berichts). Das Föderale Planbüro hat ebenfalls bemerkt, dass in einem Szenario ohne Reform die Laufbahndauer der in Pension gehenden Frauen geringer wäre als diejenige der Männer, während im Szenario einer Reform die Entwicklung der Laufbahndauer auf der Annahme einer gewissen Konvergenz zwischen der Dauer der Laufbahn von Frauen und derjenigen von Männern beruht:

«In einem Szenario ohne Reform werden beinahe 40 Prozent der Männer, die als Arbeitnehmer tätig sind, vorzeitig in den Ruhestand versetzt, und 60 Prozent im gesetzlichen Alter oder später. Unter den Personen, die ab dem gesetzlichen Alter in den Ruhestand treten, erfüllt nur ein Zehntel nicht die Laufbahnbedingung für eine Vorruhestandspension (nämlich sechs Prozent sämtlicher Personen, die in Pension gehen). Bei den Männern, die Arbeitnehmer sind, ist der höchste Anteil von Personen zu beobachten, die die Laufbahnbedingung für eine Vorruhestandspension erfüllen (94 Prozent).

[...]

In den drei Szenarien der Reform (Verschiebungsszenario, Zwischenszenario und Szenario der Mindestanhebung) ist im Vergleich zu einem Szenario ohne Reform langfristig eine Erhöhung des Prozentsatzes der in den Ruhestand tretenden Männer, die nicht die Laufbahnbedingung für eine Vorruhestandspension erfüllen, um sechs Prozentpunkte zu beobachten.

[...]

Im Szenario ohne Reform treten etwa ein Drittel der Frauen im Arbeitnehmersystem vorzeitig in den Ruhestand. Der Anteil der Frauen, die die Laufbahnbedingung für eine Vorruhestandspension erfüllen, ist geringer als derjenige der Männer, nämlich 77 Prozent im Jahr 2020 im Vergleich zu 94 Prozent bei den Männern. Dieser Anteil wächst 2060 auf 87 Prozent infolge der Verlängerung der Laufbahndauer der Frauen.

[...]

Die Auswirkungen der Pensionsreform auf den Anteil der Frauen, die nicht mehr die Laufbahnbedingung für eine Vorruhestandspension erfüllen, sind langfristig die gleichen für Männer und für Frauen im Arbeitnehmersystem, nämlich eine Erhöhung um sechs Prozentpunkte, in den drei ins Auge gefassten Szenarien» (Bericht, SS. 19 bis 22).

Im Bericht wird eine größere Abweichung zwischen Männern und Frauen hinsichtlich der Möglichkeit des vorzeitigen Ruhestands im System der Selbständigen erwähnt. So treten im Szenario ohne Reform ein Drittel der Männer in den Vorruhestand, fast die Hälfte im gesetzlichen Alter und 18 Prozent nach diesem Alter. Während mehr als 80 Prozent der Männer im System der Selbständigen die Laufbahnbedingung für eine Vorruhestandspension erfüllen, tritt die Mehrheit im gesetzlichen Alter in den Ruhestand. Die Reform hat zur Folge, dass der Anteil der Männer, die nicht mehr die Laufbahnbedingung für einen Vorruhestand erfüllen, um 13 bis 15 Prozentpunkte zunimmt.

In Bezug auf die Frauen wird im Bericht angeführt, dass die geringe Laufbahndauer der Frauen im System der Selbständigen bedeutet, dass im Szenario ohne Reform nur 24 Prozent von ihnen die Laufbahnbedingung für einen Vorruhestand im Jahr 2020 erfüllen, von denen fast die Hälfte sich dafür entscheidet, tatsächlich vorzeitig den

Ruhestand anzutreten. Langfristig dürfte mit der Erhöhung der Laufbahndauer der Prozentsatz der Frauen, die die Laufbahnbedingung für den Vorruhestand erfüllen, auf 39 Prozent steigen. Die Reform dürfte zur Folge haben, dass der Anteil der Frauen, die nicht mehr die Laufbahnbedingung für einen Vorruhestand erfüllen, um 20 Prozentpunkte ansteigt im Vergleich zum Szenario ohne Reform (Bericht, SS. 22 bis 25).

Schließlich ist im öffentlichen Dienst in einem Szenario ohne Reform der Anteil von Beamten, die in den vorzeitigen Ruhestand treten, deutlich höher (im Jahr 2060 58 Prozent und 55 Prozent für die Männer beziehungsweise die Frauen des Verwaltungssektors und 71 Prozent und 68 Prozent für die Männer beziehungsweise die Frauen des Unterrichtssektors) als im Sektor der Arbeitnehmer (38 Prozent für die Männer, 35 Prozent für die Frauen) und der Selbständigen (32 Prozent für die Männer, 12 Prozent für die Frauen). In den drei Reformszenarien würde der Anteil der Personen, die nicht die Laufbahnbedingung für den Vorruhestandspension erfüllen, langfristig 11 Prozentpunkte betragen (Bericht, SS. 26 bis 31).

B.34.1. Aus den somit vorgelegten Zahlen ergibt sich, dass der Unterschied zwischen dem Prozentsatz von Männern und Frauen, die die Laufbahnbedingung für eine Vorruhestandspension erfüllen, nicht derart groß ist, dass er einen vernünftig gerechtfertigten Behandlungsunterschied auf der Grundlage des Geschlechts herbeiführen könnte.

Die Zahlen, die dem Gerichtshof vorliegen, scheinen ebenfalls nicht nachzuweisen, dass die angefochtenen Maßnahmen eine viel höhere Zahl von Frauen als von Männern betreffen würden. Die durch die Maßnahmen verwirklichte Reform scheint hingegen zu zeigen, dass langfristig der zwischen den Arbeitnehmern der beiden Geschlechter bestehende Unterschied geringer wird, sodass diese Maßnahmen dem Ziel der Richtlinie 79/7/EWG, die Gleichheit zwischen diesen zwei Kategorien anzustreben, entsprechen.

B.34.2. Es kann zwar in der Tat festgestellt werden, dass wesentliche Unterschiede im System der Selbständigen bestehen bleiben, doch diese können nicht auf die angefochtenen Bestimmungen zurückgeführt werden, sondern auf das Fehlen von ausreichenden Maßnahmen im Rahmen dieses Systems, um konkret eine vollständige Gleichheit zwischen Männern und Frauen im Berufsleben zu gewährleisten, indem die Ausübung einer Berufstätigkeit durch Frauen erleichtert wird oder indem Nachteile in der Berufslaufbahn vermieden oder ausgeglichen werden. Diesbezüglich wären, wie aus der in B.32.4 angeführten Rechtsprechung hervorgeht, die Maßnahmen, die darauf beschränkt wären, den Empfängern des weiblichen Geschlechts vorteilhaftere Bedingungen zu gewähren als den Empfängern des männlichen Geschlechts, hinsichtlich des Pensionsalters und des vorgeschriebenen Mindestdienstalters zum Zeitpunkt des Antritts des Ruhestandes, ohne die Probleme zu beheben, die sich ihnen während ihres Berufslaufbahn stellen können, nicht geeignet, die Nachteile auszugleichen, die für die Laufbahnen der Frauen bestehen würden.

B.35. Folglich ist der Klagegrund unbegründet, insofern darin ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 4 der Richtlinie 79/7/EWG und mit den Artikeln 20, 21 und 23 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union angeführt wird.

B.36. Insofern darin ein Verstoß gegen dieselben Verfassungsbestimmungen in Verbindung mit den Artikeln 2, 3 und 9 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte angeführt wird, ermöglicht der Klagegrund ebenfalls keine andere Schlussfolgerung.

B.37.1. Der Gesetzgeber hat es als notwendig erachtet, dringende Maßnahmen anzunehmen, um die Tragfähigkeit des Pensionssystems durch eine Verringerung der Haushaltskosten in Verbindung mit der Alterung der Bevölkerung zu gewährleisten. Vor der Annahme des angefochtenen Gesetzes wurden Männer und Frauen auf identische Weise behandelt hinsichtlich des Pensionsalters und der erforderlichen Bedingungen für den Zugang zum Vorruhestand. Die durch das angefochtene Gesetz eingeführte Reform findet ebenfalls auf identische Weise Anwendung auf die Arbeitnehmer der beiden Geschlechter.

B.37.2. Wenn außerdem Unterschiede zwischen den zwei Kategorien im System der Selbständigen bestehen bleiben, sind diese nicht auf das angefochtene Gesetz zurückzuführen, sondern auf das Fehlen von ausreichenden Maßnahmen im Rahmen des betreffenden Systems, die geeignet sind, den weiblichen Arbeitnehmern Laufbahnbedingungen zu gewährleisten, anhand deren die Nachteile ausgeglichen werden, die sie während ihrer Berufslaufbahn erleiden würden.

B.38. Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

B.39. Der dritte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikel 16, mit Artikel 17 Absatz 1 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention.

B.40. Aus der Klageschrift geht hinlänglich hervor, dass nach Auffassung der klagenden Parteien gegen die im Klagegrund angeführten Bestimmungen verstoßen werde, insofern die vorgeschriebenen Bedingungen nicht erfüllt seien.

B.41.1. Artikel 16 der Verfassung bestimmt:

«Niemandem darf sein Eigentum entzogen werden, es sei denn zum Nutzen der Allgemeinheit, in den Fällen und in der Weise, die das Gesetz bestimmt, und gegen gerechte und vorherige Entschädigung».

Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«Jede natürliche oder juristische Person hat ein Recht auf Achtung ihres Eigentums. Niemandem darf sein Eigentum entzogen werden, es sei denn, dass das öffentliche Interesse es verlangt, und nur unter den durch Gesetz und durch die allgemeinen Grundsätze des Völkerrechts vorgesehenen Bedingungen.

Die vorstehenden Bestimmungen beeinträchtigen jedoch in keiner Weise das Recht des Staates, diejenigen Gesetze anzuwenden, die er für die Regelung der Benutzung des Eigentums im Einklang mit dem Allgemeininteresse oder zur Sicherung der Zahlung der Steuern oder sonstigen Abgaben oder von Geldstrafen für erforderlich hält».

B.41.2. Da diese Bestimmung des internationalen Rechts eine analoge Tragweite hat wie diejenige von Artikel 16 der Verfassung, bilden die darin enthaltenen Garantien ein untrennbares Ganzes mit denjenigen, die in dieser Verfassungsbestimmung verankert sind, weshalb der Gerichtshof bei der Prüfung der fraglichen Bestimmung die Erstgenannte berücksichtigt.

B.42. Artikel 1 des vorerwähnten Zusatzprotokolls bietet nicht nur einen Schutz gegen Enteignung oder Eigentumsentziehung (Absatz 1 Satz 2), sondern auch gegen jeden Eingriff in das Recht auf Achtung des Eigentums (Absatz 1 Satz 1) und gegen jede Regelung der Benutzung des Eigentums (Absatz 2).

B.43. Jede Einmischung in das Eigentumsrecht muss ein billiges Gleichgewicht zwischen den Erfordernissen des Allgemeininteresses und denjenigen des Schutzes des Rechtes auf Achtung des Eigentums zustande bringen. Es muss ein vernünftiger Zusammenhang der Verhältnismäßigkeit zwischen den eingesetzten Mitteln und dem angestrebten Ziel bestehen.

B.44.1. Die angefochtenen Maßnahmen sind der Eigentumsentziehung im Sinne von Artikel 16 der Verfassung fremd. Wie aus den Vorarbeiten zu dem angefochtenen Gesetz hervorgeht, betrifft dieses nämlich nur die Verschiebung des gesetzlichen Pensionsalters sowie die Erhöhung der erforderlichen Anzahl Jahre, um Zugang zur Vorruhestandspension zu haben, und nicht die Berechnung des Pensionsbetrags.

B.44.2. Wie der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte ebenfalls mehrfach geurteilt hat, kann eine Person, die nicht die Bedingungen erfüllt, um Anrecht auf eine Vorruhestandspension erheben zu können, und die folglich nicht ihr Recht auf die gesetzliche Pension geltend machen kann, nicht den durch Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention gebotenen Schutz erhalten. In seinem Urteil *Damjanac* gegen Kroatien vom 24. Oktober 2013 hat dieser Gerichtshof geurteilt:

«85. Der Gerichtshof wiederholt, dass mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls [zur Europäischen Menschenrechtskonvention] kein Recht auf den Erwerb von Eigentum eingeführt wird. Er begrenzt in keiner Weise die Freiheit der Vertragsstaaten, sich dafür zu entscheiden, ob sie ein Sozialversicherungs- oder Pensionssystem einführen oder nicht, oder die Art oder die Höhe der Vorteile oder der Pensionen festzulegen, die sie in einer solchen Regelung bieten. Wenn ein Vertragsstaat jedoch eine Gesetzgebung mit einer automatischen Zahlung einer Sozialleistung oder einer Pension – ungeachtet dessen, ob diese an die Bedingung einer vorherigen Zahlung von Beiträgen gekoppelt ist oder nicht – einführt, muss bei dieser Gesetzgebung davon ausgegangen werden, dass sie ein Vermögensinteresse im Anwendungsbereich von Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls für die Personen bietet, die die entsprechenden Bedingungen erfüllen. Wenn der Betrag einer Leistung oder einer Pension verringert oder abgeschafft wird, kann dies folglich eine Beeinträchtigung eines Eigentums darstellen, die hinsichtlich des Allgemeininteresses gerechtfertigt sein muss (siehe *Stec u.a.* gegen Vereinigtes Königreich (Entsch.) [GK], Nrn. 65731/01 und 65900/01, § 54, EuGHMR 2005-X; *Kjartan Asmundsson* gegen Island, Nr. 60669/00, § 39, EuGHMR 2004-IX; *Valkov u.a.* gegen Bulgarien, Nrn. 2033/04, 19125/04, 19475/04, 19490/04, 19495/04, 19497/04, 24729/04, 171/05 und 2041/05, § 84, 25. Oktober 2011).

86. Wenn die betreffende Person jedoch nicht oder nicht mehr die durch das innerstaatliche Recht festgelegten Bedingungen für die Gewährung irgendeiner Form einer Leistung oder Pension erfüllt, liegt keine Verletzung der sich aus Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls ergebenden Rechte vor (siehe *Rasmussen* gegen Polen, Nr. 38886/05, § 76, 28. April 2009; *Richardson* gegen Vereinigtes Königreich (Entsch.), Nr. 26252/08, §§ 17-18, 10. April 2012). Schließlich bemerkt der Gerichtshof, dass der Umstand, dass der Beitritt zu einem öffentlichen System der sozialen Sicherheit die Änderung dieses Systems nicht notwendigerweise unmöglich macht, ungeachtet dessen, ob es sich um die Bedingungen bezüglich der Gewährung der Leistung oder der Pension oder um deren Höhe handelt (siehe, *mutatis mutandis*, *Carson u.a.* [GK], vorstehend zitiert, §§ 85-89)» (im selben Sinne: EuGHMR, 24. April 2014, *Marija Božić* gegen Kroatien, Nr. 50636/09).

B.44.3. Folglich verletzen die angefochtenen Bestimmungen nicht Artikel 16 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention.

B.45. Der dritte Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf die Hinterbliebenenpension

B.46. Durch die Artikel 9, 10 und 21 des angefochtenen Gesetzes wird das Mindestalter, um Anspruch auf eine Hinterbliebenenpension erheben zu können, angehoben. Dieses Alter wird ab 2030 auf 55 Jahre festgelegt.

B.47. In den Vorarbeiten wird die angefochtene Maßnahme wie folgt begründet:

«Im Übrigen wird durch diesen Gesetzentwurf die Reform der Hinterbliebenenpension, die am 1. Januar 2015 begonnen wurde, fortgesetzt, indem das Alter, ab dem eine Person eine Hinterbliebenenpension erhalten kann, weiter angehoben wird. Dieses Alter wird von 50 Jahre im Jahr 2025 auf 55 Jahre im Jahr 2030 angehoben.

Durch den Entwurf werden ebenfalls mehrere Änderungen und Ergänzungen verschiedener Bestimmungen über die Hinterbliebenenpension und die Übergangentschädigung vorgenommen.

Die in Titel 2 dieses Entwurfs angeführten Artikel bezwecken, die Reformen für die Pensionen des öffentlichen Sektors durchzuführen. Die Titel 3 und 4 enthalten die Bestimmungen zur Verwirklichung der gleichen Ziele für das Pensionssystem der Arbeitnehmer beziehungsweise dasjenige der Selbständigen.

In seinem Gutachten Nr. 57 685/1-2 vom 16. Juni 2015 regt der Staatsrat an, die nächsten Etappen der Pensionsreform anzugeben. Die Frage der Berücksichtigung der Schwere der Arbeit und der Festlegung der Modalitäten für eine Teilzeitpension werden dem Nationalen Pensionsausschuss anvertraut, der Ende Juni 2015 eingesetzt wird» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-1180/001, S. 9).

In der Begründung bezüglich der Artikel 9 und 10 des Gesetzes wurde angeführt:

«Artikel 9 enthält zwei Punkte, mit denen Änderungen an Artikel 5/1 des vorerwähnten Gesetzes vom 15. Mai 1984 vorgenommen werden, um die im Regierungsabkommen vorgesehenen Reformen in Bezug auf die Hinterbliebenenpensionen des öffentlichen Sektors zu verwirklichen.

Ab 2025 wird das Alter zum Sterbedatum des Berechtigenden, ab dem der Anspruchsberechtigte eine Hinterbliebenenpension erhalten kann, weiter von 50 auf 55 Jahre angehoben, um je ein Jahr pro Kalenderjahr.

Es sei daran erinnert, dass auf die Anspruchsberechtigten, die dieses Mindestalter zum Zeitpunkt des Todes ihres Berechtigenden nicht erreichen, das System der Übergangentschädigung Anwendung findet.

Durch Artikel 10 wird außerdem das Alter angehoben, das ein geschiedener Ehepartner zum Zeitpunkt des Todes des Berechtigenden erreicht haben muss, um Anrecht auf eine Hinterbliebenenpension zu haben» (ebenda, SS. 16-17).

In der Begründung zu Artikel 21 des Gesetzes heißt es:

«Im Regierungsabkommen vom 9. Oktober 2014 wird die Reform der Hinterbliebenenpension der Arbeitnehmer, die durch das Gesetz vom 5. Mai 2014 zur Änderung der Ruhestandspension und der Hinterbliebenenpension, zur Einführung der Übergangentschädigung in der Pensionsregelung für Lohnempfänger und zur schrittweisen Aufhebung der Behandlungsunterschiede, die auf der Unterscheidung zwischen Arbeitern und Angestellten in Sachen ergänzende Altersversorgung beruhen, in die Wege geleitet wurde, weiter fortgeführt. Darin ist eine schrittweise Erhöhung des Alters, in dem der hinterbliebene Ehepartner eines Arbeitnehmers Anspruch auf eine Hinterbliebenenpension erheben kann, von 50 Jahre im Jahr 2025 auf 55 Jahre im Jahr 2030 vorgesehen. Das Ziel dieser Maßnahme ist das gleiche wie dasjenige des Gesetzes vom 5. Mai 2014, nämlich den Menschen einen Anreiz geben, eine Berufstätigkeit auszuüben, selbst wenn sie eine Leistung als hinterbliebener Ehepartner erhalten.

Art. 21

Durch Artikel 21 werden mehrere Änderungen an Artikel 16 § 1 des königlichen Erlasses vom Nr. 50 vom 24. Oktober 1967 über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpension für Lohnempfänger (nachstehend: königlicher Erlass Nr. 50) vorgenommen.

Durch Artikel 21 Nrn. 1 und 2 wird Artikel 16 § 1 Absatz 2, in dem das Alter, in dem die Hinterbliebenenpension beginnt, ergänzt. Die Altersbedingung wird von 50 Jahren im Jahr 2025 auf 55 Jahre im Jahr 2030 angehoben, um jeweils 12 Monate pro Jahr.

Durch Artikel 21 Nr. 3 wird in Artikel 16 § 1 ein neuer Absatz hinzugefügt, in dem ausdrücklich vorgesehen ist, dass der hinterbliebene Ehepartner am Sterbedatum seines Ehepartners die Altersbedingung erfüllen muss, um die Hinterbliebenenpension erhalten zu können.

Wenn ein Arbeitnehmer beispielsweise am 3. Februar 2016 verstirbt, erhält sein hinterbliebener Ehepartner eine Hinterbliebenenpension (vorbehaltlich der Erfüllung der anderen Bedingungen für die Gewährung einer Hinterbliebenenpension), wenn er am Sterbedatum das Alter von 45 Jahren und 6 Monaten erreicht hat, also am 3. Februar 2016. Wird diese Altersbedingung nicht erfüllt, so kann der hinterbliebene Ehepartner eine Übergangsentschädigung erhalten, wenn die Bedingungen für die Gewährung dieser Entschädigung erfüllt sind.

Dank dieser Präzisierung, die in Artikel 21 Nr. 3 vorgenommen wird, wird jedes Auslegungsproblem vermieden» (ebenda, SS. 27-28).

In seiner Analyse der Auswirkungen der angefochtenen Maßnahmen hat der Minister der Pensionen weiter erklärt:

«1. Armutsbekämpfung

Positive Auswirkungen

Durch die Anhebung des Alters von 50 auf 55 Jahre werden sich die hinterbliebenen Ehepartner bis zum Alter von 55 Jahren in einem Aktivierungskreislauf befinden, was entscheidend ist angesichts der schwierigeren Situation, in der sich diese Altersgruppe auf dem Arbeitsmarkt befindet.

2. Gleiche Chancen und sozialer Zusammenhalt

Positive Auswirkungen

Im Gegensatz zur Hinterbliebenenpension kann die Übergangsentschädigung unbegrenzt gleichzeitig mit einem Berufseinkommen und Sozialbeihilfen bezogen werden. Hierdurch werden Witwen bzw. Witwer sich nicht länger verpflichtet fühlen, ihre Berufstätigkeit einzuschränken oder einzustellen. Die Entschädigung ist also keine Beschäftigungsfalle mehr, und die soziale Isolierung wird vermieden.

Indem die Übergangsentschädigung dem hinterbliebenen Ehepartner bis zum Alter von 55 Jahren gewährt ist, gilt dies ebenfalls für diese Altersgruppe und wird die soziale Funktion einer (vollzeitigen bzw. teilzeitigen) Berufstätigkeit nicht gefährdet, was sicherlich bei einem höheren Alter ein wichtiger Aspekt ist.

Für die Personen, die zum Sterbedatum des Ehepartners keine Berufstätigkeit haben, wird durch das aktivierende Element der Übergangsentschädigung und das etwaige darauf folgende Arbeitslosengeld die gesellschaftliche Isolierung vermieden.

3. Gleichheit von Frauen und Männern

Betroffen sind Personen

Das Verhältnis Frauen-Männer unter den Empfängern einer Übergangsentschädigung spiegelt das Verhältnis zwischen Männern und Frauen in der Anzahl Todesfälle dieser Alterskategorie wider.

Kein Unterschied [zwischen der Situation der Frauen und der Männer in der Angelegenheit des Regelungsentwurfs].

[...]

5. Beschäftigung

Positive Auswirkungen

Witwen bzw. Witwer bis zum Alter von 55 Jahren statt 50 Jahren müssen ihre Berufstätigkeit nicht mehr einschränken oder einstellen, um die Übergangsentschädigung erhalten zu können, im Gegensatz zur heutigen Hinterbliebenenpension.

[...]

10. KMBs

Betroffen sind Unternehmen (darunter KMBs).

Die Anhebung des Alters für die Hinterbliebenenpension wirkt sich positiv auf die KMBs aus. Diese Übergangsentschädigung kann nämlich gleichzeitig unbegrenzt mit einem Berufseinkommen bezogen werden. Dadurch werden Witwen bzw. Witwer nicht mehr gezwungen, ihre Berufstätigkeit einzuschränken oder einzustellen. Da die Altersgruppe, die durch diese Maßnahme ins Auge gefasst wird, die 50- bis 55-Jährigen betrifft, handelt es sich möglicherweise oft um sehr wertvolle Mitarbeiter mit viel Erfahrung» (ebenda, SS. 90-91).

B.48.1. Der erste Klagegrund bezüglich der Hinterbliebenenpension ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikel 23, mit Artikel 12 der revidierten Europäischen Sozialcharta, mit Artikel 9 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte und mit den Artikeln 20, 21 und 23 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union.

B.48.2. Nach Darlegung der klagenden Parteien hätten die angefochtenen Bestimmungen zur Folge, dass eine gewisse Anzahl von hinterbliebenen Ehepartnern von Beamten und Arbeitnehmern, nämlich diejenigen, die am 1. Januar 2030 über 50 Jahre aber weniger als 55 Jahre sein würden, keinen Anspruch auf eine Hinterbliebenenpension, sondern nur auf eine Übergangsentschädigung hätten, die auf ein oder zwei Jahre begrenzt sei, je nachdem, ob sie Kinder zu Lasten hätten oder nicht.

B.49.1. Die Übergangsentschädigung wird einem hinterbliebenen Ehepartner gewährt, der am Sterbedatum seines Ehepartners nicht das Alter erreicht hat, das für den Erhalt einer Hinterbliebenenpension festgelegt wurde, sofern der hinterbliebene Ehepartner seit mindestens einem Jahr mit dem verstorbenen Arbeitnehmer verheiratet war, oder weniger als ein Jahr mit ihm verheiratet war, aber gesetzlich mit ihm zusammenwohnte, wenn die ununterbrochene und zusammengerechnete Dauer der Ehe und des gesetzlichen Zusammenwohnens mindestens ein Jahr beträgt. Sie kann ebenfalls den gesetzlich Zusammenwohnenden unter den durch den König festgelegten Bedingungen gewährt werden.

B.49.2. Diese Entschädigung wurde im Pensionssystem der Arbeitnehmer eingeführt durch das Gesetz vom 5. Mai 2014 «zur Änderung der Ruhestandspension und der Hinterbliebenenpension, zur Einführung der Übergangsentschädigung in der Pensionsregelung für Lohnempfänger und zur schrittweisen Aufhebung der Behandlungsunterschiede, die auf der Unterscheidung zwischen Arbeitern und Angestellten in Sachen ergänzende Altersversorgung beruhen», wobei in den königlichen Erlass Nr. 50 vom 24. Oktober 1967 über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpension für Lohnempfänger ein diesbezügliches Kapitel 4 eingefügt wurde.

In Artikel 21ter des vorerwähnten königlichen Erlasses ist vorgesehen, dass die Übergangentschädigung für eine Dauer von zwölf Monaten gewährt wird, wenn zum Zeitpunkt des Todes kein Kind zu Lasten ist, für das einer der Ehepartner Familienbeihilfen bezog. Die Dauer der Gewährung der Entschädigung ist hingegen auf 24 Monate festgelegt, wenn ein Kind zu Lasten ist.

In den Vorarbeiten zum Gesetz vom 5. Mai 2014 wird präzisiert, dass nur das Alterskriterium ausschlaggebend dafür ist, ob die Hinterbliebenenpension oder die Übergangentschädigung dem hinterbliebenen Ehepartner des verstorbenen Arbeitnehmers gewährt wird, nämlich das Alter, das dieser Ehepartner zum Zeitpunkt des Todes des anderen Ehepartners erreicht hat. So erhält ein Ehepartner, der nicht das erforderliche Alter für die Hinterbliebenenpension erreicht hat, die Übergangentschädigung, wenn er die vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3399/001, S. 5).

B.49.3. Die Annahme dieser Maßnahme in Verbindung mit einer Verschiebung des Alters für die Gewährung einer Hinterbliebenenpension von 45 auf 50 Jahre ab 2025 wurde in der Begründung wie folgt gerechtfertigt:

«Studien haben gezeigt, dass die belgische Hinterbliebenenpension derzeit eine Beschäftigungsfalle ist, die vor allem jüngere Frauen betrifft (die Hinterbliebenenpensionen werden überwiegend durch Frauen bezogen), obwohl diese Leistung sie gegen Armut und Existenzunsicherheit schützt.

Die Kombination der Hinterbliebenenpension, die ein guter Basisschutz ist, mit der Obergrenze für den gleichzeitigen Erhalt von Berufseinkünften scheint nämlich die Frauen zu veranlassen, entweder nicht mehr zu arbeiten oder ihre Berufstätigkeit zu verringern, um ihre Hinterbliebenenpension zu erhalten. Außerdem ist der Unterschied zwischen dem Betrag der Hinterbliebenenpension und dem Lohn, den diese Frauen erhalten würden, wenn sie berufstätig wären, oft zu gering. So ist eine Minderheit unter diesen Personen seit geraumer Zeit abwesend auf dem Arbeitsmarkt.

Diese Situation verhindert somit die Entfaltung und die wirtschaftliche Nutzung der Talente und führt folglich zu einem Verlust für unsere Gesellschaft, für die Wirtschaft des Landes und vor allem für die Frauen selbst, die weniger oder in einigen Fällen überhaupt keine individuellen Rechte auf die Ruhestandspension mehr aufbauen, während das belgische Pensionssystem sich zu einer größeren Individualisierung der Rechte hin entwickelt.

Das mit der Reform der Hinterbliebenenpension verfolgte Ziel besteht darin, dieser Beschäftigungsfalle für Personen, die noch im arbeitsfähigen Alter sind, ein Ende zu setzen und die wirtschaftlich-soziale Chancengleichheit zwischen Männern und Frauen zu begünstigen.

Aus diesem Grund hat die Regierung beschlossen, eine zeitweilige Entschädigung, die so genannte Übergangentschädigung, einzuführen. Nach Ablauf dieser Übergangentschädigung wird in Ermangelung einer Beschäftigung unmittelbar ein Recht auf Arbeitslosengeld ohne Wartezeit und mit einer angepassten Begleitung eröffnet, um sie bei ihrer Suche nach einem Arbeitsplatz zu unterstützen.

Außerdem ist, um den Empfängern einer Übergangentschädigung einen Anreiz zu bieten, auf dem Arbeitsmarkt aktiv zu bleiben oder darin einzutreten, vorgesehen, dass die Obergrenzen des gleichzeitigen Bezugs mit dem Einkommen aus Arbeit nicht mehr gelten; die Übergangentschädigung wird unbegrenzt gleichzeitig mit Berufseinkommen bezogen werden können» (ebenda, SS. 4-5).

B.50.1. Die gleichen Maßnahmen wurden im Pensionssystem des öffentlichen Sektors ergriffen durch die Artikel 90 bis 101 des Gesetzes vom 15. Mai 2014 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen, die das Gesetz vom 15. Mai 1984 zur Festlegung von Maßnahmen zur Harmonisierung der Pensionsregelungen abändern und durch einen Abänderungsantrag eingefügt worden sind, dessen Begründung die gleiche war wie diejenige der Bestimmungen des Gesetzes über die Arbeitnehmer (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3500/002, SS. 12 ff.).

B.50.2. Durch das Gesetz vom 25. April 2014 zur Reform der Hinterbliebenenpension für Selbständige wurden diese Änderungen ebenfalls in den königlichen Erlass Nr. 72 vom 10. November 1967 über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpensionen für Selbständige eingeführt. Dieses Gesetz wurde ebenfalls aus den gleichen Gründen angenommen wie denjenigen, die in den Vorarbeiten zum Gesetz vom 5. Mai 2014 über die Arbeitnehmer dargelegt wurden (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3418/001, SS. 4 ff.).

B.51.1. Wie aus den in B.47 angeführten Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz hervorgeht, hat der Gesetzgeber, indem er das vorgeschriebene Alter für die Gewährung einer Hinterbliebenenpension von 50 Jahren auf 55 Jahre ab 2030 angehoben hat, die Reform fortsetzen wollen, die durch das Gesetz vom 5. Mai 2014 eingeleitet wurde, um den Menschen einen Anreiz zu bieten, eine Berufstätigkeit auszuüben, selbst im Falle des Bezugs einer Leistung für den hinterbliebenen Ehepartner.

B.51.2. Angesichts dessen, dass die angefochtene Maßnahme die Fortsetzung der mit dem Gesetz vom 5. Mai 2014 angestoßenen Reform ist, sind ebenfalls die mit diesem Gesetz verfolgten Ziele zu berücksichtigen, auf die der Gesetzgeber im Rahmen der angefochtenen Bestimmungen ausdrücklich verwiesen hat.

B.52. Artikel 23 der Verfassung enthält bezüglich des Rechts auf soziale Sicherheit eine Stillhalteverpflichtung, die dem entgegensteht, dass der zuständige Gesetzgeber das durch die anwendbaren Rechtsvorschriften gebotene Schutzmaß erheblich verringert, ohne dass es hierfür Gründe im Zusammenhang mit dem Allgemeininteresse gibt.

B.53. Indem durch die angefochtenen Bestimmungen das gesetzliche Alter für die Hinterbliebenenpension ab dem 1. Januar 2030 auf 55 Jahre angehoben wird, verringern sie erheblich das diesbezügliche Schutzmaß für die betreffenden Personen. Um mit Artikel 23 der Verfassung vereinbar zu sein, muss die erhebliche Verringerung durch Gründe im Zusammenhang mit dem Allgemeininteresse gerechtfertigt werden.

B.54.1. Während der Debatten im zuständigen Ausschuss ist der Minister der Pensionen über die Höhe der Einsparungen befragt worden, die die Regierung mit dieser Maßnahme zu erzielen hoffte (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-1180/004, S. 52).

Verschiedene Mitglieder haben angeführt, dass die Kategorie der 50- bis 55-Jährigen kaum noch Möglichkeiten auf dem Arbeitsmarkt habe, sodass die angeführte Rechtfertigung nicht als ernsthaftes Argument angesehen werden könne. Der Minister wurde ebenfalls zu den Maßnahmen befragt, die die Regierung vorschlagen könnte, um den älteren Arbeitnehmern bei der Suche nach einer Arbeit zu helfen (ebenda, SS. 50, 95, 119 und 170).

In Bezug auf die Auswirkungen auf den Haushalt hat der Minister bestätigt, dass die Maßnahme keine Auswirkungen haben würde, da sie erst 2025 in Kraft treten werde. Er hat ferner dargelegt:

«Die Pensionsverwaltungen haben zu erkennen gegeben, dass die Berechnung der Auswirkungen zufallsbedingt wäre. Es ist daher unmöglich, durch die Verwaltungen Simulationen vornehmen zu lassen» (ebenda, S. 172).

Bezüglich der Analyse der Auswirkungen der Maßnahme hat der Minister auf das Verfahren verwiesen, das durch das Gesetz vom 15. Dezember 2013 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Sachen administrative Vereinfachung eingeführt wurde, und darauf hingewiesen, dass es demgemäß einem jeden Mitglied der Regierung obliege, die Analyse der Auswirkungen vorzunehmen (ebenda, S. 191).

B.54.2. Anlässlich der Debatten im zuständigen Ausschuss vor der Annahme des Gesetzes vom 5. Mai 2014 hat der Minister folgende Präzisierungen vorgenommen:

«Der Minister möchte zunächst hervorheben, dass diese Reform der Hinterbliebenenpension nicht in erster Linie bezweckt, die Empfänger einer Hinterbliebenenpension wieder an die Arbeit zu bringen, sondern ihnen einen Anlass zu bieten, am Ende des Übergangszeitraums weiter zu arbeiten. Man muss sich vergegenwärtigen, dass die betreffenden Personen – statistisch gesehen handelt sich vor allem um Frauen – am Sterbedatum ihres Ehepartners meist im aktiven Leben stehen. Die Reform der Hinterbliebenenpension betrifft sowohl die Selbständigen als auch die Beamten, ist jedoch Gegenstand von getrennten Gesetzentwürfen für diese beiden Kategorien.

Während unter der früheren Regelung die Personen, die vom Tod ihres Ehepartners betroffen waren, veranlasst wurden, endgültig und überhastet praktisch jegliche Berufstätigkeit einzustellen, werden durch die neue Regelung die Dinge so organisiert, dass schließlich die Beibehaltung der Beschäftigung ermöglicht wird. In diesem Sinne wird die Übergangentschädigung verstanden: Es soll den Betroffenen ermöglicht werden, während eines Zeitraums von einem oder zwei Jahren die finanziellen und familiären Schwierigkeiten infolge des Todes zu bewältigen. Ein wesentlicher Fortschritt besteht darin, dass die Obergrenzen für den gleichzeitigen Bezug von Einkünften aus einer Berufstätigkeit nicht mehr Anwendung finden, im Gegensatz zu der jetzt geltenden Regel. Die Berechnung der Entschädigung wird außerdem auf der gesamten Laufbahn des verstorbenen Ehepartners beruhen, und nicht auf dem Zeitraum des gemeinsamen Lebens.

[...]

Was die Haushaltsaspekte betrifft: Die Maßnahme wird 2015, dem Jahr des Inkrafttretens, 3,6 Millionen Euro kosten, doch 2020 wird sie eine Einsparung von 12,975 Millionen Euro darstellen. Es muss jedoch hervorgehoben werden, dass das Ziel der neuen Regelung kein Haushaltsziel ist, sondern darin besteht, die Wirkung der jetzigen Regelung als Beschäftigungsfalle zu bekämpfen. Mehr allgemein bezwecken die von der Regierung im Bereich der sozialen Sicherheit, und insbesondere im Pensionssektor ergriffenen Maßnahmen weniger eine Kostensenkung (zur Erinnerung, diese Ausgaben werden bereits zu fast einem Drittel durch Einnahmen gedeckt, die nicht aus Beiträgen aus Arbeit stammen), als vielmehr einen Anreiz zu schaffen, damit die Personen mehr und länger arbeiten, was langfristig dazu beitragen wird, korrekte Pensionsniveaus zu gewährleisten, ohne zu einer Erhöhung des Steuerdrucks zu führen.

Die neue Regelung wird überdies eine Reihe von zusätzlichen Rechten im Vergleich zur heutigen Situation gewährleisten; im früheren System der Hinterbliebenenpension wurde kein zusätzlicher Anspruch bei der gesetzlichen Pension während der gesamten Dauer der Gewährung der Hinterbliebenenpension aufgebaut. Fortan wird neben dem Umstand, dass hoffentlich die Mehrzahl der betreffenden Personen zur Beibehaltung einer Berufstätigkeit veranlasst wird, für diejenigen, die dies nicht tun können, das Arbeitslosengeld für den Aufbau zusätzlicher Rechte für die gesetzliche Pension berücksichtigt. Bei Erreichen des gesetzlichen Pensionsalters dürfte dies ein bedeutender Vorteil für die Betroffenen sein.

Einige Redner waren der Auffassung, dass bei der Reform nicht die konkrete Situation berücksichtigt werde, mit der die hinterbliebenen Ehepartner mit Kindern zu Lasten konfrontiert würden, insbesondere die Kosten oder die Unzulänglichkeit der Kinderbetreuungsplätze. Neben dem Umstand, dass die Angelegenheit der Betreuung von Kleinkindern zum Zuständigkeitsbereich der Gemeinschaften gehört, ist daran zu erinnern, dass die Förderbehörde durch die Regelung im Bereich der Familienbeihilfen bereits stark zugunsten der Kinder eintritt, von denen ein Elternteil verstorben ist; während der normale Betrag der Familienbeihilfen für das erste Kind 90,28 Euro pro Monat beträgt, wird er auf 346 Euro pro Monat erhöht, wenn ein Elternteil verstorben ist.

Während die Angelegenheit der Familienbeihilfen nunmehr Gegenstand einer Zuständigkeitsübertragung an die Gemeinschaften und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission ist, die gegebenenfalls zusätzliche Initiativen auf diesem Gebiet ergreifen können, plädieren einige dafür, dass die Förderbehörde - im Rahmen der Hinterbliebenenpension - eine erhöhte Leistung für hinterbliebene Ehepartner mit Kindern zu Lasten vorsieht. Der Minister ist seinerseits der Auffassung, dass dies ein Fehler wäre; die Hinterbliebenenpension gleicht den Einkommensverlust in Verbindung mit dem Tod eines der Ehepartner aus, und die Frage des Beistands für Familien mit Kindern, die mit dem Tod eines der Elternteile konfrontiert sind, muss im Rahmen des Systems der Familienbeihilfen geregelt werden, und dies ist bisher auf angemessene Weise geschehen.

Ein anderer Aspekt, der ebenfalls teilweise zum Zuständigkeitsbereich der Gliedstaaten gehört, ist derjenige der Begleitung und der Aktivierung der Empfänger einer Übergangentschädigung. Im Gesetzentwurf ist nämlich vorgesehen, dass diese bei ihrer Rückkehr zu einer Beschäftigung oder deren Beibehaltung begleitet werden. Diesbezüglich werden die Regionen in aller Autonomie ihre Verantwortung übernehmen, doch die föderale Ministerin der Beschäftigung wird ebenfalls im Rahmen ihrer eigenen Zuständigkeiten Initiativen ergreifen, sobald dieser Gesetzentwurf angenommen ist. Insbesondere ist vorgesehen, den Zeitraum, in dem die Übergangentschädigung gezahlt wird, der Wartezeit für die Gewährung von Arbeitslosengeld gleichzustellen; mit anderen Worten, bei Ablauf des Übergangszeitraums und in Ermangelung einer Arbeitsstelle wird das Recht auf Arbeitslosengeld unverzüglich ohne Wartezeit gewährt. Dies dürfte ebenfalls gelten für die Selbständigen, die am Ende des Übergangszeitraums keine Berufstätigkeit haben.

[...]

Der Rhythmus der schrittweisen Anhebung des vorgeschriebenen Mindestalters für die Gewährung der Hinterbliebenenpension, das über einen Zeitraum von zehn Jahren von 45 Jahren auf 50 Jahre steigt, ist der gleiche wie derjenige, der für die schrittweise Anhebung des Alters der Vorruhestandspension festgehalten wurde. Eine schnellere Anhebung des vorgeschriebenen Mindestalters, wie gewisse Redner es gefordert haben, wäre eine gefährliche Option

gewesen; innerhalb der Familien werden Entscheidungen bezüglich der Berufstätigkeit der Ehepartner getroffen, wobei einige sich dann dafür entscheiden, mehr oder weniger dauerhaft ihre Berufslaufbahn zu unterbrechen. Es wäre nicht korrekt, die diesbezüglichen Regeln drastisch zu ändern und diese Personen mit den Entscheidungen konfrontieren zu müssen, die sie gerade zum Todeszeitpunkt des Ehepartners, der seine Berufstätigkeit behalten hat, getroffen haben.

Zugunsten dieser Alterskategorie zieht die Regierung die entgegengesetzte Logik vor: Wissend, dass viele Witwer und Witwen über 45 Jahre derzeit auf die Hinterbliebenenpension verzichten, weil diese niedriger ist als ihre Berufseinkünfte, wird durch den Gesetzentwurf dem König eine Ermächtigung erteilt, um es den hinterbliebenen Partnern, die die Altersbedingung für den Bezug der Hinterbliebenenpension erfüllen, zu ermöglichen, sich für die Übergangentschädigung zu entscheiden. Einige Zahlen hierzu: Am 1. Januar 2013 erhielten bei den Arbeitnehmern unter 45 Jahren 4 198 eine Hinterbliebenenpension, darunter 175 Männer und 4 023 Frauen, und bei den Selbständigen waren es 709 Empfänger, darunter 21 Männer und 688 Frauen. Der Minister präzisiert, dass es keine Angaben zur Zahl der potenziellen Empfänger gibt, die unter der jetzigen Regelung auf die Hinterbliebenenpension verzichten» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3399/003, SS. 13 bis 17).

B.55.1. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass der Gesetzgeber dadurch, dass er das vorgeschriebene Alter für den Bezug einer Hinterbliebenenpension ab 2025 von 45 auf 50 Jahre und sodann ab 2030 auf 55 Jahre erhöht, keine Maßnahme ergreifen wollte, um die Tragfähigkeit des Pensionssystems zu sichern, wie es bei der Erhöhung des Alters für den Zugang zur Ruhestandspension und der Änderung der Bedingungen für den Zugang zur Vorruhestandspension der Fall ist. Es sind nämlich keine Haushaltsgründe, die die Annahme der Maßnahme gerechtfertigt haben, sondern das Bemühen, die Personen, die sich gegebenenfalls dafür entscheiden, ihre Berufstätigkeit im Falle des Todes ihres Ehepartners einzustellen, in Arbeit zu halten und somit die Beschäftigungsfälle zu vermeiden.

B.55.2. Das angestrebte Ziel ist ein Ziel des Allgemeininteresses. Folglich wird nicht gegen Artikel 23 der Verfassung verstoßen. Der Gerichtshof muss aber noch prüfen, ob die angefochtene Regelung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar ist.

B.56. Die Hinterbliebenenpension bietet dem hinterbliebenen Ehepartner, der Gefahr läuft, nach dem Tod des anderen Ehepartners mittellos zu sein, ein Einkommen. Die Hinterbliebenenpension beruht auf einem Solidaritätsmechanismus, durch den gewährleistet werden soll, dass der hinterbliebene Ehepartner somit weiterhin seinen Lebensunterhalt decken kann und nicht wegen des Todesfalls in materielle Schwierigkeiten gelangt.

Wenn der Gesetzgeber beschließt, dem hinterbliebenen Ehepartner eines verstorbenen Arbeitnehmers eine Hinterbliebenenpension zu gewähren, tut er dies auch mit dem Ziel, eine gewisse Existenzsicherheit für die Personen zu gewährleisten, die gegebenenfalls - zumindest teilweise - finanziell von ihrem Ehepartner abhängig waren und die, weil sie oft kein eigenes Einkommen angestrebt hatten und nicht die Möglichkeit hatten, eine eigene Pension aufzubauen, Gefahr laufen, sich infolge des Todesfalls in einer prekären materiellen Situation zu befinden.

B.57.1. Da die Hinterbliebenenpension nur dazu dient, dem hinterbliebenen Ehepartner zu gewährleisten, dass er nicht mittellos wird, ist es vernünftig gerechtfertigt, ihm einen Anreiz zu bieten, eine Berufstätigkeit beizubehalten, sofern er noch im arbeitsfähigen Alter ist, und somit Einkünfte aus Arbeit zu erhalten und in das Pensionssystem einzuzahlen, statt seine Tätigkeit zugunsten einer Hinterbliebenenpension zu Lasten der Gemeinschaft aufzugeben.

B.57.2. Die Maßnahme betrifft jedoch auch Personen, die nicht auf dem Arbeitsmarkt aktiv sind oder dort nur teilweise aktiv sind und die, obwohl sie eine Übergangentschädigung während ein oder zwei Jahren je nach ihrer Familiensituation erhalten, am Ende dieses Zeitraums tatsächlich in eine prekäre Situation gelangen können, die gerade durch eine Hinterbliebenenpension vermieden werden soll, indem ihnen, in Ermangelung eines während des Zeitraums des Erhalts der Übergangentschädigung gefundenen Arbeitsplatzes, als einziges Einkommen gegebenenfalls Arbeitslosengeld oder eine Leistung der Kranken- und Invalidenversicherung gewährt wird, während die Familienlasten vor dem Tod ebenfalls durch das Einkommen oder die Pension des verstorbenen Arbeitnehmers gedeckt werden konnten.

B.57.3. Indem das vorgeschriebene Alter für den Bezug einer Hinterbliebenenpension auf 55 Jahre angehoben wird, beeinträchtigt die Maßnahme somit auf unverhältnismäßige Weise die Personen, die sich angesichts ihres Alters in einer besonders verletzlich Situation bei der Suche nach einer Arbeitsstelle befinden, oder die Personen, deren Arbeitsunfähigkeit bestätigt wurde.

Indem diesen Personen bis zum Alter von 55 Jahren eine Hinterbliebenenpension vorenthalten wird, obwohl sie verwitwet sind und möglicherweise Finanzlasten tragen müssen, die durch das Einkommen des Ehepartners vor dessen Tod gedeckt wurden, können die angefochtenen Bestimmungen sie in eine prekäre Situation führen, die hinsichtlich der angestrebten Ziele nicht vernünftig gerechtfertigt ist.

Der Umstand, dass die angefochtene Maßnahme erst 2030 ihre Wirkung haben wird, ändert nichts an dieser Feststellung.

B.58. Der Klagegrund ist in diesem Maße begründet. Die Artikel 9, 10 und 21 des angefochtenen Gesetzes sind für nichtig zu erklären, insofern dadurch das erforderliche Alter für die Gewährung einer Hinterbliebenenpension für die in B.57.2 und B.57.3 erwähnten Personen auf 55 Jahre angehoben wird.

B.59. Da sie nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung führen könnten, brauchen der zweite und der dritte Klagegrund in Bezug auf die Hinterbliebenenpension nicht geprüft zu werden.

In Bezug auf das garantierte Einkommen für Betagte

B.60. Gegen die Artikel 15 und 16 des angefochtenen Gesetzes werden drei Klagegründe angeführt.

B.61. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 23 derselben, mit Artikel 12 der revidierten Europäischen Sozialcharta, mit Artikel 9 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte und mit den Artikeln 20, 21 und 23 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union.

Die klagenden Parteien führen an, dass durch die Wirkung der angefochtenen Bestimmungen ältere Personen während zwei zusätzlichen Jahren ein Eingliederungseinkommen erhalten würden, obwohl sie in den Vorteil der Einkommensgarantie gelangen könnten, was einen erheblichen Rückschritt darstelle, der auf keinerlei Gründe des Allgemeininteresses beruhe.

B.62.1. Das Eingliederungseinkommen wird durch das Gesetz vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung geregelt, dessen Artikel 2 bestimmt:

«Jede Person hat ein Recht auf soziale Eingliederung. Dieses Recht kann unter den im vorliegenden Gesetz festgelegten Bedingungen in einer Beschäftigung und/oder einem Eingliederungseinkommen mit oder ohne individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung bestehen.

Die öffentlichen Sozialhilfezentren haben den Auftrag, dieses Recht zu gewährleisten».

B.62.2. Durch das Gesetz vom 26. Mai 2002 möchte der Gesetzgeber unter gewissen Bedingungen Personen, die nicht über ausreichende Mittel verfügen, ein Eingliederungseinkommen gewähren, damit sie ein menschenwürdiges Leben führen können.

B.62.3. Der Betrag des Eingliederungseinkommens ist in Artikel 14 des Gesetzes festgelegt. Er beträgt 5 155,80 Euro für jede Person, die mit einer oder mehreren Personen zusammenwohnt, 7 733,71 Euro für Alleinstehende sowie für Obdachlose, die ein Recht auf ein in Artikel 11 §§ 1 und 3 und in Artikel 13 § 2 erwähntes individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung haben, und 10 311,62 Euro für eine Person, die mit einer Familie zu ihren Lasten zusammenwohnt. Von dem vorgesehenen Betrag werden die Existenzmittel des Antragstellers abgezogen, ungeachtet ihrer Art oder ihrer Herkunft (Artikel 16).

B.63.1. Die Einkommensgarantie für Betagte wird durch das Gesetz vom 22. März 2001 zur Einführung einer Einkommensgarantie für Betagte (nachstehend: Gesetz vom 22. März 2001) geregelt.

B.63.2. Vor seiner Abänderung durch den angefochtenen Artikel 16 war in Artikel 3 dieses Gesetzes vorgesehen, dass die Einkommensgarantie für die Personen ab 65 Jahren gewährleistet wurde.

Der maximale Jahresbetrag der Einkommensgarantie ist in Artikel 6 des Gesetzes auf 6 256,49 Euro festgelegt, wenn der Antragsteller seinen Hauptwohrt mit einer oder mehreren Personen teilt, außer unter den im Gesetz festgelegten Bedingungen. Auf die Personen, für die dies nicht der Fall ist, wird ein Koeffizient von 1,50 angewandt.

Artikel 7 des Gesetzes bestimmt, dass die Einkommensgarantie erst nach einer Untersuchung der Existenzmittel und Pensionen gewährt werden kann, wobei alle Existenzmittel und Pensionen gleich welcher Art oder gleich welchen Ursprungs, über die der Betreffende oder sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner, mit dem er denselben Hauptwohrt teilt, verfügen, abgesehen von den vom König festgelegten Ausnahmen, für die Berechnung der Einkommensgarantie in Betracht gezogen werden.

B.63.3. Das Gesetz vom 22. März 2001 ersetzt das Gesetz vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte. Ebenso wie dieses Gesetz, durch das «Not leidenden älteren Personen» eine Zulage gewährt wurde (*Parl. Dok.*, Kammer, Sondersitzungsperiode 1968, Nr. 134/1, S. 3), bezweckt das Gesetz vom 22. März 2001, «einen Schutz gegen Armut bei älteren Personen zu bieten» (*Parl. Dok.*, Senat, 2000-2001, Nr. 2-636/3, S. 2). Dazu wird älteren Personen, die nicht über ausreichende Existenzmittel verfügen, eine finanzielle Hilfe gewährt.

Im Gegensatz zum Pensionssystem ist das System der Einkommensgarantie für Betagte ein Restsystem innerhalb der sozialen Sicherheit, das ein Mindesteinkommen garantiert, wenn die Existenzmittel der betreffenden Person sich als unzureichend erweisen. Angesichts dieser Zielsetzung werden bei der Berechnung der Einkommensgarantie alle Existenzmittel gleich welcher Art und gleich welchen Ursprungs berücksichtigt, über die der Betreffende und/oder die Personen, mit denen er denselben Hauptwohrt teilt, verfügen. Die Bedürftigkeitslage der Betroffenen wird nämlich durch diese Existenzmittel bestimmt.

B.64. Wie in B.63.2 dargelegt wurde, war das vorgeschriebene Alter, um Anspruch auf die Einkommensgarantie für Betagte erheben zu können, vor seiner Abänderung durch die angefochtenen Bestimmungen auf 65 Jahre festgelegt, das heißt das gesetzliche Alter für den Zugang zur Ruhestandspension. Durch die angefochtenen Bestimmungen ist das Gesetz vom 22. März 2001 dem neuen gesetzlichen Alter für die Ruhestandspension angepasst worden (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-1180/001, S. 18).

Nachdem er im zuständigen Ausschuss durch ein Mitglied befragt worden war, das befürchtete, dass die Maßnahme die Verletzlichkeit eines bestimmten Teils der Bevölkerung verschlimmern würde, insofern die medizinischen Kosten während zwei Jahren nicht übernommen würden und der Betrag des Eingliederungseinkommens niedriger sei als derjenige der Einkommensgarantie für Betagte, hat der Minister der Pensionen geantwortet:

«Es handelt sich um das Problem des Schutzes auf Ebene des ÖSHZ. Die medizinischen Kosten werden durch das ÖSHZ übernommen, wenn die betreffende Person sie nicht zahlen kann. Außerdem erhält die Person ab dem Erreichen des Alters von 67 Jahren 2/45stel der Pension zusätzlich. Es ist also keine Rede von Verarmung» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-1180/004, S. 180).

B.65.1. Artikel 23 der Verfassung enthält bezüglich des Rechts auf soziale Sicherheit eine Stillhalteverpflichtung, die dem entgegensteht, dass der zuständige Gesetzgeber das durch die anwendbaren Rechtsvorschriften gebotene Schutzmaß erheblich verringert, ohne dass es hierfür Gründe im Zusammenhang mit dem Allgemeininteresse gibt.

B.65.2. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, wird durch die angefochtenen Bestimmungen nicht auf erhebliche Weise das Schutzmaß der Personen verringert, die ein Eingliederungseinkommen erhalten und ab 2030 erst im Alter von 67 Jahren Anspruch auf die Einkommensgarantie für Betagte erheben können.

Sowohl das Eingliederungseinkommen als auch die Einkommensgarantie für Betagte bezwecken nämlich, ein gesetzlich festgelegtes Einkommen für diejenigen zu gewähren, die nicht über andere ausreichende Existenzmittel verfügen, wobei die beiden Regelungen dem gleichen Ziel dienen: Leistungen in vergleichbarer Höhe bieten, die davon abhängen, dass die Existenzmittel des Empfängers unzureichend sind.

Überdies haben Personen, die keinen Anspruch auf die Einkommensgarantie für Betagte erheben können, aufgrund von Artikel 1 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren Anspruch auf Sozialhilfe, die gewährt wird, damit jeder ein menschenwürdiges Leben führen kann. Die öffentlichen Sozialhilfzentren müssen schließlich die besonderen Bedürfnisse in Verbindung mit dem Alter berücksichtigen, wenn sie um Unterstützung gebeten werden, insbesondere indem sie den Betrag der Sozialhilfe demjenigen der Einkommensgarantie für Betagte anpassen.

B.66. Der erste Klagegrund ist unbegründet.

B.67. Der zweite Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 4 der Richtlinie 79/7/EWG, mit den Artikeln 2, 3 und 9 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte und mit den Artikeln 20, 21 und 23 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union.

Die klagenden Parteien führen an, dass zwei Mal mehr Frauen eine Einkommensgarantie für Betagte erhielten. Die angefochtenen Bestimmungen führten zu einer indirekten Diskriminierung ihnen gegenüber, indem sie nicht anders behandelt würden als die Männer.

B.68. Durch Artikel 21 § 5 des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte, ersetzt durch das Gesetz vom 22. März 2001, wurde übergangsweise ein Behandlungsunterschied auf der Grundlage des Geschlechts eingeführt. Ein garantiertes Einkommen wurde sowohl Männern als auch Frauen von mindestens 65 Jahren gewährt und überdies Frauen mit einem Alter zwischen 61 und 64 Jahren entsprechend einem Datum zwischen dem 1. Juli 1997 und dem 1. Dezember 2008.

In seiner Antwort auf eine Vorabentscheidungsfrage über die Vereinbarkeit dieser Bestimmung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung hat der Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 88/2001 vom 21. Juni 2001 geurteilt:

«B.4.1. Die beanstandete Bestimmung wurde anlässlich der durch den König vorgenommenen Anwendung einer durch den Gesetzgeber verliehenen Ermächtigung angenommen, die Ihm bezüglich des garantierten Einkommens für Betagte erlaubt, alle förderlichen Maßnahmen zu ergreifen, um vor allem ' die Gleichberechtigung von Männern und Frauen schrittweise zu verwirklichen, und zwar gleichzeitig mit der Verwirklichung der Gleichberechtigung bei der sozialen Sicherheit ' (Artikel 17 des obengenannten Gesetzes vom 26. Juli 1996). Der König wurde auch ermächtigt, alle förderlichen Maßnahmen zu ergreifen, um ' zur Durchführung der Richtlinie 79/7/EWG vom 19. Dezember 1978 zur schrittweisen Verwirklichung des Grundsatzes der Gleichbehandlung von Männern und Frauen im Bereich der sozialen Sicherheit die Gleichberechtigung von Männern und Frauen schrittweise zu verwirklichen, und zwar gleichzeitig mit der Verwirklichung der Gleichberechtigung in den anderen Zweigen der sozialen Sicherheit ' (Artikel 15 desselben Gesetzes), und der o.a. königliche Erlass sieht eine schrittweise Angleichung des Alters, ab dem Frauen ein Ruhegehalt beanspruchen können, an das Alter der Männer vor, und zwar unter den gleichen Bedingungen wie jenen, die hinsichtlich des garantierten Einkommens für Betagte in der beanstandeten Bestimmung vorgesehen sind.

B.4.2. Der Bericht an den König, der dem o.a. königlichen Erlass vorhergeht, gibt bezüglich des garantierten Einkommens für Betagte an, dass die beanstandete Bestimmung ' eine Übergangsmaßnahme [einführt], mit der analog zu den Ruhegehaltern die Altersvoraussetzung für weibliche Anspruchsberechtigte schrittweise von 61 Jahren (ab dem 1. Juli 1997) auf 65 Jahre (1. Januar 2009) angehoben wird ' (*Belgisches Staatsblatt*, 17. Januar 1997, S. 910).

B.5. Die o.a. Maßnahmen legen für Männer und Frauen eine Gleichbehandlung fest, wobei übergangsweise Unterschiede aufrechterhalten werden, die auf die Sorge um die Hinterlassenschaft der Vergangenheit zurückzuführen seien.

B.6. Sollte es so sein, dass die Hinterlassenschaft der Vergangenheit rechtfertigen könnte, dass bezüglich des Arbeits- oder Sozialversicherungsrechts Maßnahmen zum schrittweisen Abbau der Ungleichheit von Männern und Frauen ergriffen werden, dann könnte doch dieses Argument, im Gegensatz zur Behauptung des Ministerrats, nicht die ungleiche Gewährung des garantierten Einkommens für Betagte an Männer und Frauen rechtfertigen. Das garantierte Einkommen für Betagte wird nämlich ungeachtet der Eigenschaft des Anspruchsberechtigten als früherer Arbeitnehmer gewährt, es wird nicht auf der Grundlage der früheren Entlohnungen berechnet, die er während seines Berufslebens erhalten hat, und es ist nicht von den von ihm oder für ihn geleisteten Beiträgen abhängig. Obgleich verschiedene Bestimmungen des Gesetzes vom 1. April 1969, vor allem Artikel 1 § 2 Nr. 6, Artikel 11 § 3 und Artikel 15, zwischen dem Recht auf das garantierte Einkommen und dem Recht auf ein Ruhegehalt einen Zusammenhang festlegen, entsprechen die beiden Institutionen verschiedenen Situationen und Zielsetzungen.

B.7. Da, als Folge des Gesetzes, eine Person Recht hat auf einen höheren oder weniger hohen Lebensunterhalt, je nachdem, ob es sich um einen Mann oder eine Frau handelt, wobei alle anderen Gegebenheiten gleich bleiben, verstößt die beanstandete Bestimmung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung».

B.69. Aus analogen Gründen ist zu schlussfolgern, dass die Artikel 15 und 16 des angefochtenen Gesetzes nicht gegen die im Klagegrund angeführten Bestimmungen verstoßen, insofern sie eine identische Behandlung von Männern und Frauen vorsehen.

Überdies haben, wie in B.65.2 angeführt wurde, die Personen, die keinen Anspruch auf die Einkommensgarantie für Betagte erheben können, aufgrund von Artikel 1 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfeszentren Anspruch auf Sozialhilfe, wobei der Betrag der Beihilfe demjenigen der Einkommensgarantie für Betagte angepasst werden kann, sodass die Rechte der betroffenen Frauen nicht auf unverhältnismäßige Weise beeinträchtigt werden.

B.70. Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

B.71. Der dritte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 16 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 17 Absatz 1 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention.

Die klagenden Parteien führen an, dass die angefochtenen Bestimmungen für bedeutende Gruppen von verletzlichen Arbeitnehmern und Beamten eine unverünftige individuelle Belastung darstellten, die nicht durch die Vorarbeiten zu diesem Gesetz begründet werde.

B.72. Wie in B.43 angeführt wurde, muss bei jeder Einnischung in die Ausübung des Eigentumsrechtes ein faires Gleichgewicht zwischen den Zwängen des Allgemeininteresses und denjenigen des Schutzes des Rechtes auf Achtung des Eigentums gewahrt werden. Zwischen den eingesetzten Mitteln und dem angestrebten Ziel muss ein vernünftiger Zusammenhang der Verhältnismäßigkeit bestehen.

B.73. Aus den gleichen Gründen wie denjenigen, die in B.41 bis B.44.3 dargelegt wurden, beeinträchtigen die angefochtenen Bestimmungen nicht auf unverhältnismäßige Weise das Recht auf Achtung des Eigentums der betreffenden Personen.

B.74. Der dritte Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt die Artikel 9, 10 und 21 des Gesetzes vom 10. August 2015 «zur Anhebung des gesetzlichen Alters für die Ruhestandspension und zur Abänderung der Bedingungen für den Zugang zur Vorruhestandspension und des Mindestalters für die Hinterbliebenenpension» für nichtig, insofern sie das Alter für die Gewährung einer Hinterbliebenenpension für die in B.57.2 und B.57.3 erwähnten Personen auf 55 Jahre anheben;

- weist die Klagen im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 30. November 2017.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2017/207064]

Uittreksel uit arrest nr. 149/2017 van 21 december 2017

Rolnummer 6521

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 3 en 4 van de wet van 16 augustus 2016 « tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, met het oog op de bekendmaking van de adviezen van de afdeling wetgeving », in zoverre zij betrekking hebben op de artikelen 5/2, derde lid, en 5/3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingesteld door H.B. en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters E. De Groot en J. Spreutels, en de rechters L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter E. De Groot,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 3 oktober 2016 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 4 oktober 2016, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 3 en 4 van de wet van 16 augustus 2016 tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, met het oog op de bekendmaking van de adviezen van de afdeling wetgeving (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 september 2016, tweede editie), in zoverre zij betrekking hebben op de artikelen 5/2, derde lid, en 5/3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, door H.B., J.C., D.M., E.N., A.M., J.S., A.C., P.M., de vzw « Ademloos », de vzw « Straatego » en de vzw « Aktiekomitee Red de Voorkempen », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. P. Vande Castele, advocaat bij de balie te Antwerpen.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. Artikel 5/1 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 16 augustus 2016 « tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, met het oog op de bekendmaking van de adviezen van de afdeling wetgeving » (hierna : wet van 16 augustus 2016), voorziet in de bekendmaking van de adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State. De Raad van State zorgt daarvoor via een « voor het publiek toegankelijk elektronisch netwerk ». Zoals de arresten van de afdeling bestuursrechtspraak (zie artikel 28 van dezelfde gecoördineerde wetten en het koninklijk besluit van 7 juli 1997), worden de adviezen van de afdeling wetgeving bekendgemaakt op de website van de Raad van State. Die bekendmaking dient « onverwijld » te gebeuren.

B.1.2. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van bepaalde afwijkingen van de onverwijld bekende bekendmakingsplicht waarin de wetgever heeft voorzien.

Artikel 5/2 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij artikel 3 van de wet van 16 augustus 2016, bepaalt :

« In afwijking van artikel 5/1 vindt de bekendmaking, wanneer het advies betrekking heeft op een voorontwerp van wet, van decreet of van ordonnantie, pas plaats bij de indiening van het daaruit resulterende ontwerp.

Indien het advies betrekking heeft op amendementen op een ontwerp of op een voorstel, vindt de bekendmaking pas bij de indiening daarvan plaats of, indien na de indiening om het advies wordt verzocht, wanneer het advies wordt bezorgd aan de assemblee die erom heeft verzocht.

Indien het advies betrekking heeft op een ontwerpbesluit of op een ontwerpbesluit tot algemeen verbindend-verklaring van een collectieve arbeidsovereenkomst, vindt de bekendmaking slechts plaats indien dat besluit wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* ».

De grieven van de verzoekende partijen zijn enkel gericht tegen het derde lid van de voormelde bepaling.

B.1.3. Artikel 5/3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij artikel 4 van de wet van 16 augustus 2016, bepaalt :

« § 1. De adviezen aangaande voorontwerpen van wet die niet zijn ingediend, de amendementen erop, en aangaande federale ontwerpbesluiten die niet zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, alsook de teksten van die voorontwerpen, amendementen en ontwerpbesluiten, worden bekendgemaakt na de ontbinding van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

§ 2. De adviezen aangaande voorontwerpen van decreet of ordonnantie die niet zijn ingediend, de amendementen erop, en aangaande ontwerpen van besluiten van gemeenschappen en gewesten die niet zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, alsook de teksten van die voorontwerpen, amendementen en ontwerpbesluiten, worden slechts bekendgemaakt met de instemming van de betrokken gemeenschap of het betrokken gewest ».

De grieven van de verzoekende partijen hebben betrekking op beide paragrafen van de voormelde bepaling.

B.1.4. De bekendmakingsplicht is op 1 januari 2017 in werking getreden (artikel 7 van de wet van 16 augustus 2016). De vóór de inwerkingtreding door de Raad van State uitgebrachte adviezen worden uiterlijk op 1 januari 2019 bekendgemaakt volgens de nadere regels vastgesteld bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad (artikel 6 van dezelfde wet).

De grieven van de verzoekende partijen hebben geen betrekking op die bepalingen.

B.2.1. De wet van 16 augustus 2016 strekt ertoe « door het instellen van de openbaarheidsplicht voor adviezen, meer transparantie in de wetgeving [te] bewerkstelligen en de juridische wetenschap [te] stimuleren » (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0682/001, p. 4).

Zoals de afdeling wetgeving van de Raad van State opmerkte in haar advies bij het wetsvoorstel dat tot de wet van 16 augustus 2016 heeft geleid, voorziet die wet in « een bijkomende wijze waarop de adviezen van de Raad van State ter kennis worden gebracht van het publiek, namelijk door de Raad van State zelf en niet door de adviesaanvrager ». De afdeling wetgeving merkte inzonderheid op dat « de meeste van [de] adviesaanvragers overeenkomstig artikel 32 van de Grondwet en de ter uitvoering van deze grondwetsbepaling aangenomen wetgevende regeling inzake de openbaarheid van bestuur in beginsel reeds ertoe gehouden zijn om inzage te verlenen in of een afschrift te bezorgen van het advies van de Raad van State en eventueel van de ontwerp tekst waarop dat advies betrekking heeft » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-0682/002, p. 5).

B.2.2. De afdeling wetgeving van de Raad van State maakte in haar advies het onderscheid tussen de bekendmaking van teksten die «doorgang hebben gevonden» en die van teksten die «geen doorgang hebben gevonden»:

«Onder teksten ' die doorgang hebben gevonden ' moeten worden verstaan enerzijds de voorstellen van wetgevende regels die in de parlementaire stukken zijn bekendgemaakt, de voorontwerpen van wetgevende regels die zijn ingediend in de vorm van ontwerpen, de wetsontwerpen die zijn aangenomen door één van de kamers van het federaal parlement, alsook de amendementen - uitgaande van het parlement of van de regering -, en anderzijds de aangenomen en bekendgemaakte reglementaire teksten. De teksten ' die geen doorgang hebben gevonden ' betreffen daarentegen enerzijds de voorstellen van wetgevende regels die niet zijn bekendgemaakt in de parlementaire stukken, de voorontwerpen van wetgevende regels die niet zijn ingediend in de vorm van ontwerpen, alsook de ontwerpen van amendement die niet zijn ingediend in de vorm van amendementen, en anderzijds de niet-aangenomen en niet-bekendgemaakte reglementaire teksten » (*ibid.*, p. 16).

Dat onderscheid vindt zijn neerslag in de artikelen 5/2 en 5/3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Artikel 5/2 heeft betrekking op het tijdstip van bekendmaking van de adviezen en van de teksten waarop zij betrekking hebben wanneer die teksten «doorgang hebben gevonden» vóór het einde van de lopende zittingsperiode. Artikel 5/3 betreft het tijdstip van bekendmaking van de adviezen en van de teksten waarop zij betrekking hebben wanneer die teksten «geen doorgang hebben gevonden» op het einde van de lopende zittingsperiode.

Ten aanzien van het belang

B.3.1. De Ministerraad betwist het belang van de verzoekende partijen bij de vernietiging van de bestreden bepalingen.

B.3.2. De Grondwet en de bijzondere wet op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt; bijgevolg is de *actio popularis* niet toelaatbaar.

B.3.3. Ter staving van hun belang voeren de verzoekende partijen inzonderheid aan dat de mogelijkheid tot raadpleging van de adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State de rechtspositie van alle rechtsonderhorigen beïnvloedt en dat de openbaarheid van bestuur een grondrecht is dat krachtens artikel 32 van de Grondwet aan eenieder toekomt.

B.3.4. Zoals het Hof bij zijn arrest nr. 106/2004 van 16 juni 2004 heeft geoordeeld, is de mogelijkheid voor elke persoon om te allen tijde kennis te nemen van de uitgevaardigde regels een recht dat inherent is aan de rechtsstaat, omdat het die kennisneming is die iedereen in staat zal stellen zich naar die teksten te gedragen. Het Hof heeft daaruit afgeleid dat elke persoon, natuurlijke of rechtspersoon, over een belang beschikt om de bepalingen te betwisten van een wet die de wijze van bekendmaking wijzigt van teksten die zijn situatie kunnen raken.

B.3.5. Het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State maakt in principe een inherent onderdeel uit van de totstandkoming van de betrokken regels. Het behoort derhalve tot de documenten die in voorkomend geval de inhoud en de draagwijdte van de na te leven rechtsregels kunnen verduidelijken.

In zoverre de adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State betrekking hebben op teksten die zijn uitgevaardigd en bekendgemaakt, beschikt eenieder over een belang om de bepalingen te betwisten van een wet die de wijze van bekendmaking van die adviezen regelt.

In zoverre daarentegen de adviezen betrekking hebben op teksten die geen doorgang hebben gevonden of op teksten die nog niet tot een bekendgemaakte regel hebben geleid, blijkt niet dat de bestreden bepalingen rechtstreeks raken aan een aspect van de democratische rechtsstaat dat dermate essentieel is dat de vrijwaring ervan alle burgers aanbelangt. Die bepalingen doen daarenboven geen afbreuk aan de openbaarheidswetgeving die uitvoering geeft aan artikel 32 van de Grondwet.

B.3.6. De verzoekende partijen doen derhalve niet blijken van het vereiste belang bij de vernietiging van artikel 5/3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals ingevoegd bij het bestreden artikel 4. Zij doen echter blijken van het vereiste belang bij de vernietiging van artikel 5/2 van dezelfde gecoördineerde wetten, zoals ingevoegd bij het bestreden artikel 3, in zoverre de adviezen betrekking hebben op teksten die zijn uitgevaardigd en bekendgemaakt.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de middelen

B.4.1. De Ministerraad betwist de ontvankelijkheid van sommige middelen.

B.4.2. Hoewel het Hof niet bevoegd is om rechtstreeks te toetsen aan het Verdrag van Aarhus, de richtlijn 2003/4/EG en het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, is het wel bevoegd om artikel 3 van de wet van 16 augustus 2016 te toetsen aan de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de voormelde internationale bepalingen.

B.4.3. Wat de toetsing aan artikel 23 van de Grondwet betreft, kan de loutere vermelding van artikel 23 van de Grondwet, zonder enige uiteenzetting over hoe die grondwetsbepaling door de bestreden bepaling zou zijn geschonden, niet volstaan om aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof te voldoen.

B.4.4. De middelen zijn niet ontvankelijk in zoverre zij uit de schending van artikel 23 van de Grondwet zijn afgeleid.

B.5. Aangezien het eerste, het tweede, het derde en het vijfde middel enkel gericht zijn tegen artikel 5/3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en de verzoekende partijen geen belang hebben bij de vernietiging van die bepaling, zijn die middelen niet ontvankelijk.

Ten aanzien van het vierde middel

B.6. Het vierde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 23 en 32 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met het Verdrag van Aarhus, met de richtlijn 2003/4/EG en met artikel 160 van de Grondwet, omdat de artikelen 5/2, derde lid, en 5/3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State gelijke situaties op een verschillende manier zouden behandelen.

B.7. Zoals vermeld in B.4.4 is het middel niet ontvankelijk in zoverre het uit een schending van artikel 23 van de Grondwet is afgeleid.

Gelet op de beperkte draagwijdte van het belang van de verzoekende partijen bij de vernietiging van de bestreden bepalingen, vermeld in B.3.6, is het middel niet ontvankelijk in zoverre het betrekking heeft op artikel 5/3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

B.8. Op grond van artikel 5/2, derde lid, van dezelfde gecoördineerde wetten vindt de bekendmaking van een advies dat betrekking heeft op een ontwerpbesluit slechts plaats indien dat besluit wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. De verzoekende partijen voeren met name aan dat een norm weliswaar pas verbindend is na de bekendmaking ervan, maar dat burgers reeds rechten kunnen ontlenen aan een nog niet bekendgemaakte norm. Er zou geen redelijke verantwoording bestaan om de bekendmaking van het advies te ontzeggen aan de categorie van burgers die rechten ontlenen aan een reeds aangenomen maar nog niet bekendgemaakte norm.

B.9. De keuze van de wetgever om de bekendmaking van de adviezen over besluiten die doorgang vinden, vast te leggen op het ogenblik van de bekendmaking van het reglementair besluit in het *Belgisch Staatsblad*, houdt verband met artikel 190 van de Grondwet, dat bepaalt dat een norm pas verbindend wordt zodra hij is bekendgemaakt.

Het is redelijk verantwoord de rechtsonderhorige inzage te verlenen in het advies zodra het besluit verbindend wordt.

B.10. In zoverre de in de bestreden bepaling bedoelde adviezen en teksten waarop die adviezen betrekking hebben, zouden worden gekwalificeerd als milieu-informatie in de zin van artikel 2, lid 1, van de richtlijn 2003/4/EG van het Europees Parlement en de Raad van 28 januari 2003 inzake de toegang van het publiek tot milieu-informatie of in de zin van artikel 3, lid 3, van het Verdrag van Aarhus van 25 juni 1998 betreffende toegang tot informatie, inspraak in besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, nopen noch artikel 7 van voormelde richtlijn, noch artikel 5 van dat Verdrag, de enige bepalingen van die richtlijn en dat Verdrag die betrekking hebben op de actieve toegang tot informatie, tot een snellere bekendmaking van de bedoelde adviezen en teksten.

B.11. Het vierde middel is niet gegrond.

Om die redenen,
het Hof
verwerpt het beroep.

Aldus gewezen in het Nederlands, het Frans en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 21 december 2017.

De griffier,
F. Meersschant

De voorzitter,
E. De Groot

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2017/207064]

Extrait de l'arrêt n° 149/2017 du 21 décembre 2017

Numéro du rôle : 6521

En cause : le recours en annulation des articles 3 et 4 de la loi du 16 août 2016 « modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, en vue de la publication des avis de la section de législation », dans la mesure où ils concernent les articles 5/2, alinéa 3, et 5/3 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, introduit par H.B. et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents E. De Groot et J. Spreutels, et des juges L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier F. Meersschant, présidée par le président E. De Groot,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 3 octobre 2016 et parvenue au greffe le 4 octobre 2016, un recours en annulation des articles 3 et 4 de la loi du 16 août 2016 modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, en vue de la publication des avis de la section de législation (publiée au *Moniteur belge* du 14 septembre 2016, deuxième édition), dans la mesure où ils concernent les articles 5/2, alinéa 3, et 5/3 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, a été introduit par H.B., J.C., D.M., E.N., A.M., J.S., A.C., P.M., l'ASBL « Ademloos », l'ASBL « Straatego » et l'ASBL « Aktiekomitee Red de Voorkempen », assistés et représentés par Me P. Vande Castele, avocat au barreau d'Anvers.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1.1. L'article 5/1 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par l'article 2 de la loi du 16 août 2016 « modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, en vue de la publication des avis de la section de législation » (ci-après : la loi du 16 août 2016), prévoit la publication des avis de la section de législation du Conseil d'Etat. Le Conseil d'Etat assure celle-ci par la voie d'un « réseau d'information électronique accessible au public ». A l'instar des arrêts de la section du contentieux administratif (voir l'article 28 des mêmes lois coordonnées et l'arrêt royal du 7 juillet 1997), les avis de la section de législation sont publiés sur le site internet du Conseil d'Etat. Cette publication doit s'effectuer « sans délai ».

B.1.2. Les parties requérantes demandent l'annulation de certaines dérogations à l'obligation de publication sans délai, prévues par le législateur.

L'article 5/2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par l'article 3 de la loi du 16 août 2016, dispose :

« Par dérogation à l'article 5/1, si l'avis se rapporte à un avant-projet de loi, de décret ou d'ordonnance, la publication n'intervient qu'au dépôt du projet qui en résulte.

Si l'avis se rapporte à des amendements à un projet ou à une proposition, la publication intervient au dépôt de ceux-ci ou, si l'avis est demandé postérieurement au dépôt, lorsque l'avis est remis à l'assemblée qui l'a demandé.

S'il se rapporte à un projet d'arrêté ou à un projet d'arrêté rendant obligatoire une convention collective de travail, elle n'intervient que si [celui-ci] est publié au *Moniteur belge* ».

Les griefs des parties requérantes visent uniquement l'alinéa 3 de la disposition précitée.

B.1.3. L'article 5/3 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par l'article 4 de la loi du 16 août 2016, dispose :

« § 1^{er}. Les avis qui portent sur des avant-projets de loi qui n'ont pas été déposés, sur des amendements à ceux-ci et sur des projets d'arrêtés fédéraux qui n'ont pas été publiés au *Moniteur belge*, ainsi que les textes de ces avant-projets, amendements et projets d'arrêtés sont publiés après la dissolution de la Chambre des représentants.

§ 2. Les avis qui portent sur des avant-projets de décret ou d'ordonnance non déposés, sur des amendements à ceux-ci et sur des projets d'arrêtés communautaires et régionaux qui n'ont pas été publiés au *Moniteur belge*, ainsi que les textes de ces avant-projets, amendements et projets d'arrêtés ne peuvent être publiés qu'avec l'accord de la région ou communauté concernée ».

Les griefs des parties requérantes concernent les deux paragraphes de la disposition précitée.